

ASIE

Inde

La presse commente avec prudence l'accord conclu entre New-Delhi et Islamabad

De notre correspondant

New-Delhi. — « The proof of the pudding lies in the eating » (le pour savoir si le pudding est bon, il faut le manger). Ce commentaire du *National Herald*, quotidien de la gauche du parti du Congrès, illustre la prudence avec laquelle les journalistes indiens commentent l'accord de principe conclu avec le Pakistan le 14 mai (le *Monde* date 16-17 mai).

Surpris par la rapidité des événements, le public est informé que quelques sujets de mécontentement subsistent malgré la décision de renouer les relations diplomatiques. Ainsi, en ce qui concerne le trafic routier, de nouvelles mesures vont être prises pour accélérer le transit des marchandises, mais les camions indiens ne pourront toujours pas pénétrer sur le territoire pakistanais, et vice versa. Pourquoi le Pakistan s'est-il opposé à la libre circulation des poids lourds ? « L'explication n'est pas difficile à trouver », affirme le *National Herald*. L'industrie des transports routiers n'est pas aussi développée chez notre voisin et l'essentiel du trafic aurait été assuré par l'Inde.

A côté de supputations peu charitables sur les raisons qui auraient « obligé » M. Bhutto à enterrer la hache de guerre, il y a aussi le rappel insistant de la déception que suscite à New-Delhi l'application restrictive de l'accord de 1974 sur la reprise des échanges commerciaux. Les Indiens qui avaient acheté un peu de coton au Pakistan, n'ont reçu aucune commande en retour.

Néanmoins, les commentateurs officiels expriment l'espoir que l'accord permettra de créer rapidement une situation propice à la reprise du commerce. Ces vœux rejoignent ceux de l'agence TASS, dont le commentaire a été largement reproduit dans la presse indienne. Rappelant l'existence de liens « historiques et géographiques » entre les deux pays, l'agence estime que les échanges commerciaux permettront à l'Inde et au Pakistan de « résoudre le problème crucial du développement économique ».

A New-Delhi, on souligne que les deux pays sont engagés par un accord global (« package deal ») dont toutes les clauses devront être observées « plus ou moins simultanément ». « Un basculement de l'Inde pourrait être rejoint par le nouveau roi entre New-Delhi et Islamabad », écrit par exemple, dans un article optimiste M. Kuldip Nayyar,

un des journalistes les mieux informés, arrêté après la proclamation de l'état d'urgence et relâché depuis. Le gouvernement de New-Delhi devrait faire connaître dans les tout prochains jours le calendrier qu'il propose pour l'application de l'accord. Il semble que les Pakistanais aient affirmé leur volonté d'aller vite.

On précise, d'autre part, dans la capitale indienne qu'à la fin des pourparlers, M. Agha Sahi, le négociateur pakistanais a souligné la question du Cachemire. Son homologue indien a alors objecté que l'ordre du jour fixé par Mme Gandhi et M. Bhutto dans leur correspondance préliminaire ne prévoyait pas cette discussion. La délégation indienne a eu, cependant, l'impression que M. Sahi n'avait agi que « pour la forme ». On peut déduire de ces commentaires que l'Inde considère aujourd'hui qu'il n'y a pas lieu de revenir sur le statu quo dans la province disputée du Nord.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Thaïlande

Dans le sud du pays

UN CAMP D'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE RASÉ PAR LES INSURGÉS

Bangkok (U.P.I., Reuters). — Une centaine de guérilleros communistes se sont emparés, dimanche 16 mai, d'un camp de volontaires de la défense civile situé dans la province de Nakhon-Si-Thammarat, dans le sud du pays, vient d'annoncer la police.

À ce camp de l'attaque, qui a duré quatre-vingt-dix minutes, et au cours de laquelle les insurgés ont tué des soldats M-16 et des lance-grenades M-79, quinze personnes au moins ont été tuées, dont deux volontaires, deux femmes et quatre enfants ; treize blessés ont été hospitalisés, et on compte en outre quatre disparus. Les femmes et les enfants figurant au nombre des victimes sont des membres des familles des volontaires.

La police précise que les assaillants ont brisé les corps des victimes et cassé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur le caractère nocif de l'anticoncommuniste, puis se sont retirés dans la forêt en emportant une centaine d'armes.

Chine

Les journaux célèbrent le dixième anniversaire du déclenchement de la révolution culturelle

Pékin (A.F.P.). — La presse chinoise a marqué le dixième anniversaire du déclenchement de la révolution culturelle en publiant, dimanche 16 mai, en première page, sous un titre à l'encre rouge, un éditorial conjoint du *Quotidien du peuple*, du *Drapeau rouge* et du *Journal de l'armée de libération*. Les noms des quotidiens, qui s'agissent du journal officiel du peuple, du drapeau rouge et du journal de l'armée de libération, ont aussi été imprimés en rouge, ainsi qu'une citation de M. Mao Tse-toung, qui déclare : « La grande révolution culturelle prolétarienne en cours est tout à fait indispensable et on ne peut plus l'opposer pour consolider la dictature du prolétariat, préserver la restauration du capitalisme et édifier le socialisme. » L'éditorial, long de quatre mille cinq cents caractères, est intitulé : « La grande révolution culturelle prospérera à jamais. » Il est présenté dans un grand cadre à l'encre rouge. Le fait que cet éditorial soit signé conjointement de l'organe du parti, de la revue de doctrine du parti et du journal de l'armée — aucun texte portant cette triple signature n'avait été publié depuis plusieurs mois — traduit un

consensus d'opinion au sujet de la campagne actuelle contre M. Teng Hsiao-ping et reflète en particulier pour la première fois l'approbation formelle par les hautes instances militaires de la récente destitution du vice-premier ministre.

L'éditorial est centré sur la publication de la « circulaire du 16 mai » dans laquelle le président du parti dénonçait un programme politique « révisionniste » connu sous le nom de « thèses de février ».

Cette circulaire, dont l'existence ne fut révélée publiquement qu'un an plus tard, constituait un appel à la destitution de certains hauts dirigeants — non encore désignés à l'époque — « engagés sur la voie capitaliste et fautive dans la parti et le gouvernement ».

Le président de la République, Liu Shao-chi, était le plus important d'entre eux, et M. Teng Hsiao-ping, qui était alors secrétaire général du parti, devait aussi être destitué une première fois.

L'éditorial, qui n'apporte pas d'éléments nouveaux significatifs à la campagne « anti-droite » en cours, dresse néanmoins un parallèle entre le programme « révisionniste », que voulait faire appliquer jusqu'au début de cette année M. Teng Hsiao-ping, et les « thèses de février » de 1966.

Différence essentielle entre les deux époques : en 1966, la « tête » de la tendance politique « erronée », Liu Shao-chi, n'était pas encore tombée — ni même désignée — tandis que, en mai 1976, M. Teng Hsiao-ping, chef de file du nouveau courant « déviationniste », a déjà été destitué de toutes ses fonctions.

L'éditorialiste ne laisse pas passer de nouvelles destitutions « au sonnet » : il déclare que les complices de M. Teng Hsiao-ping ont pu être « rapidement accablés à la débaite », — mais il lance une mise en garde contre les manœuvres des « ennemis de classe ».

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

Une jeune fille de 17 ans tuée à Naplouse par les soldats israéliens

De notre correspondant

Jérusalem. — La journée du 15 mai marquant, selon le calendrier grégorien, l'anniversaire de la création en 1948 de l'Etat d'Israël a donné lieu à des manifestations bien moins importantes que prévu.

En Israël même, certains milieux arabes de Galilée voulaient commémorer la mort des six Arabes tués lors des manifestations du 30 mars. L'ordre n'a cependant pas été troublé, pas plus dans la région de Gaza que dans le sud de la Cisjordanie (la Judée). En revanche, en Samarie, la tension a été très grande dans de nombreuses villes où des écoliers ont une fois de plus lancé des pierres sur des policiers avant de brûler des pneus.

Une manifestation de jeunes, dimanche matin à Naplouse, a pris un tour tragique. Une jeune fille de dix-sept ans, Mlle Jina Nabouli, fille d'un riche commerçant musulman de la ville, a été tuée alors que des soldats poursuivaient un groupe de jeunes gens dans l'escalier d'un immeuble où ils s'étaient réfugiés. La balle est partie accidentellement, affirme le communiqué officiel ; une enquête est ouverte afin d'établir les circonstances du décès de la jeune fille.

Dès que fut connue la nouvelle, l'émotion a été très grande dans toute la Samarie et l'enterrement dans l'après-midi de dimanche a donné lieu à une imposante manifestation groupant quelques milliers de personnes. Au-dessus

© Un diplomate tchécoslovaque, M. Rudolf Konvalinka, chef de la section financière de l'ambassade de Tchécoslovaquie en Egypte, a été trouvé mort pendu dans son appartement du Caire dimanche 16 mai, apprend-on lundi matin 17 mai. Il était âgé de soixante-deux ans. — (A.F.P., Reuters.)

de la foule qui scandait des slogans anti-israéliens, des drapeaux palestiniens avaient été déployés. La municipalité de Naplouse a ordonné deux jours de grève générale pour marquer le deuil de la ville où règne, ce lundi, une extrême tension.

M. Oury Avner, journaliste, membre du comité pour la paix Israël-Palestine, a réclamé la constitution d'une commission d'enquête officielle afin que la lumière soit faite sur les circonstances dans lesquelles un certain nombre de personnes ont été tuées au cours de manifestations anti-israéliennes. — A. Se.

AFRIQUE

Nigéria

SEPT PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LE COMLOT DE FÉVRIER ONT ÉTÉ EXÉCUTÉES

Le colonel Dimka, l'officier qui avait organisé le 13 février le complot qui avait coûté la vie au chef de l'Etat nigérian, le général Murtala Muhammed, a été exécuté le 15 mai en compagnie de six complices. Dès le 11 mars, trente personnes avaient été exécutées en public pour leur rôle dans l'affaire (« le Monde » du 12 mars). Le colonel Dimka, qui avait pris la fuite après l'échec du coup de force, n'avait été arrêté que le 5 mars.

Le chef de l'Etat, le général Olesegun Obasanjo, qui a annoncé samedi à la radio les exécutions, a ajouté que le général Yakubu Gowon, ancien chef de l'Etat, avait été exclu de l'armée et qu'il serait désormais recherché « pour répondre des accusations portées contre lui ». Le général, qui séjourne à Londres, serait impliqué dans la tentative de coup d'Etat. Le capitaine Danada Usman et le sergent Clément Yildar ont, eux aussi, été rayés des rangs de l'armée et sont recherchés par la justice. « Tout pays qui accorderait son hospitalité à ces hommes », a ajouté le général Obasanjo, « commettrait un acte inamical à l'égard du gouvernement et du peuple du Nigéria ». Il a aussi précisé que le gouvernement britannique lui avait déjà fait connaître son refus d'accéder à sa demande d'extradition du général Gowon. — (A.F.P., Reuters.)

Afrique du Sud

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOCAUX DE LA POLICE SUSCITE UNE VIVE POLEMIQUE

(Correspondance.)

Le Cap. — Les photos du corps d'un Noir africain, M. Joseph Mduli, qui avaient été produites devant la Chambre des communes britannique la semaine dernière, comme celles d'une victime de la police, sont au centre d'une vive polémique en Afrique du Sud.

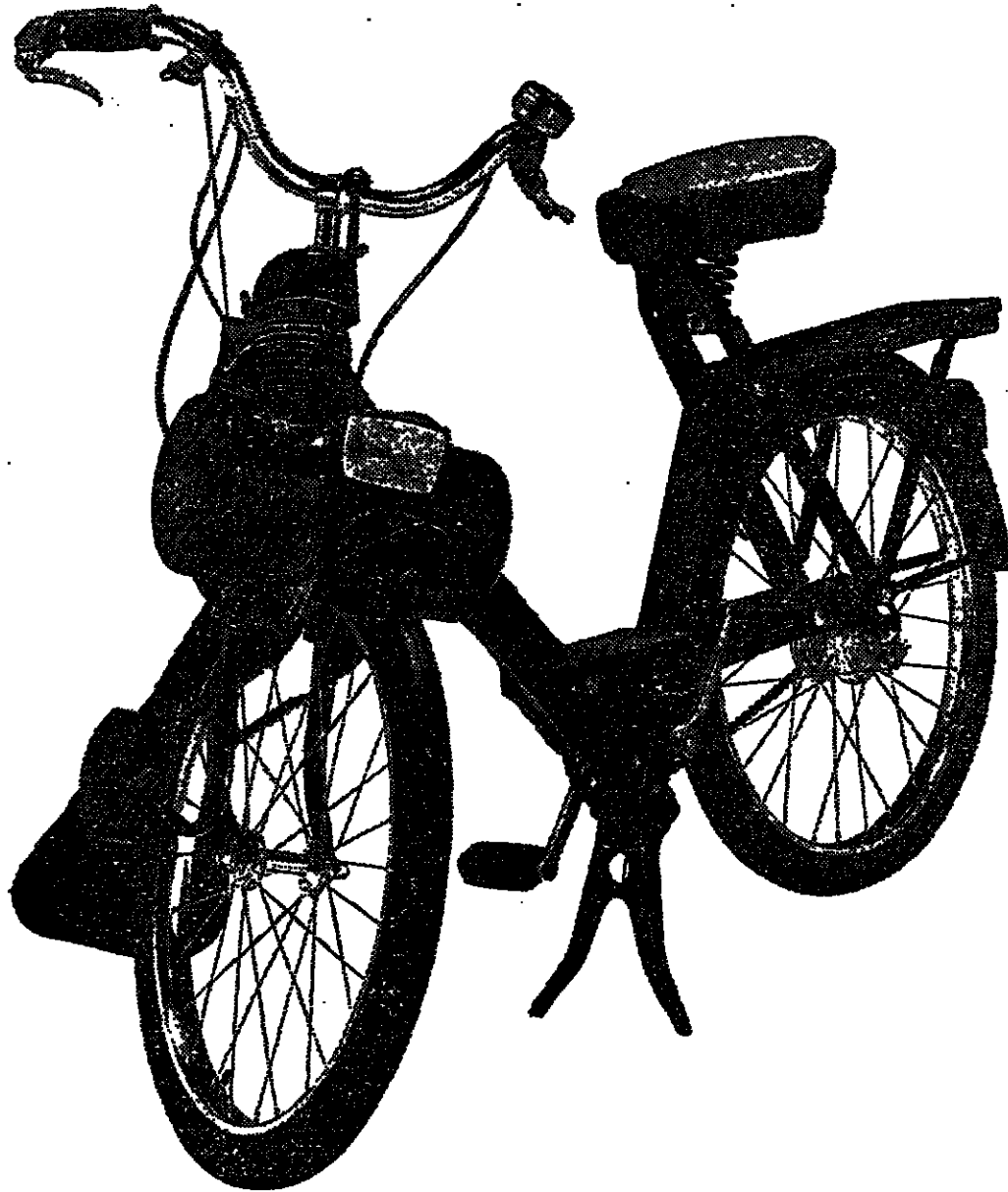
M. Mduli est, en effet, mort au lendemain de son arrestation à Durban, le 18 mars. Les soupçons sur les circonstances de sa mort sont nés lorsque la police refusa de rendre le corps à sa famille et s'opposa à ce qu'un médecin étranger aux services officiels assistât à l'autopsie.

Il a été révélé depuis lors qu'un employé des pompes funéraires avait pris des photos du corps de M. Mduli avant l'inhumation.

La police a démenti rigoureusement que les mutilations visibles sur le corps soient dues à des tortures. Un porte-parole du ministère de la justice les a attribuées à l'autopsie et le ministre de la police, M. Jan Kruger, a tenu à préciser : « Le point important, c'est que la photo a été prise avant l'autopsie. Il s'agit de fait d'une nouvelle campagne de calomnies contre l'Afrique du Sud. »

Toutefois, l'auteur des photographies assure voir des traces de sévices. « Je vois plus de cent cinquante cadavres par mois », a-t-il dit, et je sais reconnaître une grave contusion quand j'en vois une. »

© L'Union générale des cadres, ingénieurs et techniciens C.G.T. de la Loire, tenue en congrès départemental, samedi 15 mai, à Roanne, a demandé, dans une motion, au conseil algérien d'intervenir afin que MM. Pelletier et Chauchard, les deux ingénieurs français condamnés par la Cour de cassation de l'Etat algérien, bénéficient d'une remise de peine. Elle demande au gouvernement français d'engager une action diplomatique en ce sens. — (Corresp.)



Solex 3800. Malgré 25 ans de succès, il est resté très simple.

Tout simplement parce qu'il y a 25 ans qu'il est au point. Quand un deux-roues est solide, robuste, et confortable, que pourrait-on lui ajouter de plus ? Un moteur ? Cela fait 25 ans qu'il en a un. Un moteur silencieux, qui tourne rond, sans jamais tomber

en panne. Naturellement en 25 ans, on l'a un peu perfectionné. Sur des points de détail. Mais le fond est resté le même. Simple. Chacun sait que les choses les plus simples sont toujours les meilleures. SOLEX 3800. C'EST UN VÉLO AVEC UN MOTEUR.



Distribué par Motobécane-Motoconfort.



سكوتر سولكس 3800

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie
Une jeune fille de 17 ans tuée à Naplouse par les soldats israéliens

Le correspondant

La foule qui scandait des slogans anti-israéliens, des drapeaux palestiniens, a été dispersée. La jeune fille, Naplouse, a été tuée par les soldats israéliens. Une enquête officielle a été lancée. Le nombre de personnes tuées au cours de manifestations anti-israéliennes. — A. R.

AFRIQUE

Nigéria

SEPT PERSONNES MORTES DANS LE COMBAT DE RI ONT ÉTÉ EXÉCUTÉES

Le colonel Dimah, qui avait organisé le 12 février un combat contre les rebelles, a été tué. Sept personnes ont été exécutées. — (Reuters)

Le chef de l'État libanais, M. Elias Sarkis, a été élu président de la République libanaise. — (Reuters)

AFRIQUE DU SUD

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOGES DE LA SUSCITE UNE VIVE POUSSE

Le Cap. — La mort d'un Noir dans les loges de la suscite une vive poussée. — (Reuters)

AFRIQUE DU SUD

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOGES DE LA SUSCITE UNE VIVE POUSSE

Le Cap. — La mort d'un Noir dans les loges de la suscite une vive poussée. — (Reuters)

AFRIQUE DU SUD

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOGES DE LA SUSCITE UNE VIVE POUSSE

Le Cap. — La mort d'un Noir dans les loges de la suscite une vive poussée. — (Reuters)

AFRIQUE DU SUD

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOGES DE LA SUSCITE UNE VIVE POUSSE

Le Cap. — La mort d'un Noir dans les loges de la suscite une vive poussée. — (Reuters)

Le « colloque palestinien » de Bruxelles a mis l'accent sur la lutte contre l'« annexion rampante »

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — En réunissant à Bruxelles, vendredi 14 et samedi 15 mai, un « colloque palestinien », les organisateurs, parmi lesquels des députés belges membres de l'association parlementaire arabe et des représentants de l'O.L.P. et de la Ligue arabe, ont d'abord voulu, semble-t-il, mesurer le progrès de la cause palestinienne dans l'opinion publique d'un pays considéré jusqu'ici comme plutôt favorable à Israël. La capitale belge avait abrité un mois et demi auparavant un grand congrès mondial d'arabes.

A cet égard, le colloque palestinien a été un succès. Des professeurs, des hommes d'affaires, des industriels, des étudiants de plusieurs pays, ont assisté nombreux à la séance inaugurale dans une salle de la tour du Midi, et ont participé aux débats tenus à l'université libre de Bruxelles.

La rencontre a connu deux temps forts. Vendredi, des Arabes palestiniens originaires de Cisjordanie et des Arabes israéliens ont témoigné de la situation dans les territoires occupés et évoqué le sort des citoyens arabes de l'État juif. Le docteur Ahmed Hamzeh, qui fut élu député à la liste victorieuse des élections municipales à Hébron, a raconté comment il avait été expulsé le 27 mars dernier et transporté en hélicoptère à l'aéroport de Jérusalem. Il a déclaré que le tribunal ne se réunissait plus pour juger de la légalité de l'opération. « C'est pourquoi, conclut-il, aujourd'hui je suis ici alors que j'en aurais dû être, selon les règles de la démocratie, maître de Hébron ».

Le refus de l'O.L.P. et de l'État israélien de se reconnaître

Selon le docteur Hamzeh, les élections municipales en Cisjordanie ont été l'occasion d'un véritable sursaut contre l'occupation israélienne. L'annexion rampante et les installations de colonies dans les territoires occupés. Elles ont constitué un véritable plébiscite en faveur de l'O.L.P. Ces conclusions ont été confirmées par un grand nombre d'orateurs.

La discussion politique — second moment important de la réunion — ne s'est engagée véritablement que samedi. Elle a été ouverte par une intervention de M. Mohamed Sid Ahmed, rédacteur d'Al-Ahram, le quotidien officiel du Caire, qui a présenté des propositions précises au sujet de la reconnaissance de l'O.L.P. et de l'État israélien de se reconnaître. L'orateur a cité l'exemple des deux Allemagnes et celui de la conférence sur le Vietnam en 1964. Il a suggéré que les deux parties ne se reconnaissent que de facto et organisent, en attendant mieux, la coexistence entre un État juif qui aurait consenti à évacuer les territoires occupés, et un État palestinien créé dans ces mêmes territoires, selon la décision prise par le conseil national de l'O.L.P. au Caire, au cours de l'été de 1974. Ces propositions ont été vigoureusement soutenues par M. Claude Bourdieu, directeur de la planification de l'O.L.P., et Ezzedine Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris.

A Istanbul

Les problèmes chypriote et palestinien ont dominé les débats de la conférence islamique

Istanbul (A.F.P.). — La septième session de la conférence islamique des ministres des affaires étrangères s'est terminée samedi 15 mai par l'adoption d'un communiqué qui préconise l'abolition des privilèges de certains États au sein des Nations unies, grâce à la révision de la charte de cette Organisation. Les participants entendent ainsi remettre en cause l'institution des membres permanents au Conseil de sécurité et leur droit de veto.

Les débats, qui ont duré quatre jours, ont surtout porté sur les questions méditerranéennes. Le gouvernement turc a obtenu des quarante-deux pays musulmans qu'ils appuient les efforts de la communauté turque de Chypre pour se faire entendre dans les institutions internationales sur un pied d'égalité avec les représentants chypriotes grecs. Il a été admis que cette communauté aura un titre d'« étatité » permanent dans les assises musulmanes.

Dès l'ouverture de la session, le gouvernement turc avait fait une importante concession aux pays arabes en autorisant l'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Ankara. Les autorités iraniennes ont pris samedi 15 mai une décision similaire. Les Palestiniens peuvent aussi se féliciter d'avoir obtenu le soutien de tous les pays musulmans à la lutte menée à l'intérieur des territoires occupés et en Israël même.

Une réunion de solidarité avec les prisonniers politiques iraniens aura lieu le mardi 18 mai, à 20 h 30, au Foyer international d'accueil de Paris (30, rue Cambon, Paris-8^e). L'appel de plusieurs organisations, dont le P.C.I., le P.S., le Front progressiste, Témoignage chrétien, la C.G.T., la C.F.D.T., l'UNEF et l'UNICAL.

PROCHE-ORIENT

Liban
DE NOMBREUSES VICTIMES

(Suite de la première page.)
Le conseil municipal demande l'envoi d'une commission d'enquête dans les territoires occupés et proteste très vivement contre le comportement des forces israéliennes, qui, selon lui, « constitue une violation des conventions de La Haye et de Genève ».

● AU LIBAN, l'acalmie a été brusquement rompue dimanche après-midi à Beyrouth à la suite d'un bombardement massif des quartiers ouest de la capitale par les forces de droite. Les progressistes ont riposté à l'artillerie lourde, pilonnant Beyrouth-Est et faisant de nombreuses victimes. Dans la soirée, les combats reprenaient tout le long de la ligne de front à Beyrouth, dans la banlieue et en montagne, notamment dans la région du centre de sports d'hiver de Faraya, au nord-est de la capitale. De part et d'autre, des chars, des canons de campagne, des roquettes, et des armes automatiques de tous calibres sont utilisés. Dans les quartiers musulmans, trois obus sont tombés sur un cinéma bondé de spectateurs, tuant et blessant cinquante personnes. Les obus ont aussi atteint l'ambassade de France à Beyrouth. Ces tirs n'ont pas fait de victimes parmi le personnel de l'ambassade, mais un obus de 120 mm a tué deux personnes de nationalité libanaise dans le bâtiment de l'ambassade de Suisse, situés à proximité.

De source phalangiste, on annonçait dimanche soir que les pilonnages du secteur chrétien

LA MORT D'ÉDOUARD SAAB

Un journaliste passionnément attaché à son métier et à son pays

Edouard Saab est tombé victime de son devoir. Il revenait d'Achrafieh, où il se rendait de temps à autre pour s'informer de la situation dans le « ghetto » chrétien de Beyrouth, quand il a été pris dans le feu croisé des combattants. Il se dirigeait vers son bureau à l'Orient-Jour, dont il était le rédacteur en chef, pour rédiger le « papier » qu'il destinait au Monde.

Double symbole : la balle qui l'a atteint à la tête l'a tué sur le champ, à l'entrée d'un immeuble qui sépare les deux camps. Chrétien maronite, Edouard Saab était solidaire de sa communauté. Né et élevé en Syrie, vivant dans un quartier tenu par les forces islamoprogressistes, spécialiste du monde arabe, il avait une compréhension intime des frustrations et des aspirations de ses compatriotes musulmans. Écartelé, il tentait de rendre justice aux deux camps, ce qui lui valait les récriminations, les pressions, parfois même les menaces de l'un et de l'autre. Tous, cependant, continuaient à lui témoigner leur estime. Son sens de l'humour, sa bonne humeur inébranlable, son optimisme débordant, le mettaient à l'abri de la haine.

Une grande notoriété

Chacun devinait la passion pour son métier. D'une curiosité insatiable, il se déplaçait à Beyrouth, souvent sous une pluie d'obus et de balles, pour aller vérifier le bien-fondé d'une information qu'on lui avait communiquée. Depuis le début de la guerre civile, il y a trois mois, la tranquillité s'est dissipée, se refusant au jour de repos. Ayant mis sa famille à l'abri, d'abord dans sa maison de campagne, à Broumana, ensuite à Paris — depuis la mi-avril, — il s'était installé dans un hôtel proche de son bureau ainsi qu'une ligne téléphonique qui pouvait le relier directement à la rédaction parisienne du Monde. Jour après jour, parfois d'heure en heure, il informait notre journal des péripéties d'une guerre civile qui ensanguinait sa patrie et endeuillait nombre de ses proches.

Malgré ses multiples occupations, ses lourdes responsabilités à l'Orient-Jour, où on lui confiait souvent la tâche ingrate et délicate, entre toutes, de rédiger l'éditionnel dans lequel il n'hésitait pas à s'engager avec fougue, Edouard Saab ne manquait pas de prêter son concours aux confrères en quête d'informations.

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : curiosité, sensibilité et amitié

« L'humour inimitable d'Edouard Saab, sa chaleur méridionale, sa curiosité, ses passions contagieuses, ses toujours faciles à concilier d'ailleurs, et pour son métier et pour son pays, sa curiosité jamais satisfaite, sa logique si personnelle qui se remettait sans cesse en cause

avaient fait cent soixante-quinze blessés et d'importantes dégâts. Alors que les combats reprenaient, la présidence de la République libanaise diffusait un communiqué critiquant les déclarations de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté musulmane chiite. Ce dernier, qui était rentré samedi soir de Damas, avait déclaré que les Syriens étaient prêts à mettre leurs forces armées à la disposition des dirigeants libanais « après la démission du président Frangie, et si le président élu, M. Elias Sarkis, prenait l'initiative de les réclamer ». La présidence de la République a réaffirmé à cette occasion que « la démission du président Frangie est une affaire purement libanaise. Elle ne dépend que des seuls Libanais, et non d'une volonté émanant de l'extérieur des frontières du pays ou de pressions à caractère confessionnel ».

Pour des « observateurs » cités par l'A.F.P., la reprise des combats et la communication de la présidence de la République confirment le refus du président Frangie de présenter sa démission dans les circonstances actuelles, ainsi qu'un net refroidissement entre les conservateurs chrétiens et Damas, qui rappellent à M. Yasser Arafat, chef du comité exécutif de l'O.L.P., se trouve depuis dimanche après-midi. Le séjour du chef de l'O.L.P. à Damas ainsi que les déclarations de l'imam Sadr sur les réserves de la Syrie face aux derniers développements auraient pu selon cette interprétation — inciter les chrétiens conservateurs à reprendre les combats sur une grande échelle.

De grande notoriété au Liban, Edouard Saab ne s'était pas moins dans le monde arabe, qu'il avait cessé de sillonner. Du Maroc à l'Irak, en passant par l'Égypte, le Koweït, l'Arabie Saoudite ou l'Yémen, il adressait, entre autres, à notre journal, ses enquêtes et ses reportages. Très attaché au pays qui l'a vu naître, il a consacré l'une de ses deux œuvres à la Syrie, où la révolution dans la rancaur (Julliard, 1966). Sensibilisé par le drame palestinien, attentif à celui de ceux qui furent les victimes de l'holocauste nazi, il publia, en collaboration avec Jacques Derogy, les Deux Exodes (Denoël, 1968).

Il ignorait alors qu'il serait, un jour, le témoin d'un trépas exode, celui de ses compatriotes. Pour sa part, il refusait obstinément de quitter le Liban, tout en souffrant d'être séparé de sa femme et de ses trois enfants, et malgré les offres alléchantes de publications étrangères qui lui auraient permis de s'installer en Europe. « Cette guerre civile est atroce, absurde, nous disait-il à Beyrouth, il y a quelques jours, mais le Liban est le seul pays au monde où je me sens capable de vivre ».

ERIC ROULEAU.

Edouard Saab est né le 17 novembre 1928 à Latakiah (Syrie). Après des études secondaires chez les Jésuites, il a passé sa licence en droit à l'université Saint-Joseph, à Beyrouth. Rédacteur de politique étrangère au Soir (1954-1957) et à l'Orient (1957-1963), il devient rédacteur en chef du Commerce de Levant (1963-1965) puis du Jour (1965-1971), et enfin, de l'Orient-Jour. Collaborateur de nombreux journaux européens, Edouard Saab assurait la correspondance du Monde depuis avril 1964.

elle-même, sa sensibilité extrême, son sens si rare de l'unité, tout cet édifice merveilleux de ses passions contagieuses, pas toujours faciles à concilier d'ailleurs, et pour son métier et pour son pays, sa curiosité jamais satisfaite, sa logique si personnelle qui se remettait sans cesse en cause

COLLECTION COMBATS

DIRIGÉE PAR CLAUDE DURAND



Jean Ziegler
Une Suisse au-dessus de tout soupçon

« Si vous voyez un banquier suisse se tenir derrière une fenêtre, sautez derrière lui, il y a sûrement de l'argent à gagner. »
VOLTAIRE

SEUIL

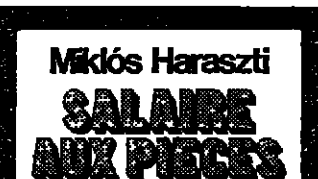
SEUIL



Pierre Goldman
Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France

« Ce que je ne pouvais supporter, c'était d'être pris pour un autre dans cette condamnation... Si j'ai écrit c'est pour assurer personnellement la lutte pour mon acquittement. »
286 pages 36 F.

SEUIL



Miklós Haraszti
Salaire aux pièces

Ouvrier dans un pays de l'Est
C'est d'expérience que l'auteur nous décrit, par delà les proclamations officielles, la réalité du travail d'usine dans les pays de l'Est, telle que la vivent les ouvriers eux-mêmes.
Traduit du hongrois par J. Szaraj et J. Alcar
190 pages 27 F.

SEUIL



Claude Lefort
Un homme en trop

Par l'un des principaux animateurs de « Socialisme ou Barbarie », le premier commentateur sur l'ensemble des trois volumes de l'Archipel du Goulag.
256 pages 36 F.

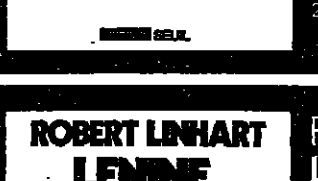
SEUIL



F.N. Bernard, J. Dissler, A. Dugrand, A. Panzani
Les dossiers noirs du racisme dans la Midi de la France

Chaque jour s'allonge la liste des agressions racistes, souvent sanglantes, à Marseille et dans sa région en voie d'inquiétant dossier.
208 pages 28 F.

SEUIL



Robert Linhart
Lénine, les paysans, Taylor

« Les deux problèmes qu'examine Linhart, afin d'apprécier la politique bolchevique, sont celui de la paysannerie et celui de l'organisation de l'industrie. »
François Chatelet
Le Nouvel Observateur
176 pages 27 F.

SEUIL

AMÉRIQUES

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING AUX ÉTATS-UNIS

DANS UNE « LETTRE A L'AMÉRIQUE »
Acceptez une Europe qui prenne ses propres décisions
 écrit le président de la République

L'hebdomadaire américain Time publie ce lundi 17 mai une « Lettre à l'Amérique » de M. Giscard d'Estaing. Le président de la République déclare attendre des États-Unis une fois sortis des « contraintes de cette élection », qu'ils « acceptent franchement l'effort entrepris pour organiser l'Europe en une entité politique, civile et militaire (de l'Amérique) mais ayant les pouvoirs de prendre ses propres décisions ».

M. Giscard d'Estaing attend aussi des États-Unis dans les prochaines années :

- Le maintien de l'engagement à la défense du monde occidental.
- La vigilance, dit-il, est une condition de paix et de progrès vers la détente. Cette vigilance, aussi, naturellement, un effort national de la part des pays concernés.
- Une contribution active au rétablissement d'un ordre mondial et à la coopération internationale, sans laquelle la capacité de l'Occident à poursuivre ses progrès et à assurer ses responsabilités mondiales serait compromise.
- Une participation accrue au dialogue avec le tiers-monde.
- L'institution d'un ordre mondial plus juste et plus stable, estimant-il est le seul moyen possible d'éviter les confrontations à l'échelle planétaire.

Exposant, à la demande de l'hebdomadaire, ses vues sur l'histoire de l'Amérique, son avenir, ses vertus et ses défauts, le président Giscard d'Estaing ne voit pas dans le « malade » qui vient de vivre les États-Unis les signes d'un déclin. « Je ne doute pas, affirme-t-il, que l'Amérique se rétablisse rapidement des crises du Vietnam et du Watergate. Nous y avons tous intérêt ».

Le président de la République française fait l'éloge de cette Amérique qui est « puissante, ouverte, démocratique » et qui, à ses yeux, signifie « entreprise, initiative, mouvement et aussi organisation ».

et effacement. « Sous beaucoup d'aspects, dit-il, vous êtes restés une nation de pionniers, et votre société conserve une dynamisme exceptionnel ».

« Comme tous les autres pays, poursuit le président Giscard d'Estaing, l'Amérique a aussi le défaut de ne pas accepter la responsabilité de ses décisions. Il est plus rapide et plus sûr d'imposer, plutôt que de tenter de convaincre, même ses plus proches partenaires ».

Se référant à « la tendance cyclique au retrait, à l'isolement », constatée aux États-Unis, le président de la République ajoute : « Cette attitude conduit à des accords de protectionnisme, à un certain refus de se conformer aux contraintes internationales, à la nation presque inconsciente que la loi votée par le Congrès prend le pas sur les traités et autres accords internationaux. Elle conduit aussi à ignorer les autres et ce qui se passe ailleurs, à émettre des jugements hâtifs sur des situations complexes qui ne s'adaptent pas aux normes américaines. Mais une telle initiative pourrait être prise au début de l'année prochaine. Selon moi, 1977 devrait être l'année d'un règlement général au Proche-Orient ».

À propos du Liban, M. Giscard d'Estaing déclare : « Nous ne sommes pas candidats pour envoyer des troupes. Si cela paraît utile à la consolidation de la sécurité au Liban, nous sommes prêts à apporter notre contribution. Mais il faut qu'il y ait une autorité libanaise pour le demander. Nous n'avons aucune intention d'intervenir en tant que puissance étrangère pour rétablir l'ordre ou ne soit quelle situation au Liban. Nous n'apportons notre contribution qu'à la demande d'un régime libanais et seulement pour renforcer une situation de cesse-le-feu ou de paix ».

Un « plan Marshall » pour l'Afrique ?

Le Washington Post a publié, ce samedi 15 mai, une interview de M. Giscard d'Estaing. Le président de la République indique qu'il compte proposer aux États-Unis de contribuer à une version moderne d'un « plan Marshall pour l'Afrique ».

Il estime aussi que « les jugements portés ces dernières semaines sur la vie politique dans d'autres pays ont été contraires au but poursuivi par la France », et rappelle que la France avait refusé de se joindre à une « initiative collective », l'été dernier, pour deman-

L'IMAGE DE LA FRANCE

Le gouvernement français a demandé à l'institut américain Harris de poser deux fois les mêmes questions d'une part à un groupe de personnes représentatif du public américain en général, d'autre part à un groupe représentatif des seuls milieux d'affaires, journalistes et milieux politico-administratifs. L'image de la France que se fait ce second groupe est nettement meilleure que celle du premier.

8 % des Américains du premier groupe ont vu la France et 67 % du second.

34 % des Américains en général jugent que la France a joué un rôle important dans l'indépendance des États-Unis ; 76 % des Américains du second groupe sont de cet avis.

25 % des Américains du

der la démission du premier ministre Vasco Gonçalves, au Portugal. « Dire aux Portugais qu'ils doivent être leur premier ministre était contre nos principes et, en outre, à l'encontre du but poursuivi », dit-il. Il est apparu que l'avis raisonnable, car les Portugais ont réglé eux-mêmes leurs problèmes politiques ».

À propos du Proche-Orient, M. Giscard d'Estaing rend hommage aux efforts de M. Kissinger et à sa stratégie du « pas à pas » qui « n'était pas sans mérite ». Mais, poursuit-il, « j'ai toujours dit que cela ne conduirait pas à la paix au Proche-Orient, car cette région a besoin d'un accord général de paix et, par nature, cet accord ne peut être négocié bilatéralement. Il exige la participation de pays qui ne sont pas actuellement représentés dans les pourparlers bilatéraux et une participation des États européens. Les circonstances actuelles, en particulier la campagne présidentielle américaine, ne sont pas favorables à une nouvelle initiative. Mais une telle initiative pourrait être prise au début de l'année prochaine. Selon moi, 1977 devrait être l'année d'un règlement général au Proche-Orient ».

À propos du Liban, M. Giscard d'Estaing déclare : « Nous ne sommes pas candidats pour envoyer des troupes. Si cela paraît utile à la consolidation de la sécurité au Liban, nous sommes prêts à apporter notre contribution. Mais il faut qu'il y ait une autorité libanaise pour le demander. Nous n'avons aucune intention d'intervenir en tant que puissance étrangère pour rétablir l'ordre ou ne soit quelle situation au Liban. Nous n'apportons notre contribution qu'à la demande d'un régime libanais et seulement pour renforcer une situation de cesse-le-feu ou de paix ».

Deux commentaires de la presse américaine

Washington Post (libéral) : plus proche de Johnson que de Kennedy.

« Giscard avait bâti un capital sur ses relations avec le président Kennedy, dans les premiers jours de son mandat, qui furent marqués par une coopération étroite et pragmatique. (...) Mais, aujourd'hui, avec un taux d'inflation annuel de 10 % et un chômage qui continue le chiffre politiquement dangereux d'un million, Giscard apparaît par moments plus proche de Lyndon Johnson, au moment où ce dernier était le plus campé, que de John Kennedy. Dans les deux dernières semaines, cependant, Giscard a à nouveau donné l'impression d'avoir une stratégie politique cohérente ».

New York Times (indépendant) : nous nous connaissons moins que nous le pensons.

« Tout d'un coup, nous semblons d'une manière amicale nous inspirer mutuellement un ennemi mortel. Peut-être est-ce parce que nous pensons que nous nous connaissons trop bien. La familiarité engendre pas le mépris, mais souvent le manque d'intérêt ».

En réalité, nous ne nous connaissons pas aussi bien que nous le pensons, et nous n'avons aucune justification à la suffisance et à l'ennui, en particulier quand les choses vont bien, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours de cette longue année parfois hâtive de la présidence de Giscard d'Estaing. (C. SULZBERGER.)



(Dessin de PLANTU.)

AVANT M. GISCARD D'ESTAING

Trois chefs d'État français sont allés en visite officielle aux États-Unis

Trois chefs d'État français seulement se sont rendus en visite officielle aux États-Unis avant M. Giscard d'Estaing : le général de Gaulle (qui y est allé deux fois), Vincent Auriol et Georges Pompidou.

● DU 22 AU 28 AOUT 1945, le général de Gaulle, qui n'était alors que le président du gouvernement provisoire de la République française, mais qui jouait fonction de chef d'État, a été reçu par le président Truman.

● DU 28 MARS AU 4 AVRIL 1951, le président Auriol a rendu, à trente-deux jours de distance, la visite officielle en France par le président Wilson. La France souhaitait recevoir une aide contre pour son combat en Indochine. A New-York, le président avait eu droit à la parade traditionnelle en voiture découverte sous la pluie des confettis.

● DU 23 AU 29 AVRIL 1960, le général de Gaulle a rendu la visite faite l'année précédente

Le chef d'état-major de l'armée d'El Salvador est arrêté pour trafic d'armes à New-York...

New-York (A.F.P., Reuters, UPI). Le chef d'état-major de l'armée de la République d'El Salvador, le colonel Manuel Alfonso Rodríguez, âgé de quarante-huit ans, a été arrêté le samedi 15 mai près de New-York par la police fédérale pour avoir cherché à revendre à des membres de la pègre américaine des armes achetées par des militaires salvadoriens, aux États-Unis pour une valeur de 2,5 millions de dollars (11,5 millions de francs). Cinq autres personnes, deux citoyens d'El Salvador et trois américains, ont été arrêtées en même temps que le colonel Rodríguez. Tous encaissent une peine de cinq ans de prison et une amende de 10 millions de dollars. La caution de l'officier salvadorien a été fixée à 3 millions de dollars.

Selon le procureur fédéral, M. Robert Fiske, le colonel Rodríguez avait signé et envoyé au département d'État un faux certificat pour l'exportation de dix mille mitraillettes destinées à la défense nationale de son pays. En réalité, ces armes devaient être livrées à des acheteurs américains — on ignore pour l'instant leur identité — par des trafiquants. L'acte d'accusation précise que les parties s'étaient déjà rencontrées à plusieurs reprises pour discuter du prix de la première livraison d'armes, qui aurait été suivie d'autres « si l'affaire réussissait ». Les informations ont été obtenues par des agents du bureau des alcools, tabacs et armes à feu qui étaient parvenus à se faire passer pour des mem-

bres de la pègre et avaient enregistré des discussions entre les négociateurs.

Le 15 mai, des agents du département du Trésor, se présentant comme des hommes du milieu, ont pris contact avec les trafiquants dans un hôtel des environs de New-York, prétendant pour leur verser un acompte. C'est alors qu'ils ont arrêté les six trafiquants.

Le colonel Rodríguez, qui dirige l'armée salvadorienne depuis 1972, n'était pas en mission officielle aux États-Unis lors de son arrestation. Il ne servait donc pas d'immunité diplomatique.

A Washington, un porte-parole de l'ambassade d'El Salvador a démenti catégoriquement que son gouvernement ait été mêlé de près ou de loin à cette affaire. Il a ajouté qu'une enquête serait ouverte.

... ET LE CHEF DE LA POLICE DU GUATEMALA POUR VOL À L'ÉTALAGE A LOS ANGELES

Los Angeles (U.P.I.). — Le directeur général de la police du Guatemala a été arrêté, le 14 mai, à Los Angeles, alors qu'il venait de voler une douzaine de mouchoirs à l'étalage d'un grand magasin. Il a été condamné à 10 dollars d'amende et à un an de prison à l'épreuve. Le policier avait sur lui 972 dollars au moment du vol.

Argentine

LES DÉPOUILLES DE JUAN ET EVA PERON VONT ÊTRE REMISES À LEURS FAMILLES

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). — Les dépouilles mortelles de l'ancien président argentin Juan Peron et de sa seconde épouse, Eva Duarte, seront remises à la fin de l'année à leurs familles. Les dépouilles, situées à 20 kilomètres au nord de Buenos-Aires, pour être remises à leurs familles, a annoncé, le 15 mai, le quotidien Clarín. Cette décision aurait été prise pour permettre à l'actuel chef de l'État, le général Jorge Videla, de s'installer à Olivos. Clarín croit savoir que les restes d'Eva Peron seront rendus à ses sœurs, tandis que ceux de Juan Peron pourraient être remis à l'ancienne présidente, Mme Isabel Peron, la veuve de Juan Peron, qui est actuellement en résidence surveillée, dans l'attente d'un procès pour détournement de fonds publics.

D'autre part, la conférence des évêques argentins a adressé le 15 mai une lettre au président Videla pour lui demander d'interdire les exorcismes de la répression. En particulier, les évêques se déclarent hostiles aux « déclarations insensées », à l'ignorance ou à la peur, à la violence, à la cruauté, à la répression, à la persécution, à la dégradation de la dignité humaine, à la violence, à la cruauté, à la répression, à la persécution, à la dégradation de la dignité humaine.

Admettant qu'il ne serait pas normal d'exiger actuellement le respect de tous les droits politiques, — alors que les militaires ont mis fin à une situation qui « a plongé la nation dans le désastre », — la conférence épiscopale met également en garde les nouveaux dirigeants contre la poursuite incontrôlée de l'actuelle politique anti-inflationniste du ministre, M. Martinez de Hoz.

JE SERAI UN NÉGOCIATEUR DUR AVEC L'U.R.S.S. déclare M. Carter

Washington (A.F.P.). — Si est élu président des États-Unis, M. Jimmy Carter s'efforcera de maintenir des relations amicales avec l'Union soviétique, mais se montrera à son égard « un négociateur beaucoup plus dur » que la présente administration républicaine, indique le candidat à l'investiture démocrate dans un interview publiée par l'hebdomadaire « U.S. News and World Report ».

M. Carter juge indispensable la coopération de l'Union soviétique pour établir une paix permanente, mettre fin aux menaces sur la Corée du Sud et régler le problème du Proche-Orient. En même temps, il estime que les États-Unis ont trop cédé dans chaque négociation avec Moscou, que ce soit la conférence d'Helsinki, celle de Vladivostok ou les accords sur la limitation des armes stratégiques.

L'ancien gouverneur de Georgie promet également de ne pas négocier avec les alliés naturels et non amis, comme ce fut le cas ces dernières années.

Au Proche-Orient, M. Carter cherchera à rendre « sans équivoque » l'engagement des États-Unis, à défendre l'existence d'Israël, tout en facilitant l'ouverture du dialogue entre l'État hébreu et les pays arabes.

A son avis, « les intérêts légitimes des Palestiniens doivent être reconnus », mais il ne reconnaît pas l'O.L.P. ou toute autre organisation palestinienne « avant d'être convaincu qu'elle reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix ».

Dans le domaine de la défense, le président Carter réduira le budget du Pentagone de 5 à 7 milliards de dollars en allégeant la bureaucratie et en se débarrassant d'un certain nombre de généraux et d'amiraux, selon lui inutile.

Chili

UN BRITANNIQUE RÉVÈLE QU'IL A ÉTÉ CHARGÉ DE SURVEILLER LES OPPOSANTS AU GÉNÉRAL PINOCHET EXHÉS EN ANGLETERRE

Londres (A.F.P.). — Des millions de téléspectateurs britanniques ont entendu, le dimanche 16 mai, dans la soirée, le général britannique comment il avait été chargé, par l'ambassade du Chili à Londres, de participer, deux années durant, à diverses actions contre les réfugiés chiliens hostiles au régime du général Pinochet. Cet agent, présenté sous le nom d'emprunt de John Cooper, a affirmé avoir été payé par l'ambassade du Chili pour s'insérer dans les milieux de réfugiés chiliens et pour rassembler des informations sur les personnalités britanniques hostiles au régime chilien actuel.

John Cooper a notamment précisé qu'il avait eu pour mission de photographier à Londres les manifestants devant l'ambassade du Chili et d'agir en agent provocateur pour discréditer, en sa faveur, les opposants au régime du général Pinochet.

Il a également été chargé, a-t-il dit, d'intimider les syndicats écossais hostiles à la livraison à la marine chilienne de frégates britanniques.

M. Cooper a indiqué qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili lorsqu'il lui proposa un revolver et des faux passeports pour des missions plus brutales contre des Chiliens réfugiés en Grande-Bretagne.

Au cours de la même émission, l'ambassadeur du Chili à Londres, l'amiral Raoul Olen, est intervenu pour démentir toute ingérence de l'ambassade chilienne « dans les activités politiques que ou dans les activités politiques des exilés chiliens ». « Aucun membre de mon ambassade n'a été mêlé à des activités clandestines en Grande-Bretagne », a déclaré l'amiral Olen, qui a toutefois reconnu que M. Cooper avait été appointé durant deux ans par l'ambassade du Chili.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Nord

● LE MINISTRE NORD-CORÉEN DE LA DÉFENSE, le général Choi Hyung, a donné sa démission et a été remplacé par le général Oh Jin Woo, chef de l'état-major de l'armée, a annoncé samedi 15 mai Radio-Pyongyang. Le général a renoncé à ses fonctions pour des raisons de santé, a précisé le radio. Il a été nommé vice-président du conseil suprême de défense.

Inde

● M. ASHOK MEHTA, président du parti du Congrès (opposition), qui avait été arrêté en juin 1975 après la déclaration d'état d'urgence, a été remis en liberté. C'est la troisième personnalité libérée depuis novembre 1975 après M. J.P. Narayan et Chaman Singh. — (Reuters.)

Maroc

● DES COMMANDOS DU FRONT POLAIRE ont fait sauter des pylônes amarrant l'électricité à Sot-Casa et ont gravement endommagé le tapis roulant qui relie le gisement de phosphate à la mer. Le quotidien 27 Ro de Casablanca, publié à Las Palmas, qui rapporte cette information, précise que le transport du minerai a été interrompu par des convois de camions escortés par l'armée marocaine. — (A.F.P.)

Pakistan

● LE GOUVERNEMENT PAKISTANAÏS a conclu un

marché de 28 millions de dollars pour l'achat aux États-Unis de fusées antichars de type Tow, a annoncé samedi 15 mai, l'agence de presse Reuters.

Rhodésie

● LES COMMUNICATIONS FERROVIAIRES entre Salisbury et Umtata (à la frontière du Mozambique) ne seront plus assurées que de jour. Cette décision a été prise après une opération lancée le 15 mai par des combattants nationalistes à 80 km de la frontière du Mozambique dans une région considérée jusqu'alors comme à l'abri de la guérilla. L'interruption des communications, qui ont fait passer les 15 et 16 mai, a entraîné la suppression de toutes les communications de service militaire. — (Reuters.)

Tunisie

● DES PLUIES TORRENTIELLES se sont abattues, samedi 15 mai, sur plusieurs régions de la Tunisie, causant de graves dégâts matériels et faisant plusieurs victimes. Des routes ont été coupées, et le déraillement d'un train a fait onze blessés parmi les passagers. — (U.P.I.)

● LES JEUNES OPPOSANTS tunisiens qui faisaient à Alger une grève de la faim (Le Monde du 15 mai), ont cessé, samedi 15 mai, leur action. Ils ont déclaré leur soutien aux efforts de médiation des dernières semaines par des étudiants et des ouvriers en Tunisie. — (A.F.P.)

سكركا نالال

Brésil

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

Le président de la République du Brésil, General Ernesto Geisel, a annoncé samedi 15 mai qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili à Rio de Janeiro, en raison de l'ingérence de l'ambassade dans les affaires internes du Brésil. Cette décision a été prise après que l'ambassadeur chilien, l'amiral Raoul Olen, a déclaré que son gouvernement n'était pas impliqué dans les activités politiques des exilés chiliens. Le général Geisel a déclaré qu'il était « profondément choqué » par les déclarations de l'ambassadeur chilien et qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade. Cette décision a été prise sans consultation avec le Congrès. L'ambassadeur chilien a été expulsé du Brésil.

AMÉRIQUES

Le chef de l'armée d'El Salvador A la recherche d'armes à New-York...

Le chef de l'armée d'El Salvador, le général Carlos Alfonso Fournier, est allé à New-York pour se rendre compte de la situation des armes et des munitions. Il a été reçu par le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, et par le directeur du Bureau des affaires latino-américaines, Philip Canine. Le général Fournier a déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions. Il a également déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions.

Le général Fournier a déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions. Il a également déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions. Il a également déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions.

ET LE CHEF DE LA POLICE DU GUATEMALA POUR VOI A L'ÉTALAGE A LOS ANGELES

Los Angeles (U.P.I.). — Le directeur général de la police du Guatemala, le capitaine Carlos Arana, est allé à Los Angeles pour se rendre compte de la situation des armes et des munitions. Il a été reçu par le directeur du Bureau des affaires latino-américaines, Philip Canine. Le capitaine Arana a déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions. Il a également déclaré qu'il avait besoin de 10 millions de dollars pour acheter des armes et des munitions.

Argentine LES DÉPUTÉS DE JUAN ET EVA PERON VONT ÊTRE RÉMIS A LEURS FAMILLES

Buenos Aires (A.F.P.). — Les députés de Juan et Eva Peron ont été remis à leurs familles. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois.

Les députés de Juan et Eva Peron ont été remis à leurs familles. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois.

Les députés de Juan et Eva Peron ont été remis à leurs familles. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois.

Les députés de Juan et Eva Peron ont été remis à leurs familles. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois. Ils ont été libérés après avoir été détenus pendant plusieurs mois.

CHILI L'OPPOSANT MEVILL O'NEILL A ÉTÉ CHARGÉ PAR LES FORCES ARMÉES AU GÉNÉRAL PINOCHET EN ANGLETERRE

Le général Pinochet a chargé l'opposant Mevill O'Neill de mener une campagne de désinformation contre le régime. O'Neill a été chargé de mener une campagne de désinformation contre le régime. O'Neill a été chargé de mener une campagne de désinformation contre le régime.

O'Neill a été chargé de mener une campagne de désinformation contre le régime. O'Neill a été chargé de mener une campagne de désinformation contre le régime. O'Neill a été chargé de mener une campagne de désinformation contre le régime.

LOIN DES CAPITALES

Brésil : la Transamazonienne des illusions

L'AUTOBUS s'arrête dans un nuage de poussière au bord du fleuve Tapajós. Sur l'autre rive s'étale Itaituba, chef-lieu d'un des plus grands municipes du Brésil. La ville est faite de maisons basses, en bois pour la plupart. Quelques façades donnent sur le fleuve : le bureau de la maison Arara, avec son inscription énorme : « Ici, on achète l'or au meilleur prix », le couvent, l'église, la salle des fêtes, un bar, un coiffeur, une boutique de « disques et revues », une « agence de voyages » et deux restaurants. Les autres disparaissent dans la poussière et la brume de chaleur : à Itaituba, dans la journée, il fait 40° à l'ombre. Pas un souffle d'air. Il n'y fait bon que le soir, à partir de 18 heures. Quand la brise du crépuscule se lève, une autre vie commence : les gens se promènent sur la jetée : c'est le rite quotidien. Silencieux le jour, les boutiques, inondées de lumière, prennent, le soir, un air de fête.

L'autobus qui traverse le Tapajós sur un bac transporte son lot de candidats à l'aventure amazonienne : un vieux mapon qui a laissé ses treize enfants à Vitória, dans l'espoir de gagner ici au moins le double ; trois jeunes gens à la casquette blanche, jaune et verte — les couleurs nationales — portant l'inscription « Transamazonica - Grande Brasil ». D'autres ont des sacs sur lesquels on lit : « Colonisation : intégration ». Ils viennent chercher des emplois de chauffeur à Altamira. L'autobus les a conduits au long de la route transamazonienne, à travers des paysages monotones de lotissements numérotés et de brûlis qui n'en finissent pas de fumer : quarante heures de voyage pour changer la vie.

Avec ses 2300 kilomètres d'Estreito à Humaita, la Transamazonienne devait être une « voie ouverte à la colonisation ». Elle devait permettre « l'exploitation de richesses jusqu'à présent inaccessibles », comme le déclarait naguère le président Médici. Elle devait favoriser l'emploi de « la main-d'œuvre crédentiale des régions semi-arides, grâce à un vigoureux plan de colonisation, décisif pour l'intégration économique et sociale de la nation ». Une infrastructure avait été mise en place : l'Institut de réforme agraire (INCRA) et la Superintendance de développement de l'Amazonie avaient pris en charge la distribution des terres.

HELAS !, sur les 1000 premiers kilomètres déjà achevés, jusqu'à Itaituba, l'aide à la colonisation a été très inégale. Les lotissements sont exigus, les maisons mal construites, les cultures mal choisies. Aux yeux des paysans, l'INCRA s'est discrédité par la lenteur, l'incompétence de ses techniciens, l'injustice de la répartition des terres. Souvent « expulsés » pour n'avoir pas « colonisé dans les règles », les premiers occupants attirés en ces lieux ont continué leur chemin et se sont enfoncés un peu plus loin dans la forêt.

Le second tronçon, Itaituba-Humaita, long de 1600 kilomètres, ne sert, pour le moment, qu'aux camionnes des compagnies privées installées dans la région. Ils mettent une douzaine de jours pour arriver jusqu'à Humaita. Dans cette zone, les règlements de compte, les expropriations des possesseurs — ceux qui ont défriché — par les grileiros — ceux qui ont l'acte de propriété — ont lieu dans la plus grande discrétion. Les informations officielles, elles, font part de la « progression de la colonisation ». Ces deux dernières années, c'est, en effet, cette région qui a reçu le plus grand pourcentage d'investissements nationaux et étrangers en zone rurale.

RACE à la Transamazonienne et à la ruée vers l'or, Itaituba, la dernière ville réelle au Brésil officiel par la route, a complètement changé de physionomie en deux ans. Naguère, il n'y avait que quelques véhicules, ceux des services publics, deux mille huit cents habitants, plus d'électricité à partir de 9 heures du soir et pas de cinéma. Aujourd'hui, il y a plus de deux cents voitures — dont soixante taxis — et douze mille habitants.

Une partie de la population vit du caoutchouc. Une autre, la plus importante, a été attirée par les garimpos, ces centres d'extraction de l'or, et par les multiples activités qui en découlent. Et puis il y a eu les fonctionnaires, qui viennent de Santarém, de Belém, de São-Paulo — cadres de l'INCRA, juristes — des courtiers, des gérants d'entreprises.

Beaucoup d'animosité sépare tous ces gens. Mais ils ont en commun la volonté de sortir victorieux, c'est-à-dire riches. Ils savent que la lutte consiste à se méfier, à se défendre, à attaquer à temps et à éliminer au bon moment. Cela se note, à longueur de journée, à des attitudes, à des gestes, anodins et qui, pourtant, rendent la vie insupportable.

Certains, ici, gagnent vite, et beaucoup. Au petit restaurant de la jetée, le plus médiocre menu est à 25 francs. Le Coca-Cola, qui vaut normalement

1 cruzeiro (0,35 franc) la bouteille, en vaut 4 sur la Transamazonienne, et 7 à Itaituba.

DANS cette ville où rien ne se passe, la criminalité inquiète les autorités : trente morts par mois en moyenne. La ville est le lieu géométrique de tensions explosives. Bien des colons, qui ont été expulsés des abords de la Transamazonienne, sont arrivés à Itaituba décidés à se défendre. Dans les garimpos, les conditions de vie et de travail sont telles que les révoltes sont fréquentes. En ville, se multiplient les règlements de compte individuels. Itaituba a été déclarée « zona de segurança », sous contrôle militaire. Le BIS (bataillon d'infanterie de la Selva) est installé à 2 kilomètres. C'est un centre d'entraînement intensif pour les opérations « en terrain difficile ». Il contrôle les entrées et les sorties, envoie des détachements dans les garimpos pour maintenir l'ordre, fait des patrouilles sur la Transamazonienne pour vérifier l'identité des passagers des camions et des autobus.

En ville, trois soldats secondent le juge Almiro, en poste depuis quarante ans. Ses méthodes sont empiriques. Du vendredi soir au dimanche soir, Almiro est débordé. Les gens, qui, durant la semaine, se couchent tôt parce qu'ils se lèvent tôt, passent leurs week-ends à boire. La chaleur aidant, les rancunes accumulées remontent, et l'on sort les revolvers. Quand sa prison est pleine, Almiro libère ceux qu'il estime les plus inoffensifs.

Les militaires du BIS, eux, relâchent peu. L'autre jour, raconte le gérant de l'hôtel, ils ont arrêté deux terroristes venus de Manaus. Ici, personne ne nous échappe. Ils ont été emmenés, de même qu'un de leurs amis, qui était à l'hôtel, prisonniers dans la chambre que nous occupons. Peu après, on a appris que les deux terroristes avaient été abattus. Quant à l'ami, on n'en a plus entendu parler. Une jeep de l'armée est venue chercher sa valise. Personne n'est scandalisé, ni impressionné. La mort est pour tous un défi. Dans ce bout du monde, l'essentiel est d'être du bon côté.

VINGT avions vont faire aujourd'hui, chacun, un ou deux voyages, selon la distance, vers les garimpos. Les pilotes travaillent de dix à douze heures par jour pour approvisionner les chercheurs d'or disséminés dans un rayon de 150 à 800 kilomètres à partir d'Itaituba : de une heure et demie à trois heures d'« avioneta ». Les principaux centres d'extraction se trouvent le long du fleuve Tapajós et de ses affluents,

Jamamxim, Crepori et Cururi. Aucun n'est accessible par voie terrestre. Certains le sont par le fleuve, mais il y faut des jours. Des soixante-trois garimpos de la région, vingt-deux ne sont desservis que par avion.

Zeca, qui travaillait dans un de ceux-là, nous explique qu'il lui a fallu plus de six mois d'économies forcées pour payer le prix de son retour. Plusieurs de ses camarades qui avaient voulu s'enfuir par la forêt sont morts. « Le travail par lui-même était plutôt mûre dur que ce que j'avais connu avant. On travaillait par « jornada » à quatre. Avec une sorte de tamis, on lave la terre, et l'or peu à peu se détache. Le soir, chaque groupe apporte ce qu'il a ramassé au gérant, qui pèse et qui note. On divise en quatre et on doit alors passer au magasin pour déduire la somme ainsi gagnée de nos dettes. Ce qui reste est à nous. Le problème est que l'on dépense pratiquement tout ce que l'on gagne. »

C'est aussi ce qui dit Zé Arara — à la tête aujourd'hui d'une des plus grosses fortunes de la région. Arrivé il y a dix ans du Maranhão, comme presque tous les garimpeiros, il n'a fait ce travail qu'une seule année. Très vite, il a compris qu'il valait beaucoup mieux acheter et vendre l'or que le ramasser. Il a ainsi créé la première maison de commerce d'or d'Itaituba, celle-là même qui domine le fleuve, à côté du couvent. Actuellement, il possède quelques milliers d'hectares. La compagnie de taxis aériens est à lui. Il a trois bureaux, il loue des chambres en ville, et il offre à sa femme des week-ends de shopping, à Manaus. Il possède dix centres d'extraction et en a deux en location. Il achète l'or des garimpeiros et leur vend tout ce dont ils ont besoin pour « survivre », comme il le dit lui-même.

Ce que Zé Arara oublie de dire, c'est que les garimpeiros n'ont pas le droit à la parole : le gérant abat en toute impunité ceux qui osent proférer des critiques. Il y a, souvent, un prêtre mais pas de médecin, tout juste un dépôt de médicaments. Si — le cas est de plus en plus fréquent — les garimpeiros font venir leur famille, il n'y a rien de prévu pour elles. La mortalité y est très élevée, la fièvre y sévit, les piqûres d'insectes y sont insupportables. « Ceux qui ne meurent pas reviennent quand ils le peuvent », nous disait un ancien chercheur devenu vendeur d'or. « Quant à moi, je ne voudrais pas que mes enfants sachent jamais par quoi je suis passé pour sortir de la misère. »

REGINE MELLAC.

Découvrez "les peu sucrés de Volvic"

Buvez naturellement peu sucré, découvrez Vin aux pamplemousses et Vin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, "les peu sucrés de Volvic" ont le goût frais et naturel du fruit.

Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 330-4534

bac

aidez-les à réussir

les 10 derniers jours avant le Bac seront déterminants s'il accepte d'être inscrit aux préparations SPECIALES BAC MATH. Mises au point par D. Guermesprez, créateur de SOS-MATH, ces préparations intensives offrent aux terminales A B C D E les possibilités de concentration indispensables pour prétendre au succès.

du 1^{er} au 12 juin

les préparations SPECIALES BAC-MATH s'effectueront dans 4 centres à Paris, sur les bases suivantes : ● méthodes rigoureuses ● petits groupes ● encadrement par équipes de professeurs confirmés ● reprise des points essentiels des programmes MATH-PHYS-ECO avec réponse aux questions ● exercices et problèmes d'examen contenant les pièges ● formulation des astuces à connaître.

SOS - MATH ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVE

TELEPHONE : 522-94-10 ou 326-30-75

dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo :

Club Résidence Dragonnière

Une résidence "pleins services" pour y vivre un troisième âge dégagé de toutes servitudes. Outre tous les services pris en charge par le club, les résidents y ont à leur disposition : restaurant, bar, piscine, tennis, bibliothèque, salle de sport et de détente... et un parc d'un hectare et demi.

RENSEIGNEMENTS ET VENTE : sur place : CLUB RESIDENCE DRAGONNIERE, 16, avenue Paul-Doumer 06190 ROCQUEBRUNE CAP MARTIN Tél. : (06) 35.42.07. à Paris : LA PROVIDENCE I.A.R.I., 56, rue de la Victoire Tél. : 280.63.99. 75009 Paris.

Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops respectent ce que la nature a toujours protégé.

comme irritants pour l'épiderme. Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle. La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille. Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.

Déodorants Kéops. Conçus sans éléments irritants.

LE "VRAI" OUEST

A proximité du Bois de Boulogne,
de l'Autoroute de l'Ouest et des périphériques Sud et Nord...

Des bureaux entièrement cloisonnés, bénéficiant de prestations
de qualité et équipés de 15 lignes de téléphone...

Dans un cadre agréable au "vrai ouest" de Paris,
au prix de location de :

350F
le mètre carré
+charges

750 m² (divisibles en 2 modules)
14 places de parking
(Possibilité de vente ou crédit/bail.)

Renseignements et documentation sur demande à :

FRANK ARTHUR
134, BOULEVARD HAUSMANN - 75008 PARIS
924-07-69

M. _____
Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

EUROPE

La R.D.A., cinquième puissance

(Suite de la première page.)

« Cela n'a pas toujours été facile. Après 1945, les gens étaient sceptiques. Ils ne nous faisaient pas beaucoup confiance. Il faut bien le dire. L'avenir leur paraissait incertain. Maintenant regardés, tout le monde construit, chacun veut avoir sa maison individuelle. C'est le signe que les gens se sentent en sécurité. Pour réussir, il a fallu montrer un peu de courage, bien sûr, prendre quelques risques ».

Pour nous expliquer à sa façon l'évolution psychologique de la population de son village au cours des trente dernières années, le maire de Dachwig a choisi le cadre insolite de la piscine municipale. En dépit des sollicitations de notre accompagnateur, il a refusé à nous conduire dans son bureau de la mairie pour nous tenir l'exposé introductif, rituellement servi aux visiteurs dans les institutions officielles.

Il préfère être sur le terrain : le lendemain se déroulent ici même les Spartakiades du Kreis (canton), ces compétitions organisées chaque année dans tout le pays et qui ont fortement contribué à favoriser le sport de masse. En Allemagne de l'Est, presque chaque enfant d'âge scolaire pratique un sport en dehors de l'école, en même temps qu'il s'initie à un travail manuel dans un club technique.

L'édile est particulièrement fier de sa piscine « de dimensions olympiques », précise-t-il. « C'est

l'œuvre de la population tout entière. Nous avons écrit une lettre très poète à tous les habitants pour les inviter à venir, en fonction de leurs compétences, mettre la main à la pâte après leur travail. Et voilà le résultat. Nous avons simplement payé le matériel ».

On n' imagine pas le bénéfice qu'a retiré depuis trente ans l'économie est-allemande de ces travaux dits volontaires accomplis par la population de tout âge. Ici des membres de la Jeunesse allemande libre (F.D.J.) fabriquent des pièces pour une usine de matériel de camping, là des propriétaires de « datchas » aident à effectuer les travaux de voirie dans les chemins non encore aménagés menant à leurs villas. On pourrait multiplier les exemples : dans tout le pays l'émulation et l'initiative sont permanentes.

Avant le neuvième congrès du SED, les appels à la bonne réalisation du plan, à l'augmentation de la productivité ont été plus que jamais pressants. Mais la propagande véritablement envahissante à Berlin, est déjà plus discrète ici à la campagne. On est entre soi, à quoi bon faire de grandes proclamations idéologiques ? Chaque conseiller a « sa » rue et une fois par mois, va s'informier auprès de ses électeurs. Ce travail à la base est sans doute plus payant que tous les slogans.

Démographie et main-d'œuvre

Le nombre des habitants de Dachwig n'a pratiquement pas varié depuis des années. Le taux de natalité reste, ici comme ailleurs, désespérément faible. En 1974, il se situait pour l'ensemble de la R.D.A. à 10,6 ‰. Les familles de trois enfants sont partout l'objet de soins particuliers : semaine de quarante heures pour les mères salariées, attribution prioritaire de logements, crèches gratuites, etc. Celles de quatre enfants et plus au nombre de seulement seize dans le village de Dachwig, nous indique le maire — sont véritablement choyées.

Le gouvernement ne lésine pourtant pas sur les moyens pour encourager les citoyens à procréer tout couple âgé de moins de vingt-cinq ans qui se marie à droit, pour se monter en ménage, à un crédit d'Etat de cinq mille marks (au cours officiel le mark vaut 1,36 F). La naissance d'un enfant entraîne non seulement l'octroi à la famille d'une prime de mille marks mais encore diminue la somme à rembourser. A la naissance du troisième enfant, le crédit n'est plus remboursable.

La main-d'œuvre, problème crucial de la R.D.A., n'en reste pas moins toujours aussi rare. Les prévisions de l'emploi pour le district d'Erfurt, dont dépend la commune de Dachwig, prévoient qu'un plancher sera atteint d'ici cinq ans pour ce qui est de la population active dans l'agriculture. Plus personne, paraît-il, ne veut quitter le village pour la ville. Il y aurait même quelques exemples de retour à la terre. C'est « notre vague nostalgique », nous dit M. Just avec un sourire. Le socialisme « rétro » en quelque sorte.

De cette évolution encore très timide témoigne, par exemple, la coopérative agricole de production végétale d'Andisleben, à un jet de pierre de Dachwig. « L'âge moyen des coopérateurs a atteint jusqu'à cinquante-quatre ans à une certaine époque, nous dit son président, M. Bachmann, qui a lui aussi l'insigne du SED à la boutonnière. Cela ne manquait pas de nous inquiéter. Qu'allions-nous devenir si le vieillissement continuait ? Fort heureusement, la tendance commence à se retourner et, aujourd'hui, la moyenne est de quarante-huit ans. Maintenant, les jeunes arrivent : deux ou trois par an, nous dit-on... »

Les joies du « volontariat »

Dans le bureau du directeur, les portraits de MM. Honacker, premier secrétaire du SED, et Stoph, président du Conseil d'Etat, sont accrochés au mur. Très souvent, dans les lieux officiels, un troisième visage vient s'ajouter aux deux précédents, celui de M. Sindermann, chef du gouvernement. Ainsi est manifesté le caractère collectif de la direction politique en Allemagne de l'Est. Le Capital, de Karl Marx, en trois tomes, trône en bonne place dans la modeste bibliothèque directoriale, ainsi qu'un exemplaire de la Constitution de la R.D.A. Le travail de la terre est aujourd'hui presque entièrement mécanisé. Au cours des cinq dernières années, la coopérative d'Andisleben a doublé sa production avec environ moitié moins de main-d'œuvre : six cents personnes

au total sur une superficie de 8 000 hectares. C'est dire le gain de productivité. Les rendements moyens de cette exploitation, qui n'est sûrement pas une des plus mauvaises de la région, sont remarquables : 46,5 quintaux à l'hectare pour le blé (moyenne nationale : 43,3 quintaux à l'hectare en 1974), 450 quintaux pour la betterave à sucre (moyenne nationale : 296,9 quintaux en 1974).

De tels résultats n'auraient pu être acquis, ici comme dans l'ensemble du pays, sans une insertion très poussée des femmes dans le monde du travail. Plus de 80 % de la population féminine en âge de travailler est engagée dans la production. La coopérative d'Andisleben n'échappe pas à la règle. « Ce n'est pas simplement une question d'argent, c'est aussi un problème de conscience, nous explique M. Bachmann. Croyez-vous qu'avec mon salaire (environ 15 000 marks par an) ma femme aurait besoin d'être vendue dans un magasin du village ? Non, il faut voir les choses autrement. Dans notre société, celui ou celle qui ne travaille pas encourt le risque d'être mal considéré. Il s'agit de réflexions du genre : « Tiens, en voilà un qui se fait entretenir sur le dos de la collectivité ! »

Heures supplémentaires en semaine, travaux « volontaires » d'intérêt public le samedi ou le dimanche, plan et contre-plan, concours bénévoles pour rendre « nos villes et nos villages plus jolis », émulation pour le 1^{er} mai ou l'anniversaire de la République — sans l'exploitation continue de cet esprit de compétition, la République démocratique allemande se serait-elle hissée au cinquième rang des puissances industrielles européennes ? Ce culte du travail est inculqué dès l'enfance : fille ou garçon, tout écolier doit savoir maîtriser une technique. On incite les jeunes à apprendre trois ou quatre métiers pour pouvoir s'adapter à l'évolution technologique. On exige d'eux, nous dit un responsable de l'Office des questions de jeunesse, « une absolue disponibilité à s'engager personnellement pour ce pays, à renforcer par leur travail son potentiel économique ».

De retour à Erfurt, dans la soirée, nous nous promènon sur l'Anger, un étrange silence règne sur la place d'où tout trafic automobile a été banni : ici, comme dans bien des villes d'Europe de l'Est, le tramway est roi. Sur le terre-plein quelques adolescents en jean et aux cheveux longs attendent patiemment. Deux passants, parlant arabe, nous croisent. Sur un échafaudage monté le long des immeubles en réfection qui bordent la place, on a accroché une banderole : « Nous promettons d'avoir terminé notre travail pour le 7 octobre 1976. » Ce jour-là, la R.D.A. fêtera son vingt-septième anniversaire.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

LE ROUGE ETAT PRUSSIE

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ SUISSE
de
CESTION IMMOBILIÈRE
ET FINANCIÈRE
recherche
Conseillers Financiers
pour vente
NOUVEAU PRODUIT
sans équivalence
● GARANTIES IMMOBILIÈRES
TOTALES;
● REVENUS EN FRANCS
SUISSES
Adressez références manuscrites
et photo à :
TRISERVIS
Box 624
4, place du Cirque,
CH - 1204 GENEVE

SC.PO
Préparation d'été et annuelle
sur place ou par correspondance
● Examen d'entrée 1^{re} année
● Procédure d'admission 2^e année
● Seconde session fin d'A.P.
CEPES
Groupement libre de Prussiens
57, rue Charles-Lafitte 92 NEUILLY
722-94-94

Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...

... dans une banque régionale

La Banque DUPUY DE PARSEVAL, une banque de dépôt privée avec son siège social à Sète et deux succursales, l'une à Montpellier, l'autre à Béziers. Au total, 45 agences et un effectif de 250 personnes. Ses

activités : les opérations de guichet, l'encaissement des chèques, la gestion des comptes-clients, les prêts habituels, le service des titres, etc.

Ses directeurs, André et Robert Dupuy, sont depuis longtemps convaincus du rôle important que peut jouer l'informatique dans le domaine bancaire, puisque le siège est déjà équipé depuis quatre ans d'un ordinateur IBM 3 modèle 10 qui assure l'ensemble des travaux du groupe. Mais, dans un souci de décentralisation, ils ont décidé d'équiper leurs succursales du petit ordinateur IBM 32. L'un d'eux est déjà installé à Montpellier où il fait office de terminal "intelligent" traitant sur place certains problèmes, mais en liaison directe avec l'ordinateur du siège. Le 32 assure déjà le traitement de la comptabilité locale, la saisie des données en provenance des agences (avec le poste de saisie IBM 3742), la gestion du fichier-clients avec mise à jour de leurs comptes, et à la demande, le calcul des plans d'épargne avec les échelles d'intérêts. Toutes les données comptables traitées par le 32 de Montpellier sont transmises à l'ordinateur central de Sète qui les conserve pour établir le bilan global de la Banque. Le 32 de la succursale de Béziers doit être prochainement installé.

Les améliorations dues au 32 ?... avant tout, un meilleur service à la clientèle : grande rapidité de traitement des documents, repérage facile des erreurs, sécurité et disponibilité immédiate des données traitées. Enfin, une meilleure organisation de la banque favorisant l'autonomie des succursales et le maintien d'une harmonisation à l'échelon central.

Si, comme la Banque DUPUY DE PARSEVAL, des centaines d'entreprises de tous secteurs et de toutes tailles ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :
Paris et région parisienne : M. LOCTIN
Tour Septentrion, La Défense, 20, av. A. Prothin - 92081 COURBEVOIE.
Tél : (1) 776.43.43 - poste 6.000
Bordeaux (Limoges, Pau, Toulouse)
M. FERRE - 351, Bd. du Président Wilson - 33200 BORDEAUX. Tél : (56) 08.84.85
Lille (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. BOULET
250, Av. de la République - B.P. 3219 - 59019 LA MADELEINE. Tél : (20) 51.92.54
Lyon-Ecully (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) - M. DU FAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvagerie B.P. 13
69130 ECULLY. Tél : (78) 33.81.70
Marseille (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon)
M. STERN - 2, Bd. de Gobis - 13295 MARSEILLE Cedex 2. Tél : (91) 75.07.27
Nantes (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours)
M. VILLETTE - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE.
Tél : (40) 75.47.75
Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)
M. FRANK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cedex. Tél : (88) 61.48.15

*Prix de location mensuelle :
à partir de 5 841 F TTC

Prix de vente :
à partir de 224 796 F TTC

**IBM 32 un petit ordinateur
une grande expérience**

سكنات الحاحل

EUROPE

Irlande du Nord

Onze morts et cinquante-quatre blessés dans une série d'attentats

De notre correspondant

Belfast. — Onze personnes ont été tuées et cinquante-quatre blessées au cours d'une série d'attentats, le week-end dernier, portant le nombre des morts de la province à cent vingt-cinq depuis le début de 1976.

Dans le village frontalier de Belcoo (comté de Fermanagh), à l'ouest de l'Ulster, trois policiers de la Royal Ulster Constabulary (RUC) ont été tués par un engin piégé, et un quatrième grièvement blessé. Plus tard, un sergent de la RUC a été tué dans une embuscade sur une route de la frontière avec l'Irlande du Nord, dans le comté de Down, et un autre dimanche soir à Belfast. Depuis le début des troubles, en 1969, la RUC a perdu quatre-vingt-deux hommes.

En représailles, cinq bars catholiques ont été attaqués par des activistes protestants. Dans le centre de Belfast, une bombe placée à l'entrée d'un pub, a tué deux catholiques. Dans le petit village de Charlemont, comté d'Armagh, trois catholiques ont trouvé la mort dans une attaque similaire. D'autre part, six personnes ont été blessées dans une fusillade contre un pub du village.

Dans une déclaration, le secré-

taire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, a affirmé : « Maintenant, la police est en première ligne. » Bien que l'IRA provisoire n'ait pas revendiqué les attentats contre la RUC, il semble qu'elle en soit responsable. Dans un de ses journaux, elle promettait « un long et chaud été » à la police nord-irlandaise et à cette dernière appliquait le plan d'« insécurité » de M. Rees. Celui-ci a l'intention de confier progressivement la lutte contre le terrorisme à la police locale et aux territoriaux de l'Ulster. Déjà, plus de mille soldats britanniques ont été retirés d'Ulster. Mais il est probable qu'il n'y aura pas d'autres retraits à court terme.

Cette nouvelle vague de violence survient après une période de calme, mise à profit par le leader du parti loyaliste Vanguard, M. William Craig, pour suggérer la reprise des discussions entre les partis politiques d'Irlande du Nord sur l'avenir constitutionnel de la province. A ce titre, il a demandé audience au premier ministre, M. James Callaghan, et suggéré des élections pour une troisième session de la Convention constitutionnelle dissoute le 5 mars dernier.

Grande-Bretagne

Les conservateurs s'opposent à la création d'un organe exécutif en Ecosse

De notre correspondant

Londres. — Après bien des tergiversations, le leader conservateur, M. Thatcher, a déclaré samedi 15 mai, à Perth, au congrès des Tories écossais, la politique conservatrice à propos de la dévolution de pouvoirs à l'Ecosse.

Les Tories se prononcent formellement pour une assemblée écossaise élue au suffrage universel, mais qui ne sera qu'une « succursale » du Parlement britannique, sans aucun organe exécutif. C'est un compromis houleux visant à satisfaire les aspirations écossaises à l'autonomie sans trahir l'attitude traditionnelle « unioniste » du parti conservateur.

Mme Thatcher s'est montrée suffisamment habile pour ne pas provoquer de manifestations hostiles de la part des nombreux conservateurs écossais qui restent fermement opposés à toute espèce de pouvoir régional. Le rôle, cependant, M. Whitelaw, responsable des questions de dévolution dans le cabinet fantôme, avait affirmé une véritable tempête en défendant l'attitude des dirigeants du parti.

Nombre de conservateurs considèrent la création d'une assemblée écossaise comme le premier pas vers la désintégration du Royaume-Uni. Après un débat extrêmement houleux au congrès de Perth, le principe d'une telle assemblée avait néanmoins été approuvé vendredi par une faible majorité.

Les critiques de la politique officielle du parti Tory ont demandé en vain un vote à bulletin secret. Ils ont fait remarquer que le parti conservateur reproche aux syndicats de violer les règles élémentaires de la démocratie lorsqu'ils prennent leurs décisions à main levée. Ceux des Tories qui refusent campagne sur le thème « Gardes la Grande-Bretagne unie » ont d'ailleurs noté que, dans la salle du congrès de Perth, les bras de nombreux « mécontents » avaient gonflé le nombre des votes.

La position adoptée par Mme Thatcher et la majorité du « cabinet fantôme » permet de penser que les Tories ne s'opposent pas à la création d'un organe exécutif en Ecosse, mais qu'ils ne veulent pas que ce soit le parti conservateur qui le crée. Ils estiment qu'un nombre substantiel de députés du Labour sont aussi hostiles que les Tories à la dévolution de pouvoirs à l'Ecosse.

JEAN WETZ.

Union soviétique

M. Brejnev ne se rendrait pas à Belgrade avant l'automne

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev fera bien un voyage officiel en Yougoslavie, mais il est peu probable que ce soit avant l'automne. C'est ce qu'on laisse entendre dans les milieux bien informés de Moscou après l'entrevue accordée vendredi 14 mai par le secrétaire général à M. Smole, l'ambassadeur de Yougoslavie en U.R.S.S. Cette rencontre avait relancé les spéculations sur un prochain voyage de M. Brejnev. Il est très rare en effet que le secrétaire général revoie des ambassadeurs, et jusqu'à présent de telles entrevues ont toujours été consacrées à la préparation d'un voyage officiel.

Le cas de M. Smole est un peu différent, explique-t-on à l'ambassadeur yougoslave, qui est en poste depuis moins d'un an à Moscou, est membre du bureau politique de la Ligue des communistes. C'est dire qu'il a un contact direct avec le maréchal Tito et qu'il peut aborder avec ses interlocuteurs soviétiques le délicat problème des rapports entre partis. On pense d'ailleurs que M. Brejnev et Smole n'ont pas limité leurs entretiens de vendredi au voyage de M. Brejnev, mais qu'ils ont aussi abordé certains problèmes de politique étrangère (en particulier la situation au Proche-Orient), ainsi que celui de la conférence des partis communistes européens.

On estime toujours à Moscou, que cette conférence pourrait se réunir à Berlin-Est, soit vers la fin du mois de juin, soit au mois de juillet. Si les perspectives d'un

compromis n'étaient pas bonnes, ajoute-t-on, le bureau politique soviétique n'aurait pas pris le risque de publier vendredi un communiqué relativement optimiste approuvant le travail de la délégation de Moscou à la dernière réunion de la commission de rédaction du document qui doit être adopté à l'issue de la conférence. C'est la première fois qu'un tel communiqué est publié.

Si la conférence a lieu, il est probable que M. Brejnev s'y rendra. Parmi les autres raisons qui pourraient expliquer l'impossibilité pour le secrétaire général de se rendre prochainement en Yougoslavie, il faut citer le voyage officiel que doit faire, à partir du 8 juin, Mme Gandhi en U.R.S.S., et aussi la prochaine session du Soviet suprême, qui sera précédée, comme le veut la tradition, par un plénum du comité central.

La dernière rencontre entre M. Brejnev et le maréchal Tito, eut lieu en novembre 1973 à Kiev. Depuis, plusieurs incidents ont marqué les relations entre les deux pays (notamment à propos du rôle de l'armée rouge dans la libération de la Yougoslavie, des activités des éléments « communistes » yougoslaves, qui bénéficient du soutien soviétique, et de la préparation de la conférence des partis communistes européens). Mais Moscou a toujours pris soin de ne pas envahir les choses, ayant sans doute à l'esprit la succession du maréchal Tito.

JACQUES AMALRIC.

Paris Montréal Toronto.

Avec Air Canada, vous pouvez vraiment choisir votre destination au Canada.

En effet, Air Canada est la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada : 31 exactement. Avec Air Canada, vous pouvez partir à 11 h 15 de Paris-Charles-de-Gaulle; arriver à 12 h 40 pour une escale technique à Montréal; et être à 14 h 45 à Toronto. A pied-d'œuvre pour vos rendez-vous d'affaires.

Et si vous partez pour l'ouest du Canada (Winnipeg, Vancouver, Calgary, Edmonton), vous pouvez profiter du service Western Arrow et gagner jusqu'à 4 h de voyage : il vous suffit de prendre un vol direct via Londres (par exemple : départ à 15 h de Paris-Charles-de-Gaulle; arrivée à Londres à 15 h, escale et arrivée à Vancouver à 17 h 55).

Et n'oubliez pas que ce réseau de 31 destinations est ouvert au fret. Avec Air Canada, vous rattrapez le temps qui passe.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



AIR CANADA

Paris-9°: 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00
Lyon-2°: 63, rue du Pt E.-Herriot - Tél. 42.43.17

Allemagne fédérale

Après les incidents de Francfort

LE JUGE FAIT RELACHER TREIZE DES QUATORZE PERSONNES APPRÉHENDÉES

(De notre correspondant.)

Bonn. — A la suite de la manifestation du lundi 10 mai, à Francfort, au cours de laquelle un policier a été grièvement blessé par un cocktail Molotov, la police a procédé à quatorze arrestations dans la nuit du 13 au 14 mai.

Présélectionnés au procès de la manifestation allemande, photos à l'appui, six personnes comme les responsables de la manifestation, les coupables au pouvoir, une personne accusée l'accusation de tentative de meurtre sur la personne du policier.

Le juge d'instruction a remis en liberté, le samedi 15 mai, treize des personnes appréhendées sur simple coup de téléphone anonyme et qui, la veille, avaient été présentées au public comme les leaders de l'« insurrection » : la quatorzième, M. Gerhard Stecher, a été placée en détention préventive.

Les personnes présentées publiquement comme des « assassins et terroristes » ont l'intention de porter plainte contre M. Müller, président de la police de Francfort, et contre M. Werner, secrétaire d'Etat au ministère de la justice de Hesse, président de la commission spéciale chargée d'enquêter sur les attentats de la semaine dernière. — D. V.

A Berlin-Ouest

PLUSIEURS MILLIERS DE JEUNES GENS ONT ASSISTÉ AUX OBSÈQUES D'ULRIKE MEINHOF

(De notre envoyé spécial.)

Berlin. — Un peu moins d'une semaine après avoir été trouvée pendue dans la prison de Stuttgart-Stammheim, Ulrike Meinhof a été inhumée le samedi 15 mai au cimetière protestant de Berlin-Friedrichshagen, sans cérémonie religieuse, avec quelques fleurs. Plusieurs milliers de jeunes gens, dont beaucoup avaient le bas du visage masqué pour ne pas être reconnus plus tard par la police, se pressaient autour de la cercueil d'Ulrike Meinhof, des familles des autres prisonniers du groupe, de leurs avocats. A l'issue du cérémonial, quelque sept mille personnes se sont dirigées vers le centre de Berlin, quadrillé par un fort service d'ordre, sans provoquer d'incidents.

« Nous avons échoué parce que nous n'avons pas pu empêcher la mort d'Ulrike Meinhof », a affirmé M. Orossant, en exigeant l'abolition de l'isolement et un statut de prisonnier politique pour les détenus de la « Fraction armée rouge ». En déclarant qu'il allait parler « en chrétien », M. Helmut Gollwitzer, professeur de théologie, a déclaré qu'il refusait de collaborer avec Hitler, provoquant quelques remous. « Au-delà des désaccords qui me séparent d'Ulrike Meinhof, dit-il, l'important, c'est la lutte pour la libération de l'homme de l'oppression et de l'exploitation. Sa vie et son combat nous interrogent sur ce que nous avons négligé. Si elle avait trouvé plus de gens prêts à combattre l'oppression, peut-être aurait-elle choisi une autre stratégie que celle de la haine et de la contre-haine ? »

DANIEL VERNET.

UN DIPLOMATE SUD-AFRICAIN

AURAIT TENTÉ

DE COMPROMETTRE UN HOMME POLITIQUE DE PREMIER PLAN

(De notre correspondant.)

Londres (A.F.P., A.P.). — Le journal libéral « The Guardian » a publié samedi 15 mai un article affirmant qu'un diplomate sud-africain a tenté de compromettre un homme politique britannique de premier plan.

Selon le journal, le deuxième secrétaire de l'ambassade sud-africaine à Londres a rencontré à plusieurs reprises un jeune homme de vingt ans pour conclure l'affaire. M. le nom du jeune homme n'est celui de l'homme politique n'est pas révélé.

Cette affaire pourrait être rapprochée des accusations d'homosexualité lancées contre M. Jeremy Thorpe, l'ancien chef du parti libéral, qui s'est opposé fermement à la politique d'« apartheid » en Afrique du Sud. Les deux dernières accusations contre le leader libéral ont été lancées, au début de l'année, M. Harold Wilson, alors premier ministre, avait déclaré avoir les preuves que cette affaire avait été menée par un homme des milieux sud-africains.

M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo American Corporation, groupe géant de l'industrie minière sud-africaine, a formellement démenti samedi soir à Londres que sa firme ait cherché à disséminer certains hommes politiques britanniques hostiles à la politique d'« apartheid ».

La semaine dernière, un député travailliste, M. Paul Ross, avait demandé au ministre de l'Intérieur d'ouvrir une enquête sur les activités de l'Anglo American Corporation, impliquée, selon lui, dans une « conspiration sud-africaine » contre des politiciens britanniques.

DIPLOMATIE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les Neuf ont fait des progrès de procédure

« Sans vouloir verser dans l'optimisme, je dois néanmoins reconnaître que nous avons réussi à faire des progrès en ce qui concerne l'élection du Parlement européen », a déclaré samedi 15 mai, devant la presse, le président du conseil des Neuf, M. Gaston Thorn, président du gouvernement et ministre des affaires étrangères du Luxembourg, après les vingt-quatre heures de « conclaves » des Neuf au château de Senninger, dans le grand duché.

Le progrès enregistré est cependant de pure procédure : une certaine volonté d'aboutir s'est manifestée entre les Neuf, qui ont décidé de reprendre la question fin mai et, si besoin est, en juin afin d'arriver à un résultat au conseil européen des 12 et 13 juillet. Sur le sujet épineux de la répartition nationale des sièges, trois projets seulement restent sur la table au lieu de huit précédemment.

1) Le projet de l'Assemblée européenne, qui est un compromis tenant compte à la fois de la proportionnalité, des représentations à l'égard de la population

de chaque Etat et de la nécessité d'une représentation suffisante des petits Etats ;

2) Le projet français, qui maintient la répartition actuelle des sièges de l'Assemblée européenne et sa variante allemande qui double les sièges de tous les pays, sauf ceux du Luxembourg ;

3) Enfin un projet belge, qui est une autre forme de compromis : l'Assemblée conserverait pour moitié la répartition actuelle et pour l'autre moitié tiendrait intégralement compte de l'importance des populations.

La variante allemande du projet français a été le sujet de la dernière réunion du conseil européen avant le vote définitif du projet français, n'y ferait pas d'objections.

La seule autre question discutée par les Neuf a été le rapport Tindemans à l'égard de ce sujet : « Nous sommes enfin entrés dans le vif du sujet. Le seul élément important que nous ayons pu retenir c'est la procédure, c'est-à-dire que dorénavant, lors de chaque réunion des ministres des affaires étrangères, nous consacrerons deux heures de nos travaux au rapport Tindemans. »

M. ROCKEFELLER : les relations germano-américaines sont meilleures que jamais.

(De notre correspondant.)

Bonn. — La manifestation organisée à la Paulus Kirche de Francfort le dimanche 16 mai, pour le deux centième anniversaire des Etats-Unis, a permis au chancelier Schmidt et au vice-président Rockefeller de célébrer l'amitié germano-américaine. « Les relations entre Bonn et Washington sont meilleures que jamais », a déclaré M. Rockefeller en quittant la R.F.A.

Devant de nombreuses personnalités, dont le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, et M. John McCloy, premier haut commissaire américain en Allemagne après la guerre, le vice-président américain a déclaré « la nouvelle et multiple forme de l'impérialisme, composée d'un mélange de capitalisme et de marxisme avec des ingrédients colonialistes ».

En réponse, M. Helmut Schmidt a insisté sur « l'identité des valeurs politiques et sociales » de la République fédérale et des Etats-Unis. Après avoir remercié les Américains pour leur aide après la guerre, il a souligné une coopération plus forte entre l'Europe et les Etats-Unis grâce à un accord plus étroit de leurs politiques.

ancien

LES
LA VIE DE

LA VIE PRIVÉE
LES RELATIONS
PARENTS-ENFANTS
LA SOCIÉTÉ
DE NON-CONSUMMATION
RECORDS, STATISTIQUES
ET "SYSTÈME D"

UN DOCUMENT

Option soviétique
Les Russes ne se rendraient pas à Belgrade avant l'automne
De notre correspondant

Les Russes ne se rendraient pas à Belgrade avant l'automne, a déclaré un haut responsable soviétique. Le communiqué du bureau de presse soviétique n'a pas précisé de publier vendredi le communiqué de presse relatif à la délégation de Moscou à la 12^{ème} réunion de la commission de la conférence adoptée à l'issue de la première session de la conférence. C'est la première fois que tel communiqué est publié.

Si la conférence a lieu, il est probable que M. Brejnev et le secrétaire général du Pcus, Leonide Brejnev, pourraient expliquer l'importance de se rendre prochainement à Belgrade. Il faut noter que M. Brejnev doit faire un voyage en Yougoslavie, le 12 juin, à l'occasion de la 12^{ème} session du Soviet suprême, sera précédée, comme la tradition, par un plénum du comité central.

La dernière rencontre de M. Brejnev et du maréchal Tito a eu lieu en novembre 1975. Depuis, plusieurs incidents ont marqué les relations entre les deux pays (notamment le rôle de l'armée rouge dans la libération de la Yougoslavie, les activités des clients communistes yougoslaves, qui ont été du soutien soviétique à la préparation de la conférence des partis communistes et prolétaires). Mais Moscou a pris soin de ne pas laisser les choses aller à l'extrême, l'esprit la succession de M. Tito.

JACQUES AMALRIC

AMI DE M. SAKHAROV
Le physicien Orlov a été interpellé
De notre correspondant

Moscou. — Le K.G.B. a arrêté, mardi 19 mai, pendant quelques heures, un scientifique fort actif dans la défense des droits civiques soviétiques. Il s'agit du professeur Igor Orlov, membre correspondant de l'Académie des sciences d'Union, et ami intime de l'ami Sakharov. Il reproche au président d'avoir fait à l'Union soviétique une visite d'honneur d'une semaine, comme chargé de vérifier si l'U.R.S.S. respectait bien les dispositions prises par l'article 18 du Pacte de 1948.

Le docteur Orlov, qui avait surtout été à Moscou pour les plaques commémoratives de Sakharov, a été arrêté par le K.G.B. et interrogé par le procureur général, le docteur Alexandre Glushakov et le docteur Mikhaïl Lebedev. Le K.G.B. fait savoir à M. Orlov qu'il doit quitter l'Union soviétique dans les prochains jours. Aucune accusation n'a été portée, mais des agents soviétiques ont été envoyés à l'Union soviétique pour vérifier si Orlov a fait savoir aux agents soviétiques qu'il entendait pour se rendre à Belgrade.

Le professeur Orlov a été arrêté au moment où il se rendait à Belgrade pour une conférence internationale sur le thème "Le système soviétique".

Le système soviétique
M. Rockefeller : les relations germano-américaines meilleures que jamais.
(De notre correspondant)

Bonn. — M. Rockefeller, directeur général de la Ford Motor Company, a déclaré à Bonn, mardi 18 mai, que les relations germano-américaines étaient meilleures que jamais. Il a souligné que la Ford Motor Company avait investi 1,5 milliard de dollars en Allemagne, ce qui était une preuve de la confiance américaine en l'économie allemande.

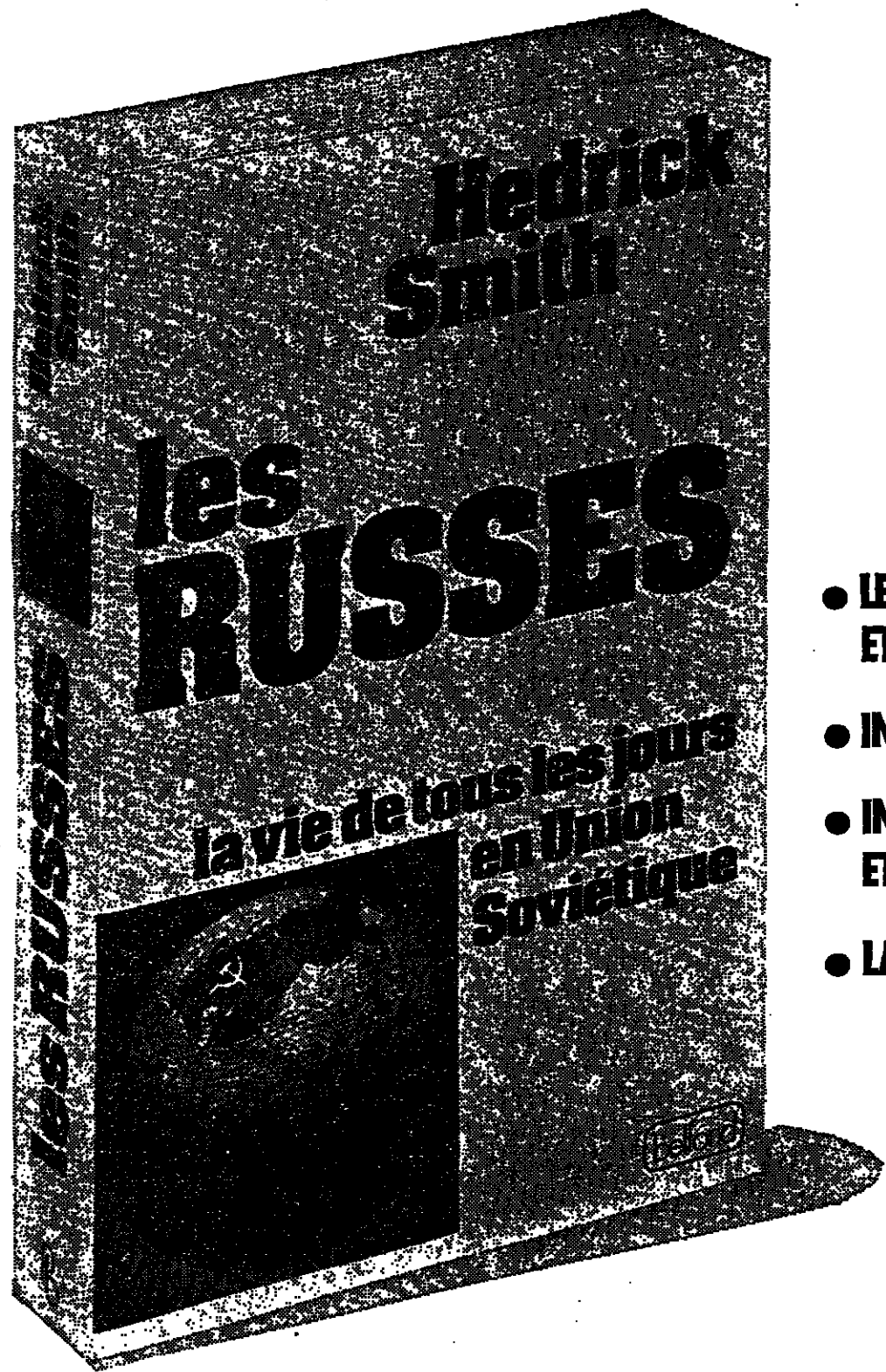
M. Rockefeller a également déclaré que la Ford Motor Company avait des projets de construire une nouvelle usine à Berlin-Ouest, ce qui était une preuve de la confiance américaine en l'économie allemande.

belfond

HEDRICK SMITH
ancien Chef du Bureau du New York Times à Moscou
Prix Pulitzer

LES RUSSES

LA VIE DE TOUS LES JOURS EN UNION SOVIÉTIQUE



- LA VIE PRIVÉE
- LES RELATIONS PARENTS-ENFANTS
- LA SOCIÉTÉ DE NON-CONSUMMATION
- RECORDS, STATISTIQUES ET "SYSTÈME D"

- LES COMMUNISTES ET LE "PARTI"
- INFORMATION ET CENSURE
- INTELLECTUELS MARGINAUX ET HOPITAUX PSYCHIATRIQUES
- LA TENTATION DE L'OCCIDENT

le communisme "vécu":
UN DOCUMENT PASSIONNANT ET OBJECTIF

Un fort volume de 512 pages : 49,00 F

belfond

Publiscopie

POLITIQUE

APRÈS SON CONGRÈS DE DIJON

Dijon. — Le congrès de l'Union de la gauche, qui s'est tenu samedi 15 et dimanche 16 mai, aura été marqué par la réconciliation de la majorité et de la minorité. Réunis afin d'arrêter leur tactique pour les élections municipales, les socialistes se sont en effet réunis à Dijon, à la fois levée et à l'humilité, à l'initiative de la majorité et de la minorité. Le parti socialiste s'est donc donné pour règle l'union de la gauche. Dans toutes les communes de France où il est présent, il va engager des conversations avec ses partenaires du programme commun. Dans les villes de plus de trente mille habitants, il va s'efforcer de faire mettre en place des listes d'union de la gauche. Bref, il n'y aura pas d'union à la carte, a expliqué M. François Mitterrand, répondant aux reproches du parti communiste. Et le premier secrétaire du P.S. a refusé de se lier par avance les mains dans les négociations avec les communistes en n'excluant pas, contrairement à ce que demandaient certains membres de la minorité, l'éventuelle mise en place de municipalités socialistes homogènes.

M. Mitterrand a affirmé qu'il veillerait personnellement à ce que l'union se réalise dans le plus grand nombre possible de communes, mais en contrepartie il attend du P.C.F. des engagements fermes, en particulier sur la solidarité dans la gestion. Il n'est plus question que les élus communistes refusent de voter le budget des collectivités qu'ils gèrent en association avec le P.S. De même, les socialistes réclament d'être davantage associés aux responsabilités dans les communes où les communistes sont majoritaires.

En résumé, M. Mitterrand reste toujours aussi favorable à la pratique unitaire. Bien plus, il reproche au P.C.F. de la tradition au seul plan électoral et de ne pas la mettre en œuvre dans les luttes quotidiennes. Mais le premier secrétaire reproche aussi à ses amis socialistes et communistes de ne pas apprendre à gouverner ensemble, et qui refusent toute exception à la règle de l'union de la gauche. Trop de municipalités sont donc, hormis les cas d'exceptions excessives de la part des partenaires du P.S. MM. Delahaye (Paris) et Delahaye (Paris) défendent les positions de l'autre minorité : les anciens partisans de Guy Mollet. Ils expliquent qu'on ne peut conserver un texte qui a donné lieu, depuis sa rédaction, à des interprétations divergentes.

Du côté de la majorité interviennent notamment MM. Pichot (Yonne) et Houssey (Paris), qui reprochent au P.C.F. d'avoir fait disparaître au niveau du congrès l'amendement qu'il faisait défendre dans les sections. M. Georges Villoud, député de la Drôme, souhaite que la réconciliation intervienne entre la majorité et la minorité ne dure pas que le temps d'un congrès. MM. Marandeu, député du Calvados, Benoist, député de la Nièvre, maire de Nevers, et Gilles Martineau, membre du secrétariat, insistent sur le fait de savoir que la direction, ou non, respecte les décisions du parti. Le premier secrétaire insiste sur l'importance de ce vote, en soulignant au passage que les fédérations qui refuseraient le quibus ne doivent pas trop compter sur son aide lors de futures campagnes électorales. En définitive, sept réactions s'établissent. Faut-il admettre que pour divers motifs, dont plusieurs tiennent à la situation interne des fédérations, il s'agit de la Charente-Maritime, de l'Essonne, de la Loire, de la Savoie et du Val-d'Oise.

Samedi après-midi, le congrès s'ouvre sur un rapport de M. Roger Fajardie, membre du secrétariat national, qui présente la motion soumise aux délégués. On entend notamment, dans le cours de la discussion, MM. Georges Sarra, membre du bureau exécutif, Christian Pierre (Paris), Fournier (Haute-de-Seine), Wolf (Nord), Carassus (Pyrénées-Atlantiques), qui, au nom de la minorité, insistent sur le fait qu'un niveau municipal départ, tous les socialistes ont été d'accord pour qu'à l'occasion des élections municipales il n'y ait d'alliances qu'à gauche. Il y a un acquis important, puisque, parmi les « donneurs de leçons d'aujourd'hui », certains il y a six ans, avaient voté l'inverse et refusé tout accord avec le P.C.F. Le premier secrétaire souligne que tout socialiste qui ne se plierait pas à cette règle serait exclu. Puis il résume la critique du parti communiste, qui reproche aux socialistes de pratiquer l'union à la carte. « On n'a pas le droit, déclare-t-il, de nous opposer le premier jour de scrutin, puisque le P.S. ne choisit qu'une seule alliance au deuxième tour : l'union de la gauche. » Après avoir jugé « insolite » que le congrès n'ait pas été saisi par la minorité des amendements que celle-ci a proposés dans les sections, le premier secrétaire souligne combien est légitime le désir du parti socialiste de s'affirmer lui-même tout en développant l'union de la gauche.

« On ne doit pas oublier, note-t-il, que c'est seulement l'affirma-

Le P.S. est unanime pour engager des négociations avec le P.C.F. en vue de constituer des listes d'union de la gauche

De notre envoyé spécial

cas des communes de moins de deux mille cinq cents habitants, où une grande liberté doit être laissée, car, dans de nombreux cas, ni le P.C.F. ni le P.S. ne sont organisés. Il demande que l'on fasse confiance aux militants, étant entendu qu'un triple système d'arbitrage fonctionnera au niveau des fédérations départementales, du comité directeur et d'une future convention nationale qui siégera au mois d'octobre. Au passage, M. Mitterrand remarque qu'au sein du parti socialiste on se réclame jusqu'à l'excès, jusqu'à l'arbitrage, du retour à la base, qui permet de revenir sur les décisions prises.

Dans les villes de plus de trente mille habitants, le premier secrétaire estime qu'il faut tout faire pour parvenir à un accord avec les communistes, car il serait injuste de se faire élire avec des listes surfranchies, leur refusant pendant six ans d'être associées à la gestion municipale. Il ajoute à l'adresse du C.E.R.E.S. : « Si l'on a un doute sur le texte de la motion, consultez-moi, je l'ai écrit. »

M. MITTERRAND : le P.C. doit s'engager à la solidarité de gestion

M. Mitterrand rétorque alors qu'on se refuse le droit de placer le parti socialiste dans la meilleure position. « N'importe quel régime imposé, dit-il, Combes, entre vous, détruit aujourd'hui de développer l'union, ne viendront-ils pas demain demander l'arbitrage du comité directeur ? La seule exception jugée excessive de nos partisans ? » Après avoir noté que le report des voix socialistes devra s'opérer sur le parti communiste au deuxième tour, si possible, mieux que lors des élections cantonales, le premier secrétaire souligne néanmoins que la moitié des soixante-quinze nouveaux sièges de conseillers généraux élus par le P.C.F. sont dus aux progrès du parti socialiste. Il poursuit : « Il y a les droits du parti communiste et nous devons les respecter. Cela nous oblige à remplir et à opposer, quand il le faut, au parti communiste. Le parti socialiste n'est pas en jeu. Il n'y a pas de contradiction. L'union se négocie. Je comprends et j'admets la requête du parti communiste pour les villes de plus de trente mille habitants. Mais deux mois à l'avance, pour les villes de moins de trente mille habitants et demande à présent des listes d'union. Pourquoi ? Par leurs à nous aussi. Je suis heureux de constater que, tous ensemble, nous avons trouvé la juste mesure pour constituer le parti socialiste des nouvelles élections. »

M. Mitterrand explique ensuite sur quels points doivent porter les négociations avec les communistes. Il résume les conclusions de la session du P.C.F. à refusé de voter des budgets présentés par les socialistes. Il déclare : « Le parti communiste doit prendre l'engagement de la solidarité de gestion. Dans les villes où il le refusera, nous refuserons l'union. Je

vous demande d'adopter beaucoup de fermeté sur le droit. » Et quelle est la part réservée au parti socialiste dans les municipalités communales ? A l'analyse, chez Robert Ballanger, il reste de très honorables réformateurs. L'union du peuple de France, est-ce à dire à pleins bras, joint par-dessus le parti socialiste et les radicaux et les communistes ? Il faut en finir avec les socialistes qui, dans les municipalités communales, sont réduits au rôle de chef du protocole chargé de l'ordonnement des plantes vertes. Nous ne sommes pas faits pour la figuration. Cela aussi doit être précisé. Je comprends les camarades qui ont voté ce vote. Il faut parler clair et sans agressivité, avec le désir de régler les problèmes. L'union de la gauche est une construction politique. Les radicaux ne doivent pas être laissés à l'émotion d'un soir. »

M. Mitterrand note alors qu'on refuse aux socialistes les actions sur les listes des élections municipales. Il se demande si l'union est vraiment cela. Il juge enfin sage que, dans les villes à forte densité urbaine, le premier secrétaire du P.C.F. ait demandé le maire. « Nous en discuterons le 21 mai », dit-il, faisant allusion à la prochaine rencontre « au sommet » des partis signataires du programme commun. M. Mitterrand conclut à propos de ces négociations : « Pour dire oui, il faut pouvoir dire non. Que signifierait un oui qui ne suppose pas le non ? »

Dans la seconde partie de son intervention, le député de la Nièvre traite de la situation politique générale. A propos des graves dans les universités, il déclare : « Quelle que soit l'importance des problèmes posés par

leur échec prochainement, cherchent à serrer les rangs, à surmonter les luttes de tendance. Mais il n'est pas sûr qu'à la base ce comportement soit compris et admis. On sent en effet chez un certain nombre de militants socialistes un réflexe de refus des états-majors de tendances et de leurs jeux tactiques. Déjà, à Paris, fief du C.E.R.E.S., s'est créé un groupe intitulé « Alternative socialiste » qui a pour ambition de permettre un débat échappant aux courants institutionnalisés. C'est un état d'esprit qui tend à se développer, aussi bien au sein de la majorité que de la minorité du P.S. Il reste à savoir si tout le monde à la base acceptera le fait qu'à Dijon les dirigeants du C.E.R.E.S. aient à nouveau entériné les règles fixées par M. Mitterrand. De la réaction des militants dépend en effet le caractère de la réconciliation intervenue. Est-elle solide et préfigure-t-elle un retour des minoritaires dans le secrétariat national du P.S. lors du congrès de 1977, ou ne s'agit-il que d'un épisode ?

THIERRY PFISTER.

M. Lecanuet : une attitude partisane et sectaire

M. Jean Lecanuet qui avait réuni la presse dimanche après-midi 16 mai, au ministère de la Justice, a déclaré, à propos des décisions du congrès extraordinaire du P.S. : « Le parti socialiste veut utiliser les municipales en tant que laboratoire, de même qu'il voudrait utiliser les législatives pour tenter de remettre en cause la présidence de la République. Je suis convaincu que les Français déjoueront ces manœuvres et qu'aux prochaines élections municipales, ils choisiront des administrateurs libres, responsables, et non des otages de combinaisons politiques. » Le parti socialiste s'enferme avec le parti communiste. C'est une attitude partisane et sectaire. Après avoir tenté de couper le pays en deux, selon qu'il y aura des exceptions à la règle ?

« En fait, la motion du congrès socialiste ouvre largement la porte à des interprétations diverses de la règle. Elle rejette la proposition d'un accord national dans l'ensemble des communes, laissant aux instances fédérales dans les villes de moins de trente mille habitants (c'est-à-dire la très grande majorité) la faculté de constituer des listes homogènes, ou élargies et de refuser l'union avec les communistes si les exigences de ces derniers sont jugées « excessives ».

« Ici encore la formule, par son imprécision, laisse le champ libre à diverses interprétations. Qu'est-ce qui sera jugé excessif ? Le fait, par exemple, que les communistes demandent, comme ils le prétendent dans leur lettre, que les listes de gauche soient constituées à la proportionnelle ? On aimerait une réponse claire à ce sujet. »

« M. Roger Chénaut, président du groupe républicain indépendant de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 16 mai : « M. Mitterrand invite, sous la menace, ses partisans à rompre avec la sagesse en les forçant à l'union avec les communistes. Il prend ainsi la responsabilité de la dérive de la gauche vers la gauche, la gauche qui régnait dans le bon sens, d'organiser l'affrontement excessif. »

« M. Jean Chénaut, vice-président du Centre démocrate, adjoint au maire de Marseille — M. Gaston Defferre, socialiste — estime que les conclusions du congrès extraordinaire du P.S. démontrent « la duplicité de la gauche, la duplicité des socialistes ». Il a déclaré, le 16 mai : « En réaffirmant leur refus de

à des pratiques analogues. Enfin, M. Mitterrand met en garde M. Chevènement contre ses appels aux gaullistes en expliquant qu'il s'agit d'un mouvement tourné vers le passé, qui a enterré les Français sur un certain nombre d'idées du XIX^e siècle et qui a replié la France sur elle-même.

(1) Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste, constituant la minorité du P.S.

« L'HUMANITÉ » : des zones d'ambiguïté

M. René Andrieu regrette, dans l'édition du 17 mai, que le mot adopté par le P.S. « ne répond pas d'une manière nette » aux exigences unitaires, et « laisse place à des zones d'ambiguïté ». Il ajoute :

« Que peut signifier la formule « le meilleur accord possible », sinon qu'il y aura des exceptions à la règle ? » En fait, la motion du congrès socialiste ouvre largement la porte à des interprétations diverses de la règle. Elle rejette la proposition d'un accord national dans l'ensemble des communes, laissant aux instances fédérales dans les villes de moins de trente mille habitants (c'est-à-dire la très grande majorité) la faculté de constituer des listes homogènes, ou élargies et de refuser l'union avec les communistes si les exigences de ces derniers sont jugées « excessives ».

« Ici encore la formule, par son imprécision, laisse le champ libre à diverses interprétations. Qu'est-ce qui sera jugé excessif ? Le fait, par exemple, que les communistes demandent, comme ils le prétendent dans leur lettre, que les listes de gauche soient constituées à la proportionnelle ? On aimerait une réponse claire à ce sujet. »

toute alliance avec le centre et les partis de la majorité, les socialistes veulent enlever un argument aux communistes. Mais en introduisant la possibilité d'exceptions à la règle de la liste commune, M. Mitterrand veut rassurer la frange la plus modérée de son électorat et faire planer le doute, dans certaines villes comme Marseille ou Lille, sur les intentions réelles de ses amis.

« M. Eric Hiltnermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, estime que « l'unanimité des décisions du congrès socialiste de Dijon prouve que le courant réformiste faussien, social-démocrate, interdit au sein du P.S. depuis 1975, ne peut effectivement exister qu'en dehors de ce parti ».

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AÎLES ET DES ISSAS : Je commencerai, mardi 25 mai à Paris, une série de conversations avec les représentants de toutes les tendances politiques du territoire. Il s'agit d'entretiens importants, et qui engageront l'avenir. Il faudra que chacun fasse un réel effort, car il faut à la fois écarter les risques de conflits extérieurs et les risques de luttes raciales internes. Il faudra donc aboutir à une certaine forme d'union. Je recueillirai une à une chaque formation politique, et les discussions dureront plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si une entente se dégage, ces discussions pourraient être suivies d'une table ronde. Pour l'instant, la France doit maintenir l'ordre public à Djibouti et faire en sorte que son départ n'engendre aucun désordre intérieur ou extérieur. »

Propos recueillis par PHILIPPE DECRANÉ

un nouveau film sur la révolution dans l'enseignement en CHINE

JEUDI 20 Mai 20 H 30

RUPTURE

Débat : la lutte actuelle pour l'approfondissement de la Révolution culturelle

Mutualité 24 Rue St-Victor-Paris 5e

Association des Amis Franco-Chinois 32 Rue Maurice Rapp - 75014 Paris - Tél. 753-67-46

Entrée : 7F

M. Stirn va rencontrer à Paris les représentants de toutes les tendances du T.F.A.I.

Interrogé lundi matin 17 mai sur l'évolution dans les territoires d'outre-mer, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a annoncé qu'il se rendrait en juillet à la Réunion, à Mayotte, aux Antilles et, peut-être, à Saint-Pierre-et-Miquelon. Il sera en outre en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. Il a fait le point de la situation dans les territoires. La commission des lois a d'ailleurs adopté le projet.

« Le projet de départementalisation sera lui aussi voté au cours de la session parlementaire. Mayotte devient département français, mais l'ancien premier du projet laisse aux Mahorais un délai de réflexion de quatre années leur permettant de revenir au statut de territoire d'outre-mer s'ils estiment la formule du département trop rigide. »

« WALLIS-ET-FUTUNA : « Les élus du territoire souhaitent, semble-t-il, discuter d'une éventuelle départementalisation. En juin, je recevrai une délégation du territoire et nous étudierons ensemble les conditions dans lesquelles Wallis-et-Futuna pourraient, le cas échéant, devenir département. En août, je verrai sur place s'il y a lieu de soutenir le cas dans ce sens à l'Assemblée territoriale. »

« NOUVELLE-CALÉDONIE : Le gouvernement a proposé un projet de révision du statut politique actuel. En effet, ce dernier est estimé anachronique par tous. Une nouvelle répartition des tâches sur le plan local et dans les rapports avec l'Etat est prévue. Il s'agit notamment de créer un conseil régional. Le texte sera examiné en première lecture à cette session et devrait en principe être voté au plus tard en octobre. Contrairement à certains bruits, je tiens à affirmer qu'il n'est absolument pas question d'imposer aux Calédoniens le choix entre départementalisation et l'indépendance. »

Les élections municipales

LES DEUX TACTIQUES

Des listes unitaires de la gauche

Des primaires aux législatives

هكذا من الاموال

صكذا من الاصل

POLITIQUE

des élections municipales

LES DEUX TACTIQUES DE L'U.D.R.

- Des listes unitaires de la majorité dans les villes
- Des primaires aux législatives

Le premier comité central de l'U.D.R. convoqué par M. Yves Guéna depuis son élection comme secrétaire général du mouvement, le 24 avril dernier, s'est réuni, samedi 15 mai, à Paris, en présence de M. Jacques Chirac. C'est essentiellement aux problèmes électoraux qu'on a consacré les débats. L'unanimité s'est faite sans difficulté pour décider que la tactique à choisir devait être fonction de la nature des scrutins. L'U.D.R. s'est nettement prononcée pour la constitution de listes unitaires de la majorité pour les élections municipales, mais pour une plus large liberté de candidature, c'est-à-dire pour des élections primaires, lors de la consultation législative. La règle de la liste unique a été formulée pour toutes les communes importantes — même pour certaines de celles qui ont moins de 30 000 habitants — et surtout pour Paris. A ce propos, les gaullistes souhaitent que, très rapidement, la majorité fasse connaître quels sont ses candidats « amis » dans les circonscriptions de la capitale, que ceux-ci annoncent leur programme avec précision et surtout que soit publiquement désignée la personnalité qui devra occuper les fonctions de maire. Plusieurs orateurs se sont étonnés que le président de la République ait choisi M. Taubinger comme secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le but — évident à leur yeux — d'en faire un maire de Paris et qu'il permette, dans le même temps aux républicains indépendants et aux centristes de mener une campagne qui est tout

à la fois conduite en faveur de M. Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, et contre l'U.D.R. Dans l'esprit des gaullistes, l'accord majoritaire pour les municipales conditionne les décisions qui seront prises pour les candidatures aux législatives.

L'U.D.R. va relancer son action à partir d'un certain nombre de thèmes qu'elle a toujours utilisés et défendus, tels que l'indépendance nationale, le progrès économique, la lutte contre l'inflation, la justice sociale et l'autorité de l'Etat. Elle constate aujourd'hui avec dépit que ceux-ci sont repris par l'opposition, et elle en rend pour une part responsable le président de la République lui-même, dont elle regrette que l'autorité n'ait pas été plus constamment et plus fortement affirmée.

M. Chirac, qui n'a assisté qu'à une partie des travaux du comité central, est brièvement intervenu pour souligner l'importance toute particulière des problèmes écologiques dans la compétition électorale. « On commence par l'écologie et on finit par l'autogestion », a-t-il estimé pour mieux inciter ses amis à militer eux aussi dans les groupes écologistes afin de les amener à la majorité. D'autres tentatives seront conduites prochainement par l'U.D.R. pour récupérer d'autres « marginaux » dont le concours pourrait être bien précieux dans un ou deux ans.

ANDRÉ PASSERON.

Le conseil national du mouvement Génération sociale et libérale, à Nancy

Les jeunes giscardiens se veulent plus réformateurs que leurs aînés

De notre envoyé spécial

Héritier des jeunes républicains indépendants d'avant l'élection présidentielle de 1974 et des comités de soutien au candidat Valéry Giscard d'Estaing, le mouvement Génération sociale et libérale avance, doucement mais sûrement, sur le chemin de la crédibilité politique. La réunion, à Nancy, de son quatrième conseil national a été marquée, comme les précédentes, par les proclamations d'intentions réformatrices et les professions de foi en faveur du changement. Toutefois, le succès de la fête des jeunes giscardiens (qui avait rassemblé quelque trente mille participants en octobre 1975) et l'intérêt suscité par l'organisation des trois mille « carrefours pour Giscard », au mois d'avril dernier, paraissent avoir donné plus d'assurance à G.S.L.

Les jeunes giscardiens ne sont peut-être pas aussi nombreux qu'ils l'affirment (leurs dirigeants revendiquent trente-cinq mille adhé-

rents) ni aussi autonomes qu'ils le souhaitent, mais cela ne les empêche pas de reprocher assez crûment à leurs aînés de la majorité — et de la fédération des républicains indépendants — leur manque de militantisme et leur peu d'enthousiasme à l'égard de la réforme. Aussi prennent-ils le risque de créer des structures « militantes de base » que pourraient leur envier un jour ces « adultes » qui ont tant de peine à faire démarrer leur grand parti « populaire ». Aussi revendiquent-ils avec insistance des places sur les listes municipales.

Ainsi se préparent-ils sans doute, comme tout parti de jeunes, quelques déconvenues et quelques frictions avec les aînés de la majorité, tant est étroite leur marge de manœuvre et tant est encore modeste, tout de même, la somme de leurs moyens propres.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

La quatrième réunion du conseil national de Génération sociale et libérale, mouvement de jeunes giscardiens né au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, a eu lieu samedi 15 et dimanche 16 mai, à Nancy.

La première journée a été consacrée à l'activité de la formation par la formation, selon son secrétaire général, M. Jean-Pierre Raffarin, trente-cinq mille membres. La principale décision annoncée est celle de transformer en structures permanentes du mouvement les « trois mille car-

refours pour Giscard », organisés le 24 avril dernier par G.S.L. A cette date, les jeunes giscardiens avaient lancé simultanément, dans toute la France, plus de trois mille réunions (rassemblant dix ou quinze personnes au minimum) pour manifester leur soutien au chef de l'Etat.

Selon les dirigeants, cette opération a été un succès. Elle a entraîné notamment un mouvement d'adhésions et l'idée s'est fait jour de créer, à partir de ces carrefours, et surtout de ceux qui, sur place, les avaient organisés, une

« structure cellulaire » permanente destinée à promouvoir l'activité militante. Au cours de la même séance, M. Jacques Desvignes, secrétaire général adjoint, a longuement défendu la politique de réforme du chef de l'Etat et, en particulier, le projet de taxation des plus-values. Après avoir sans le nommer sévèrement critiqué M. Hector Rolland, député U.D.R., pour son entreprise de « rassemblement des conservateurs », M. Desvignes a déclaré : « Nous nous battons pour la réforme des plus-values. Nous nous battons pour la réforme de l'entreprise. Nous nous battons pour le changement de la société française. »

La première partie de la matinée de dimanche a été consacrée à la préparation des élections municipales. M. Henri Giscard d'Estaing a présenté le rapport sur cette question. Aux ambitions et aux exigences formulées par certains participants, les dirigeants ont été à plusieurs reprises contraints de répondre par des conseils de modération : « Avant d'exiger, nous devons représenter quelque chose au niveau local (...), nous devons montrer les places que nous revendiquons (...) et nous être un mouvement de jeunes futurs notables », a répondu M. Dominique Bussereau, président de G.S.L., aux intervenants. « Après un débat sur la politique universitaire du mouvement, M. Dominique Fuminière a présenté la synthèse des « cahiers de revendications » élaborés au cours des carrefours du 24 avril. De cette synthèse — qui sera adressée au chef de l'Etat — il ressort que les jeunes giscardiens se proposent en premier lieu le relèvement des rémunérations du travail manuel, le développement de la formation permanente, l'accroissement des pouvoirs du médiateur, etc. Le rapport de l'entreprise apparaît, dans ce document, comme une nécessité impliquant, d'une part, « une meilleure association du capital et du travail », d'autre part, « la révision des critères de représentation des syndicats » ; révision qui viserait à favoriser la « liberté d'action » de chacun et le développement des syndicats autonomes, internes aux entreprises, non affiliés. Le rapport de synthèse déclare notamment sur ce point : « Réformer l'importance de la liberté du travail devrait conduire à interdire, dans les faits, les piquets de grève. »

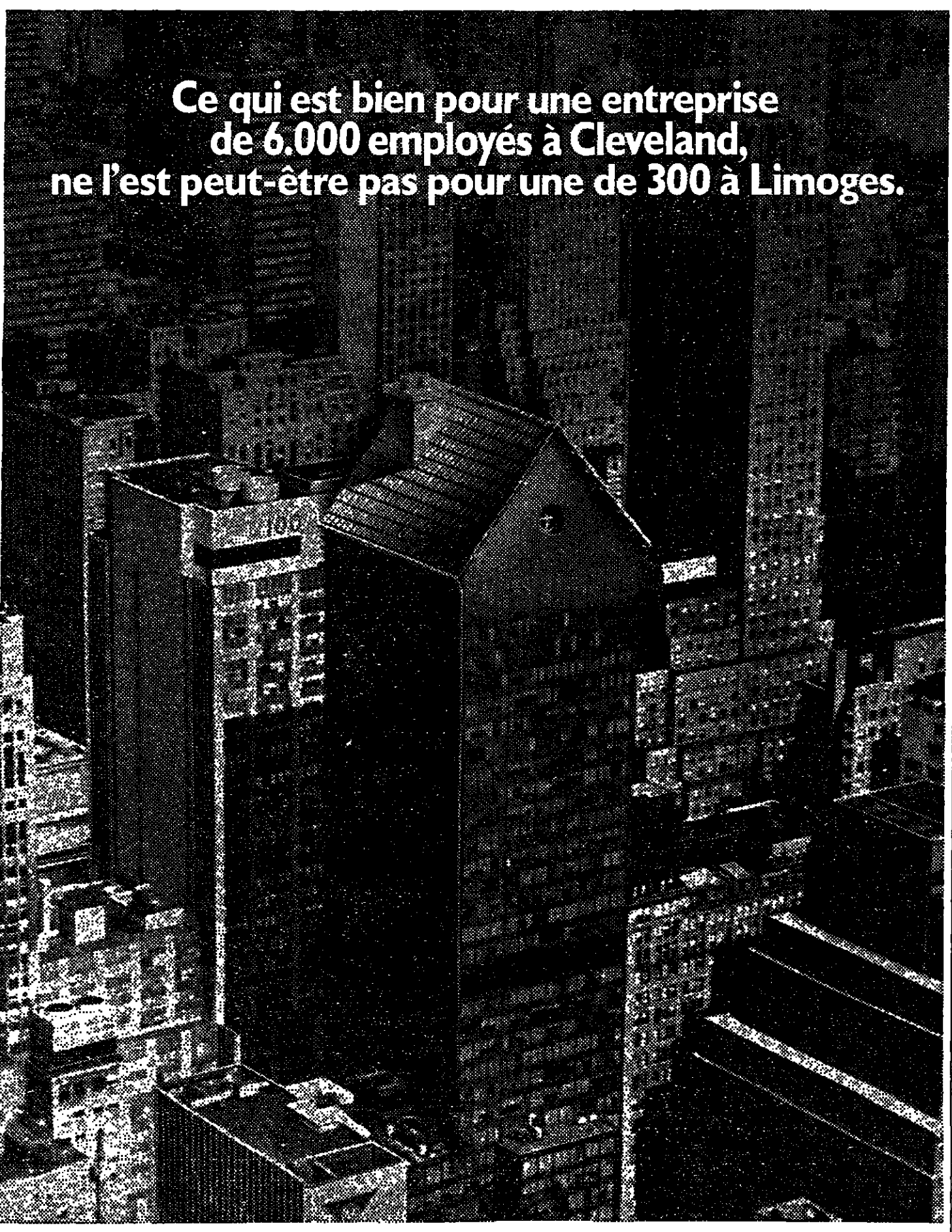
Sous le signe de l'arbre en fleurs

En présence de M. Michel Poniatowski, M. Dominique Bussereau a fait état, à son tour, de l'importance du rôle qu'il convient de jouer les animateurs des « petites cellules giscardiennes de base » nées des carrefours. Il a souligné ensuite la volonté de G.S.L. de participer à la préparation des élections municipales, et il a annoncé que le mouvement des jeunes giscardiens ferait campagne « sous le signe de l'arbre en fleurs ». Il a déclaré : « Nous souhaitons que la majorité — dont nous sommes le seul mouvement de jeunes ouvert à toutes les composantes — soit chaque jour plus militante et plus réformatrice. (...) Nous souhaitons très vivement que la majorité parlementaire vote sans ambiguïté les deux projets essentiels que sont la réforme des plus-values et la réforme de l'entreprise. »

M. Michel Poniatowski a prononcé un discours de clôture de près d'une heure. Il a souligné, à propos des élections municipales, « c'est là le premier champ d'action privilégié qui s'offre à vous pour soutenir le président de la République, [c'est là] que vous pouvez apprendre à servir ». Le ministre de l'Intérieur a alors promis de communiquer à M. Bussereau « une première liste de trente-cinq villes aujourd'hui aux mains des oppositions, villes qui peuvent être emportées par nous et nos alliés, et qui le seront ».

Publiotti

Dialogues franco-allemands
France-Culture - Goethe-Institut
« REGIONS ET LAIDIER »
Hans Fülbringer, ministre-président du Land Bade-Wurtemberg
Olivier Guichard
Mardi 18 mai, à 15 heures.
Centre Culturel Allemand,
17, avenue d'Enfer, 16°.



Ce qui est bien pour une entreprise de 6.000 employés à Cleveland, ne l'est peut-être pas pour une de 300 à Limoges.

La rentabilité d'un matériel dépend, entre autres, de son adéquation au type et à la taille de l'entreprise. Chez Agfa-Gevaert, cela fait vingt-cinq ans que nous étudions, fabriquons et commercialisons des photocopieurs dans toute l'Europe. C'est dire que nous connaissons bien les entreprises européennes. Alors, à votre demande, nous pouvons établir un diagnostic de votre poste reprographie et, si vous le désirez, un devis. De façon claire, simple.

Et tous nos appareils sont conçus en fonction des besoins réels d'entreprises comme la vôtre.

Pas de gadgets inutiles. Une capacité réaliste qui évite le sous-emploi (le X20, par exemple, est le photocopieur idéal de 3.000 à 30.000 copies par mois). Nous pouvons même adapter notre système de facturation de façon à vous simplifier la vie. La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copies, consultez-nous.

Agfa-Gevaert DEE 274, avenue Napoléon-Bonaparte
92502 Rueil-Malmaison
Téléphone : 967.81.44

AGFA-GEVAERT

Photocopieurs Agfa-Gevaert. L'alternative européenne.

La préparation

Les négociations avec le P.C. Union de la gauche

On s'attend, prochainement, à ce que les dirigeants du P.C. cherchent à se rapprocher de la gauche. Il n'est pas sûr qu'à la base ce mouvement soit compris et admis. On sent en effet un certain nombre de militants de gauche qui ont des réflexes de refus des « états-majors » du P.C. et de leurs jeux tactiques. Le P.C. a-t-il le droit du C.E.R.E.S. ? C'est une question qui se pose. L'Alternative socialiste, qui a été créée par la fusion de la Gauche révolutionnaire et de la Gauche prolétarienne, a-t-elle le droit de se développer ? C'est une question qui se pose. Le P.C. a-t-il le droit de savoir si tout le monde à la gauche est d'accord avec lui ? C'est une question qui se pose. M. Mitterrand, de son côté, a-t-il le droit de faire du P.C. un partenaire ? C'est une question qui se pose. La gauche a-t-elle le droit de retourner des minoritaires ? C'est une question qui se pose. Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

THIERRY PRIG

des pratiques analogues. M. Mitterrand met en effet l'accent sur la nécessité de la gauche de se rapprocher du P.C. et de l'Union de la gauche. Il s'agit d'un mouvement vers le passé, qui a entraîné le P.C. à se rapprocher de la gauche. Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

(1) Contre l'absence de la gauche et de l'Union de la gauche, la gauche a-t-elle le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

Le P.C. a-t-il le droit de ne pas s'agiter ? C'est une question qui se pose.

POLITIQUE

Deux élections cantonales...

SEINE-ET-MARNE : canton du Châtelet-en-Brie (2^e tour). Inscr. 6 914 ; vot. 4 894 ; suffr. expr. 4 774.

MM. Pierre Le Guen, mod., 2 590 voix, ELU ; Claude Gault, P.S., rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, 2 184.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre Brun, sénateur apparenté U.D.R., récemment décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 077 voix contre 633 à M. Chalmignon et 611 à M. Baquet (P.S.).

Au premier tour, M. Gault était arrivé en tête avec 1 245 voix devant M. Richard Brun, rad. de g., 1 103 ; M. Pierre Le Guen, mod., 946 ; M. Chalmignon, mai. prés., 682 ; et M. Chalmignon, P.C., 583.

Bien que M. Gault ait bénéficié du désistement du candidat communiste et du candidat radical de gauche, il n'obtient que 45,74 % des suffrages au second tour, alors que le total des voix obtenues par les représentants de la gauche au premier tour était de 64,73 %. Malgré 149 suffrages exprimés supplémentaires, il manque à M. Gault 813 suffrages qui s'étaient au premier tour portés sur les candidats de la gauche. Sans doute,

une bonne partie des électeurs qui avaient voté pour M. Richard Brun, élu du sénateur décédé, ont-ils finalement opté pour M. Le Guen, qui, en outre, bénéficiait du désistement du candidat de la majorité présidentielle, M. Chalmignon.

ILLE-ET-VILAINE : canton de Saint-Aubin-d'Aubigné (1^{er} tour).

Inscr. 9 516 ; vot. 6 460 ; suffr. expr. 6 265.

MM. Lucien Besnard, sans étiqu., 3 190 voix, ELU ; Henri Esnault, P.S., 1 859 ; Mme Ellette Daurat, P.C., 1 394.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Canto, mod., récemment décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 892 voix contre 1 928 à M. Yves Voinechet, sans étiqu., 1 479 ; à Mme Ellette Daurat, P.C., 1 394 ; à M. Elise Fournier, sans étiqu., qui ne s'était pas présenté au premier tour, sur 4 476 inscrits, 5 721 votants et 5 649 suffrages exprimés. Au premier tour, Henri Canto était arrivé en tête avec 1 668 voix devant M. Voinechet, 1 239 ; Mme Daurat, 1 061 ; MM. Jean-Marie Samson, sans étiqu., 726 ; et Pierre Chénivière, sans étiqu., 551, sur 5 971 inscrits, 5 406 votants et 5 255 suffrages exprimés.

...et deux municipales

MOSELLE : Wolpp (2^e tour).

Inscr. 5 605 ; vot. 3 118 ; suffr. expr. 3 042.

Liste d'union de la gauche : MM. Sébastien Cansell, P.S., 1 964 voix, et Christian Vry, P.C., 1 217, ELUS ; liste de défense des intérêts communaux : MM. Georges Moltry, 935 et Gérard Villière, 866 ; liste d'union et d'action communale : MM. Maurice Gany, 775, et Jean Kemppich, 793.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal à la suite du décès du maire, André Debs, mod. mai., et de la démission, en 1973, de son premier adjoint, M. Gérard Moltry. Au premier tour, les candidats de la gauche étaient arrivés en tête avec un total de 2 244 voix, devançant ainsi les candidats de la liste de défense des intérêts communaux, qui avaient totalisé 1 637 voix ; ceux de la liste d'union et d'action communale, présentée par une partie du conseil municipal (1 194 voix), et ceux de la liste d'entente communale, majorité présidentielle (1 041 voix). Cette dernière liste s'était retirée en faveur de la liste d'union et d'action communale.

En 1971, la liste conduite par André Debs, composée de 4 P.S.,

2 div. g. et 17 fav. mai., avait été élue au premier tour. Le conseil municipal compte désormais 1 P.C. et 1 P.S. supplémentaires.]

VOSGES : Bruyères (1^{er} tour). Inscr. 2 417 ; vot. 1 718 ; suffr. expr. 1 634.

MM. Langlois, 717 voix, et Chateaufort, 637 (centristes) ; MM. Arnet, 497, et François, 489 (soutenus par la municipalité) ; MM. Durand, 336 et Wirth, 300 (P.C.) ; MM. Farbot, 182, et Domon, 180 (sans étiqu.). Il y a ballottage.

Il s'agit de compléter le conseil municipal à la suite de la démission pour raison de santé de M. Mercier (rad. g.) de ses fonctions de maire, mais qui a toutefois délégué de conserver son mandat de conseiller municipal. Les sièges de deux conseillers décédés sont à pourvoir. En 1971, la liste d'union conduite par M. Mercier, comprenant des socialistes, des radicaux de gauche et des modérés, l'avait emporté au premier tour sur une liste présentée par le parti communiste et sur une autre liste favorable à la majorité.

L'ADMINISTRATION, LE POUVOIR ET L'OPPOSITION

M. Poniatowski : l'action de politisation du P.S.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, intervenant dimanche matin à Nancy, devant le conseil national du mouvement Génération sociale et libérale s'en est pris très vivement aux partis et aux leaders de l'opposition. Il a dénoncé « la duplicité et le jacobinisme des attaques du parti communiste » à propos de la distribution des « pois-de-rin ». Il a déclaré : « Que M. Georges Marchais se regarde d'abord dans la glace. J'ai le regret de le dire, en ce qui concerne le parti communiste, ce ne sont pas des pois-de-rin, dont il est question, mais des saux de vin. J'ai d'ailleurs l'intention d'aider M. Marchais dans sa recherche morale : je publierai, le moment venu, c'est-à-dire avant les élections municipales, des études sur les procédés et les méthodes financières employées par le P.C.F. tant sur le plan municipal que sur le plan national. »

Le ministre d'Etat a ensuite attaqué M. François Mitterrand, le qualifiant de « politicien errant de la vie politique française ». Puis il a évoqué le débat sur

l'attitude du chef de l'Etat en cas de victoire de la gauche aux élections législatives. Il a noté : « Il serait intéressant que M. Mitterrand précise l'hypothèse qui est la sienne quand il déclare : « La gauche devra respecter le verdict de 1974. » Est-ce que cela voudrait dire que le président de la République resterait, selon lui, président de la République ? Est-ce que cela voudrait dire que les oppositions respecteraient le choix de société fait en 1974, qui exclut formellement un programme commun collectiviste ? Serait-il en mesure d'imposer sa loi aux communistes ? »

Les tyrannaux de bureaux

Enfin, le ministre d'Etat a posé une « dernière question » : « M. Mitterrand approuve-t-il l'action de politisation de l'administration engagée par le parti communiste ? », et a affirmé à ce sujet : « La grande tradition de l'administration française, plusieurs fois centenaire, s'appuie sur le droit de réserve qui garantit l'impartialité des fonctionnaires. Elle est actuellement menacée par les agissements d'une petite minorité politiquement engagée et qui fait passer la politique avant la loi et le service d'un parti avant celui de l'Etat. (...) Peut-on admettre qu'au mépris de l'obligation de réserve imposée à tous par le statut général de la fonction publique quelques agents, quelques tyrannaux de bureaux, utilisent leur fonction, leur autorité et le pouvoir qui leur est délégué pour agir à des fins politiques ? C'est ce que la fédération de Paris du parti communiste vient de leur demander expressément dans son bulletin de liaison G.S.E. national de la fonction publique du mois de mai, en les invitant à « briser le secret de l'administration (...), dévoiler et critiquer l'engagement du pouvoir actuel (...), mener la lutte à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration. »

M. Poniatowski a conclu son discours en déclarant aux jeunes giscardiens : « Il y a une crise du capitalisme et du monde moderne, c'est vrai, mais le grand échec du vingtième siècle est déjà, et sera de plus en plus, celui du socialisme et du marxisme. A votre génération de construire la troisième voie : celle d'une société de solidarité entre les hommes, mais aussi de liberté. »

M. MITTERRAND : les militants socialistes respectent les règles de la fonction publique.

Au cours de son intervention, dimanche 16 mai, à Dijon, devant le congrès du P.S., M. François Mitterrand a évoqué l'affaire Cécaldi en expliquant que le déplacement du substitut, mar-sellais ne peut « être réduit à une affaire locale mineure ». Puis il a élargi le débat aux pressions exercées sur les fonctionnaires en dénonçant cette forme de « violence ». « Les militants socialistes, a-t-il ajouté, respectent les règles de la fonction publique. Je n'ai jamais reçu un dossier clandestin. Je n'en ai pas besoin. (...) »

« Et n'existe-t-il pas des fonctionnaires détachés qui se sont faits les commis du parti politique dominant ? On pourrait en dresser la liste. Nous ne demandons pas qu'ils soient chassés de leur poste. Nous demandons qu'ils le réintègrent. »

M. LEROY : le refus de l'alternance.

A l'occasion de la Fête de Paris, organisée par le P.C.F., M. Roland Leroy, membre du secrétariat de cette formation, a déclaré dimanche 16 mai, en réponse aux attaques de M. Poniatowski : « Le prince Poniatowski a montré, une fois de plus, son mépris du suffrage universel, son refus de l'alternance. »

« Et pourquoi ne pas souligner cette coïncidence qui fait que, le même jour, M. Lecanuet s'attaque aux magistrats et M. Poniatowski aux portiers communistes. A la vérité, les deux se déchaînent contre la démocratie et la liberté. L'une comme l'autre sont indissociables. C'est pourquoi les communautés protestent contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature. »

RAPATRIÉS

La Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie et leurs amis a renouvelé samedi 15 mai son bureau national. M. Laradji, président de la C.F.M.A.A., étant toujours détenu à Perpignan (où il a été arrêté à la suite de l'enquête sur la tentative d'enlèvement du consul d'Algérie), c'est son frère qui a été élu président intérimaire. La Confédération demande à ses adhérents « de rester vigilants (...) et de ne pas tomber dans des manœuvres qui risqueraient de transposer leurs problèmes sur un plan politique. »

La gamme unique HP, c'est le Service

Pour Hewlett-Packard, le service c'est d'abord le service après-vente. Il ne suffit pas d'offrir une garantie d'un an, il faut surtout pouvoir réparer rapidement et efficacement les calculateurs pendant, et surtout après cette période...

Le service, c'est aussi une gamme complète d'accessoires standard ou optionnels : berceau de sécurité, batteries de réserve, etc. Quand vous recevez votre calculateur, le manuel d'utilisation est clair, illustré d'exemples et... en français. Le service, c'est encore les nombreux manuels d'applications et de programmes mis au point par Hewlett-Packard dans votre domaine d'activité.

Mais ce n'est pas seulement pour le service que les calculateurs de la gamme unique Hewlett-Packard sont utilisés par cinq lauréats du Prix Nobel, par les héros des plus grandes expéditions (Everest, Sahara), des plus célèbres courses (Transat) ou des plus fameux vols spatiaux (y compris le rendez-vous Apollo-Soyouz).

C'est aussi pour leur technologie. Hewlett-Packard a « inventé » le calculateur de poche programmable, scientifique et financier.

Tous ces calculateurs utilisent la

notation polonaise inverse, associée à une pile de quatre registres opérationnels. Cet avantage Hewlett-Packard vous permet d'introduire les données dans l'ordre où vous les rencontrez dans une expression mathématique, c'est-à-dire de gauche à droite. Les résultats intermédiaires sont automatiquement conservés dans les registres de la pile et automatiquement restitués dès qu'ils redeviennent nécessaires à l'enchaînement du calcul.

Des prix de 600 à 5 000 F

La gamme unique : le HP-21, scientifique ; le HP-22, financier et statistique ; le HP-25, programmable ; le HP-27, premier calculateur universel ; le HP-55, programmable avec son chronomètre incorporé ; le HP-65, premier calculateur programmable à cartes magnétiques ; le HP-80, financier ; et le HP-91, premier calculateur scientifique, statistique et portatif, doté d'une imprimante et fonctionnant sur batteries.

Enfin et surtout, la gamme des calculateurs Hewlett-Packard est unique par ses qualités d'esthétique et de finition, auxquelles vous serez sensibles dès que vous aurez le produit en main.



Si vous désirez faire plus ample connaissance avec l'un de ces calculateurs, rendez-vous chez un distributeur agréé Hewlett-Packard, ou renvoyez le coupon ci-dessous.

Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

La
gamme
unique

HEWLETT **hp** PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

Je désire recevoir votre documentation complète concernant :
HP-21 ☐ HP-22 ☐ HP-25 ☐ HP-27 ☐ HP-55 ☐
HP-65 ☐ HP-80 ☐ HP-91 ☐
Je désire recevoir la liste de vos distributeurs agréés ☐

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____ MON/76-1

هكزا من الاصل

Herman Miller s'explique :

Herman Miller, concepteur-designer de meubles aux Etats-Unis, est le créateur d'"Action Office", système qui, pour la première fois dans l'univers du meuble de bureau, repose sur l'étude du comportement et l'analyse des besoins de l'homme au travail.

"Les bureaux actuels dilapident l'espace que vous payez si cher".

20% d'espace gaspillé!

Souvent beaucoup plus. Parce que les meubles de bureau traditionnels sont conçus pour être posés sur le sol. Ils utilisent l'espace horizontal. Mais ils ignorent l'espace vertical.

Système Action Office : l'espace vertical.

Le système Action Office exploite de façon rationnelle l'espace au-dessus des plans de travail. Les éléments de classement permettent à l'individu de se mouvoir à l'aise en optimisant chacun de ses gestes.

"Les bureaux actuels vous coûtent 90% de trop en réaménagements, quand votre société évolue".

Des structures de sclérose.

Séparations faussent "amovibles", meubles faussent "rationnels": les bureaux actuels se donnent l'alibi du modernisme pour dissimuler leur inadaptation fonctionnelle.

Système Action Office : les structures évolutives.

Dans le système Action Office, formes et matériaux ont été sélectionnés pour évoluer avec vous. Naturellement. Facilement. Si facilement qu'un seul homme suffit à transformer tout un étage.

"Les bureaux actuels négligent les besoins fondamentaux de l'homme au travail".

Résultat: le travail en miettes.

Besoin de concentration. Besoin de communication. Besoin de s'approprier un terrain d'action. L'individu frustré, par un cadre inadapté, émette son temps. Et votre argent.

Système Action Office : le rapport Qualité/Temps.

Le centre de recherche Herman Miller a comme objectif de répondre à ces besoins fondamentaux de l'homme au travail. Psychologues, sociologues, et designers y consacrent leur temps et leur talent. Résultat: amélioration constante du rendement qualitatif et quantitatif.

"Les bureaux actuels rendent vos collaborateurs agressifs... Entre eux".

Panier de crabes.

L'individu mal dans son cadre cultive des frustrations qui se traduisent par une agressivité négative: son énergie est détournée du travail productif, et dirigée contre ses collègues.

Système Action Office : le territoire privé.

Le système Action Office délimite, pour chacun de vos collaborateurs, un territoire d'action où il peut libérer son énergie en travail productif. L'agressivité devient alors positive. Ceci se traduit par un dynamisme nouveau pour votre société.

"Les bureaux actuels vous offrent en prime l'absentéisme".

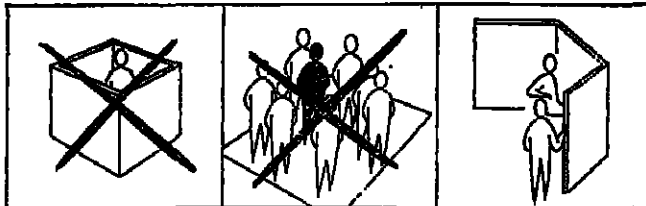
Cellule ou ghetto?

C'est à peu près l'alternative. Entre le bureau cerné de quatre murs, coupé du monde, et les vastes halls paysagés où chacun se sent exposé et vulnérable... Rien. Mais un besoin presque physique de s'évader. A vos frais.

Système Action Office : un nouvel univers.

Intimité de la réflexion. Communications entre l'homme et entre les services dans l'entreprise. Seul le système Action Office a été conçu pour répondre simultanément à ces deux besoins fondamentaux. Comment? Herman Miller vous invite à vous en rendre compte par vous-même. Du 17 au 21 mai, Semaine Porte Ouverte Action Office.

herman miller
action office



La 3^e génération de bureau

F. Montaggioni, Directeur Général d'Herman Miller France et son équipe seront heureux de vous recevoir dans leurs nouveaux locaux, 59, avenue d'Éna, 75016 Paris.

M. _____
Société: _____ Fonction: _____
Adresse: _____

Désire recevoir:
☐ Une invitation personnelle à la semaine Porte Ouverte.
☐ Un dossier documentaire sur le Système Action Office.

Administration, le pouvoir et l'opposition

Politique: l'action de politisation du PS

Le ministre de l'Intérieur, M. Roy, a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives.

Les tyranneaux de bureau

Enfin, le ministre d'Etat, M. Mitterrand, a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives.

M. Mitterrand : les règles de la vie publique.

Au cours de son discours, M. Mitterrand a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives.

M. LEROY : la refonte de l'alternance.

A l'occasion de son discours, M. Leroy a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives.

RAPATRIÉS

La Commission des Rapatriés a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives. Il a déclaré que le PS n'avait pas l'intention de se présenter aux élections législatives.

JUSTICE

LES REMOUS AUTOUR DE LA MUTATION DU SUBSTITUT DE MARSEILLE

L'« affaire Ceccaldi » paraît être à un tournant. En effet, si M. Lecanuet maintient ses exigences de voir le substitut marseillais rejoindre son poste de procureur de la République à Hazebrouck, il a en même temps menacé de poursuites disciplinaires s'il ne s'y rendait pas. Cela semblerait impliquer que le ministre de la Justice laisserait aux instances compétentes

le soin de juger de la gravité de la faute commise, étant précisé que de tels refus de promotion se produisent de temps à autre. Si M. Lecanuet paraît ainsi s'engager sur la voie du compromis, il est probable que l'espèce d'union sacrée qui s'est formée durant la matinée de dimanche entre l'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature

n'est pas étrangère à ce que l'on peut aussi tenir pour une mesure d'apaisement. Ce relâchement de la tension était d'autant plus nécessaire que, sceptique à l'origine sur le caractère de sanction déguisée de la promotion de M. Ceccaldi, le président de l'U.S.M. se dit maintenant convaincu qu'on a voulu se « débarrasser » de son collègue.

Informé de la demande d'audience qui figure dans la motion finale votée par le Syndicat de la magistrature, la garde des sceaux n'en a pas rejeté le principe. Si celle-ci, comme cela paraîtrait légitime, devait être accordée très rapidement, elle pourrait mettre un terme à peu près acceptable à cet aspect particulier de l'affaire dite « des ententes pétrolières ».

M. Lecanuet : une grève serait « illégale »

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, a jugé « illégale », dimanche 15 mai, à R.T.T., la grève qu'envisagent d'entreprendre les membres du Syndicat de la magistrature, si des poursuites disciplinaires sont engagées contre M. Ceccaldi. M. Lecanuet a cependant indiqué qu'il « examinera » la demande d'audience présentée dimanche.

« Le substitut Ceccaldi sera sanctionné s'il ne rejoint pas son poste à Hazebrouck », a répété le garde des sceaux. Interrogés sur les récents propos de MM. Mitterrand et Leroy

RÉUNI EN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Le Syndicat de la magistrature appellerait à la grève si des poursuites disciplinaires étaient engagées contre M. Ceccaldi

Deux cent cinquante magistrats se sont rendus, dimanche 16 mai, au congrès extraordinaire qu'avait organisé le Syndicat de la magistrature en réponse aux déclarations de M. Lecanuet après que M. Edienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République à Marseille, les magistrats de l'Union syndicale des magistrats, s'il y a pu à certains moments paraître un peu flou, a, en revanche, montré sa détermination de répondre vivement aux menaces du garde des sceaux, puisque, en fin de journée, alors qu'une partie des participants venus de province avaient quitté la réunion, une motion appelant à la grève, si des poursuites disciplinaires étaient engagées par le ministre, fut adoptée par 161 voix, 1 voix contre et 1 abstention.

La motion disait notamment : « A la suite des mutations autoritaires et manifestement égarées à l'intérieur du service et devant la menace de poursuites disciplinaires ou de sanctions dont font l'objet plusieurs magistrats, le Syndicat de la magistrature rappelle que ces mesures ne constituent que l'aboutissement du processus de dégradation constant de la liberté du juge qui, avant de revêtir la forme de mutation forcée, se traduit par la multiplication de poursuites disciplinaires et de sanctions déguisées. »

M. A. BRAUNSCHWEIG : on veut s'en « débarrasser »

Le matin, M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats, avait, en tant qu'invité, prêté la parole devant le Syndicat de la magistrature, ce qui paraît sans précédent. Le président de l'U.S.M. devait notamment déclarer : « Une fois encore, nous nous sommes rendu compte que nos deux organisations devaient être proches, pour ne pas dire unies, à un moment où les libertés de la magistrature sont en cause », déclaration qui provoqua des applaudissements vifs et prolongés. Puis M. Braunschweig devait dire : « L'une des raisons de ma présence ici, c'est de m'informar. A l'heure actuelle, nous n'avons pas le droit de dire qu'il y avait sanction. Cependant, deux ou trois arguments plaident en ce sens : dans la matinée de lundi, M. Braunschweig devait nous indiquer qu'il était de plus en plus convaincu que l'on avait voulu « se débarrasser du magistrat marseillais dans la mesure où il aurait certainement fait des difficultés à reprendre à son compte les éventuelles réquisitions de non-lieu que lui transmettrait la chancellerie dans l'affaire des pétroliers. »

Le président de l'U.S.M. devait encore être applaudi, lorsqu'il déclara : « C'est vrai que la magistrature n'a jamais été vraiment indépendante. L'immovibilité n'est qu'un rempart illusoire. C'est le mot que les gouvernements ont toujours eu à la bouche comme un alibi. »

Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature, M. Hubert Dalle, devait énoncer la thèse politique constante de contrôler la Justice, mais aussi de la configurer. Signifiant « le passage insensible de la notion de sécurité des citoyens à celle de sécurité de l'Etat, sinon du gouvernement », M. Dalle observa : « Il faut réfléchir aux conséquences de cette politique et aux risques de son élargissement, car la magistrature n'est pas seule à être atteinte. La reprise en main de la Justice préfigure la reprise en main de l'appareil administratif. En conclusion, M. Dalle devait affirmer que, contrairement aux apparences, le statut de la magistrature est moins protecteur que le statut général de la fonction publique », car « plus un statut est flou et plus il est difficile de faire apparaître son détournement ». M. Dalle devait aussi s'interroger sur l'extension de l'appel aux contractuels, personnel qui se trouve situé en dehors des garanties légales.

● LES AUDITEURS DE JUSTICE. — Réunis en congrès annuel le 15 mai à Bordeaux, les auditeurs de justice se rappellent que le ministère public, s'il relève statutairement du pouvoir exécutif, est d'abord un serviteur de la loi investi de pouvoirs qui en font un magistrat à part entière : c'est ce qui a été souligné par M. Ceccaldi, chargé d'une affaire importante, se voit sanctionner par le biais d'une promotion qui constitue en fait une mesure disciplinaire déguisée. Celle-ci n'a d'autre cause que le refus de ce magistrat de céder à des pressions ».

Y a-t-il encore une « affaire Ceccaldi » ?

Avait-on trop méconnu le talent de M. Lecanuet pour le compromis ? Paraissant envier le conflit en annonçant la prochaine séance de la commission de discipline du parquet, pour juger le refus de M. Ceccaldi de rejoindre son poste à Hazebrouck, le ministre de la Justice esquiva l'issue du conflit dont il apparaissait jusqu'alors qu'il ne pouvait prendre fin sans que l'un, au moins, des adversaires, perde gravement la face. D'une certaine manière, il n'y a pour ainsi dire, plus d'« affaire Ceccaldi » stricto sensu.

Il était à craindre que le ministre ne se refuse à tout recul. Tout lui permettait de donner trois jours à M. Ceccaldi pour rejoindre Hazebrouck, pour constater qu'il n'en faisait rien et prononcer, d'office, sa radiation de la magistrature par démission d'office. Ayant choisi une autre voie, il peut sauver toutes les mises, à commencer par la sienne.

On se trouve ramené à une situation doublement connue. Des refus de rejoindre un poste en avancement se produisent tous les ans. Ils se règlent, discrètement, par une radiation du magistrat récalcitrant, pour quelques années, de la liste d'aptitude. Ensuite, ce n'est pas la première fois qu'un magistrat subit, par le fait de M. Lecanuet, des poursuites devant la commission de discipline du parquet. Elles sont le plus souvent apparues si dérisoires que le ministre lui-même ne s'est pas aventuré à donner suite aux sanctions très modérées que lui suggérait la commission.

Mais le ministre est, dans son propre intérêt, bien inspiré d'avoir utilisé un chemin de traverse. D'abord parce que, si son dossier est bon en droit, il est détestable en équité. Nul, dans la magistrature, ne peut croire à l'innocence d'une promotion dont on a même pris le soin, contrairement à la tradition, de ne pas avertir l'inté-

ressé qu'elle allait être prononcée. Pour les initiés, le renoncement à une tradition si bien assise était plus qu'une bourde, c'était un aveu. La commission de discipline ne pourra pas ne pas en tenir compte.

Un aveu si évident qu'il a conduit, on l'a vu dimanche au congrès extraordinaire du Syndicat à la reconnaissance de l'union des syndicats de magistrats. La mauvaise affaire tentée par M. Lecanuet, ou couverte par lui après coup, aura eu un seul résultat certain : faire applaudir à plusieurs reprises — et vigoureusement — par le syndicat, M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats. Cela n'allait pas présager de son, il y a encore peu.

Reste le principe de la grève, voté par le Syndicat de la magistrature, et des poursuites disciplinaires étaient engagées, c'est le cas. Contraint de trouver un compromis, le ministre a, dans les faits, reculé. Ce serait peut-être lui retourner des atouts que d'engager une grève dont le succès est aléatoire et dont la nécessité paraît moins évidente. Dans la mesure, évidemment, où la saisine de la commission implique que les positions respectives seront « gelées », que M. Ceccaldi ne sera pas contraint de quitter Marseille.

Reste aussi le dossier des pétroliers, dont trop de magistrats croient qu'il n'est pas étranger à l'« affaire ». Selon ce qui se décide, poursuites ou non-lieu, pour les dirigeants inculpés d'ententes illicites, on jugera si la promotion à Hazebrouck était une injustice, une bévue ou un détournement de pouvoir.

Cette affaire Ceccaldi aura, en tout cas, contribué à empoisonner l'ambiance de la magistrature et, au-delà, en raison des exemples constatés ailleurs, de nombre de corps de l'Etat.

PHILIPPE BOUCHER.

MUTATION ET DISCIPLINE

L'immovibilité des magistrats du siège est un principe constitutionnel qui a pour conséquence que ces magistrats ne peuvent sans leur consentement recevoir d'affectation nouvelle, même en cas de mutation, à la suite de la magistrature.

Les magistrats du parquet sont dans une situation différente, en vertu du principe de hiérarchie auquel ils sont soumis. Ils sont à la disposition de la direction et du contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la Justice (art. 5 du statut).

La nomination une fois publiée au Journal officiel devient en principe exécutoire. Un magistrat du parquet peut-il s'y opposer ?

Pour le ministre, la réponse est claire : la loi est claire, tout d'une part ; les sanctions s'imposent. Enumérées à l'article 45 du statut de la magistrature, elles peuvent aller de la simple réprimande, avec inscription au dossier, à la révocation sans droit à pension.

Avant de pouvoir les prononcer, le garde des sceaux doit saisir la commission de discipline du parquet (présidée

par le procureur général de la Cour de cassation et composée de trois magistrats du grade de l'intéressé et de trois magistrats de la Cour suprême) qui dira s'il y a faute disciplinaire. Les décisions ne peuvent être prises que par la commission de discipline.

Plusieurs éléments peuvent être retenus en faveur de la thèse de la « promotion-sanction ». Il a fallu, pour un certain nombre de postes vacants (Hazebrouck l'est depuis décembre 1975), publier une liste spéciale d'aptitude (J.O. du 25 février). Seul l'attribution d'un avancement inespéré pouvait, pensait-on, permettre d'y nommer quelqu'un. On avait sans doute espéré aussi consulté les titulaires inscrits sur la liste « normale » du 1^{er} janvier 1976. M. Ceccaldi était parmi eux.

En second lieu, le décret 58-1277 du 22 décembre 1958 mentionne, dans son article 21, le cas des « magistrats qui ont refusé d'être nommés aux postes d'avancement vacants ». C'est-à-dire pas prévoir, implicitement, la consultation préalable, dont ne saurait être lue la feuille de desiderata, derrière laquelle était à plusieurs reprises, réjugué le garde des sceaux ?

A quelle heure mon Airbus pour rentrer à Orly-Ouest ? Consultez notre livre jaune.



Il présente les meilleurs horaires vers l'Allemagne, 12 vols directs et 25 correspondances quotidiennes. Entre Paris et Francfort, optez pour l'Airbus A 300. Le confort d'un avion européen à grande capacité qui peut accueillir 253 passagers dont 24 en première classe.

A Francfort, plaque tournante de notre réseau, Lufthansa vous conduit partout dans le monde. N'oubliez pas de réserver votre retour. C'est une ligne très empruntée. Consultez votre agence de voyages ou l'un des bureaux Lufthansa.

Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

LOUVERTURE DU

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

Le Louvre ouvre ses portes à la nuit. Les visiteurs peuvent admirer les collections de la bibliothèque de la ville de Paris. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre. Les collections de la bibliothèque de la ville de Paris sont exposées dans les salles du Louvre.

حکذا من العمل

JUSTICE

STATUT DE MARSEILLE

La demande de la demande d'indemnité de la magistrature, le garde des sceaux, par lequel il est demandé que la loi de 1958 soit appliquée à la magistrature, doit être jugée par le Conseil d'Etat. Elle paraît légitime, mais elle n'est pas acceptable à cet aspect purement juridique.

La loi contre une « affaire Cuccalini » ?

Le projet de loi, qui vise à réformer le statut de la magistrature, a été adopté par le Conseil d'Etat. Il est considéré comme une avancée importante, mais il reste à voir si elle sera appliquée à la magistrature.

Le projet de loi, qui vise à réformer le statut de la magistrature, a été adopté par le Conseil d'Etat. Il est considéré comme une avancée importante, mais il reste à voir si elle sera appliquée à la magistrature.

Le projet de loi, qui vise à réformer le statut de la magistrature, a été adopté par le Conseil d'Etat. Il est considéré comme une avancée importante, mais il reste à voir si elle sera appliquée à la magistrature.

LES REACTIONS

Le projet de loi, qui vise à réformer le statut de la magistrature, a été adopté par le Conseil d'Etat. Il est considéré comme une avancée importante, mais il reste à voir si elle sera appliquée à la magistrature.

LE STATUT DE MARSEILLE

Le projet de loi, qui vise à réformer le statut de la magistrature, a été adopté par le Conseil d'Etat. Il est considéré comme une avancée importante, mais il reste à voir si elle sera appliquée à la magistrature.

L'OUVERTURE DU PROCÈS D'EDMOND SIMEONI DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Le procès d'Edmond Simeoni, porte-parole de l'ex-Aktion pour la reconnaissance de la Corse (ARC), et de ses huit co-inculpés s'est ouvert, le lundi matin 17 mai, devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui siège au Palais de justice de Paris, dans les locaux de la cour d'assises (1).

M. Edmond Simeoni est inculpé de prise de commandement d'une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat, d'arrestations illégales et séquestrations de personnes et prises d'otages et de tentatives d'homicide volontaire sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions. Les huit autres accusés sont inculpés de participation à une bande armée contre l'autorité de l'Etat.

Tous ces inculpés avaient occupé, les 21 et 22 août dernier, une cave vinicole, près d'Aléria, sur la côte orientale de la Corse. Deux gendarmes mobiles avaient été tués au cours de l'assaut qui avait suivi cette occupation.

Cinq minutes après le début de l'audience, celle-ci devait être brèvement suspendue. Seul M. Edmond Simeoni — le seul inculpé à être encore incarcéré — était alors présent. Les accusés libres ne pouvant, en effet, dans la bousculade, accéder à la salle d'audience, il fallut faire appel aux gendarmes mobiles pour les déloger.

Un autre incident devait avoir lieu au moment de l'appel des témoins, lorsque M. Raymond Filippi demanda à la Cour de constater l'absence de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, cité par la défense. M. Dorwling-Carter, avocat général,

devait faire remarquer que la comparution du ministre de l'intérieur devait être régulièrement soumise à l'autorisation du conseil des ministres et que celui-ci devrait être appelé à donner sa réponse lors de sa prochaine réunion. L'essentiel de la première audience a été consacré à la lecture des actes de renvoi, à l'appel des témoins et à l'organisation des débats, prévus pour près de trois semaines.

Dans l'île, la première journée du procès est marquée par l'opération « Isola Morta » (île morte). Quinze organisations politiques, syndicales et professionnelles ont lancé un appel commun pour que ce 17 mai — englobant, dans une adhésion réfléchie et pesée, toute la population corse —. Les mots d'ordre vont de l'arrêt de travail de principe à la grève de vingt-quatre heures.

Des feux symboliques ont été allumés, le dimanche soir 16 mai, à Corte, qui est considérée comme la capitale historique de la Corse, ainsi que dans plusieurs villages de l'intérieur. D'autre part, environ deux cents Corses se sont rassemblés à Marseille, au pied de la basilique Notre-Dame de la Garde et ont lancé un appel à la « mobilisation ».

Pour sa part, M. Max Simeoni, frère de l'inculpé, a déclaré que le jugement de la Cour de sûreté de l'Etat aurait, en Corse, des conséquences « ou très bonnes ou très mauvaises ». Très bonnes si le verdict allait vers l'apaisement, très mauvaises si le tribunal rendait une condamnation. « Sur le plan des principes, a-t-il précisé, nous n'accepterons même pas un seul jour de prison. »

Le procès d'Edmond Simeoni, porte-parole de l'ex-Aktion pour la reconnaissance de la Corse (ARC), et de ses huit co-inculpés s'est ouvert, le lundi matin 17 mai, devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui siège au Palais de justice de Paris, dans les locaux de la cour d'assises (1).

M. Edmond Simeoni est inculpé de prise de commandement d'une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat, d'arrestations illégales et séquestrations de personnes et prises d'otages et de tentatives d'homicide volontaire sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions. Les huit autres accusés sont inculpés de participation à une bande armée contre l'autorité de l'Etat.

Tous ces inculpés avaient occupé, les 21 et 22 août dernier, une cave vinicole, près d'Aléria, sur la côte orientale de la Corse. Deux gendarmes mobiles avaient été tués au cours de l'assaut qui avait suivi cette occupation.

Cinq minutes après le début de l'audience, celle-ci devait être brèvement suspendue. Seul M. Edmond Simeoni — le seul inculpé à être encore incarcéré — était alors présent. Les accusés libres ne pouvant, en effet, dans la bousculade, accéder à la salle d'audience, il fallut faire appel aux gendarmes mobiles pour les déloger.

Un autre incident devait avoir lieu au moment de l'appel des témoins, lorsque M. Raymond Filippi demanda à la Cour de constater l'absence de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, cité par la défense. M. Dorwling-Carter, avocat général,

devait faire remarquer que la comparution du ministre de l'intérieur devait être régulièrement soumise à l'autorisation du conseil des ministres et que celui-ci devrait être appelé à donner sa réponse lors de sa prochaine réunion. L'essentiel de la première audience a été consacré à la lecture des actes de renvoi, à l'appel des témoins et à l'organisation des débats, prévus pour près de trois semaines.

Dans l'île, la première journée du procès est marquée par l'opération « Isola Morta » (île morte). Quinze organisations politiques, syndicales et professionnelles ont lancé un appel commun pour que ce 17 mai — englobant, dans une adhésion réfléchie et pesée, toute la population corse —. Les mots d'ordre vont de l'arrêt de travail de principe à la grève de vingt-quatre heures.

Des feux symboliques ont été allumés, le dimanche soir 16 mai, à Corte, qui est considérée comme la capitale historique de la Corse, ainsi que dans plusieurs villages de l'intérieur. D'autre part, environ deux cents Corses se sont rassemblés à Marseille, au pied de la basilique Notre-Dame de la Garde et ont lancé un appel à la « mobilisation ».

Pour sa part, M. Max Simeoni, frère de l'inculpé, a déclaré que le jugement de la Cour de sûreté de l'Etat aurait, en Corse, des conséquences « ou très bonnes ou très mauvaises ». Très bonnes si le verdict allait vers l'apaisement, très mauvaises si le tribunal rendait une condamnation. « Sur le plan des principes, a-t-il précisé, nous n'accepterons même pas un seul jour de prison. »

Aléria, le 22 août 1975, à 16 h. 15

De notre correspondant

Le vendredi 22 août, à l'aube, la cave est bouclée par un important dispositif officiellement, on annonce douze cents G.R.S. et gendarmes mobiles, qui ont été transportés par hélicoptères et par camions, et qui disposent d'automitrailleuses blindées. A 6 heures, première sommation d'avoir à évacuer la cave. Elle est suivie d'un stratagème de prise d'otages par les occupants (deux militaires de l'ARC), puis de prise réelle d'otages (quatre ouvriers nord-africains, qui seront remis en liberté avant l'assaut). Four Edmond Simeoni et ses amis, qui

l'accent est mis sur « la politique agraire communiste de l'Etat français » et « l'effondrement d'une politique économiquement aberrante qui risque de ruiner cinq cents à six cents petits et moyens viticulteurs et de servir d'alibi à une nouvelle politique de récupération des terres à très bon compte, bien entendu, au moment où la Corse est livrée à la loi du plus fort ».

Aléria, le jeudi 21 août. — 7 h. 15 : Edmond Simeoni et ses sept camarades occupent la cave, bâtie à l'écart de la route nationale. Ils sont « armés de fusils de chasse en vue d'illustrer symboliquement la détermination de l'ARC de donner un jour plus grâce à ses mises en garde contre l'attitude systématiquement négative des pouvoirs publics ».

A 10 h. 30, Edmond Simeoni tient une conférence de presse, affirmant que l'action n'est pas dirigée dans le sens d'une modification des institutions, mais qu'il est seulement demandé justice sur un point très particulier. Il annonce le programme des journées d'occupation : réunion des socio-professionnels le vendredi 22, dans l'après-midi pour dégager une ligne d'action commune ; conférence de presse le samedi 23 à 10 heures, et grand meeting populaire le dimanche 24 à 10 heures. Les responsables de l'opération précisent aux journalistes : « Nous ne resterons que trois jours. »

A 11 h. 30, une délégation de la Fédération départementale des syndicates d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) est reçue par le préfet et demande, d'une manière pressante, la création d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), vieille revendication du syndicalisme agricole insulaire. Le préfet, M. Gabriel Gilly, répond : « A l'heure actuelle, cela ne servirait à rien. » A 15 heures, la cave est téléphoniquement isolée.

Le vendredi 22 août, à l'aube, la cave est bouclée par un important dispositif officiellement, on annonce douze cents G.R.S. et gendarmes mobiles, qui ont été transportés par hélicoptères et par camions, et qui disposent d'automitrailleuses blindées. A 6 heures, première sommation d'avoir à évacuer la cave. Elle est suivie d'un stratagème de prise d'otages par les occupants (deux militaires de l'ARC), puis de prise réelle d'otages (quatre ouvriers nord-africains, qui seront remis en liberté avant l'assaut). Four Edmond Simeoni et ses amis, qui

l'accent est mis sur « la politique agraire communiste de l'Etat français » et « l'effondrement d'une politique économiquement aberrante qui risque de ruiner cinq cents à six cents petits et moyens viticulteurs et de servir d'alibi à une nouvelle politique de récupération des terres à très bon compte, bien entendu, au moment où la Corse est livrée à la loi du plus fort ».

Aléria, le jeudi 21 août. — 7 h. 15 : Edmond Simeoni et ses sept camarades occupent la cave, bâtie à l'écart de la route nationale. Ils sont « armés de fusils de chasse en vue d'illustrer symboliquement la détermination de l'ARC de donner un jour plus grâce à ses mises en garde contre l'attitude systématiquement négative des pouvoirs publics ».

A 10 h. 30, Edmond Simeoni tient une conférence de presse, affirmant que l'action n'est pas dirigée dans le sens d'une modification des institutions, mais qu'il est seulement demandé justice sur un point très particulier. Il annonce le programme des journées d'occupation : réunion des socio-professionnels le vendredi 22, dans l'après-midi pour dégager une ligne d'action commune ; conférence de presse le samedi 23 à 10 heures, et grand meeting populaire le dimanche 24 à 10 heures. Les responsables de l'opération précisent aux journalistes : « Nous ne resterons que trois jours. »

A 11 h. 30, une délégation de la Fédération départementale des syndicates d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) est reçue par le préfet et demande, d'une manière pressante, la création d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), vieille revendication du syndicalisme agricole insulaire. Le préfet, M. Gabriel Gilly, répond : « A l'heure actuelle, cela ne servirait à rien. » A 15 heures, la cave est téléphoniquement isolée.

Le vendredi 22 août, à l'aube, la cave est bouclée par un important dispositif officiellement, on annonce douze cents G.R.S. et gendarmes mobiles, qui ont été transportés par hélicoptères et par camions, et qui disposent d'automitrailleuses blindées. A 6 heures, première sommation d'avoir à évacuer la cave. Elle est suivie d'un stratagème de prise d'otages par les occupants (deux militaires de l'ARC), puis de prise réelle d'otages (quatre ouvriers nord-africains, qui seront remis en liberté avant l'assaut). Four Edmond Simeoni et ses amis, qui

l'accent est mis sur « la politique agraire communiste de l'Etat français » et « l'effondrement d'une politique économiquement aberrante qui risque de ruiner cinq cents à six cents petits et moyens viticulteurs et de servir d'alibi à une nouvelle politique de récupération des terres à très bon compte, bien entendu, au moment où la Corse est livrée à la loi du plus fort ».

Aléria, le jeudi 21 août. — 7 h. 15 : Edmond Simeoni et ses sept camarades occupent la cave, bâtie à l'écart de la route nationale. Ils sont « armés de fusils de chasse en vue d'illustrer symboliquement la détermination de l'ARC de donner un jour plus grâce à ses mises en garde contre l'attitude systématiquement négative des pouvoirs publics ».

RETOUR EN MÉTROPOLE

Les deux représentants du gouvernement qui ont été directement à connaître du drame d'Aléria, et qui ont été déchargés de leurs fonctions au lendemain de ces événements tragiques, sont maintenant en poste en métropole. M. Gabriel Gilly, alors préfet de la Corse, a été nommé préfet du Haut-Rhin le 10 septembre 1975. M. Jacques Guérin, alors sous-préfet de Bastia, est aujourd'hui sous-préfet de Thionville, en Moselle.

Le vendredi 22 août, à l'aube, la cave est bouclée par un important dispositif officiellement, on annonce douze cents G.R.S. et gendarmes mobiles, qui ont été transportés par hélicoptères et par camions, et qui disposent d'automitrailleuses blindées. A 6 heures, première sommation d'avoir à évacuer la cave. Elle est suivie d'un stratagème de prise d'otages par les occupants (deux militaires de l'ARC), puis de prise réelle d'otages (quatre ouvriers nord-africains, qui seront remis en liberté avant l'assaut). Four Edmond Simeoni et ses amis, qui

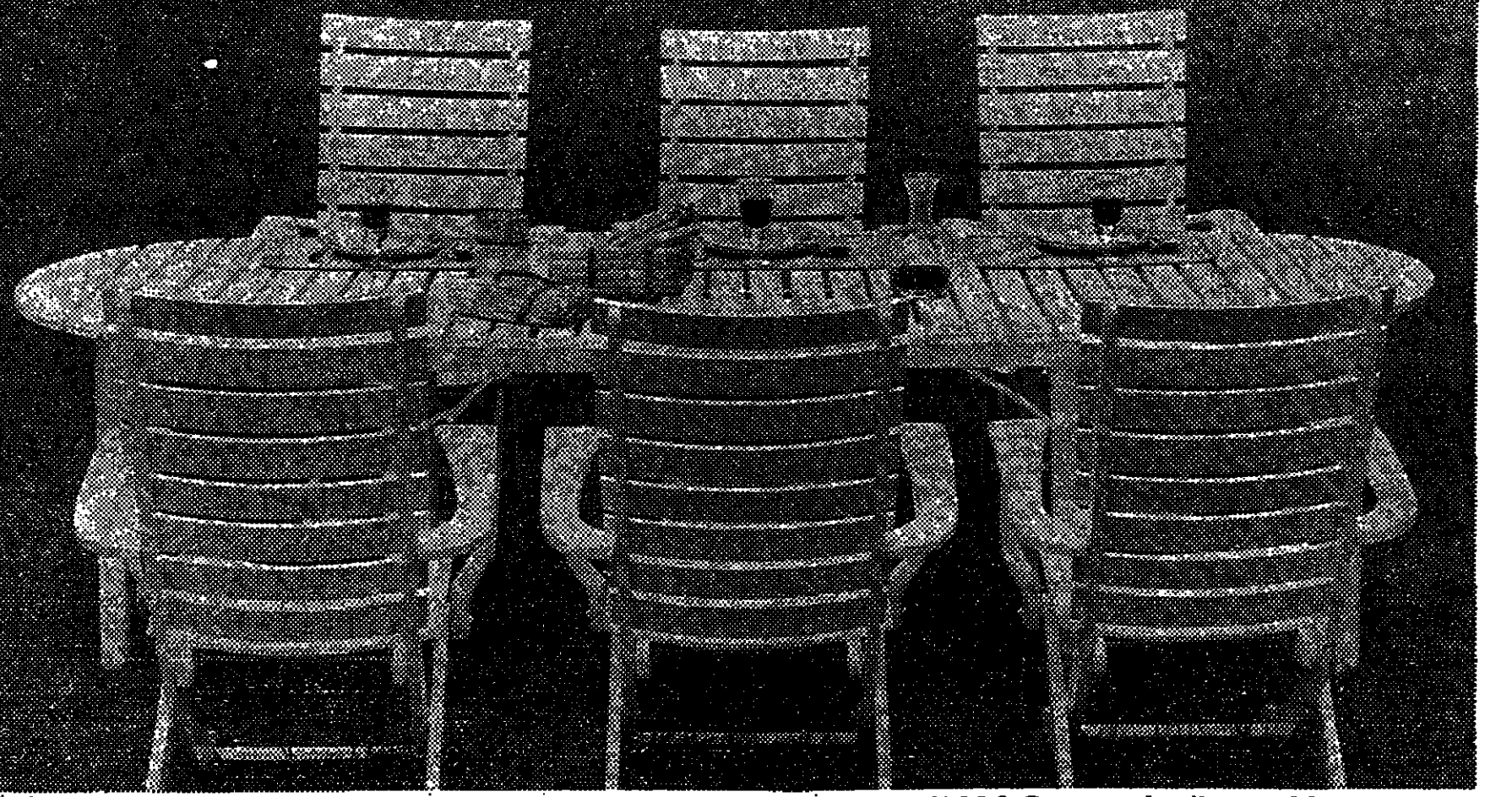
l'accent est mis sur « la politique agraire communiste de l'Etat français » et « l'effondrement d'une politique économiquement aberrante qui risque de ruiner cinq cents à six cents petits et moyens viticulteurs et de servir d'alibi à une nouvelle politique de récupération des terres à très bon compte, bien entendu, au moment où la Corse est livrée à la loi du plus fort ».

Aléria, le jeudi 21 août. — 7 h. 15 : Edmond Simeoni et ses sept camarades occupent la cave, bâtie à l'écart de la route nationale. Ils sont « armés de fusils de chasse en vue d'illustrer symboliquement la détermination de l'ARC de donner un jour plus grâce à ses mises en garde contre l'attitude systématiquement négative des pouvoirs publics ».

A 10 h. 30, Edmond Simeoni tient une conférence de presse, affirmant que l'action n'est pas dirigée dans le sens d'une modification des institutions, mais qu'il est seulement demandé justice sur un point très particulier. Il annonce le programme des journées d'occupation : réunion des socio-professionnels le vendredi 22, dans l'après-midi pour dégager une ligne d'action commune ; conférence de presse le samedi 23 à 10 heures, et grand meeting populaire le dimanche 24 à 10 heures. Les responsables de l'opération précisent aux journalistes : « Nous ne resterons que trois jours. »

A 11 h. 30, une délégation de la Fédération départementale des syndicates d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) est reçue par le préfet et demande, d'une manière pressante, la création d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), vieille revendication du syndicalisme agricole insulaire. Le préfet, M. Gabriel Gilly, répond : « A l'heure actuelle, cela ne servirait à rien. » A 15 heures, la cave est téléphoniquement isolée.

Choisissez votre salon de jardin, là où vous achetez vos meubles.



Mobilier de jardin pliant, en bois laqué blanc. Grande table 260 x 90, 1280 f. Composée d'une table rectangulaire, 140 x 90, 655 f, et d'une table ovale, 120 x 90, 625 f. Pouvant être utilisée seule ou comme allonge pour la table rectangulaire. Fauteuil, 4 positions, 370 f. En vente à l'exposition meubles de jardin.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine - Nice - La Part Dieu Lyon - Montpellier

dunlop-studio g.

ÉDUCATION

Libres opinions

Paris-X à la dérive

par CHRISTIAN BOURDON, DAMIEN DEFABON et MICHEL DEROCOUR (*)

« L'année est reconduite à une large majorité. » Combien de fois au terme d'assemblées générales tumultueuses, sans aucun caractère démocratique, les étudiants de l'U.E.R. de sciences juridiques de Paris-X-Nanterre ont-ils entendu cette énième affirmation, qui compromet de plus en plus dangereusement leur avenir ?

Depuis quatorze semaines, les amphithéâtres connaissent une atmosphère surchauffée, où règne tantôt une ambiance de fête foraine, tantôt celle d'une assemblée politique ; les chaises, les tables, s'entrechoquant au pied des escaliers forment des barrières qui rendent inaccessibles les salles de T.D. (travaux dirigés). La vocation enseignante de l'université se trouve remise en cause par l'introduction de la pseudo-politique.

L'année universitaire ayant commencé le 3 novembre et les T.D. le 1^{er} décembre, on ne peut nier la gravité de la situation. Quelle valeur accorder à une année universitaire de deux mois ?

Face à la « grève générale » déclenchée par des minorités, dont l'action est facilitée depuis 1968 par l'instauration de procédures électorales, les étudiants modérés nient preuve d'une profonde passivité. Profitant du désintérêt de la grande majorité, la toute-puissance du comité de grève s'affaiblit. Le temps passe ; les esprits s'échauffent. On s'interroge : le mois de juin approche et, par là même, la première session des examens. On voit alors un amphibondé lors des assemblées générales (A.G.). Les étudiants modérés sont confrontés à deux parties : 1) le comité de grève, les gauchistes au sein d'A.G. de plus en plus houleuses ; 2) l'administration de Nanterre et le corps enseignant sur un terrain indéterminé.

Quel dénouement souhaiter devant une telle situation reconnue par les modérés comme :

- 1) Position bloquée du comité de grève ;
- 2) Absence de la grande majorité des professeurs, qui ont disparu depuis de longues semaines, et qui se contentent d'afficher les plans de cours d'un second semestre qui n'a pas encore commencé ;
- 3) Impuissance ou inconscience d'une administration, d'un président, qui adressent tardivement une lettre à tous les étudiants, qui déclare à la télévision qu'il n'a pas les « bragues », qui essaie de contenir, lors d'une réunion d'information, tous les partis afin de ne pas prendre fermement position, qui, enfin, clame en A.G. par personnes interposées qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'il faut garder toute confiance en l'administration (cette déclaration date du 10 mai). Que l'administration ne tente pas de « noyer le poisson » pour faire oublier les tristes réalités de désordre et de violence qui sont le lot quotidien des étudiants de Nanterre !

Dans ce climat d'incertitude, comment se fier à une administration qui laisse entendre que les examens auront lieu vers le 15 juin sans allègement de programme ?

Après un désintérêt et un état de lassitude, vient l'heure du désespoir que les modérés ont du mal à cacher. Désespoir des étudiants de première année, qui espèrent sans doute beaucoup de l'université, de ces études supérieures dont dépend leur avenir. Désespoir des étudiants de deuxième année, qui, si le diplôme d'études universitaires générales (D.E.U.G.) est délivré, auront un diplôme valable uniquement sur Nanterre. Désespoir des étudiants de troisième année, qui voient, comme chacun a l'horizon de leurs études, un diplôme sans valeur. Désespoir des étudiants de quatrième année, qui ne pourront envisager qu'un troisième cycle à Nanterre. Ce désespoir est d'autant plus violent qu'aucun dénouement ne semble se dessiner à l'heure actuelle.

Peut-on attendre un dénouement du comité de grève ? Il n'y a strictement aucun parallélisme entre les fins envisagées par le comité (examens en juin, voir les discussions du dernier collectif de Lyon) et les moyens d'action qu'il se donne : la grève votée en A.G. d'un façon totalement antidémocratique.

Peut-on attendre un dénouement engagé par le comité pour la reprise des cours ? De nombreuses solutions ont été envisagées, telles que le vote par correspondance et, dernièrement, le vote à bulletin secret sous le contrôle des professeurs ; ces propositions semblent bien avoir été rejetées ; mais pour quelles raisons ? Elles apparaissent comme très simples à une grande majorité d'étudiants : tout moyen d'action pleinement démocratique pourrait nuire au comité de grève qui se sent devenir largement minoritaire.

Peut-on attendre un dénouement de l'administration ou du président ? C'est sans doute à exclure si l'opportunisme continue de l'emporter sur la fermeté.

Paris-X constituera-t-il à nouveau la « lanterne rouge » de l'université française ?

Le comité de grève parle beaucoup de chômage, d'une « école de classe », mais il engendre directement de tels phénomènes. Et avec nos deux mois de cours, que sommes-nous, et ce n'est pas des « chômeurs potentiels » ?

Alors, que faire ? Les modérés réclament un déroulement des examens dans le calme, avec des programmes certes allégés, mais pas trop incomplets, afin de ne pas dévaloriser l'année universitaire et de ne pas se voir privés du fruit de leur travail. En outre, ils demandent :

- 1) La répartition immédiate des enseignants afin que les cours, dans le juste respect démocratique du droit au travail, reprennent le plus tôt possible ;
- 2) La prolongation des cours jusqu'à la fin du mois de juin dans le but de justifier l'existence d'un second semestre ;
- 3) Les sessions d'examen en septembre et en octobre. Ainsi, l'année 1975-1976 aura quelque espoir de se voir validée et considérée.

Malgré, au-delà des graves problèmes qui entraînent Paris-X à la dérive, la réforme de 1968, instaurant la difficile autonomie des universités, ne doit-elle pas être remise en question ?

(*) Membres du Comité des étudiants modérés.

● Fermeture des installations sportives de l'université Paris-Sud. — Faute de crédits, les centres sportifs des campus d'Orsay et de Châtenay-Malabry (trois ensembles sportifs et un centre équestre, sont fermés depuis jeudi 13 mai. L'importante diminution de l'allocation allouée par le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (348 000 F contre 531 000 en

1975) a rendu impossible, selon le service universitaire des activités sportives de Paris-Sud, la gestion des centres. À défaut d'une « rallonge » minimum de 245 000 F. Eux seuls étudiants, quatre mille membres du personnel et vingt-cinq collectivités extérieures (secrétaires, entreprises, clubs) utilisaient ces diverses installations sportives.

La réforme du second cycle universitaire

Les anciennes filières seront maintenues précise une circulaire de M. Jean-Louis Quermonne

M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, vient de faire parvenir aux présidents d'université une nouvelle circulaire sur la réforme du second cycle, qui sera discutée au cours de la prochaine conférence des présidents, le 20 mai. Cette circulaire annonce que les formations « fondamentales » existant actuellement dans les universités seront maintenues chaque fois que celles-ci le désirent. Elle représente la première application de l'accord conclu entre Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, et la commission permanente de la conférence des présidents, le 25 avril (« le Monde » du 28 avril). La circulaire du 25 février, qui prévoyait le « réexamen » de toutes les formations existantes, se trouve de ce fait annulée.

La circulaire prévoit que les filières existant actuellement sont maintenues « de plein droit » jusqu'au 1^{er} octobre 1979. Les habilitations actuelles ne sont retirées qu'au fur et à mesure que les nouvelles sont accordées. D'autre part, les universités peuvent en profiter pour « adapter librement » ces formations, en modifiant jusqu'à 20 % des enseignements dispensés.

La procédure d'habilitation est « simplifiée » pour ces formations « fondamentales » : on vérifie seulement que les demandes des universités correspondent bien à des « filières » existantes. L'examen préalable à l'habilitation sera effectué par des groupes d'étude ad hoc correspondant à trois groupes de formations fondamentales : disciplines juridiques et économiques ; disciplines littéraires et de sciences humaines ; disciplines scientifiques.

Les membres de ces groupes seront choisis en priorité par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, du Comité consultatif des universités, du Comité national de la recherche scientifique et de la conférence des présidents d'université ou sur proposition de ces instances.

Les habilitations seront prononcées par le secrétariat d'État aux universités, après avis du Conseil national de l'enseignement supé-

rieur et de la recherche (CNRSER), pour une durée de cinq ans. Au-delà de ces cinq ans, une nouvelle habilitation devra être demandée, dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties données par cette nouvelle circulaire de M. Quermonne.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, qui est très hostile à la réforme du deuxième cycle, « prend acte » dans un communiqué de cette circulaire : « Constatant à l'intention fondamentale du gouvernement, déclare-t-il, c'est le redéploiement et l'adaptation multiformes de nombreuses formations qui sont en jeu. Toutefois, le SNE-Sup s'inquiète des « ambiguïtés » du texte sur la composition des « groupes d'études techniques » et sur leur rôle exact par rapport au CNRSER.

Pour la Fédération nationale des étudiants de France, « il n'y a plus de réforme » : la nouvelle circulaire laisse aux présidents d'université la possibilité de reconduire ad vitam aeternam les formations existantes ; les groupes ad hoc ne comprendront plus ni étudiants ni représentants des groupes socio-professionnels, mais uniquement des enseignants. « Le secrétaire d'État aux universités, déclare la FNEF, a joué à la mission de réforme révoquée par le président de la République. »

Mme Saunier-Seïté s'inquiète des incidents dans plusieurs universités

Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, qui vient de rentrer, est à Briey (Meurthe-et-Moselle), au cours de journées d'études consacrées à l'histoire de cette cité, à l'occasion de la destruction de l'université. Elle a déclaré : « L'Université, par essence, est un lieu de réflexion, de recherche, de culture, à toujours été le refuge contre les exactions. Elle confond aujourd'hui cette notion de refuge contre les exactions avec une notion de refuge pour les enseignants. Mais cette confusion est le fait de la généralité de la jeunesse et des intellectuels qui vivent à son contact. » Après avoir fait remarquer que la destruction de l'université n'a pas été la destruction de l'université, Mme Saunier-Seïté, abordant la question des rapports entre les universités et les régions, a déclaré : « On m'a reproché de régionaliser les universités. Mais ce que l'on me reproche comme une erreur était considéré par moi comme un complément, car les universités restent toujours universelles, mais elles le sont d'autant plus qu'elles s'ouvrent aux réalités concrètes, humanitaires, culturelles et politiques des régions dans lesquelles elles sont implantées. »

Plusieurs incidents ont eu lieu en fin de semaine. À l'université des sciences humaines de Strasbourg (Strasbourg-II), des étudiants ont pénétré par effraction dans plusieurs secrétariats d'ins-titut, vendredi 14 mai en fin de soirée, à l'issue d'une « fête » qui avait réuni deux cents personnes dans le hall (« le Quotidien », 15 mai) du palais universitaire, dont une porte avait été enfoncée. Les bureaux ont été fouillés sans ménagement et des documents administratifs ont été éparpillés ou brûlés. Une plainte pour vol a été déposée après la disparition d'une radio. Les autorités de l'université, qui ont rendu hommage aux enseignants et membres du personnel de service présents toute la soirée pour veiller à la sauvegarde des lieux, malgré l'opposition des étudiants, estiment que les dégâts (détructions et vols) provoqués par les incidents de ces dernières semaines dépasseraient au palais universitaire la centaine de millions de francs. Un moulage du *Penseur* de Rodin, qui avait été volé en 1904, a notamment été gravement endommagé.

À l'université de Bordeaux-I, un incendie a ravagé dans la nuit du 14 au 15 mai une partie d'un amphithéâtre de l'U.E.R. de droit, où plusieurs cocktails Molotov avaient été lancés. La chaire et cinq rangs de sièges ont été atteints par le feu, qui a aussi endommagé les peintures. Une enquête est ouverte.

LE PRÉSIDENT DE LA FNEF : on assassine l'Université

M. Thierry Granger, président de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF, modérés), a déclaré, vendredi 14 mai, qu'en venant d'assassiner l'université et en lançant un appel aux universités, pour que soit organisé un « débat de politique générale sur l'université ».

Les dirigeants de la FNEF affirment que si 1968 a été une « explosion », la situation actuelle peut être définie comme un « pourrissement ». Ils estiment que Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, n'a pas tenu les promesses qu'elle leur avait faites, notamment au cours de la conférence des associations étudiantes, jeudi 15 mars. Pour la FNEF, les concessions faites lundi 25 avril par Mme Saunier-Seïté aux membres de la commission permanente de la conférence des présidents d'université (« le Monde » du 28 avril) ébranlent l'esprit même de la réforme et constituent « une victoire des conservateurs, qu'ils soient de gauche ou de droite », en empêchant toute modernisation de l'enseignement supérieur.

La FNEF propose notamment, « pour résoudre la crise universitaire », que soit mis en place un « régime modifié de passage des examens » sous la forme d'une circulaire nationale.

● Le professeur Jean-Marie Muller, chef du service de néphrologie au CHU de Grenoble, est décédé samedi 15 mai d'une crise cardiaque, au cours d'une sortie en montagne dans le massif du Valsadmar (Hautes-Alpes). Âgé de quarante-sept ans, il avait pratiqué le 14 avril 1969 la première greffe d'un rein effectuée à Grenoble.

« Toute la vérité sur la réforme Haby »

Le ministère de l'éducation vient de prendre une initiative que syndicats d'enseignants et fédérations de parents d'élèves auront quelque mérite à ne pas considérer comme une marque d'hostilité. Sous le titre *Parents*, c'est vous qui avez inspiré la réforme Haby, il publie, ces jours-ci, une brochure de douze pages format poche, rappelant les grandes lignes de la loi votée l'été dernier par le Parlement. Tirée à cinq millions d'exemplaires, cette brochure sera envoyée aux familles dans les semaines qui viennent par les chefs d'établissement. Coût probable de l'opération : 460 000 F.

La formule n'est pas nouvelle. Les parents d'élèves ont reçu l'année dernière, par le même canal, un dépliant intitulé *Ouvrir à votre enfant les portes de la vie*, expliquant les principaux objectifs du projet de réforme. Aux membres de l'opposition qui s'inquiétaient du caractère « unilatéral » de cette initiative, le ministère de l'éducation avait exprimé son intention de recéder.

Le souci d'informer est louable. Le ton utilisé par les auteurs

de cette nouvelle brochure laisse penser qu'il n'est pas le seul but visé. Au terme des quelques paragraphes qui précèdent, on apprend que la vérité sur la réforme Haby « les destinataires auront la surprise de découvrir cet appel pressant : « A ceux qui critiquent [cette] réforme — souvent sans la connaître, — vous pouvez maintenant répondre. »

La ministre veut-elle faire croire que les syndicats et les fédérations de parents qui se sont penchés pendant plusieurs mois sur le « descriptif » de la réforme, puis sur la loi, puis sur les décrets d'application, les ignorent vraiment ? Se sent-elle ce point isolé pour tenter de dresser — sans léser sur les deniers publics — dix millions de parents contre des organisations, qui, pour la plupart, n'ont jamais manifesté un enthousiasme débordant pour les projets de M. Haby ?

La frontière est tenue entre l'information et la propagande, entre l'argumentation et la polémique. Elle est cette fois nettement franchie. Est-ce bien adroit ?

B. L. G.

CORRESPONDANCE

Les écoles qui brûlent

Nous avons reçu de Mme Lucienne Mouton de Paris, copie d'une lettre qu'elle vient d'adresser au président de la République, et dont voici le texte :

Le 6 février 1973, ma fille de treize ans sortait par la fenêtre du C.E.S. Paillillon quelques minutes avant qu'il ne s'écroule. Hospitalisée pour brûlures du larynx, profondément choquée par la disparition tragique de vingt personnes, dont seize étaient des enfants, elle a appris ce jour-là que l'éducation nationale n'était pas assez riche pour construire des écoles solides.

Le 8 mai 1976, il y a quatre jours, mon fils de dix-neuf ans sortait en catastrophe de la résidence B de l'Institut national des sciences appliquées de Villeurbanne, qu'il avait pris d'assaut, flammes ! Il y a absolument tout perdu. Il est vrai que les cloisons

en contreplaqué ne résistent pas longtemps aux flammes.

M. le président, j'ai comme vous quatre enfants. Puis-je me permettre de vous poser deux questions : 1) Pourriez-vous m'indiquer un établissement scolaire où je pourrais inscrire mes enfants sans craindre jour après jour qu'on me téléphone pour m'annoncer qu'ils ont eu la chance d'échapper à un incendie ? 2) Dois-je conseiller à ma dernière fille de laisser de côté les mathématiques et le français, et de s'exercer plutôt à descendre en courant des escaliers entités et à sauter par les fenêtres ?

Je ne doute pas que vous soyez préoccupés autant de la sécurité des jeunes Français que de l'état de conservation de la monnaie de Ramès II et je vous prie d'excuser, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments angoissés.

RELIGION

LE PASTEUR COURTIAL : la faculté libre d'Aix-en-Provence n'est pas dissidente.

La faculté libre de théologie protestante d'Aix-en-Provence est en désaccord avec l'Eglise réformée de France, qui voit en elle une école dissidente (« le Monde », 14 mai). Elle nous le fait savoir, notamment en ces termes, dans une lettre signée du pasteur P. Courtial :

« Nous nous défendons consciencieusement et publiquement d'être des « dissidents » ou des « séparatistes » et entendons seulement avoir une vocation théologique spécifique dans la droite ligne, au reste non achevée, des confessions de foi oecuméniques et réformées.

Par ailleurs, même si mon ami Michel Bouttier, président de l'Institut protestant de théologie, persiste à le croire, nous n'affirmons aucunement être les seuls à incarner légitimement les Eglises réformées et n'avons pas la ridicule et sottise prétention à nous « proclamer seuls fidèles à l'Évangile ».

La faculté d'Aix a été établie dans l'autonomie par rapport à toute Eglise ou union d'Eglises, à côté de la faculté d'État de Strasbourg et de l'Institut protestant de théologie de Paris-Montpellier, pour faire connaître et développer, comme le font d'autres facultés du monde entier, la théologie réformée normale, selon les confessions de foi de l'Eglise ancienne et de la Réformation.

● La secte Moon a annoncé récemment à New-York qu'elle avait acheté le New Yorker Hotel, un immeuble de quarante-deux étages comportant deux mille pièces, à la société hôtelière Hilton. L'hôtel, qui avait été fermé en 1972, servira de nouveau siège à la secte. — (A.F.P.)

UNE LETTRE DE LA COMMUNION DE BOUQUEN AUX SEIGNEURS DE BETHLEEM

« Ne rejoignez pas le camp des puissants »

La communion de Bouquen ne prend toujours pas son parti de l'arrivée à l'abbaye des Seigneurs de Bethléem, qui sont installés dans une caravane.

La communion voudrait essayer d'élever le débat au lieu de s'enliser dans des détails de procédure. C'est pourquoi elle vient d'adresser une lettre aux Seigneurs de Bethléem, qui sont plus d'une centaine en France et dont la moitié sont des nouvelles recrues.

« A travers les gestes que vous avez posés, que vous avez imposés, y lit-on notamment, nous essayons de vous connaître, de nous comprendre. Nous découvrons un premier visage qui nous inquiète : vous tous êtes engagés dans l'histoire de Bouquen comme dans une croisade, dans une attitude conquérante. Les moyens que vous avez choisis sont des armes de guerre : le secret, l'offensive, l'occupation du terrain, la conquête, l'alliance tactique avec des forces conservatrices, dont vous dites qu'elles venront bien plus tard que nous ne sommes pas celles qu'elles croient. »

« Nous vous l'affirmons tout de suite : vous gagnerez cette bataille si vous avez décidé de la gagner quoi qu'il en coûte : il vous reste encore de multiples armes, et la guerre sainte n'est pas notre propos. Nous n'avons pas de force à défendre, mais un espoir à faire vivre. Mais, par cette victoire, vous nous avez profondément troublés, car nous percevons la vie contemplative comme un acte prophétique qui annonce un autre monde qui n'est pas celui des puissants. Or vous avez délibérément quitté le creuset dans lequel s'est forgé votre vie contemplative pour rejoindre le camp des puissants. »

« Mais peut-être nous trompons-nous, peut-être cette machine de guerre qui s'est mise en route n'a-t-elle été ni construite ni nous par vous. Vous seuls le savez. Nous l'apprenons en traversant des gestes que vous posez. »

Bouquen, poursuit le texte, est un « lieu de liberté », une « caisse de résonance fragile pour les interrogations de notre temps ». « Cesser cette caisse de résonance, c'est accentuer le risque d'une coupure irrémédiable entre une Eglise qui s'enferme dans son discours et des hommes qui inventent de nouveaux langages. »

CAP SUR LA TURQUIE

A 3h de vol de Paris, pont entre l'Europe et l'Asie, la Turquie vous offre son ensoleillement exceptionnel, ses nombreuses plages de sable fin et les vestiges de son passé fabuleux.



● Séjours : Istanbul : 8 jours - à partir de 1 095 F. Kuzdasi : 8 jours - à partir de 1 175 F. ● TURQUIE ÉGÉENNE : Istanbul, Bursa, Ephèse, Troie, Pergame, etc., et séjour à Kusadasi. 15 jours : 2 250 F. ● CONNAISSANCE DE LA TURQUIE : Istanbul, Bursa, Ankara, la Capadoce, Kuzdasi, Pergame, Canakkale, Troie, etc. 15 jours : 2 395 F. ● TURQUIE D'ASIE : Découverte des régions les plus belles et les plus sauvages de Turquie... 15 jours : 2 580 F. ● CIRCUITS - SPÉCIAL JEUNES : Au pays des jennets : 20 jours : 1 785 F. Turquie côtière : 20 jours : 1 785 F. Turquie d'Asie : 20 jours : 2 105 F.

● BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE : 102, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 225.76.66 et 79.84.

● payscope international : 6, rue de la Paix - 75002 Paris. Tél. : 261.50.02 et dans les agences agréées Payscope ville.

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE (I.S.C.)

CONCOURS D'ENTRÉE 31 MAI, 1^{er} et 2 JUIN

ouvert aux titulaires du Baccalauréat ayant suivi une année de préparation aux grandes écoles commerciales

Épreuves écrites : Centre de Paris : I.S.C., 22, bd du Port-de-Vaux, 17^e. Centre de Lyon : Lycée du Parc. Centre de Toulouse : Lycée Pierre-de-Fermat. Centre de Lille : Centre de Commerce et d'Industrie.

Début de la clôture des inscriptions : 21 mai 1976

I.S.C., 22, bd du Port-de-Vaux, Paris (17^e) - Tél. : 270-34-80 et 34-82.

سكزناش الاصل

حکذا من الاصل

CARNET

La route sur la réforme Haby

de cette nouvelle brochure lue, penser qu'il n'est pas le seul but visé. Au terme des quelques paragraphes qui précèdent, on peut se demander si la réforme Haby n'est pas un appel pressant à la réforme de l'école. A cet égard, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Haby, a répondu : « C'est une question de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

Les écoles qui brûlent

en contrepoint de la réforme Haby, on peut se demander si la réforme n'est pas une réponse à la question de la sécurité des écoles. En effet, la réforme Haby prévoit une réorganisation des écoles, une répartition des élèves, une réaffectation des enseignants. Ces mesures ont pour but de réduire les risques d'incendie, de séisme, de catastrophe naturelle.

RELIGION

PASTEUR COURRIER

La réforme Haby a-t-elle été décidée ?

UNE LETTRE DE LA COMMUNION DE SAINT-AUGUSTIN AUX SŒURS DE BETHLEEM

« Ne rejoignez pas le camp des pharisiens »

La communion de Saint-Augustin, à Bethléem, a adressé une lettre aux sœurs de Bethléem. Dans cette lettre, le pasteur Courrier exprime ses préoccupations quant à la réforme Haby.

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

« Nous sommes convaincus que la réforme Haby est une réforme de méthode, de rythme, de durée. Mais la réforme est là, elle est faite, elle est faite pour durer. »

Décès

Général DELANGE

Mme Raymond Delange, née Jeanne Doucet et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme Pierre Thierry et leurs enfants, ont la douleur de vous faire part de la mort de

M. et Mme André Gourdailh, ont la douleur de vous faire part de la mort de

survenu à Paris, le 13 mai 1976, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Un registre de condoléances sera ouvert à la résidence de l'ambassade, 34, rue François-I^{er}, Paris (8^e), le lundi 17 mai 1976, de 10 heures à 12 heures, et de 15 heures à 18 heures.

Un service religieux aura lieu le mardi 18 mai 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7^e).

34, rue François-I^{er}, 75008 Paris.

— L'ambassade royale de Norvège a la profonde douleur de faire part du décès de

M. Johan HALVORSEN, ancien ambassadeur de Norvège en Belgique et au Luxembourg, ambassadeur de Norvège en France, ancien combattant de Narvik, commandeur de l'Ordre royal de Saint-Olaf.

grand cordon de l'Ordre de Léopold, de l'Ordre de la Couronne (Belgique), de l'Ordre du Mérite.

du Grand-Duché de Luxembourg, Médaille commémorative de France avec barrette Norvège.

survenu à Paris, le 13 mai 1976, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Un registre de condoléances sera ouvert à la résidence de l'ambassade, 34, rue François-I^{er}, Paris (8^e), le lundi 17 mai 1976, de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures.

Un service religieux aura lieu le mardi 18 mai 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7^e).

34, rue François-I^{er}, 75008 Paris.

— M. Paul Kahn, son épouse, toute la famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul KAHN, née André Anfert, survenue le 15 mai 1976 en sa propriété du Touquet-Paris-Plage.

Ses funérailles seront célébrées le mardi 18 mai en l'église Saint-Jeanne-d'Arc du Touquet-Paris-Plage, à 15 heures.

Réunion à l'église du Touquet, à 14 h. 30.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau de famille au cimetière du Touquet-Paris-Plage.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Les Quatre de Mal, avenue Sanguet, 62 Le Touquet-Paris-Plage.

— Mme Jean Lebeuf, M. et Mme Victor Naar et leurs enfants, M. et Mme Michel Hurter et leurs enfants, M. et Mme Jean-Paul Lebeuf et leurs enfants, M. et Mme Dominique Lebeuf et ses enfants, M. Philippe-Henri, Jacques-Louis et Xavier Lebeuf, Mme Pierre Magret, un neveu, Et sa famille, Les familles Castel de la Reille, Halm, ses beaux-frères et belles-sœurs, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LEBEUF, inspecteur général de l'Agriculture E.R., vice-président de la Mutuelle France-Centre-Mer, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 15 mai 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La famille ne reçoit pas. Ni fleurs ni couronnes.

45, avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris.

survenu en son domicile, le 14 mai 1976 dans sa soixante-et-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 18 mai à 15 heures, en l'église Saint-Vincent de Combe-la-Ville (77), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Grégy-sur-Yerres (77).

8, rue du Capitaine-Picq, 92350 Le Plessis-Robinson.

— Mme Albert Lelouch, M. et Mme Ch. B. Marchais, leurs enfants et petits-enfants, M. Joseph Lelouch, M. et Mme Joseph Goulan, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Raoul Albou, Mme Max Albou, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Bernard Dancé, Les familles Albou, Dana, Marchais, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert Lelouch, grand-officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 avec palmes, commandeur du Mérite maritime, ancien membre du conseil économique et social, survenue le 13 mai 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La levée du corps aura lieu à 16 heures, le mercredi 19 mai, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris, suivie de l'inhumation, à 16 h. 30, au cimetière Saint-Vincent, rue Lucien-Gaulard, Paris-16^e.

La famille ne reçoit pas. Ni fleurs ni couronnes.

45, avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris.

— Mme Jean De Montandon, Olivier et François De Montandon, Mme Louise Grapinet et ses enfants, M. et Mme Jean Grapinet, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles MONTANDON, née Cécile Grapinet, belle-sœur et tante, survenue à Paris à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, à Sarcey (Haute-Marne), le 15, rue Louis-Philippe, 92300 Neuilly, 92 rue Saint-Martin (Haute-Marne), 2, place Jean-Baptiste-Clément, 75018 Paris.

— Mme Gaston Said, M. et Mme Jean Said et leurs enfants, Le docteur et Mme Denis Saller et leur fils, M. et Mme André Saller et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de

M. Gaston SAID, leur époux, père, beau-père et grand-père, survenue le 14 mai 1976, à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme André-Joseph Lotte, Ses enfants et toute leur famille, très touchés des nombreuses mar-

ques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du médecin général inspecteur André-Joseph LOTTE, remercient sincèrement toutes les personnes qui par leur présence et leurs messages se sont associées à leur douleur.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Anniversaires

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

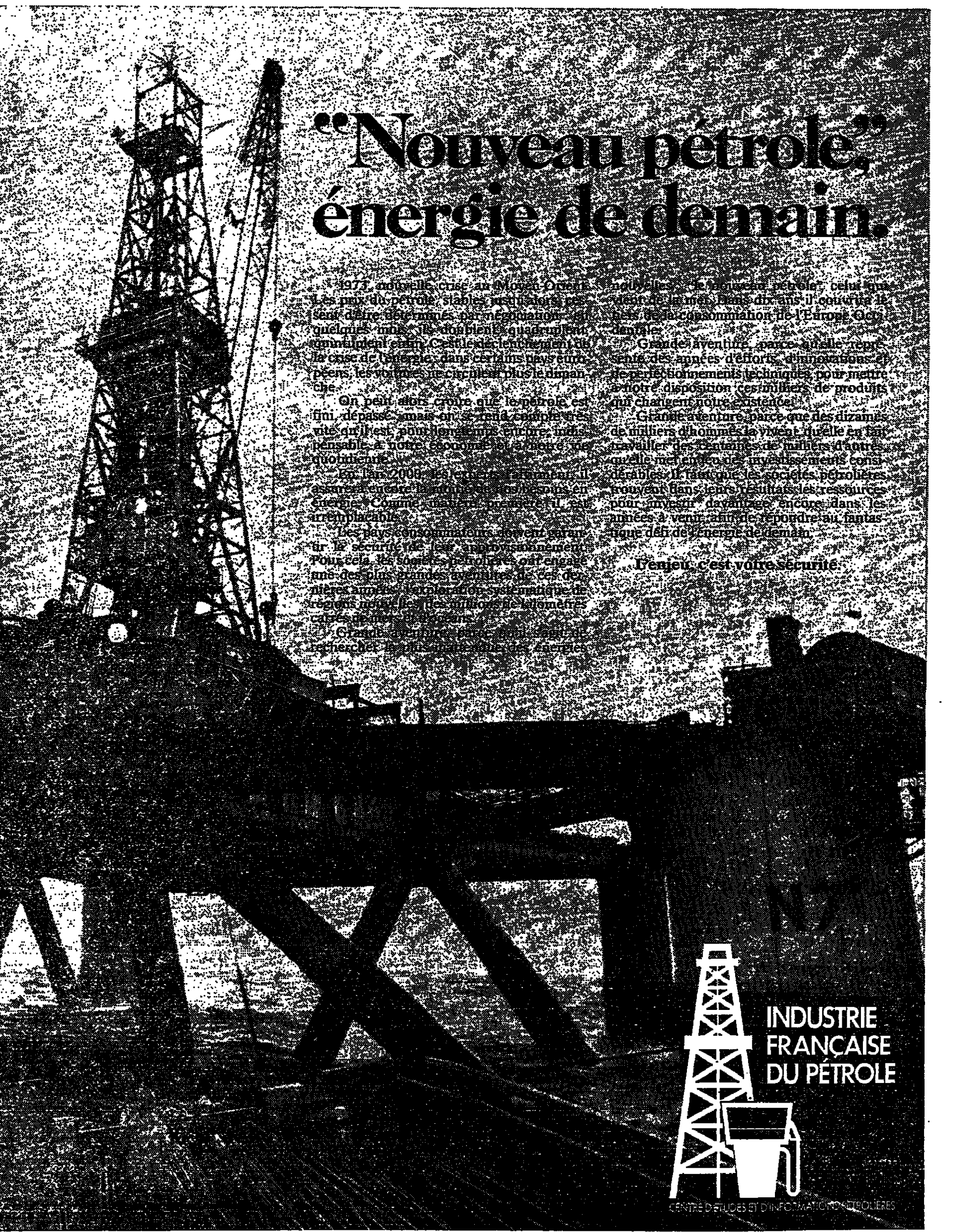
— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur

Georges STEPHANOU-SEFET d'avoir pour lui une pensée émue à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

— Mlle S. Anthelme (04100 Manosque) demande à tous les amis du docteur



"Nouveau pétrole" énergie de demain.

1977, l'année du pétrole. C'est le mot d'ordre de l'industrie pétrolière. Le pétrole, c'est l'énergie de demain. C'est la source de toute notre civilisation. C'est le moteur de notre développement. C'est le fondement de notre prospérité. C'est la clé de notre avenir. C'est la solution à tous nos problèmes. C'est la réponse à toutes nos questions. C'est la lumière à tous nos ténements. C'est la chaleur à tous nos foyers. C'est la vie à tous nos jours. C'est le bonheur à tous nos instants. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la liberté à tous nos pas. C'est la justice à tous nos jugements. C'est la vérité à tous nos discours. C'est la beauté à tous nos regards. C'est la santé à tous nos corps. C'est la longévité à tous nos jours. C'est l'éternité à tous nos vœux. C'est le paradis à tous nos souhaits. C'est le ciel à tous nos aspirations. C'est la terre à tous nos pieds. C'est l'eau à tous nos besoins. C'est l'air à tous nos respirations. C'est le feu à tous nos passions. C'est la vie à tous nos instants. C'est le bonheur à tous nos jours. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la liberté à tous nos pas. C'est la justice à tous nos jugements. C'est la vérité à tous nos discours. C'est la beauté à tous nos regards. C'est la santé à tous nos corps. C'est la longévité à tous nos jours. C'est l'éternité à tous nos vœux. C'est le paradis à tous nos souhaits. C'est le ciel à tous nos aspirations. C'est la terre à tous nos pieds. C'est l'eau à tous nos besoins. C'est l'air à tous nos respirations. C'est le feu à tous nos passions. C'est la vie à tous nos instants. C'est le bonheur à tous nos jours. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la liberté à tous nos pas. C'est la justice à tous nos jugements. C'est la vérité à tous nos discours. C'est la beauté à tous nos regards. C'est la santé à tous nos corps. C'est la longévité à tous nos jours. C'est l'éternité à tous nos vœux. C'est le paradis à tous nos souhaits. C'est le ciel à tous nos aspirations. C'est la terre à tous nos pieds. C'est l'eau à tous nos besoins. C'est l'air à tous nos respirations. C'est le feu à tous nos passions. C'est la vie à tous nos instants. C'est le bonheur à tous nos jours. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la liberté à tous nos pas. C'est la justice à tous nos jugements. C'est la vérité à tous nos discours. C'est la beauté à tous nos regards. C'est la santé à tous nos corps. C'est la longévité à tous nos jours. C'est l'éternité à tous nos vœux. C'est le paradis à tous nos souhaits. C'est le ciel à tous nos aspirations. C'est la terre à tous nos pieds. C'est l'eau à tous nos besoins. C'est l'air à tous nos respirations. C'est le feu à tous nos passions. C'est la vie à tous nos instants. C'est le bonheur à tous nos jours. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la liberté à tous nos pas. C'est la justice à tous nos jugements. C'est la vérité à tous nos discours. C'est la beauté à tous nos regards. C'est la santé à tous nos corps. C'est la longévité à tous nos jours. C'est l'éternité à tous nos vœux. C'est le paradis à tous nos souhaits. C'est le ciel à tous nos aspirations. C'est la terre à tous nos pieds. C'est l'eau à tous nos besoins. C'est l'air à tous nos respirations. C'est le feu à tous nos passions. C'est la vie à tous nos instants. C'est le bonheur à tous nos jours. C'est la paix à tous nos cœurs. C'est l'harmonie à tous nos esprits. C'est la sagesse à tous nos âmes. C'est la gloire à tous nos rêves. C'est la grandeur à tous nos projets. C'est la puissance à tous nos efforts. C'est la victoire à tous nos combats. C'est la

A L'HOTEL DROUOT SOCIÉTÉ

A DROUOT RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

EXPOSITION

S. 2 - Curiosités.
S. 4 - Ventes Art d'Extrême-Orient.
S. 6 - Obj. vitr. argent, etc., mod.
S. 10 - Meubles à peint. XIX^e au XVIII^e siècle.

VENTE

S. 11 - Mobilier XVIII^e.
S. 12 - Antiquités, documents.
S. 14 - Antiquités haute curiosité Art nègre.

HOTEL LUTETIA
Ventes 18 mai à 21 heures
Tableaux modernes.

VENTE A GHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 23 MAI à 14 heures
TIMBRES DE COLLECTION
France neufs sans charnière
Monaco et Allemagne.
Exp. sam. 23 - Dim. de 10 à 12 h.
DIMANCHE 30 MAI à 14 heures
SILEX TAILLÉS
Préhistoire des Etats-Unis
Exp. sam. 29 - Dim. de 10 à 12 h.
Exp. M. Rondillon, Paris, 22-85-87
N° 3, LESIEVRE, com.-prie., 8, 7.
Familia, CHARTRES - (37) 36-04-35.
Catalogues sur demande.

LES RAPATRIÉS DE JOUARRE

Que se passe-t-il au foyer de Jouarre (Seine-et-Marne) ? Quelques-uns des rapatriés d'Indochine qui, depuis le mois de novembre dernier, y sont hébergés, ont envoyé, le 12 avril, à quatre ministères (affaires étrangères, intérieur, travail, éducation) une sorte de supplique au ton insultant : « Nous avons l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance... »

Ce texte envoyé simplement aux « ministères » sans plus de précaution « a été lu un peu rapidement. Il énumère des griefs dont certains sont d'ordre social et d'autres relèvent du droit commun.

Les rapatriés de Jouarre — des familles pour la plupart — ont, semble-t-il, des raisons de se plaindre. Leurs enfants ne peuvent aller à l'école. Quant à la majorité des

parents qui ne paient pas la franchise (ils ont acquis la nationalité française par mariage ou adoption), ils n'avaient encore pu, au 1^{er} mai, assister au moindre cours.

Ils se plaignent de vexations multiples, individuelles ou collectives, qu'ils imputent à l'organisme responsable de l'accueil : le comité d'entraide aux rapatriés. Ils n'ont pas accès au téléphone et il n'est pas possible de les appeler de l'extérieur. Ils ne sont pas convenablement informés de leurs droits. L'assistante sociale employée par le comité d'entraide ne leur est, disent-ils, d'aucun secours.

La plupart ignorent que l'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi ne suffit pas pour avoir une chance de trouver du travail. Ils n'ont pas la carte orange de circulation.

L'atmosphère est telle que ceux qui cherchent un emploi par eux-mêmes en dehors du circuit officiel le font souvent à l'insu des responsables du foyer par peur des représailles. Ils craignent qu'on leur supprime l'allocation de subsistance, en principe versée pendant un an. Déjà une quinzaine de rapatriés ont vu leur allocation coupée pour des motifs variés.

Il y a plus grave. Dans leur « supplique », les rapatriés accusent un responsable du foyer de trahison à la porte des jeunes filles et des jeunes femmes le soir (des noms sont cités) et d'abus de leur situation de dépendance.

Le directeur du foyer, M. Soldati, lui-même ancien rapatrié, a refusé de nous recevoir : « Pas de journalistes ici. »

O. P.-V.

EQUIPEMENT

L'ENVIRONNEMENT A LA MODE BRITANNIQUE

II. — Du flegme devant les aléas nucléaires

de notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

Les Britanniques ont appliqué à la solution des problèmes d'environnement une méthode qui leur est chère, et qui consiste à ne pas en avoir « a priori ». Les rivières et le ciel anglais semblent s'en trouver bien. Le développement de l'industrie nucléaire ne va-t-il pas remettre en cause cet équilibre ? (« Le Monde » du 17 mai.)

Londres. — Procès, manifestations, bagarres, sabotages, émeutes depuis des années : « l'épopée » des centrales nucléaires aux Etats-Unis comme en France, en Allemagne fédérale comme au Japon.

En Grande-Bretagne, hormis les défilés de non-violents qui en 1980 précéderont le désarmement nucléaire sous la conduite du philosophe — et prix Nobel — Bertrand Russell, les choses se sont passées plus calmement. Il est vrai que le développement de l'atome civil y a été mené avec plus de discrétion. La formule « tout électrique tout nucléaire » qui fut, il y a quelques années, celle de l'E.D.F. ferait probablement sourire le président de son homologue britannique le Central Electricity Generating Board (C.E.G.B.), M. Arthur Hawkins. Pour les Britanniques, la puissance de l'atome n'a toujours été qu'une source d'énergie parmi d'autres.

La Grande-Bretagne est partie à peu près en même temps que les Etats-Unis et la France dans la course aux centrales nucléaires. Son premier programme a été lancé en 1956. Il s'agissait de construire en quinze ans une dizaine de réacteurs à eau pressurisée, semblables aux chaudières mises au point par le Commissariat à l'énergie atomique. Les Magnox brûlent de l'uranium naturel, de l'ordre de 5 par tonne, et leur chaleur est transportée par du gaz carbonique. Ce programme a été réalisé. De 1956 à 1971, onze centrales de taille croissante (de 200 à 1 200 mégawatts en huit paliers) ont été branchées successivement sur le réseau. Les Magnox ne se sont pas révélées plus prodigieuses que les réacteurs à eau pressurisée. Le personnel y reçoit à peine la dixième des doses maximales admissibles, c'est-à-dire 0,5 rem au lieu de 5 par an. Leur fiabilité est qualifiée d'excellente. Cependant, à Dungeness, sur le Pas-de-Calais, comme à Oldbury, non loin de Bristol, la corrosion menaçait les gaines de gaz carbonique. On a donc décidé de réduire la puissance des chaudières, l'une de 550 à 410 Mw, l'autre de 616 à 416 Mw.

Pas de contestation violente

Restaient les craintes concernant les rejets d'eau chaude. Sur ce plan, les Britanniques sont presque blasés. La plupart de leurs centrales à charbon et à fuel sont installées le long des rivières et celles-ci n'ont que de modestes débits. Il y a donc longtemps que l'horizon des îles Britanniques est ponctué de tours de refroidissement où l'eau chaude est en circuit fermé. Aujourd'hui, 3 % seulement de l'eau utilisée par les centrales classiques est tirée des rivières.

Il y a longtemps aussi — depuis 1919 — que l'effluent des rejets d'eau chaude s'est évaporé. On sait, ou, quand et comment on peut lâcher sans danger un filet de bouillon tiède. Et, par chance, les eaux britanniques sont froides, soumises à de fortes marées et balayées de courants parfois violents. La pollution thermique est donc restée faible.

Si les installations nucléaires paraissent peu agressives à l'égard de l'environnement, c'est aussi qu'elles sont de taille « raisonnable ». La plus grosse, celle de Wylfa, sur la mer d'Irlande, ne dépasse pas 1 180 Mw. Même pour les projets les plus ambitieux comme à Dungeness, la puissance totale des quatre réacteurs ne doit pas dépasser 1 720 Mw. Or, par comparaison, l'E.D.F. construit juste en face, à Gravelines, de l'autre côté du Channel, une centrale deux fois plus forte qui développera 3 600 Mw en 1980.

Les électriciens nucléaires d'outre-Manche ont eu, d'autre part, l'habitude de se présenter dès le début comme des protecteurs de la nature. Autour des réacteurs de Dungeness s'étend une vaste zone qui a été classée en réserve ornithologique. On y a aménagé d'anciennes gravières inondées pour que les oiseaux migrateurs s'y sentent plus à l'aise.

Enfin, chaque centrale possède son comité de liaison avec le public. Y siègent, à côté des maires des communes voisines, les spécialistes extérieurs à la centrale qui surveillent ses émissions radioactives, la qualité des eaux et l'environnement. On y examine chaque année les résultats des prélèvements faits autour des réacteurs et ils sont rendus publics. Les centrales sont d'ailleurs largement ouvertes aux visiteurs. Certaines en reçoivent vingt mille par an.

Finalement, il n'y a jamais eu, lors du choix des sites, ni contestation violente ni même de rétro-pensées.

Reste l'avenir, qui inquiète davantage les écologistes. Les réacteurs de la seconde génération actuellement en construction sont des Magnox améliorés dits Advanced Gas Cool Reactors (A.G.C.R.). Théoriquement, cinq centrales de taille moyenne (1 250 Mw) devraient être mises en service dans les deux ans qui viennent. En fait, nul ne sait quand elles fonctionneront car leur mise au point a été retardée par mille difficultés techniques. Un saut dans l'inconnu.

Pour la troisième génération, on hésite entre les machines américaines à eau légère ou une filière nationale dite Steam Generating Heavy Water Reactor (SGHWR). Les Britanniques semblent avoir finalement choisi des réacteurs « made in England » qui équiperont deux centrales de 1 300 Mw chacune.

Là encore, c'est la prudence qui a prévalu : on ne force pas les cadences surtout d'après la consommation d'électricité stagnante.

Pas de pur-sang

Cela n'empêche pas de songer à la quatrième génération nucléaire, celle des fameux surgénérateurs. La Grande-Bretagne fait tourner deux prototypes : un de 14 Mw, un de 250 Mw. Arthur Hawkins, président du C.E.G.B. (E.D.F. d'outre-Manche), déclare à ce propos : « Nous croyons au nucléaire, mais en matière de réacteurs nous continuerons à chercher de solides chevaux de labour, non des pur-sang coûteux et fougues. »

Autre réaction intéressante, celle de Sir Brian Flowers, collaborateur de l'Atomic Energy Authority et président de la commission royale sur la pollution. Celle-ci a été chargée de donner un avis sur le sujet. Avant même d'avoir terminé son rapport, M. Flowers écrit à M. Wilson, alors premier ministre, « Nous ne sommes pas convaincus que les besoins énergétiques du Royaume-Uni dans les trente-cinq années qui viennent, exigent le recours massif au surgénérateur. » La commission donne son accord pour un prototype à condition qu'il soit « non commercial », installé loin des villes, qu'il possède ses propres installations de fabrication et de retraitement pour éviter tout transport de plutonium, qu'il soit gardé par la police et muni de toutes les protections possibles. Mais Sir Brian ajoute cette question : « L'argent qu'on va dépenser sur ce prototype ne va-t-il pas manquer pour développer d'autres énergies non polluantes ? Nous le craignons. »

Autre débat : celui qui porte sur l'agrandissement de l'usine de Windscale, où l'on traite les combustibles irradiés. Les Britanniques sont tentés d'aller de l'avant, car les Japonais qui ne possèdent pas cet équipement, proposent un contrat de 500 millions de livres à ceux qui leur permettront d'extraire le plutonium de leurs barreaux d'uranium brûlés. Mais l'opinion a conscience que ce travail de « chiffonniers de l'atome » est le plus dangereux. On se souvient qu'en 1955 cette même usine de Windscale relâcha en mer d'Irlande des effluents chargés de ruthénium, à raison de 2 000 curies par mois. Les experts ne s'en soucient guère, jusqu'au jour où l'on s'aperçut que le ruthénium se fixait sur une algue et s'y concentrerait. Or cette algue, le porphyra, entre dans la composition d'un pain fort prisé par les Gallois. On dut mettre bon ordre à ces déversements intertemporels, mais la réputation de Windscale en est restée fortement entachée.

Des journaux, des associations ont fait campagne contre le projet d'extension de l'usine. Au début de l'année, M. Tony Benn, ministre de l'énergie, le directeur de Windscale et les représentants des contestataires ont participé à une réunion d'information, où chacun, courtoisement, a exposé ses arguments, et où tous ont pu connaître les tenants et aboutissants du choix nucléaire. Le dossier a été ouvert ; rien ne permet de préjuger quand et comment il sera clos.

Prochain article :

LE VOLONTARIAT AU SECOURS DE LA NATURE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucun limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 883
Ecole Préparatoire d'Administration
Ecole privée fondée en 1870
ouverte au public depuis
de l'Etat
4, rue des Petits-Champs
75006 PARIS - Cédex 12



NOTRE REGIME FISCAL FAVORISE VOTRE RELANCE

Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion continue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.

Un personnel qualifié
L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel
Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous pourrez embaucher libre de rapatrier vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement
L'Etat irlandais vous offrira jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable
Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrain
Notre banque de terrain peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines livrables clés-en-main et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pourriez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.

Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire
Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrêmement « fair-play » dans les négociations.

Une infrastructure industrielle
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation.

La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National.
L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a à faire qu'à un seul interlocuteur : l'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes liés à votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charon, 75008 Paris. Téléphone 359.77.67. Téléc. : 6604.16.

Quintana

هكذا من الاجل

هكذا من الاصل

EQUIPEMENT

LE REGIME DEVANT LES ALÉAS NUCLEAIRES

Par Marc Ambroise-Penot

Enfin, le régime devant les aléas nucléaires. C'est le titre d'un livre de Marc Ambroise-Penot, paru chez Fayard. L'auteur, qui est ingénieur, aborde dans cet ouvrage les problèmes de sécurité des centrales nucléaires. Il analyse les différents types de réacteurs, les risques encourus, les mesures de prévention et les conséquences en cas d'accident. Le livre est écrit de manière accessible et constitue une lecture intéressante pour tous ceux qui s'intéressent à l'énergie nucléaire.

Le régime devant les aléas nucléaires. C'est le titre d'un livre de Marc Ambroise-Penot, paru chez Fayard. L'auteur, qui est ingénieur, aborde dans cet ouvrage les problèmes de sécurité des centrales nucléaires. Il analyse les différents types de réacteurs, les risques encourus, les mesures de prévention et les conséquences en cas d'accident. Le livre est écrit de manière accessible et constitue une lecture intéressante pour tous ceux qui s'intéressent à l'énergie nucléaire.

Le régime devant les aléas nucléaires. C'est le titre d'un livre de Marc Ambroise-Penot, paru chez Fayard. L'auteur, qui est ingénieur, aborde dans cet ouvrage les problèmes de sécurité des centrales nucléaires. Il analyse les différents types de réacteurs, les risques encourus, les mesures de prévention et les conséquences en cas d'accident. Le livre est écrit de manière accessible et constitue une lecture intéressante pour tous ceux qui s'intéressent à l'énergie nucléaire.

Le régime devant les aléas nucléaires. C'est le titre d'un livre de Marc Ambroise-Penot, paru chez Fayard. L'auteur, qui est ingénieur, aborde dans cet ouvrage les problèmes de sécurité des centrales nucléaires. Il analyse les différents types de réacteurs, les risques encourus, les mesures de prévention et les conséquences en cas d'accident. Le livre est écrit de manière accessible et constitue une lecture intéressante pour tous ceux qui s'intéressent à l'énergie nucléaire.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

LA MARÉE NOIRE AU LARGE DE LA COROGNE

L'Urquiola menace de se briser

L'état de la mer a empêché, le dimanche 16 mai, de continuer les travaux de renflouement du pétrolier l'Urquiola, échoué sur la côte cantabrique au large de La Corogne, et responsable de la marée noire la plus importante après celle du Torrey Canyon.

A cinq mètres de la bombe flottante...

La Corogne. — « Encore 5 mètres et nous éperonnons la plus grosse bombe flottante du monde. » Le danger n'enlève pas son humour au petit capitaine grassouillet du garde-pêche. Machines coupées, la Salvoira sur laquelle nous sommes embarqués, langue fortement, face à l'Urquiola, ce pétrolier espagnol échoué dans la baie de La Corogne. A l'avant du garde-pêche, plusieurs experts s'emprennent d'examiner l'énorme carcasse calcinée du tanker. Le silence se fait sur la Salvoira. Il y a moins de douze heures, l'Urquiola brûlait encore et on redoutait qu'il ait eu accumulation dangereuse de gaz dans plusieurs de ses soutes.

Depuis le port de La Corogne, en ce matin du samedi 15 mai, nous avons vogué sur une mer grumeleuse, couverte d'huile de vidange. La marée noire partait. Deux petits avions nous ont dépassés pour décrire un cercle au-dessus de l'Urquiola et foncer droit au ras des vagues en lâchant une traînée

Monde - des 16 et 17 mai. La violence des vagues a favorisé l'apparition de gaz toxiques et rendu à nouveau dangereux tout travail sur le navire. On se demande maintenant si l'on pourra vider l'Urquiola, avant qu'il ne se brise, du pétrole qu'il contient encore.

De notre envoyé spécial

blanche de détergent. Au loin, comme perdus au milieu de la baie, trois autres garde-pêche, équipés à la sauvegarde de lances à incendie, s'acharnent aussi à projeter, un peu au petit bonheur la chance, des produits qui feraient disparaître le mazout dans les profondeurs.

Tâche impossible ? Tout dépend des quantités perdues par l'Urquiola depuis l'incendie qui l'a ravagé mercredi 12 mai. Les experts que nous accompagnons sont là pour tenter de dresser un premier bilan. Sur leur demande, avec des précautions de chat, la Salvoira contournait plusieurs fois longuement le pétrolier, en le rôlant.

nez et donne à redouter tôt ou tard un éclatement du bateau. L'arrière, château ravagé, n'est plus qu'une grosse chose noire, accusant une gîte de 35 degrés. L'incendie fut si violent que les flammes du tanker se sont transformées en tôle ondulée. Il s'en dégage encore une odeur âcre et le vent emporte sans cesse de petites croûtes de peinture brûlée. L'hémorragie du mazout paraît stoppée.

Après une demi-heure d'observation, le capitaine de la Salvoira autorise un second garde-pêche à approcher. A bord de celui-ci une équipe spécialisée de Néerlandais, blonds et roses comme de tradition, qui doit tenter de grimper sur l'Urquiola. Une échelle de corde est jetée. Engoncés dans des combinaisons d'un jaune criard, trois hommes sont bientôt sur le pont du pétrolier. La matinée durant, ils l'explorent sur la pointe des pieds.

Si tout va bien, mardi 18 ou mercredi 19 mai, les experts auront terminé leurs investigations et arrêté le plan de récupération de l'Urquiola. Deux petits pétroliers devraient venir alors pomper le mazout restant.

Trente ou quatre-vingt mille tonnes ? De toute manière on n'ose imaginer les conséquences d'un échec de leur mission. Si, pris dans une tempête l'Urquiola se brisait... Que feraient les autorités publiques de Galice avec leurs deux malheureux « coucous » et leur poignée de garde-pêche ? La côte française, dans ce cas, serait sûrement menacée. En attendant, ce sont les offres privées (et intéressées) de services qui manquent le moins. Chaque marée amène à La Corogne son lot d'affairistes persuadés de détenir l'arme absolue contre la marée noire.

Pierre-Marie DOUTRELANT.

VELOS SUR LE HAUT DU PAVÉ

Les cyclistes ont tenu le haut du pavé, samedi 15 mai dans l'après-midi à Paris et à Clermont-Ferrand. Dans cette ville, la manifestation organisée par le comité écologique départemental et le groupe d'animation « Vélos » a rassemblé par un pique-nique sur la place de Jaude. Puis les cyclistes, juchés sur des machines hétéroclites, ont distribué des tracts réclant que le centre des villes soit interdit aux voitures.

A Paris, près d'un millier de personnes ont participé à la troisième « route à vélo » organisée par le Mouvement de défense de la bicyclette. Des Champs-Élysées à la République, en passant par la place de l'Opéra et les Grands Boulevards, les cyclistes, dont certains brandissaient des drapeaux verts, lançaient des slogans : « Des vélos, pas d'auto », « On demandait de pouvoir circuler en sécurité dans les grandes agglomérations et voilà que l'intérêt de la bicyclette, sous le soleil, c'était chose facile ».

TRANSPORTS

AIR FRANCE EN 1975 : progrès records sur le Proche-Orient.

Air France a transporté l'an dernier 8 040 577 passagers (+ 5,9 %) : 29 % d'entre eux ont emprunté des lignes long-courriers. Le coefficient d'occupation des avions a été de 58,7 % (- 0,5 %). Le déficit d'exploitation de la compagnie nationale a été en 1975, de l'ordre de 300 millions de francs.

Le trafic de fret d'Air France a connu, en 1975, un taux de progression très élevé (+ 15,8 %) par rapport à celui de l'ensemble des compagnies régulières (+ 1 %).

Septième transporteur de fret sur l'Atlantique Nord en 1974, Air France occupe maintenant la quatrième place.

Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation territoriale. Des mesures concrètes. Chiffres. Décisives.

Décentralisation : 20.000 F par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :

20.000 F dans les régions prioritaires 10.000 F dans les autres régions à l'exclusion du Bassin Parisien + 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou déjà implanté en province

Cette prime est attribuée même en cas de location. Elle équivaut alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans. Pour la première fois, les petits établissements bénéficient. Il suffit en effet de créer 30 emplois (20 pour les sièges sociaux) pour se la voir accorder.

Les frais d'installation étant déjà moins élevés en province, le coût de création d'un emploi se trouve ainsi réduit de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire. Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est désormais équipée. Qu'on y travaille mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie y est réalité quotidienne.

L'Association Bureaux-Provinces offre aux chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau régime des aides et les capacités d'accueil des régions. Elle leur apporte une assistance technique.

En un mot elle les aide à réussir leur décentralisation. Une très bonne opération, tous comptes faits.

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES

Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75008 PARIS 522.86.20



DIRECTEUR MARKETING-VENTES 120.000 F

Une société française de produits para-pharmaceutiques (chiffre d'affaires 25 millions de francs), filiale d'un important groupe mondial, recherche pour Paris un Directeur du Marketing et des Ventes. Devant le Président-Directeur Général, il sera responsable de l'établissement de la politique commerciale et de son application. Son action portera plus spécialement sur l'implantation en clientèle (pharmacies, autres réseaux), la diversification des produits, l'animation de la force de vente (20 représentants et chefs de vente). Ce poste convient à un candidat de 30 ans ou moins, diplômé ESC ou de niveau équivalent, possédant en priorité une solide expérience des ventes sur le terrain (animation d'équipe, relations clients) ainsi que de la stratégie commerciale (publicité, promotion, distribution). La connaissance de la vente en pharmacie est nécessaire. L'expérience de la grande distribution serait un atout supplémentaire. Une pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera négociée aux environs de 120.000 francs. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

CHEF DES VENTES 120.000 F

Filiale d'un puissant groupe international en expansion rapide, une société française (700 personnes, chiffre d'affaires 120 millions de francs) spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation d'emballages et autres articles synthétiques, recherche pour Paris un Chef des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de la réalisation des objectifs de ventes qu'il aura contribué à définir pour les agences de province. Responsable de la gestion commerciale, administrative et humaine de ces agences, il participera à l'orientation de la politique commerciale de la société. Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, justifiant d'une solide expérience de l'animation d'un réseau de vente, de préférence dans l'industrie ou la grosse agriculture. Son dynamisme et ses qualités de meneur d'hommes seront déterminants. Des fréquents déplacements sont à prévoir. La pratique de la langue anglaise serait un atout supplémentaire pour l'évolution du candidat. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Les frais de voiture sont intégralement pris en charge par la société. Ecrire à J.-P. MOUNIER à Paris.

INGÉNIEUR CONSEIL 100.000 F

HB CONSEIL, société de Conseillers de Direction intervenant auprès des cinquante premières entreprises françaises, recherche pour son Département « Produits », un ingénieur confirmé, responsable du développement de produits à partir d'un portefeuille de 2-3 importants clients. Après une période d'adaptation aux méthodes de l'analyse de la valeur et de créativité sur les produits, il aura à constituer et à animer, chez ses clients, une équipe chargée d'atteindre des objectifs centrés sur la valorisation des gammes existantes ou la conception de nouveaux produits ou services. Il devra très vite s'imposer comme Ingénieur Principal par ses qualités d'animateur et de gestionnaire de projets. Ce poste, qui exige une large autonomie d'action, convient à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, ayant acquis au moins 3 années d'expérience au sein d'une grande entreprise industrielle. Ses qualités personnelles doivent lui permettre de s'adapter rapidement à des situations variées et le rendre apte à des contacts aux plus hauts niveaux. Il aura à se déplacer fréquemment sur tout le territoire français. L'intérêt et l'aptitude à traiter des problèmes humains ainsi que la connaissance de l'allemand constituent un atout supplémentaire de réussite. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs au départ, sera liée au niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris.

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE 90.000 F

Applications nouvelles. — Un important groupe français leader sur son marché et spécialisé dans les biens d'équipement industriel liés aux hydrocarbures recherche, dans le cadre de sa diversification, l'Adjoint au Directeur Technique de l'une de ses divisions. Sous l'autorité du Directeur Technique et en étroite liaison avec le service commercial, il aura pour mission de développer (étude et réalisation) de nouvelles applications du matériel existant auprès d'une clientèle industrielle dont il sera le correspondant technique. Il aura donc la responsabilité de la définition du matériel (petits ensembles hydro-électromécaniques), de la préparation de l'offre technique correspondante, du planning des travaux et de la coordination avec l'atelier de montage de la division. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Arts et Métiers par exemple), possédant de solides connaissances en mécanique, hydraulique, électricité, acquises au sein d'un bureau d'études d'une société fabriquant du matériel de contrôle ou de mesure de liquides. La rémunération annuelle, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Le poste est à pourvoir en très proche banlieue parisienne Nord. Ecrire à J.-L. PARICHON à Paris.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727.35.79

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Los Angeles - Lyon - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

A PROPOS DE... LA CONSULTATION DES HABITANTS SUR L'URBANISME

Les associations « poil à gratter »

Réunis à Paris samedi 15 mai, les représentants des associations d'habitants de plusieurs grandes villes (Lyon, Grenoble, Marseille, Nancy, Strasbourg, Orléans, Rouen et Paris) ont constitué un « carrefour national des comités de quartier ». (1) et mis au point un projet de statut de la participation à la vie de la cité.

Les associations ont été « profondément déçues » par les attaques de certains députés de la majorité lors du débat à l'Assemblée nationale sur la réforme de l'urbanisme et plus précisément par la limitation aux associations déclarées d'utilité publique du droit nouveau de se porter partie civile devant les tribunaux lorsqu'elles consistent des infractions en matière d'urbanisme (article 34). Le Sénat doit examiner la loi sur l'urbanisme le mercredi 19 mai. Aura-t-il vite-à-vis des associations une position moins méfiante que celle des députés ?

« Nous ne sommes pas un danger pour la démocratie », a déclaré devant les journalistes M. François Serrand, de la Fila-forme des comités parisiens. « Au contraire. On regrette la désaffection des citoyens pour la chose publique. Aujourd'hui, un profond mouvement d'opinion existe. Nous provoquons la crainte, la suspicion, l'imitation des élus. Le malaise est aujourd'hui public. La vivacité des réactions prouve au moins l'efficacité de notre action et notre audience dans la population. Coupée de ses racines, la démocratie locale n'est plus qu'une corporation de notables. Sans lui contester le pouvoir de décision, notre préoccupation est de rechercher de nouveaux modes de relation entre élus et associations. En espérant que cessera cette mauvaise querelle. » « Habitants, consommateurs, usagers, un nouveau pouvoir est en marche, selon M. Scherrer, de Lyon. Il montre le désir des usagers de ne pas laisser à d'autres le soin de gérer leur destin. Nous sommes dans la situation du pouvoir politique avant 1789, estime M. Scherrer, ou du pouvoir syndical avant 1884. Aujourd'hui, il faut organiser le pouvoir des usagers. »

Pour clarifier la situation, les associations des grandes villes ont préparé elles-mêmes un projet de statut. « La démocratie ne joue pas, faute d'information, estiment-elles. Les décisions sont prises par les élus sur des dossiers technocratiques, sans que les habitants soient consultés. »

Les associations veulent « avoir le droit d'initiative pour présenter aux services compétents leurs suggestions et leurs projets ». Elles demandent d'avoir « accès aux dossiers » et d'être « consultées » sur les études et les projets concernant l'aménagement urbain, les équipements socio-culturels, etc.

La concertation et l'information

MICHELLE CHAMPENOIS.

(1) Secrétariat, 24, rue Montgrand, 13006 Marseille.

LE VOLONTARIAT AU SECOURS DE LA NATURE

PREPAREZ-VOUS AU DIPLOME D'EXPERT COMPTABLE

La région parisienne

Pour aller plus vite hors les murs

Les transports en commun de la région parisienne seront à l'honneur le 20 mai. M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, inaugure ce jour-là le prolongement de la ligne n° 13 (Champs-Élysées-

Clemenceau - Carrefour Pleyel) jusqu'à la basilique de Saint-Denis et la nouvelle desserte S.N.C.F. « Roissy-Rail », qui reliera, à partir du 30 mai, la gare du Nord à l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Il s'agit, dans les deux cas, de l'amorce de liaisons ferrées nord-sud qui sont prévues par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.

LE MÉTRO A SAINT-DENIS

La ligne n° 13 va jusqu'à la basilique

La station de métro Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville — c'est son nom — sera inaugurée le jeudi 20 mai. Ce prolongement de la ligne n° 13 (Champs-Élysées-Clemenceau-Carrefour-Pleyel) marque l'extension en banlieue du réseau ferré et prépare la grande liaison régionale Nord-Sud.

Deux kilomètres de ligne souterraine, deux stations, 200 millions de francs, trois ans de travaux. Le tracé retenu longe le boulevard Anatole-France, traverse la zone industrielle, passe sous le canal de Saint-Denis. Après la station Saint-Denis-Porte-de-Paris, installée sous la place de Paris, la ligne suit la rue de la Légion-

d'Honneur, pour déboucher au nord de la basilique, dans un quartier en cours de rénovation, à la station Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville.

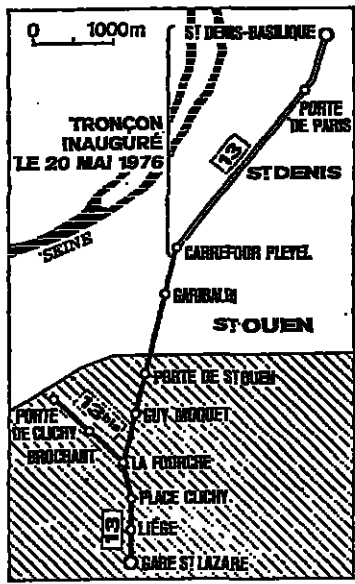
La première station : Porte-de-Paris, sera située sur un noyau de correspondance : un parking d'intérêt régional de six cents places est installé aux abords, ainsi qu'une vaste gare routière qui, sur 9 000 mètres carrés, accueille onze terminus de lignes d'autobus. Le prolongement du métro a en effet imposé

le réaménagement des lignes de bus et le report de leur terminus, situé jusqu'à présent Carrefour-Pleyel. La seconde station, Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville, a été conçue en fonction de son environnement : une baie vitrée permettra de voir la basilique, et les cadres publicitaires ont été remplacés par une décoration qui rappelle l'histoire de la ville.

Ces deux stations seront équipées d'escaliers mécaniques. Les rampes et les sièges de couleur rappelleront les aménagements Champs-Élysées-Clemenceau et Clemenceau-Villiers. Le matériel roulant vient d'être renouvelé, mais la ligne n° 13 recevra également, au mois de juin, le premier train d'une série nouvelle, plus confortable.

Les travaux de prolongement de la ligne n° 13 entrent dans le cadre de la liaison régionale Nord-Sud prévue pour la fin de l'année. Le 15 février 1975, la ligne n° 13 parvenait jusqu'à la station Champs-Élysées-Clemenceau, ouvrant aux usagers la correspondance avec la liaison Est-Ouest (Vincennes-Neuilly). Le dernier maillon de l'ouvrage Champs-Élysées-Clemenceau-Invalides sera terminé en novembre 1976. La jonction des lignes n° 13 et n° 14 (Invalides-Porte-de-Paris) sera alors effective. Le prolongement de la ligne n° 14 jusqu'à Châtillon-Montrouge portera à 17 kilomètres cette grande liaison régionale (Saint-Denis-Basilique-Châtillon-Montrouge).

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



« TOUTES LES JOIES DE L'URBANISME »

La station Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville — c'est son nom — sera inaugurée le jeudi 20 mai. Ce prolongement de la ligne n° 13 (Champs-Élysées-Clemenceau-Carrefour-Pleyel) marque l'extension en banlieue du réseau ferré et prépare la grande liaison régionale Nord-Sud.

Les promoteurs de l'opération, la Société anonyme d'aménagement d'urbanisme et d'aménagement du territoire du département de la Seine-Saint-Denis (SODEPAT 93) (société départementale créée sur l'initiative du conseil général) ont trouvé réunies dans cette rénovation « toutes les joies et toutes les difficultés de l'urbanisme » : la taille du projet tout d'abord, qui, avec 15 hectares et 1 500 logements prévus, est un des plus importants d'Europe ; la complexité de l'opération elle-même, qui doit tenir compte de l'installation du métro et de l'existence d'un chantier de fouilles. D'autre part, la présence d'un monument historique classé comme la cathédrale oblige la société à présenter tous ses permis de construire au secrétariat d'Etat à la culture, car le site situé autour de la basilique est classé monument protégé.

D'autre part, la rénovation se fait sur trois modes qui imposent des procédures différentes : réhabilitation de l'habitat insalubre, réhabilitation des quartiers anciens et rénovation urbaine classique.

Le projet, qui doit compter à terme mille trois cents logements (dont la moitié de H.L.M.), 40 000 mètres carrés de bureaux, 30 000 mètres carrés de commerces et divers équipements, aura mobilisé une douzaine d'architectes. Ceux-ci ont voulu sortir du contenu banal des rénovations habituelles : pas de centre commercial, mais des activités économiques disséminées comprenant la réhabilitation de boutiques anciennes. Pas ou presque pas de voitures dans ce sous-réservé aux piétons, qui comptera une seule voie pour les véhicules.

Qualité accrue des logements enfin, la surface des appartements H.L.M. sera augmentée de 15 % par rapport aux normes. D'autre part, les immeubles seront dotés avec des matériaux de grande qualité.

Ce projet a été approuvé par dix mille dix-neuf voix, qui ont participé à une consultation démocratique en mars. Les travaux commenceront en 1977, ils devraient être terminés dix ans plus tard. Le coût de l'opération s'élève à 180 millions de francs. — M.-G.R.

à Rueil-Malmaison

LES HAUTS DE BUZENVAL

petit immeuble neuf de bureaux immédiatement disponible

A VENDRE OU A LOUER
en totalité ou par niveau

à prix exceptionnel 2 900 m² sur 5 niveaux
(360 à 670 m² par niveau) + archives et parkings.

G.S.C.I.C. PARIS
33 av. du Maine 75015 Paris
Tél. 538 10 19 - 538 10 20

LE TRAIN A ROISSY

Presque au pied des avions

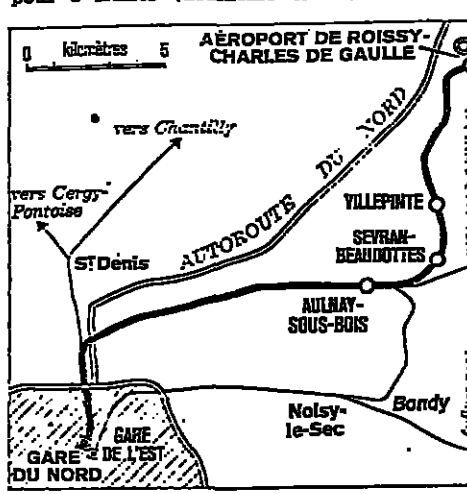
Plus de deux ans après l'inauguration de l'aéroport Charles-de-Gaulle, la capitale sera reliée par le train, le 30 mai, à son aéroport principal.

Les trains directs seront renforcés par des convois omnibus, qui desserviront notamment les gares d'Aulnay-sous-Bois, de Sevran-Beaumont et de Villepinte. Les passagers, mais aussi les employés de Roissy-France et les banlieusards de Villepinte et de Sevran (Seine-Saint-Denis) verront leurs conditions de transport considérablement améliorées.

De 5 h. 30 à 22 heures, la desserte « Roissy rail » sera assurée tous les quarts d'heure par un train de quatre voitures qui quittera le quai n° 27 ou n° 28 de la gare du Nord. Le convoi franchira les 28 kilomètres qui séparent cette gare de l'aéroport Charles-de-Gaulle en vingt-cinq minutes auxquelles il convient d'ajouter quinze minutes de trajet en car entre la gare S.N.C.F. de Roissy et l'aéroport.

Ces trains directs seront renforcés par des convois omnibus, qui desserviront notamment les gares d'Aulnay-sous-Bois, de Sevran-Beaumont et de Villepinte. La fréquence sera d'une rame tous les quarts d'heure aux heures de pointe et d'une rame toutes les demi-heures aux heures creuses. Pour faciliter aux personnels l'accès de la plate-forme aéroportuaire, les lignes d'autobus desservant Roissy-France et les gares S.N.C.F. de Roissy et de Villepinte, de deux lignes des transports rapides automobiles et de lignes des Courriers de l'Île-de-France.

Le titre de transport de « Roissy



POURQUOI BOUDE-T-ON « ORLY RAIL » ?

La desserte « Roissy rail » a été calquée sur la desserte « Orly rail », qui existe depuis la fin de l'année 1972. Grâce à cette relation, le passager aérien gagne en quarante minutes l'aéroport d'Orly. Moyennant 9 francs au départ des gares S.N.C.F. d'Orsay, de Saint-Michel et d'Antennité, il voyage en 15 minutes jusqu'à la gare de Pont-de-Rungis, puis il emprunte un car qui l'amène aux aéroports d'Orly Ouest et Sud.

« Orly rail » n'a jamais connu la faveur du public. On dénombre 404 000 usagers en 1973, 400 000 en 1974 et 403 000 en 1975. Ces chiffres représentent un trafic quotidien de 1 100 voyageurs, alors que le seul de rentabilité avait été fixé à 5 000 voyageurs. « Orly rail » draine environ 3 % du trafic en provenance ou à destination d'Orly. Comment s'explique le relatif échec d'« Orly rail » ? L'absence de l'avantage d'une parfaite ponctualité à la différence des cars d'Air France souvent bloqués dans les embouteillages de l'axe tertiaire du Sud.

On peut d'abord estimer que la rupture de charge à Pont-de-Rungis dissuade les passagers ayant des bagages. La couleur sombre et le petit nombre des cars d'« Orly rail » attirent pas l'attention qui débarrasse de l'avion et qui cherche le car pour « air terminal ». Malgré une importante campagne de publicité, l'aéroport de Paris et la S.N.C.F. ne sont pas parvenus à modifier cette mauvaise image de marque.

Seul un prolongement à proximité des aéroports de la ligne S.N.C.F. rendrait à cette absence de transports en commun « fiables » et de grande capacité entre Orly et la capitale. Cet investissement sera-t-il un jour décidé par le gouvernement ? Rien encore ne permet de le prévoir. — A.L.F.

ou 13 francs (première classe). Les titulaires de la carte orange (zone 5) accèdent à « Roissy rail » sans augmentation de prix.

La nouvelle ligne a nécessité la construction d'une nouvelle ferrée d'Aulnay à Roissy et celle de Roissy-Sevran-Beaumont et Villepinte. L'ensemble de ces ouvrages représente une dépense de plus de 400 millions de francs supportée pour 50 % par le versement transport, pour 30 % par l'aéroport de Paris et pour 10 % chacun par l'Etat, le District de la région parisienne et la S.N.C.F.

Les études effectuées par l'aéroport de Paris et la S.N.C.F. laissent prévoir un trafic d'un million et demi de voyageurs en 1977, soit six cent mille passagers aériens et neuf cent mille employés. D'ici la fin du siècle, le trafic annuel de la ligne « Roissy rail » devrait atteindre le chiffre de douze millions d'usagers.

Certains passagers ne manqueront pas de critiquer la rupture de charge rendue nécessaire par la construction de la gare de Roissy en rase campagne. « Pourquoi, disent-ils, n'avoir pas prévu l'arrivée des trains à côté de l'aéroport ? » A l'aéroport de Paris, on fait d'abord valoir les 40 millions de francs de dépenses supplémentaires qui en auraient résulté.

Surtout, on rappelle que la gare S.N.C.F. de Roissy desservira aussi l'aéroport n° 2, dont les deux premiers éléments pourrissent dans le service en 1981 : « Nous travaillons pour dix ans et pour quarante millions de passagers, déclarent les responsables, il fallait donc implanter la gare ferroviaire au cœur de cette « ville » de trois mille hectares, dans l'unité centrale, dit elle est le premier élément. » Il est prévu de remplacer, dans l'enceinte de l'aéroport, les autocars par un moyen de transport « hectométrique » lorsque ce type de transport sera définitivement au point et surtout lorsque les finances de l'aéroport de Paris seront suffisamment riches pour supporter le coût de systèmes ultra-modernes.

Le problème de la liaison entre les deux aéroports de Roissy et d'Orly est résolu. Après les projets d'autoroute ou de liaisons aériennes qui ont avorté pour des raisons financières, les pouvoirs publics se sont tournés vers l'interconnexion des réseaux R.A.T.P. et S.N.C.F. Grâce à cette solution technique, les trains S.N.C.F. en provenance de Roissy pourront, dans les années 80, poursuivre leur route entre la gare du Nord et la station de métro Châtillon. Ils emprunteront ensuite la ligne de Sceaux R.A.T.P. et une nouvelle voie ferrée qui aboutira à la gare S.N.C.F. de Pont-de-Rungis. Le trajet demandera une cinquantaine de minutes.

ALAIN FAUJAS.

« Le Roi, la Sculpture et la Mort »

Le « musée » de l'histoire des monarques de France

L'HISTOIRE de l'ancienne abbaye de Saint-Denis, sépulture royale, aujourd'hui cathédrale, est inséparable de celle des souverains qui depuis les Capétiens régnent sur la France et malgré bien des malheurs, ce haut lieu conserve encore toute sa grandeur et présente une réunion de monuments funéraires incomparables.

C'est sous l'inspiration de sainte Geneviève, vers 475, qu'une église fut élevée sur les lieux mêmes où avaient été inhumés saint Denis martyr et ses compagnons. Jusqu'à ces dernières années, on pensait que le premier souverain enterré dans ce sanctuaire était Dagobert, mort en 639, mais lors des fouilles entreprises en 1958 dans le sous-sol de la basilique actuelle par M. Michel Fleury, on mit à jour une tombe princière contenant des objets d'une rare beauté, parmi lesquels un anneau sigillaire qui permit d'identifier le personnage enterré là. Il s'agissait de la reine Adélaïde, seconde femme de Clotaire I^{er}, morte vers 565-573.

Vers 630, Dagobert voulut donner à l'église Saint-Denis une splendeur nouvelle. A la place du temple modestement élevé par sainte Geneviève, il fit construire une basilique assez vaste dont il reste quelques tronçons de colonnes et de chapiteaux, mais c'est à l'abbé Suger, ministre de Louis VI et de Louis VII qui entreprit d'entreprendre la construction de la grande abbaye dont il avait la charge. Crénelée comme une forteresse, flanquée de tours à la façade et au transept, l'église de Suger avec ses voûtes ogivales, son narthex,

sa nef à doubles collatéraux contribua grandement au développement de l'architecture gothique.

En 1219, on restaura la tour septentrionale de la façade que la foudre avait endommagée et entre 1221 et 1267, Pierre de Montreuil sous l'impulsion du Jean Louis IX et de sa mère, Blanche de Castille, s'attaqua à la reconstruction du transept et d'une nouvelle nef, plus large et plus harmonieuse, ainsi qu'à l'édification du portail méridional.

Les dimensions données au nouveau transept devaient s'expliquer par un désir manifeste, dès le début des travaux, d'installer des tombes royales à l'intérieur de la croisée. C'est en effet en 1268 et en 1264 que les premières sépultures vinrent y prendre place. Selon un principe rigoureux : les dépouilles des souverains des deux premières races furent déposées au sud entre les piles de croisées, les plus anciennes à l'ouest, les plus récentes à l'est. Quant aux Capétiens ils furent placés au nord. C'est Saint-Louis lui-même qui imposa cette disposition qui ne fut d'ailleurs pas respectée par ses successeurs.

Peu modifiés du quatorzième au dix-septième siècle, l'abbatiale fut gravement mutilée au dix-huitième siècle par les bénédictins qui s'y étaient établis. Ils démolirent les anciens bâtiments conventuels de l'époque gothique et chargèrent Robert de Cotte d'en construire de nouveaux. C'est dans ces édifices de type classique que se trouve actuellement la maison d'éducation de la Légion d'honneur.

En 1793, et après qu'on eut chassé les moines de l'abbaye, l'église fut transformée en temple de la Raison. On arracha les pierres recouvrant les tombes et on vit les sépultures royales dont les débris et les morceaux de statues furent répandus sur le sol tandis que les effigies de bronze des souverains étaient envoyées à la fonte. Cependant, en 1795, Alexandre Lenoir, fondateur du Musée des monuments historiques, avait réclaté au nom de la Commission des arts, tout ce qui pouvait être sauvé : statues, fragments d'effigies, morceaux de paravents et de mosaïques ainsi que les monuments de Dagobert, de Louis XII, de François I^{er} et d'Henri II, miraculeusement échappés du massacre, qui furent être transportés au musée des Petits-Augustins.

Du gothique au pastiche

Quant à l'église elle-même, ouverte à tous les vents, décastrée, vidée de ses tombeaux et de ses ornements, elle ne dut son salut qu'à Napoléon. En 1813, les travaux de réfection étaient confiés à l'architecte Debret, qui devait se révéler incapable et même néfaste. Il commença par compromettre la solidité de l'édifice en faisant procéder à d'impensables travaux de nivellement après avoir décoré le sanctuaire de façon ridicule. Responsable de l'écroulement de la tour Nord, Debret dut abandonner ses fonctions en 1845, et c'est Viollet-le-Duc qui prit sa succession. En dépit de quelques initiatives un peu hasardeuses, ce dernier entreprit d'abord de consolider la basilique et ensuite de lui rendre son aspect médiéval tant et si bien que l'église actuelle présente un curieux mélange de gothique et de pastiche.

Après Debret qui avait fabriqué de toutes pièces de faux tombeaux, Viollet-le-Duc, conseillé par Guithery, entreprit de rétablir avec une rigueur scientifique les sépultures royales. C'est à lui que Saint-Denis doit d'être devenu un lieu de culte de l'histoire de la France, mais c'est à ses successeurs que cet admirable sanctuaire doit d'être aujourd'hui le plus prestigieux ensemble de la sculpture funéraire.

On travaille toujours à Saint-Denis. L'Etat, le district de la région parisienne, la ville et le département participent au financement d'un programme décennal de

restauration architecturale mise en œuvre par M. Donzet, architecte en chef des monuments historiques.

Les nombreux tombeaux qu'on peut voir actuellement et qui vont des mausolées de Clovis II et de Dagobert aux admirables monuments de la Renaissance que sont les tombes de Louis XII et d'Anne de Bretagne, de François I^{er} et de Claude de France, d'Henri II et de Catherine de Médicis dus aux ciseaux de Germain Pilon ou érigés par Philibert Delorme, en passant par ce qui reste des tombeaux des Bourbons sont tous présentés dans un ordre logique et de manière très harmonieuse. Enfin, pour ceux qu'une histoire approfondie de la basilique peuvent intéresser, ils pourront se reporter à l'ouvrage publié en juin 1975 sous le patronage du secrétariat d'Etat à la culture et le département de la Seine-Saint-Denis (1) ainsi qu'à la très importante étude qu'Alain Erlaude-Brandenburg (2) a consacrée aux funérailles, sépultures et tombeaux des rois de France.

ANDRÉE JACOB.

(1) Le Roi, la Sculpture et la Mort, statues et tombeaux de la basilique de Saint-Denis, par Alain Erlaude-Brandenburg, Jean-Pierre Babelon, François et Jean-Marie Jeun, publié avec le concours du conseil général de la Seine-Saint-Denis : archives départementales : bulletin n° 3, juin 1975 : 38 pages : illustr. photograph. (2) Alain Erlaude-Brandenburg : Les Sépultures et les Tombeaux des rois de France jusqu'à la fin du XIII^e siècle. Bibliothèque de la Société française d'archéologie n° 7 (Arts et Métiers graphiques, Paris) : 213 pages, illustr. photograph.

L'ÉTÉ AUGMENTE LES RISQUES DE DÉGRADATION DE VOS CHEVEUX C'EST LE MOMENT D'AGIR

Poussière, pollution, produits détergents... les agents extérieurs qui altèrent ou affaiblissent votre chevelure ne disparaissent pas avec la belle saison. Au contraire, il s'y ajoute des effets climatiques : soleil trop fort, air trop sec, action du sel marin... qui peuvent avoir des conséquences irréversibles. C'est le moment de faire quelque chose pour prévenir la dégradation de vos cheveux. Faire quelque chose... Mais quoi ? Seul, un spécialiste peut vous répondre.

Ce spécialiste, vous le trouverez à l'Institut Capillaire EUROCAP. Il examinera l'état de vos cheveux et de votre cuir chevelu. Il vous dira s'il peut faire quelque chose pour vos cheveux ou non. Il vous donnera des conseils précis d'hygiène capillaire. Le cas échéant, il vous proposera un traitement approprié à votre chevelure. Le traitement, vous pourrez le suivre



à l'Institut, ou chez vous. A votre convenance, le reconstruire vigoureux à vos cheveux et vous saurez pour l'avenir ce qu'il faut faire pour les protéger et les conserver.

1. Appelez ou écrivez. Nous vous donnerons un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11h à 20h, et le samedi de 10h à 17h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS - 4, rue de Castiglione - Tél. 260-38-84

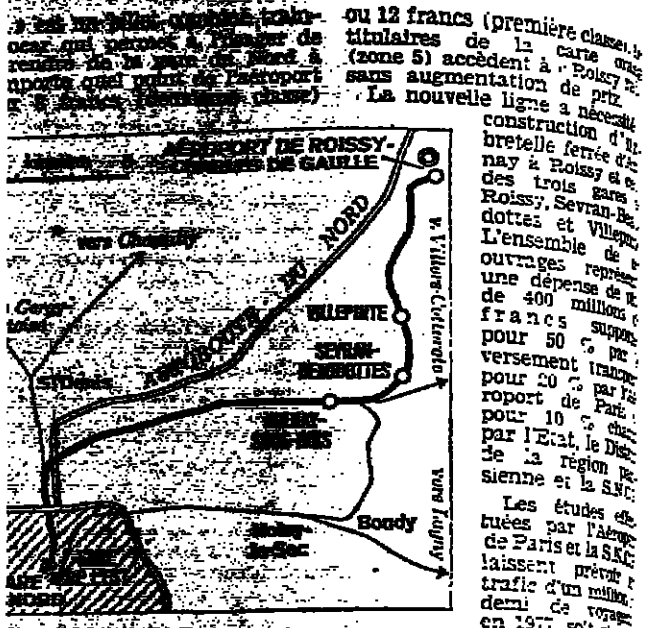
هكذا من الاجل

صحة من الامم المتحدة

hors les murs
L'Etat, dans les deux cas, de l'annexion de la zone nord-sud qui sont prévues par le schéma directeur d'aménagement et d'équipement de la région parisienne.

RAIN A ROISSY

Le pied des avions



QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le projet de prolongement de la ligne 5 du métro parisien jusqu'à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle est une opération d'ampleur. Elle implique la construction d'une nouvelle section de 12,5 km, avec 10 stations, dont 5 en souterrain et 5 en surface. Le coût de ce projet est évalué à 1,2 milliard de francs. Le prolongement de la ligne 5 permettra de relier directement le centre de Paris à l'aéroport, ce qui facilitera les déplacements des voyageurs et des professionnels. Le projet est actuellement en phase d'étude et de consultation publique. Les autorités locales et nationales sont impliquées dans la mise en œuvre de ce projet. Le prolongement de la ligne 5 est une priorité pour les autorités parisiennes et nationales. Il permettra de renforcer le lien entre le centre de Paris et l'aéroport, ce qui est essentiel pour le développement économique de la région parisienne. Le projet est également une priorité pour les voyageurs, qui pourront ainsi éviter les longues files d'attente et les déplacements compliqués. Le prolongement de la ligne 5 est une opération d'importance capitale pour la région parisienne. Il permettra de répondre aux besoins croissants de déplacements entre le centre de Paris et l'aéroport. Le projet est actuellement en phase d'étude et de consultation publique. Les autorités locales et nationales sont impliquées dans la mise en œuvre de ce projet. Le prolongement de la ligne 5 est une priorité pour les autorités parisiennes et nationales. Il permettra de renforcer le lien entre le centre de Paris et l'aéroport, ce qui est essentiel pour le développement économique de la région parisienne. Le projet est également une priorité pour les voyageurs, qui pourront ainsi éviter les longues files d'attente et les déplacements compliqués. Le prolongement de la ligne 5 est une opération d'importance capitale pour la région parisienne. Il permettra de répondre aux besoins croissants de déplacements entre le centre de Paris et l'aéroport. Le projet est actuellement en phase d'étude et de consultation publique. Les autorités locales et nationales sont impliquées dans la mise en œuvre de ce projet.

LES RISQUES DE DÉGRADATION DE VOS CHEVEUX
EST LE MOMENT D'AGIR

Les cheveux sont notre fierté. Mais ils sont aussi notre point de faiblesse. Ils sont soumis à de nombreux risques de dégradation : pollution, soleil, produits chimiques, stress, etc. Pour protéger vos cheveux, il est essentiel d'agir dès maintenant. Utilisez des produits adaptés à votre type de cheveux et adoptez une bonne hygiène de vie. Les instituts capillaires vous offrent des solutions efficaces pour protéger et restaurer vos cheveux. Contactez-nous dès aujourd'hui pour en savoir plus.

INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione - Tél. 260-38-54

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Velléité de changement ou volonté de réforme ?

par FRÉDÉRIC JENNY et ANDRÉ-PAUL WEBER (*)

Le programme des réformes économiques engagées par le gouvernement et le programme que suggère l'opposition ont un point commun. Face à l'inégalité dans la distribution des richesses, il convient de trouver des instruments d'assurance d'une plus grande équité, et les élites politiques se posent donc le problème de la répartition. Si la question est centrale, on doit déplorer

Des institutions corporatistes

Envisagé sous son aspect triangulaire, le problème de la répartition conduit alors à se poser la question de l'efficacité et de l'organisation de notre système productif. Au plan de l'efficacité, le gaspillage des ressources humaines et matérielles doit être évité afin que la base de la répartition soit la plus large possible. Au plan de l'organisation, un système décentralisé, qui repose sur la traditionnelle propriété privée des moyens de production, l'autogestion ou toute autre formule, ne conduira à l'efficacité que si prévaut une concurrence effective entre les unités économiques. Faute de concurrence effective, monopoles et cartels, en adoptant des mesures restrictives, limitent leur offre et diminuent le produit global ; les facteurs de production qu'ils mettent en œuvre bénéficient alors, inégalement, de rémunérations artificiellement élevées, contrepartie d'une répartition relative de biens dont les consommateurs font les frais.

Suscitant des monopoles de toute nature, l'administration se place dans la situation où les processus de concertation constituent le point de passage obligé par l'intermédiaire duquel il lui est possible d'étendre le champ de ses responsabilités. Obnubilée par son rôle apparent, elle mésestime la faculté des entreprises, qu'elle entretient dans une situation de dépendance, à profiter à son insu de la puissance qu'il leur est conférée. Ironiquement, les industries les plus contrôlées, comme le pétrole, la pharmacie, le verre, la sidérurgie, sont également celles pour lesquelles les comportements nuisibles à la collectivité sont le plus fréquemment notés.

Si l'administration n'a pas intérêt à favoriser l'émergence de marchés concurrentiels qui affecteraient son pouvoir, le fonctionnaire veille de son côté à la défense de son intérêt individuel. De ce point de vue, notre système administratif rappelle la stratégie de la répartition des marchés. Au plan institutionnel, aucun mécanisme ne permet d'apprécier la performance des différents services, et systématiquement on a préféré de nouvelles structures plutôt que de remédier aux déficiences occasionnellement enregistrées. Au plan individuel, le système des corps, en fixant le champ des responsabilités et des pouvoirs, protège les situations acquises par chacun.

(Lire la suite page 22.)

ENTRE AUTRES MESURES NOUVELLES Les offres d'emploi seront diffusées plus rapidement NOUS DÉCLARE LE DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE

DIRECTEUR de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) depuis juillet 1975, M. Guy Métais commente, dans l'interview ci-dessous qu'il a donnée au Monde, les mesures qui viennent d'être prises pour renforcer les services de cette institution, alors que plusieurs centaines de milliers de jeunes vont prochainement rechercher un emploi : suppression expérimentale du pointage, diffusion

plus rapide des offres d'emploi, embauche de trois cent cinquante agents supplémentaires (1), création de nouvelles antennes et lancement par l'Agence de stages de formation.

(1) L'ANPE comptait 6 193 agents fin 1974, 7 160 fin 1975 (+ 967).

« Dans deux mois, une nouvelle vague de jeunes sortant de l'école va déferler sur l'Agence pour rechercher un emploi. Avant de vous demander quelles sont les mesures que vous allez prendre ou que vous avez déjà prises, le directeur de l'Agence que vous êtes depuis un an ne souffrira-t-il pas d'un certain handicap dû à une circulaire dite Métais ? L'automne dernier, sur la pression de parlementaires et l'invitation du gouvernement, vous avez, par cette circulaire, lancé une enquête par correspondance pour vérifier si certaines personnes inscrites à l'Agence étaient encore de vrais demandeurs.

— Vous évoquez la circulaire dite Métais. En effet, j'ai, au mois d'octobre dernier, demandé à l'ensemble de mes services de procéder à une vérification des demandeurs d'emploi qui n'étaient pas secourus. A une époque où l'Agence connaît une surcharge de travail, cette opération avait pour objectif de s'assurer que ces personnes recherchaient toujours un emploi.

— Quels ont été les résultats et quelles leçons en avez-vous tirées ? Allez-vous renouveler de tels sondages ou utiliser d'autres moyens ?

— Cette enquête a été faite directement auprès des demandeurs d'emploi, par correspondance, et avec des précautions certaines. Elle a conduit à supprimer de nos fichiers quelque 38 000 demandes qui se sont révélées pour une raison ou pour une autre non fondées. Cette enquête nous a permis de vérifier

qu'on pouvait instituer entre les demandeurs d'emploi et l'Agence une relation par correspondance qui, en définitive, permettrait de mieux suivre leur demande. En ce sens, elle est une contribution à l'amélioration du suivi des demandes d'emploi. A propos, je tiens à noter que le chiffre de 38 000 est à rapprocher du million de demandeurs d'emploi alors inscrits en fin de mois, ce qui fixe bien l'ordre de grandeur des « incertitudes » de nos fichiers en octobre dernier.

— Le délégué à l'emploi, M. Oheix, ayant récemment fait état devant la presse de la nécessité d'un certain contrôle des demandeurs, quelles mesures comptez-vous prendre ?

— Oui, un contrôle des demandeurs est bien sûr nécessaire notamment quand ils sont secourus, c'est-à-dire lorsqu'ils perçoivent soit une aide publique, soit une allocation complémentaire de l'ASSÉDIO, soit les deux à la fois. Le contrôle des demandeurs qui ne perçoivent aucune aide et qui viennent se présenter à l'Agence uniquement pour chercher un emploi est d'une autre nature. Il s'agit là, en effet, de s'assurer simplement que nos demandeurs sont toujours effectivement à la recherche d'un emploi même si l'Agence met quelque temps à les satisfaire. Nous allons tenter une double expérience en tenant compte de la distinction que je viens de faire. Pour certains des demandeurs qui ne perçoivent aucune aide — il s'agit de ceux qui sont inscrits à l'Agence « occasionnels » à Paris — nous avons, depuis quelque temps, mis en place un système

BULLETIN

Les fausses inutilités

Les démentis répétés que l'événement apporte aux prévisions ne découragent pas les auteurs, qui ne semblent pas davantage redouter l'esprit de contradiction. Le Club de Rome, qui avait rencontré un succès considérable il y a quatre ans avec son ouvrage *The limits of growth* (si mal traduit en français sous le titre : *Halte à la croissance*), vient d'opérer un virage à 180 degrés. Dans une nouvelle étude, il reconnaît que la croissance économique sera à la fois possible et nécessaire, à condition qu'elle soit mieux répartie, en particulier en faveur des pays du tiers ou du quart-monde.

Herman Kahn, dont les prévisions sur la société post-industrielle, présentées un peu trop rapidement comme les résultats de travaux scientifiques, ont naguère inspiré des ouvrages d'une rigueur tout aussi approximative, élargit encore son horizon à des vingt-cinq ans qui restent à couvrir avant la fin de ce siècle lui paraissent désormais un cadre trop étroit pour le déploiement de ses prophéties. Le livre publié aujourd'hui par l'Institut Hudson, qu'il préside, s'intitule : *Les deux cents prochaines années*. Un scénario pour l'Amérique et le monde. Les vues à long ou très long terme ont ceci de bon, pour ceux dont elles émanent, qu'on ne pourra pas les vérifier.

Cela dit, les différentes études dont il vient d'être question sont intéressantes à plus d'un titre. Si on ne peut s'assurer de la justesse de leur conclusion, on peut au moins examiner la raisonnablement à travers laquelle elles y sont parvenues. L'idée peut-être la plus importante à en tirer est qu'un certain nombre d'engagements, considérés par maints bons (et moins bons) esprits comme fatals, ne sont probablement pas inévitables.

A commencer par la fatalité du sous-développement. Herman Kahn fait remarquer, non sans raison, que le formidable écart existant entre les nations riches et les nations pauvres peut déclencher par lui-même des mouvements propres à l'atténuer, sinon à le supprimer à la longue. Déjà on voit des industries de plus en plus nombreuses se transporter sur les lieux où la main-d'œuvre est la moins chère, à telle enseigne qu'on s'est demandé si dans quinze ou vingt ans il y aura encore place pour une industrie automobile en Amérique du Nord et en Europe. Une autre fatalité liée à la précédente est la malnutrition. Mais l'inefficacité des ressources agricoles n'est-elle pas due d'abord au comportement des hommes ? Certains experts américains vont jusqu'à soutenir que la prépondérance de denrées alimentaires est surtout imputable aux gouvernements soviétique et chinois, incapables de promouvoir une production agricole adéquate, et obligés en conséquence d'importer de l'étranger ce qu'ils pourraient techniquement produire chez eux. Argument de propagande ? Pas tout à fait. Le gaspillage est en tout cas universel. On estime que les chevaux, dont beaucoup servent uniquement à l'engrènement, consomment dans le monde plus de céréales que le peuple chinois. Que les vaches en mangent plus que tout le genre humain, alors qu'un bon tiers d'entre elles vivent en Afrique et en Asie où elles sont interdites pour la boucherie. On pourrait multiplier les exemples, qui monteraient à l'évidence que la rareté est d'abord et partout le fait d'une mauvaise adaptation des habitudes de l'homme à son milieu.

L'inégalité des fortunes en France est plus grande qu'on ne le croyait

APRES un long et singulier silence sur les disparités de fortune entre Français, l'INSEE met les bouchées doubles pour rattraper son retard. Elle n'est pas la seule, le C.N.R.S. (1) et le Centre de recherche économique sur l'épargne, poursuivant des travaux complémentaires, ainsi que divers chercheurs — et la SEDES — sous la direction du professeur André Babeau. Après les tâtonnements des dernières années, on en finit le sentiment de pouvoir déboucher bientôt sur une connaissance sérieuse des patrimoines de nos concitoyens.

Quelques chiffres d'abord, pour illustrer les disparités constatées. Les 5 % d'actionnaires les plus importants possèdent à eux seuls 42 % du total des actions détenues dans notre pays.

La proportion d'obligations, de bons sur formules, de capitaux d'assurance-vie, contrôlée par le groupe des 5 % les plus fortunés est un peu plus faible, mais encore de 37 % du total. Elle

n'est plus — si l'on peut dire — que de 35 % pour les comptes chèques et de 30 % pour les biens immobiliers.

Neuf pour cent des ménages français possèdent environ 80 % des titres (actions et obligations) détenus dans notre pays, tandis que, à l'inverse, 80 % des ménages en possèdent seulement 8 %. Disproportion que recoupe une autre statistique : les titres et bons possédés par les membres de professions libérales sont, en moyenne, soixante-quinze fois plus élevés que ceux détenus par les ouvriers et vingt fois supérieurs à ceux des cadres moyens.

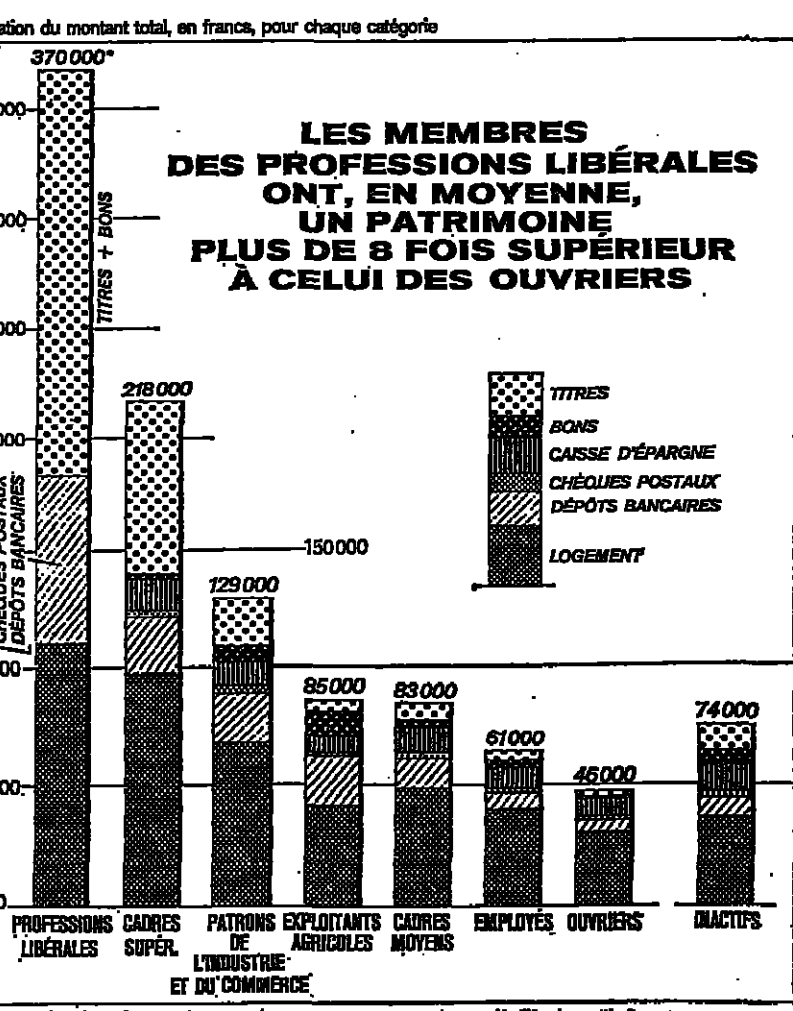
Que valent ces chiffres ? Ils ont d'abord le grand mérite d'exister. C'est la première fois dans notre pays que peuvent être comparées les fortunes supposées des divers groupes sociaux. Jusque-là, on ne possédait d'indications que sur le patrimoine des salariés et des inactifs, 80 % sans doute de l'ensemble des ménages, mais ce qui excluait les catégories les plus fortunées (professions libérales, patrons de l'industrie), ainsi que les agriculteurs, les artisans et les commerçants. La lacune est maintenant comblée, ce qui a pour effet d'accroître d'un tiers l'éventail des fortunes jusqu'alors connu.

Mais bien des « trous » demeurent dans l'enquête dont MM. L'HARDY et TURPENT ont tiré les conclusions. Les quatre principaux concernent :

1) La définition choisie du patrimoine familial. L'INSEE a jugé opportun d'éliminer, pour les entrepreneurs individuels, le capital qui peut être considéré comme constituant celui de leur entreprise plutôt que leur capital domestique propre.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 23.)



* Le petit nombre de professionnels interrogés ne permet pas une évaluation détaillée des actifs financiers pour cette catégorie.

Cartel tous azimuts

De leur côté, les syndicats de travailleurs, en ne dénonçant pas les comportements malthusiens dans leur ensemble et en relevant à l'occasion des stratégies anti-concurrentielles, font le jeu de leurs clients, sans pour autant aller nécessairement dans le sens de l'intérêt général à long terme des travailleurs et des consommateurs. Les syndicats font certainement le procès du libéralisme, mais se gardent bien de critiquer les pratiques restrictives de telle ou telle entreprise, craignant sans doute d'effacer le sort de ceux de leurs clients qui en bénéficient.

Condamnant le fonctionnement de notre système économique et la gestion des entreprises, les syndicats ne jugent pas opportun de se placer sur le terrain de leurs comportements sur les marchés. De surcroît, pour assésir leurs pouvoirs, ils ne dédaignent pas de prôner la titularisation, d'exiger le monopole de l'embauche, de s'élever contre la concurrence des travailleurs étrangers, de s'opposer à toute réaffectation des ressources. Méprisant dans leur ensemble la théorie néo-classique, ils savent néanmoins sur le marché du travail adopter la stratégie du cartel.

Confondant mythes et réalité, l'administration croit, quant à elle, d'autant mieux contrôler ses partenaires que ceux-ci sont structurés. La concentration des pouvoirs au sein des professions et des syndicats constitue le support indispensable lui permettant d'assurer avec plus d'ampleur le rôle de guide et d'arbitre qu'elle s'est fixé.

(*) Professeurs d'économie à l'ESSERC.

(1) Voir notamment *Structure et Inégalité des patrimoines*, par Dominique Strauss-Kahn, dans *Consommation*, n° 1, 1975 (Dunod).
(2) *Economie et Statistique*, n° 76 (mars 1976).
(3) *Le Monde* du 10 avril 1973 ; *Economie et Statistique*, n° 43 (mars 1976).

La C.E.E. fait-elle encore confiance aux forces du marché ?

Au fil de la crise qui continue à l'affecter durement, la Communauté européenne voit mis en pleine lumière un débat fondamental, mais généralement latent au sein du Marché commun : le choix entre une politique visant au maintien des incertitudes du marché et de la pression concurrentielle, et une politique qui se traduit par une concertation entre pouvoirs publics et pouvoirs privés. Ce qui est au cœur de

ce débat, c'est la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'une option européenne entre, d'une part, la confiance dans les forces du marché pour assurer une efficacité accrue au service de la collectivité et, d'autre part, le désir d'un contrôle direct portant sur le redéploiement industriel, les restructurations, les localisations d'entreprises ou plus simplement la sauvegarde des positions acquises.

par ALEXIS JACQUEMIN (*)

Dans son premier rapport sur la politique de concurrence, le Conseil a déclaré nettement : « La concurrence est le meilleur stimulant de l'activité économique en garantissant à ses participants la liberté d'action la plus large possible. » Plus précisément, le processus concurrentiel facilite l'adaptation continue des structures de la demande et de l'offre aux évolutions des préférences et des techniques. C'est également un instrument de lutte contre les facteurs d'inflation dans la mesure où, sous de nombreux aspects, celui-ci traduit des rigidités structurelles au changement ; c'est aussi un instrument de réalisation d'un meilleur emploi qu'empêche le maintien de structures inadéquates, liées à une sous-utilisation du potentiel de travail et à une sous-rémunération des travailleurs qualifiés.

Renaissance des politiques nationalistes

Mais déjà, à cette occasion, certains conflits ont surgi. Il est notamment apparu que la question la plus controversée au sein du conseil concernait les possibilités de compatibilité entre le contrôle des concentrations et les politiques sociales, régionales et industrielles des États membres.

C'est bien ce que confirment les rapports successifs de la Commission sur la politique de concurrence, où la place accordée à l'examen des restrictions de la concurrence provenant des pouvoirs publics nationaux grandit d'une année à l'autre, par rapport aux restrictions provoquées par le secteur privé.

On y constate que, ne pouvant plus protéger leurs économies industrielles par des systèmes douaniers, les États ont de plus en plus tenté de soutenir eux-mêmes leurs entreprises. Ce soutien peut être direct, sous la forme d'aides sectorielles ou régionales explicites. Il peut être indirect, sous la forme de diverses réglementations qui sont apparemment destinées à protéger les citoyens en matière d'hygiène et de sécurité, à assurer des recettes fiscales ou à stabiliser les marchés, mais qui aboutissent en fait à la pénalisation des produits étrangers ou à leur exclusion, au cloisonnement des marchés publics et, plus généralement, au musèlement de la liberté d'établissement. Songons, par exemple, aux dispositions relatives à la composition, au conditionnement, à la conservation, au poids ou à l'innocuité des produits mis en vente. Ce type de barrières techniques aux échanges joue un rôle important dans des secteurs tels que les véhicules à moteur, le matériel agricole, les machines électriques, les produits alimentaires et pharmaceutiques. Songons aussi aux aides nationales, discriminatoires à l'égard des entreprises étrangères, dans des domaines comme la construction navale, l'industrie textile, la construction aéronautique, l'industrie cinématographique.

Inégalement, la Commission dénonce les abus que ces pratiques peuvent engendrer pour le bon fonctionnement du Marché commun et suggère les moyens de les rendre compatibles avec la sauvegarde du processus concurrentiel (1).

Néanmoins, en son sein même, elle se heurte à des difficultés qu'exacerbent les retombées de la crise.

C'est ainsi que dans le secteur de l'acier la Commission s'est récemment prononcée en faveur de l'instauration de prix minimaux pour les produits sidérurgiques à l'intérieur du Marché commun, alors que les déléga-

tions de certains pays, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, estimaient qu'une telle mesure entraînerait de graves distorsions de la concurrence. Finalement, le conseil des ministres n'a pas retenu cette proposition.

Mais, simultanément, les industries sidérurgiques allemande, néerlandaise et le groupe belge-luxembourgeois Arbed-Sidmar (à l'exclusion de la sidérurgie wallonne) ont décidé de créer un « groupement économique international » poursuivant un objectif de rationalisation, grâce à la spécialisation et à la distribution en commun.

Cela amène M. Cousté à poser à la Commission des Communautés européennes la question écrite suivante (mars 1976) : « La poudrière constituerait un groupement représentant environ 45 % de la production communautaire d'acier. Ne rendrait-il pas vaines toutes précautions et toutes conditions dont la Commission pourrait assortir une éventuelle autorisation ? »

Plus fondamentalement, une telle entité économique ne remet-elle pas en cause le principe même de la concurrence, tel qu'il a été posé par les signataires du traité de Paris ?

En matière énergétique, la Commission s'est elle-même penchée sur le comportement des entreprises pétrolières dans la Communauté, durant la période 1973-1974. Dans son rapport, elle estime qu'il n'y a pas eu de pratiques concertées ou d'abus de position dominante relevant des articles 85 et 86 (2).

Néanmoins, un problème de « responsabilité et de pouvoir » se pose. Bien loin alors d'évoquer une surveillance stricte des comportements dans l'avenir, le porte-parole de la Commission se prononce pour « un dialogue courageux » entre les compagnies auxquelles il reconnaît un rôle technique et la Communauté à laquelle revient le rôle politique.

A nouveau, ce n'est plus au modèle concurrentiel que l'on fait référence, mais à la concertation entre partenaires publics et privés.

Un dernier exemple peut être évoqué dans le secteur sucrier. En 1973, la Commission condamnait les principaux producteurs et vendeurs de sucre de la Communauté, qui avaient à la fois contrevenu à l'article 85 par leurs pratiques concertées destinées à maintenir le cloisonnement des marchés nationaux, et à

(*) Professeur à l'université de Louvain et professeur visiteur à l'université de Paris-Dauphine.

Velléité ou volonté ?

(Suite de la page 21.)

Progressivement l'arbitre est devenu un partenaire comme les autres qui, consciemment ou de manière involontaire, ne peut plus remédier aux lacunes de notre système sans remettre en cause son existence et sa propre légitimité.

Face à un tel constat, on peut s'interroger sur la portée des réformes économiques ayant trait au système industriel engagé par le gouvernement ou suggérées par l'opposition.

Le programme commun est-il si différent de la politique gouvernementale ?

Le programme gouvernemental, en s'attachant essentiellement à des réformes susceptibles de modifier la répartition des richesses et des pouvoirs, comporte une grave lacune : nos dirigeants évitent de s'interroger sur la question de la performance de notre appareil industriel. Rejetant les bases d'une politique qui assurerait la cohérence de l'intérêt privé et de l'intérêt général, accroissant par des mesures marginales le nombre des bénéficiaires d'un système dégenéré, ignorant dans une large mesure des consommateurs, le gouvernement se montre conservateur.

De son côté, le programme commun proposé par la gauche souffre de lacunes analogues et n'est pas dénué d'ambiguïtés. En prévoyant notamment la nationalisation de quelques entreprises et secteurs d'activités, les auteurs de ce document se placent sur un registre différent de celui qu'utilise le gouvernement. Mais, au fond des choses, si les réformes suggérées peuvent conduire à une révolution au plan de la structure des pouvoirs, elles ne semblent pas devoir affecter les modes de comportement des principaux agents économiques. Tout en consacrant quelques lignes à la nécessité d'instaurer une « saine compétition », le programme commun prévoit que les entreprises nationales « fixeront les accords à passer avec les autres entreprises nationales et avec le secteur privé » ; en bref, le secteur public constituera le vecteur permettant « de développer la coopération » entre les unités économiques. Mais l'expérience nationale enseigne que les entreprises du secteur public n'hésitent pas à adopter des comportements antisociaux ; par ailleurs, l'observation attentive de notre histoire récente laisse perplexes quant à la clairvoyance des décideurs publics en matière d'allocation des ressources.

Si le programme commun de la gauche tout comme le train des réformes gouver-

nementales autorise une distribution des richesses plus équitable, on peut regretter que ni l'un ni l'autre ne traite des conditions par lesquelles le montant à répartir pourrait s'accroître. En définitive, le débat consacré à notre système productif est redevenu, d'un côté, les avocats du système, se berçant d'illusions, croient défendre le libéralisme économique alors que par leurs pratiques ils en cautionnent une variante dégenérée : le corporatisme. En défendant le libéralisme au nom de principes qu'ils ne respectent pas, ils offrent des armes à leurs adversaires et prêtent le flanc à une critique sévère. D'un autre côté, les opposants au pouvoir en place, pensant condamner un mode de régulation, ne font que suggérer des solutions dont on peut craindre qu'elles ne soient affligées des mêmes imperfections : ce faisant, ils affaiblissent considérablement la portée de leurs critiques.

Au total, la légitimité de toute organisation économique qui omet de prendre en considération le sort de tous les partenaires est douteuse, et l'on ne peut à cet égard que déplorer la mentalité de nos élites. Au-delà des solutions partielles suggérées tant par l'opposition que par la majorité, la nécessaire prise en compte des consommateurs exige la révision profonde de nos schémas de pensée et de nos habitudes. Sur ce plan, les programmes de réforme proposés font songer à la politique de ravèlement des monuments historiques. Mais il en est de la restauration de notre système économique comme du ponçage des façades ; pour utile qu'il soit, l'éclat risque d'être de faible durée, et, à défaut de remédier aux causes profondes qui affectent la pierre, on prend le risque de déliter l'édifice.

FREDERIC JENNY
et ANDRÉ-PAUL WEBER.

**Maintenant,
vos pièces détachées
sont à moins de 24 heures
de tous vos clients.**

TAT EXPRESS
RESEAU NATIONAL

Vos colis urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles», «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder, «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.
Confort, calme, détente...
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...
...en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :
260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON WORLDWIDE
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANANT MOUCHOTTE TELE. 2005

**Maintenant,
vos clients en rupture de stock
seront approvisionnés
en moins de 24 heures.**

TAT EXPRESS
RESEAU NATIONAL

Vos colis urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

**14% des foyers français
emploient une
femme de ménage...**

Dans un tiers de ces foyers, la femme de ménage joue un rôle de prescripteur pour le choix des marques de produits d'entretien.
Quand la SOFRES fait une étude de marché, elle sait découvrir toutes les clientèles cibles.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Michel Suquet - Sofres - 16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge - Tél. 657.13.00.

(1) Pour des développements, voir notre ouvrage *Economie industrielle européenne*, Dunod, 1974, chap. 9 et 10.
(2) Cette conclusion contraste singulièrement avec celle de J. Schwartz, rapporteur de la Commission française d'enquête parlementaire sur les sociétés pétrolières opérant en France.
(3) Voir R. Toulemon et J. Flory, *Une politique industrielle pour l'Europe*, PUF, 1974, p. 11.
(4) Voir en ce sens R. Linda, « Un modèle de développement avec relations asymétriques », *Mondes en développement*, n° 11, 1975.

UNE AUT
DE L'EN

TAT EXPRESS
Sur u
En r



Les 25 centres TAT
existants en France :
Agen 408 60 10 00
Amiens 447 54 63 00
Bordeaux 454 37 09 00
Clermont-Fd 473 52 82 00
Lyon 490 38 45 00
La Rochelle 441 34 92 13

هكذا من الاجل

UNE DÉCLARATION DU DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

(Suite de la page 21.)

— C'est-à-dire que dans ces régions, les demandeurs d'emploi qui ne reçoivent aucune aide ne devront plus se déplacer pour postuler ?

— C'est cela. Ils n'auront plus à pointer. En ce qui concerne les demandeurs secourus, le problème essentiel apparaît être celui de quelques fraudeurs. C'est-à-dire de demandeurs qui bénéficient des aides sans pour autant justifier de droits. C'est surtout le travailleur qui est ici en cause. La seule solution efficace paraît être dans la mise en place de quelques équipes légères d'enquêteurs assermentés, qui pourront effectuer des contrôles ponctuels.

De telles équipes n'existent pas encore ?

— Non. Je vais donc en mettre en place dans chaque région dans les deux prochains mois.

— Le rôle de l'agence est cependant d'assurer l'orientation et le placement des chômeurs. Or, vos services rencontrent d'énormes difficultés pour remplir cette mission. Quelles sont les décisions que vous avez prises pour satisfaire les demandeurs d'emploi et faire face aux nouveaux qui vont se présenter dès juillet ?

— A la rentrée 1976, la situation sera fondamentalement différente de celle de l'année dernière. Certes, nous allons toujours avoir à accueillir un nombre important de demandeurs, notamment de jeunes, à partir de la rentrée de septembre. De plus en plus les formations professionnelles sont de type scolaire, ce qui conduit à mettre sur le marché du travail la plupart des jeunes à la même période de l'année. Mais la reprise économique doit entraîner et entraînera des maintenant des offres nettement plus nombreuses et la tâche qui nous incombe est de rapprocher les offres et les demandes. C'est pourquoi l'agence va mettre en place un certain nombre de dispositifs qui devraient lui permettre tout d'abord de mieux accueillir les demandeurs et d'être nettement plus efficace. En premier lieu le gouvernement vient de nous donner des moyens supplémentaires : l'A.N.P.E. est autorisée à recruter, dans les prochaines semaines, trois cent cinquante agents, qui seront en priorité affectés à l'amélioration de l'accueil du demandeur, notamment dans un certain nombre d'agences particulièrement surchargées ces derniers mois.

— Les effectifs de l'agence et les moyens dont elle dispose sont-ils suffisants pour conseiller les chô-

meurs, les orienter et les inciter à rechercher un emploi, même dans des endroits éloignés de leur domicile ?

— Pour améliorer l'efficacité générale des procédures de rapprochement entre offre et demande, l'agence se dote progressivement de toute une panoplie

de moyens qui concourent tous à une meilleure insertion ou réinsertion dans la vie professionnelle. Notre premier souci est de bien utiliser les offres d'emploi qui sont déposées à l'agence. Bien les utiliser, c'est d'abord les faire connaître, et pour cela, l'agence met en place en ce moment même des dispositifs modernes de transmission qui vont permettre aux agences d'échanger très rapidement les offres d'emploi.

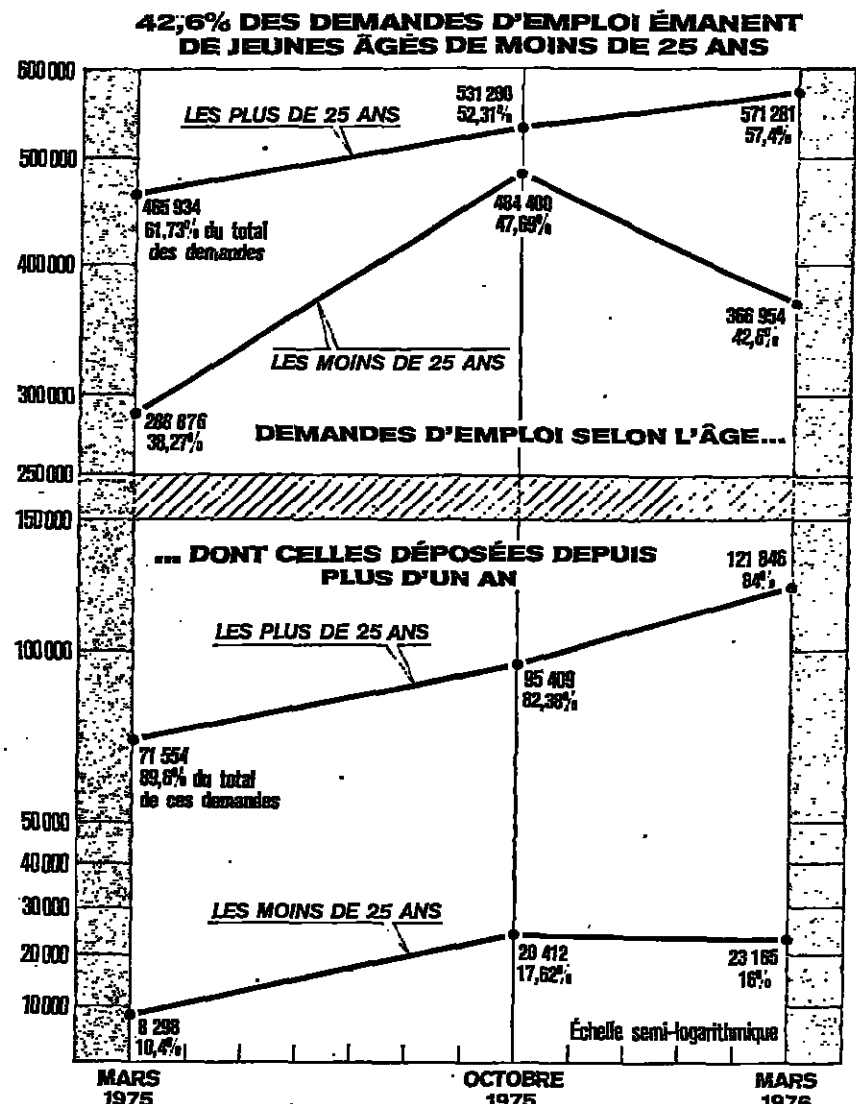
C'est ainsi que, pour Paris et sa proche banlieue, un réseau dit T.O.P. (transmission des offres de Paris) est en cours d'installation ; il sera expérimenté au mois de juin, et pleinement opérationnel au mois de septembre. Ce dispositif consiste à relier par télé-informatique vingt-huit agences. Les employeurs pourront adresser leurs offres par téléphone, soit à l'une des agences locales de l'A.N.P.E. soit à un « centre d'offres d'emploi ». Les offres seront aussitôt diffusées aux vingt-huit unités parisiennes.

— Ce dispositif sera-t-il étendu à d'autres régions ?

— Dans les mois qui suivront, dix-huit autres agglomérations seront dotées progressivement d'un dispositif comparable. Voici donc un premier moyen pour améliorer l'exploitation des offres déposées. Un deuxième moyen consiste à recourir d'une manière très pratique à la formation. Depuis quelques semaines, l'Agence peut sur son initiative lancer des actions, dites actions de mise à niveau.

— Lancer elle-même ?

— Lancer elle-même. Elle ne dispense pas elle-même les formations, mais c'est elle qui a l'initiative de ces actions. Leur caractéristique essentielle est de répondre à des offres qui ont été effectivement déposées dans une agence locale, mais qu'on ne peut satisfaire parce que les demandeurs qui accepteraient ces emplois n'ont pas toutes les qualifications requises.



Les services de l'Agence nationale pour l'emploi, qui recueillent les offres et les demandes d'emploi — dont le graphique retrace l'évolution récente, — sont en mesure, depuis juillet 1975, de faire état des raisons pour lesquelles ces personnes s'inscrivent à l'Agence.

En mars 1976, 14,5 % des demandes nouvelles étaient dues à un licenciement économique, 23,7 % à un licenciement pour un autre motif, 20,6 % à la suite d'une démission, 14,2 % en raison de la fin d'un contrat à durée déterminée, 4,4 % en raison d'une fin de mission temporaire, 19,5 % émanant de personnes à la recherche d'un premier emploi, 9,2 % des demandeurs venaient de travailleurs qui, à la suite d'une pause, entendaient reprendre une activité rémunérée et 2,6 % pour des raisons diverses.

Sections spécialisées pour cadres

— Y a-t-il déjà eu des expériences ?

— Une soixantaine d'opérations sont en cours de réalisation ou de lancement. Par ailleurs, pour mieux traiter les problèmes spécifiques des cadres, l'A.N.P.E. va mettre en place dans de grandes agglomérations un certain nombre de sections spécialisées. Elles seront chargées de suivre les offres d'emploi de cadre et de rechercher les demandeurs qui sont le mieux à même de répondre à ces offres.

Ferez-vous cela séparément ou en liaison avec l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) ?

— Nous nous sommes engagés avec l'APEC dans un processus qui devrait conduire à une bonne collaboration entre les deux institutions. Nous avons arrêté avec l'APEC, qui est correspondante de l'agence, un certain nombre d'axes de collaboration précis. C'est ainsi par exemple qu'un dossier d'inscription commun à l'APEC et à l'A.N.P.E. est en cours de préparation de manière à faciliter, dans les deux organisations, l'accueil des demandeurs et à diminuer les tracasseries administratives. En outre, l'agence va mettre en place, en collaboration avec l'ONI, un service spécial à Paris de placement des Français à l'étranger tant pour faciliter les recherches des Français qui souhaitent mener à l'étranger une expérience professionnelle que pour faciliter la tâche des entreprises qui doivent exécuter des marchés hors de nos frontières.

— Les pouvoirs publics viennent de majorer pour les jeunes demandeurs la prime de mobilité. Comme le Monde l'a annoncé, est-ce bien l'A.N.P.E. qui distribuera cette prime ?

— Le système actuellement en place n'est pas apparu pleinement satisfaisant ; en effet, l'agence n'assure que le placement sans prendre elle-même la décision d'accorder ou non la prime de mobilité et les indemnités de recherche d'emploi. Le gouvernement a donc décidé une réorganisation du système

d'accroître de ces primes. Il proposera au Parlement de transférer à l'agence le droit d'accorder ces aides de telle manière qu'elles facilitent plus directement le placement.

— Il est question, dans le VII^e Plan, d'amener l'agence à s'occuper davantage du travail temporaire. Des initiatives vont-elles être prises prochainement ?

— En ce qui concerne le travail temporaire, l'agence étudie effectivement, comme il est normal, de quelle manière pourrait être créé un secteur public de travail temporaire. En dépit d'abus souvent constatés, le travail temporaire correspond à certaines exigences d'une économie moderne et il est parfois demandé par des travailleurs. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion menée actuellement à l'agence et qui pourrait déboucher sur des projets précis dans les prochains mois.

Toutes ces initiatives impliquent un accroissement de travail pour le personnel de l'agence. Le recrutement de trois cent cinquante agents est-il vraiment suffisant ?

— Certes, malgré les renforts substantiels reçus ces deux dernières années, l'importance des tâches à assumer requiert du personnel un effort parfois anormal. Mais nous développons l'investissement de telle manière qu'il soit mieux à même de faire face à la situation de l'emploi. C'est ainsi que la perspective ouverte par le VII^e Plan est nette. Le service public de l'emploi fait l'objet d'un programme d'action prioritaire et un important développement des services de l'agence y est prévu. Il devrait conduire à mettre en place d'ici à 1980 une agence locale pour quelque vingt-trois mille salariés au lieu d'une pour trente-deux mille actuellement. L'autorisation qui vient de nous être accordée d'embaucher dès maintenant trois cent cinquante agents supplémentaires va dans ce sens.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT.

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE. PAS D'AUTORITE SANS FORMATION.

Au C.J.D. (Centre des Jeunes Dirigeants) nous pratiquons l'auto-formation. A la différence de tous les programmes de formation destinés aux dirigeants, le programme du C.J.D. est fait par des chefs d'entreprise. Pour des chefs d'entreprise. Il colle à la réalité car il répond au cahier des charges établi par les dirigeants eux-mêmes.

Cette formation sur mesure qui fait appel à l'expérience de tous comporte actuellement 4 thèmes forts : Leader et Responsable - Relations extérieures - Dialogue avec les syndicats - Groupes Auto-Diagnostic.

Leader et Responsable : cette session donne aux dirigeants les informations et les moyens pratiques pour améliorer leur compétence dans la conduite de réunions, le déroulement d'une interview, l'animation d'un groupe de travail, la négociation d'un plan de formation avec le Comité d'entreprise. Dialogue avec les syndicats : il permet aux chefs d'entreprise de se familiariser avec l'idéologie, la stratégie et la tactique des grandes centrales et d'aborder les problèmes légaux de la représentation du personnel et des syndicats dans l'entreprise.

Groupe Auto-Diagnostic (GAD) : il fait appel à la richesse, à la compétence qui existe dans le mouvement. Le chef d'entreprise qui veut faire le diagnostic de son entreprise réunit un groupe de dirigeants qui tous ensemble, vont faire une analyse objective et dégager les points forts et les points faibles de l'entreprise. Dans 90 villes de France, adhérer au C.J.D. c'est apporter son expérience aux autres membres mais c'est aussi acquérir l'expérience des milliers de chefs d'entreprise qui sont déjà membres. Si vous voulez faire profiter de votre expérience ou si vous voulez acquérir celle des autres, adhérez au C.J.D.

SI VOUS CROYEZ A L'ENTREPRISE VENEZ NOUS REJOINDRE.



JEUNES PATRONS.
19 AVENUE GEORGE-V, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71

ECONOMIE CONTEMPORAINE.

les fonctions économiques TOME 1
3^e édition mise à jour
546 pages - 64,05 F

les phénomènes monétaires TOME 2
2^e édition mise à jour
472 pages - 60,05 F

puf



Les nouveaux BONS DU TRESOR à intérêt progressif

6,50 % à 10,50 %
Taux actuariel brut annuel

A votre choix : • Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement.
• Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.

Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part, toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

حکومت اسلامی

NORD-
PAS-DE-CALAIS

Un poulailler qui remet en question la politique avicole

La France va-t-elle instaurer une limitation de la taille des ateliers de production agricole hors sol, autrement dit des porcheries et des poulaillers ? Lors de la première phase de la conférence annuelle agricole, le 13 mai, M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a retenu une proposition des professionnels qui sera soumise le 17 juin au premier ministre. Il s'agit de limiter le nombre des porcs à l'engraissement à mille huit cents têtes ou le nombre des truies reproductrices à cent vingt. Les poulaillers ne devraient pas contenir plus de trente mille poules pondeuses.

Les élevages de jeunes bovins ne devraient pas produire plus de cent cinquante à deux cents taurillons ou cinq cents à six cents veaux par an.

Pour justifier ces propositions, qui seraient mises en application grâce à un contrôle de l'octroi du permis de construire et à la limitation des aides publiques, les professionnels font remarquer que le développement de la taille de ces ateliers de production implique un recours de plus en plus large au salariat et pose de difficiles problèmes pour le traitement des effluents. Aussi, afin d'assurer également

une maîtrise de l'offre dans les secteurs avicole et porcin, souhaitent-ils que ce type de production soit réservé aux exploitants familiaux pour lesquels ces spéculations constituent un complément de revenu.

Ce problème n'est pas seulement théorique. Il s'est révélé avec le projet de création d'un poulailler de quatre cent cinquante mille pondeuses, à Hondoschoote, dans le Nord. Face aux vives réactions des professionnels, les pouvoirs publics s'efforcent de freiner le projet.

Au ras même de la frontière qui serpente invisible au milieu d'un paysage uniformément plat, vert, ponctué de maisons en briques, ridé par des rangs de peupliers, voilà le « couvoir de l'Étoile ». D'un côté de la route étroite qui mène en Belgique, trois ou quatre hangars alignés, longs et gris, sur des dalles de béton, où sont couvés les œufs et élevés les poussins. De l'autre, une maison cosue, flanquée de bâtiments plus fonctionnels : d'une part, les bureaux, de l'autre, les locaux de conditionnement et les garages. Derrière, une aire goudronnée où stationnent des camions aux marques de l'entreprise.

Le tout dégage un petit air de déconiture : volets tirés, arbres mal taillés, sacs et papiers qui traînent. Le « couvoir de l'Étoile » a été mis en règlement judiciaire en décembre 1974. Les poussins et poulettes se sont mal vendus, les aliments étaient trop chers, le « trou » financier dépassait 10 millions de francs. C'est une société de gérance libre qui fait fonctionner l'entreprise.

Apparemment, c'est l'histoire de la banqueroute malheureuse d'une famille : les Bollengière. Pourtant, c'est presque une affaire d'État qui se développe autour d'Hondoschoote : le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Pierre Méhaignerie, s'est rendu sur place, M. Christian Bonnet, le ministre, a été prié d'intervenir, M. Jean Tiberi, secrétaire d'État aux industries alimentaires, doit également faire le déplacement et le préfet a tenu le premier ministre informé. Quelques milliers d'habitants du Nord, mais aussi de Bretagne et de Belgique, sont venus manifester, le 14 avril, sur la grand-place, entre l'hôtel de ville et la cathédrale, deux monuments de pur style gothique flamand.

Pourquoi cette effervescence ? La société, dont le capital appartient à la famille Bollengière, a passé un concordat avec ses créanciers : les dettes pourront être apurées en dix ans. Toutefois, le « couvoir de l'Étoile » ne possède pas d'actif immobilier. Tous les bâtiments appartiennent en propre à la famille, qui les loue à la société et qui n'a pas l'intention de « remettre des billes » dans l'affaire. Il fallait donc trouver un partenaire. Jacques Bollengière a pensé à la firme anglaise de Newark, Eastwood Ltd. Le groupe britannique a tenté plusieurs fois de s'implanter sur le continent, notamment en Belgique. Sans résultat. C'est pour lui une bonne occasion, tout en faisant une belle affaire financière : Eastwood reprendrait à sa charge le règlement du concordat, mais deviendrait actionnaire majoritaire des couvoirs. Par un simple jeu d'écriture, l'opération ne coûterait finalement rien à la firme britannique.

Il y a cependant une difficulté : Eastwood ne s'intéresse pas particulièrement aux poussins et aux poulettes de ponte produits par le « couvoir de l'Étoile ». Sa spécialité, ce sont les œufs. Pour convaincre la société britannique, il fallait donc reconstruire les installations. Et surtout leur donner une taille internationale.

Jacques Bollengière a donc déposé un permis de construire pour sept ateliers de ponte d'une surface totale supérieure à 1 000 mètres carrés, sur un terrain de 5 hectares jouxtant la frontière. L'ensemble pourrait abriter 450 000 pondeuses. C'est énorme. Le permis est accordé. L'enquête de commodo et incommodo ne relève rien d'anormal. L'administration départementale ne voit pas d'inconvénient à la réalisation du projet. L'objectif régional est l'emploi : la création de ces poulaillers devrait per-

mettre d'occuper soixante personnes à plein temps. Le maire d'Hondoschoote y trouve des avantages : il y a sur la commune une centaine de pavillons neufs inhabités, ce serait une occasion de les remplir, sans parler des rentrées fiscales que cela assurerait à la commune. En outre, rien ne s'oppose à ce qu'une firme française soit renforcée par des capitaux britanniques. Jacques Bollengière pense donc que c'est la fin de ses difficultés.

Restent les aviculteurs. Curieusement, ils ne sont au courant de rien, alors que le projet est engagé depuis plus de quatre mois. Ni le permis de construire ni l'enquête sur les nuisances n'ont éveillé leur attention. Les services agricoles du département n'ont pas cru bon d'alerter les syndicats. C'est le préfet qui « a parlé » le premier au président de la fédération départementale.

La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Dans les milieux paysans du Nord d'abord, dans les organisations avicoles nationales ensuite. Pour les exploitants Eastwood est l'archétype du monstre exterminateur de la paysannerie familiale. Les gigantesques poulaillers que cette société possède en Grande-Bretagne fonctionnent comme une usine : les aliments y sont fabriqués avec des céréales canadiennes et du soja américain (210 000 tonnes par an) ; les poules, clouées dans de longs hangars, pondent 750 millions d'œufs et déjectent 180 000 tonnes de lisier, dont la moitié est déshydratée pour mettre en valeur les protéines — matières azotées — qui seront réincorporées dans des aliments pour animaux et l'autre destinée à faire de l'humus ; les poules réformées sont transformées en pâtée pour chiens ou chats. L'ensemble est soumis à des normes sanitaires très strictes, pour ne pas être ravagé par les épizooties.

« Aller jusqu'au bout »

Que se passerait-il si un géant analogue était implanté à Hondoschoote ? Les agriculteurs font deux remarques préliminaires :

● La récupération du lisier n'est pas possible en France. D'une part, il est interdit d'incorporer des fientes déshydratées aux aliments du bétail. D'autre part, le fumier de poule n'est pas utilisable sur les champs de pomme de terre — une production importante du Nord — car il leur donne mauvais goût.

● Ensuite, les responsables syndicaux estiment qu'une telle affaire déstabiliserait gravement le marché de l'œuf. Après deux années de marasme, qui ont provoqué la faillite de nombreux éleveurs, le marché se redresse depuis quelques mois, les cours atteignant un niveau relativement satisfaisant. Toutefois, l'équilibre entre l'offre et la demande reste précaire : la France, avec une production de 13 milliards d'œufs, est légèrement excédentaire (4 %). Il lui faut donc exporter. Les besoins globaux de la C.E.E. se trouvent satisfaits.

L'installation d'un poulailler géant à Hondoschoote risquerait de bouleverser cette situation.

Avec les 450 000 pondeuses prévues dans la première tranche des opérations, il assurait le tiers de la production du département et le cinquième de celle de la région. A son stade final — trois millions de pondeuses, — le poulailler devrait écouler ses produits dans toute la France et dans les autres pays membres de la C.E.E. Le projet met donc en cause toute

l'économie avicole de la Communauté. C'est la raison de la réaction particulièrement vive des producteurs, qui craignent d'être écrasés par ce concurrent. Quatrième région productive de France, le Nord ne compte actuellement que 2 800 000 poules en claustration. Le plus grand élevage français de ce type est installé actuellement en Bretagne avec 70 000 pondeuses.

Les plus modérés parmi les responsables agricoles sont prêts à considérer que le projet aura des « retombées » économiques intéressantes pour la région. Toutefois, il leur est impossible de tenir ouvertement ce langage, car le syndicalisme avicole est divisé : en simplifiant, les « modernistes » de la C.F.A. (Confédération française de l'agriculture) et les traditionalistes du C.N.A.D.A. (Comité national d'association et de défense des agriculteurs). Tactiquement, la C.F.A. est contrainte d'adopter une attitude intransigeante pour ne pas être débordée par le C.N.A.D.A.

Les agriculteurs flamands, dont l'entêtement et l'obstination sont légendaires, sont prêts « à aller jusqu'au bout ». C'est-à-dire empêcher la construction des poulaillers. Actuellement, le terrain de 5 hectares en bordure de la frontière belge a été labouré et ensemené de lin. Certains pensent que c'est une manœuvre : au moment de la moisson, alors que tous les hommes seront occupés dans les champs, les travaux de construction commencent.

A l'Étoile, Jacques Bollengière, flamand, grand, blond, lourd, qui nous reçoit quelques minutes sur un pas de porte, assure que rien n'est fait. « Les gens parlent, affabulent. Je ne démène pas. Je vous dirai toute la vérité quand ce sera fini. J'ai déposé le permis de construire pour intéresser les Anglais à mon affaire, de telle façon qu'ils prennent en charge le concordat. Mais rien n'est conclu... Si les agriculteurs manifestent pour empêcher l'affaire de se réaliser, ils refuseront de signer, car ils ont les autorisations pour faire le même chez eux... Le projet ne porte que sur quatre cent mille pondeuses. C'est une unité viable... Les clients ne viendront pas de l'étranger, ils seront fabriqués dans la région... Il n'est pas question d'installer trois millions de poulettes. Dites bien que ce projet, qui représente 10 millions d'investissements, est important pour la région. »

Pour lui, l'intervention des Britanniques est surtout l'occasion de se tirer d'un mauvais pas. Il admet que, s'il avait « 1 milliard ancien à investir, ce ne serait pas dans les œufs... ».

En attendant « toute la vérité », l'affaire devra se trancher au niveau politique. Un choix douloureux : faut-il, au nom de l'exploitation familiale, empêcher la création d'un poulailler géant par une société capitaliste ? Est-il raisonnable de bloquer, sous la pression des exploitants, un projet qui aura vraisemblablement un effet d'entraînement pour l'économie régionale ? Une solution ménageant la chèvre et le chou est-elle possible ? Pour l'heure, les pouvoirs publics ont choisi la politique de l'autruche : le comité des investissements étrangers a ajourné sine die l'examen du dossier ; le comité départemental d'hygiène du Nord — qui devrait se prononcer le 21 avril — aussi. Et le ministère de l'agriculture fait étudier discrètement la possibilité de barrer l'affaire en appliquant la législation sur les cumuls.

ALAIN GIRAUDO.

Ecco vous propose des intérimaires.
Pas des bouche-trous.

En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative.

Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturières.

Le problème est posé à Monsieur Bonifacio, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France, il connaît parfaitement les entreprises de sa région.

Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés.

Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services.

Cinq d'entre eux sont engagés définitivement.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise. Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Ecco

Des professionnels aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent.
A Paris: 704.60.98, à Lyon: (78) 52.65.18.

سكنة من الاصل

SPECTACLES

THEATRE DE DIX-HEURES
15 dernières à 20 h. 15
de Jean-Paul SEVRES dans
**ALORS,
TU FAIS L'ARTISTE**
« En toute liberté, le bull-
dozer de la contestation. »
B. MABILLE

هكذا من الاول

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

EXPANSIAL

recherche pour société algérienne de travaux routiers, réalisant routes, autoroutes, aéroports, grands travaux hydrauliques et aménagements de zones industrielles

ingénieurs

- Génie Civil spécialisé dans la conduite de gros chantiers de routes et terrassements
- Electromécanicien entretien matériel travaux publics
- Calculateurs BA
- Génie Civil et Béton, calcul BA, précontraint, connaissances génie civil (constructions métalliques, fondations, bâtiment, etc.)
- Exploitation de carrières
- Méthodes et prix de revient
- Etudes routières

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 7 années, assureront à des candidats de valeur, une carrière très motivante.

Il est offert :

- de bonnes conditions de séjour :
- logement meublé,
- sécurité sociale et retraite cadre
- une rémunération élevée (nette d'impôt et transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à EXPANSIAL, 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

Noryl engineering plastics Lexan

Avez-vous une expérience de la vente ou du marketing des matières plastiques ? En Hollande, à notre siège européen, nous disposons d'une équipe dynamique de spécialistes en marketing (nationalités différentes) et à Evry, près de Paris se trouve le siège social de notre filiale française.

Nous recherchons un **coordonnateur du marketing européen** qui sera responsable sur le plan européen de la coordination de nos activités dans un secteur industriel particulier. Cet homme, basé en Hollande, devra voyager à travers l'Europe.

et un responsable du développement pour la France

Il dirigera les opérations à partir d'Evry et sera membre de notre équipe marketing européenne.

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Si vous êtes intéressés par des responsabilités à l'échelle européenne dans une société multinationale très dynamique et desirerez de plus amples informations, écrivez nous à : General Electric Plastics B.V., Personnel Department, P.O.B. 117, Bergen op Zoom, Hollande ou téléphonez à Mme Bouzon, Evry 0779285.

General Electric Plastics B.V.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

cherche :

ingénieur de maintenance

- Pour réparations et maintenance d'équipements et de tout matériel de composants électroniques.
- Mise au point de programmes de maintenance et de diagnostics.

La responsabilité d'un groupe de techniciens lui sera confiée après une période de formation.

FORMATION : Ingénieur électronicien Grande Ecole.

EXPERIENCE : 1 à 2 ans d'expérience HARDWARE et SOFTWARE sur ordinateurs ou sur systèmes les utilisant.

- bien connaître la programmation
- avoir des notions de mécanique générale
- forte personnalité
- bonne connaissance de l'anglais.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE LOUBET.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prêt, et date de disponibilité à Mme LE GUET, B.P. 05 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

H+T BAU-COMPANY MBH

KERMANN STEINHAUSER STRASSE 2A D-506 OFFENBACH AM MAIN

recherche pour son bureau à OFFENBACH :

1 INGÉNIEUR BATIMENT CONFIRMÉ

LE CANDIDAT, DE FORMATION A. et M., E.T.P. OU SIMILAIRE :

- avoir au moins 6 ans d'expérience de maîtrise d'œuvre (Etudes et Réalisations), de préférence dans la construction, l'équipement et l'aménagement d'ensembles immobiliers ;
- être pluridisciplinaire ;
- posséder un bon contact humain ;
- faire preuve de dynamisme et d'autorité ;
- avoir le sens des responsabilités.

Il sera responsable d'un projet de construction de 2.000 logements, devra être un bon coordinateur. Langue allemande parlée et écrite.

Avoir si possible expérience de l'industrie du Nord.

Langue anglaise connue.

TRÈS BONNE RÉMUNÉRATION.

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEUR, E.T.P., A. et M. OU SIMILAIRE.

- Ayant une bonne connaissance technologique des matériaux de construction du bâtiment ;
- maître de la langue allemande (si possible technique) parlée, lue, écrite ;
- anglais souhaité ;
- expérience de l'industrie du Nord appréciée.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à :

H+T BAU COMPANY MBH

KERMANN STEINHAUSER STRASSE 2A

OFFENBACH AM MAIN.

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRÈRES

recherche pour sa

FILIALE ALGÉRIENNE

LE DIRECTEUR

D'UN IMPORTANT

PARC DE MATÉRIEL

Le lieu de travail se situerait à Alger

ELLE EXIGE :

- formation supérieure,
- expérience,
- sérieuses références.

ELLE OFFRE :

- stabilité d'emploi,
- salaire intéressant,
- logement assuré,
- adhésion aux organismes sociaux français (caisse de cadres, chômage assurances etc...)

Envoyer C.V. à ENTREPRISE RAZEL FRÈRES

Christ de Sadey B.P. 109

91403 ORSAY Cedex.

ATOM recrute

INGÉNIEUR T.P.
Expérience génie civil, adhésion d'eau, route
INGÉNIEUR T.P.
Tuyauterie, charpente.
Expérience égale 10 ans.
Anglais indispensable.
Durée chantier : 2 à Moyen-Orient
147, rue du Faub. Poissonnière,
Paris 9 - 0747-30

La Division Travaux Extérieurs d'un important fabricant de câbles téléphoniques longues distances recherche pour le MOYEN-ORIENT et l'AFRIQUE NOIRE

UN JEUNE INGÉNIEUR (25 ans minimum)

UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX (25 ans minimum)

ayant expériences de chantiers Outre-Mer, pour organisation, engineering et gestion de chantiers de génie civil.

Formations de préférence Travaux Publics.

Anglais obligatoire.

Adresser curriculum vitae et photos à n° 8825 « le Monde » Publi. 5 r. des Italiens, 75247 Paris-9, qui transmettra.

Pour missions de toutes durées à l'étranger (Afrique Noire, Francophonie et Arabie, Asie du Sud-Est, Amérique Latine, Moyen-Orient). Bureau d'Etudes et de Travaux International, rech.

INGÉNIEUR ROUTIER ETUDES

Diplômé d'une grande école ait quelques années d'expérience. Anglais et/ou Espagnol appréciés. Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V., photo et salaire si réf. 662/104 L.P.) à M. de Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS - Cedex 02.

POUR ÉTRANGER

DIRECTEUR PRODUIT.

pour usine éléments métalliques préfabriqués. Expér. requise en charpente métallique, tôlerie etc.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 1222/AL, A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS, PARIS, recherche pour séjour à l'étranger

INGÉNIEURS DIPLOMÉS GÉNIE CIVIL

Un à cinq ans expérience en étude et contrôle de travaux

PORTUAIRES

Résidence dans les pays arabes Extrême-Orient et Afrique Occid.

Anglais indispensable.

Les ingénieurs intéressés sont invités à prendre un premier contact en écrit. (C.V. et photo + salaire) réf. 141/104 L.P.) à M. de Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS qui transmettra.

POUR OUTRE-MER

CONTRÔLEUR TRAVAUX ÉLECTRICIEN

pr surveill. chant. industr.

Env. C.V. détaillé en précisant disponibilité, sous réf. 1222/AL, A.M.P., 40, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmettra.

A well-known American corporation seeks GENERAL MANAGER EUROPE INDUSTRIAL FILTRATION PRODUCTS

Minimum age : 35

Applicants must be engineering graduates and should have a proven record of sound and successful MARKETING AND SALES EXPERIENCE, PREFERABLY IN INDUSTRIAL FILTRATION.

Some general management experience and knowledge of FRENCH very desirable.

The candidate selected will be located in AMSTERDAM, and will be in charge of all manufacturing and marketing operations in several European countries.

Please write Ref. 437 Executive Search Consultants 183 rue de la Pompe 75115 Paris.

GFC

AFRICAN AIRLINES ASSOCIATION

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat retenu devra :

- être énergique,
- être diplomate,
- posséder un diplôme universitaire ou équivalent,
- être âgé de 32 ans minimum,
- être citoyen d'un État membre de l'O.U.A.,
- avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle ou militaire dont 5 ans au moins en rapport avec les transports aériens,
- posséder une connaissance approfondie de l'industrie du transport aérien et des organisations internationales s'y rattachant,
- accepter de nombreux déplacements,
- accepter d'habiter à Nairobi, siège de l'Association.

Un salaire important et de nombreux avantages seront offerts au candidat correspondant au profil demandé.

Env. lettre manuscrite, dét., C.V. et lettres de recommandation au plus tard avant le 30 MAI 1976, à :

The Ag. Secretary General African Airlines Association P.O. Box 20118 NAIROBI

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ET DE LABORATOIRE, basée à PARIS recherche pour son service ASSISTANCE TECHNIQUE EN ALGÈRE

JEUNE TECHNICIEN NIVEAU B.T.S.

Connaissances et qualités requises :

- Electronique - Électronique.
- Bonnes notions et présentation.
- Ponctualité.
- Anglais nécessaire.

VOITURE ET LOGEMENT FOURNIS.

Ecrire avec C.V. et présentations N° T. 86.974 M. RECHES-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Filiale Groupe international matériel industriel

cherche pour ses Usines en France

CHEF MÉTHODES

Ayant très sérieuse expérience en milieu industriel métallurgie ou fabrication en série.

Niveau Ingénieur.

CHEF ORDONNANCEMENT CENTRAL

des fabrications et des stocks - Niveau Ingénieur.

Ces deux postes comportent des responsabilités importantes.

Lien de travail : 150 km au SUD de PARIS.

Env. lettre man., C.V. et prêt, sous numéro 57.510, Contesse F., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmet.

DISTRICT MANAGER

pour Région EST, CENTRE-EST, SUD-EST

- Vous connaissez à fond le marché des Véhicules Utilitaires grâce à vos années d'expérience dans le milieu du Poids Lourd,
- Votre dynamisme et votre personnalité vous font rechercher les responsabilités et les contacts,
- Vous êtes disponible et acceptez la mobilité.

... Alors vous êtes l'homme qu'il nous faut pour participer au développement en France du premier constructeur mondial de Véhicules Automobiles.

Adressez votre curriculum vitae détaillé à :

GENERAL MOTORS FRANCE

Service du Personnel (YM)

5, bd Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE Produits Alimentaires

recherche pour ses Usines situées 100 Kms Nord de Paris

Responsable des Achats

30 ans minimum

dont le rôle sera d'assurer les négociations avec les fournisseurs (en particulier pour les achats de MATIÈRES PREMIÈRES et de produits de CONDITIONNEMENT) et d'assurer une cellule Approvisionnement de 5/6 personnes.

Ce poste demande une bonne formation générale et commerciale et une solide expérience des Achats, acquise de préférence dans une Société de Produits de grande consommation.

Les dossiers de candidatures - indiquant rémunération actuelle - sous R.E.M. 1168 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

Ingénieurs Comment une dimension en s'installant

recherche pour notre entreprise à Lyon

Institut Pasteur

PHARMACIEN MICROBIOLOGISTE

VAUDREY (27)

SANDVIK

RECENTRALISE A CALEANS - LA VILLE

CHEF DU SERVICE ET RELATIONS PUBLIQUES

jeunes cadres

(Hommes ou Femmes)

Diplômés Grandes Ecoles techniques - spécialités ou génie, chimie, physique, etc.

adéquats, pour une formation commerciale qui leur permettra de mettre en pratique leurs connaissances.

Ces postes nécessitent une volonté de réussir, le sens des contacts et des responsabilités.

Rémunération élevée liée aux résultats.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous référence 5654 B A

OPÉRATION PUBLIQUES

RECHERCHE D'UN SECTEUR D'ACTIVITÉ

Industrie aéronautique (Pyr.-Atl.)

420 personnes

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

Recherche pour notre entreprise à LYON

حکذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs commerciaux. Comment acquérir une dimension européenne en s'installant en Province.

Nous sommes la première société de service informatique Européenne, et nous recherchons des hommes ambitieux pour assurer la continuité de notre expansion. Nous aimerions rencontrer des jeunes vendeurs ayant une ou deux années d'expérience, des vendeurs confirmés pour s'occuper de nos principaux clients au niveau Direction Générale.

Postes à pourvoir à Lyon, Grenoble, Annecy, Marseille, Toulouse.

Téléphoner ou écrire à M. Alcaraz 46, rue La Boétie 75008 PARIS.

Tél. 522.17.09.

gsi

1^{er} groupe Européen de service informatique de gestion.

Institut Pasteur PRODUCTION recherche

PHARMACIEN MICROBIOLOGISTE

en vue fabrication et contrôle de vaccins bactériens

Séjour de 2 ans au MOYEN-ORIENT envisagé après un stage d'un an à l'Institut de VAUDREUIL (27)

- Bonnes connaissances d'Anglais ;
- Age 30 ans minimum ;
- Expérience industrielle souhaitée.

Env. C.V. + photo au Département du Personnel, 24, rue du Docteur-Roux - 75015 Paris.

BORDEAUX Important Etablissement Public recherche

CHEF DU SERVICE ANIMATION INDUSTRIELLE

Il sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des opérations individuelles et collectives tendant au développement de l'activité industrielle de la région.

Age minimum 35 ans. Formation supérieure. Connaissance du milieu industriel et spécialement des P.M.I. appréciée.

Expérience gestion et activité bancaire très souhaitées.

Imagination, dynamisme et sens de la négociation, goût du service public.

Adresser C.V. + photo + rémunér. actuelle sous n° F. 8.488. HAVAS, 54, cours Chapeau-Rouge, 33.075 BORDEAUX, qui transmettra.

SANDVIK DECENTRALISE A ORLEANS - LA SOURCE (45100) SON SIEGE SOCIAL recherche

CHEF DU SERVICE PUBLICITÉ ET RELATIONS PUBLIQUES

SANDVIK S.A., filiale d'un important groupe international, fabricant et distributeur des produits industriels, recherche son responsable de la publicité, des relations publiques et de l'information interne pour remplacer l'actuel titulaire du poste promu à de plus hautes fonctions. Il intervient comme expert auprès des départements opérationnels à qui il propose les actions publicitaires et promotionnelles compatibles avec le budget qu'il gère. Il en assure l'exécution et est seul responsable des contrats avec les prestataires de services.

Nous voyons à ce poste un professionnel de la publicité et des relations publiques parlant couramment l'anglais et ayant au moins cinq ans d'expérience des produits industriels. Le poste est à pourvoir à Orléans-La Source.

Adresser C.V. détaillé en précisant numéro du poste à pourvoir + photo à SANDVIK Services du personnel, 2, rue du Colombier 45000 ORLEANS.

DISCRETION ASSURÉE.

SOCIÉTÉ ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS (Dépoussiérage - Filtration air Épuration des gaz) recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCE

• Ses fonctions couvriront toutes les activités commerciales et administratives liées au développement en Région NORD d'un ensemble de Produits Industriels de qualité.

• Base : PARIS un à deux ans puis LILLE.

• Ce poste d'ingénieur concerne un jeune ingénieur ayant une expérience industrielle de 3 à 5 ans dans la Vente de Biens d'Équipements Industriels et l'introduction de l'industrie de la Région Nord.

• Anglais apprécié.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. détaillé avec indication de la rémunération actuelle, à n° 5225 SIPEP, 2, r. Croix, 2, 42.

Recherche
DIRECTEUR DE GESTION
ou ENTRAÎNEMENT
ou DÉCORATION
ou BREVET. Tél. : 33-55-4.

Société Informatique recherche pour PARIS et grandes Villes de Province plusieurs

jeunes cadres

(Hommes ou Femmes)

diplômés Grandes Ecoles techniques - scientifiques ou gestion, désireux, après une formation adéquate, de faire une carrière commerciale qui leur permettra de mettre en pratique leurs connaissances.

Ces postes nécessitent une volonté de réussir, le goût des contacts et des responsabilités.

Rémunération élevée liée aux résultats.

Envoyer CV détaillé et photo sous référence 5654 B à :

Organisation et publicité
2 rue du Commerce 75002 PARIS

PS Conseil JEUNE RESPONSABLE ÉTUDES ET MÉTHODES 65.000 F

RICHARD LE DROFF, premier constructeur européen de cheminées d'intérieur, recherche pour son usine d'Aubagne (Eure et Loir) un Responsable Études et Méthodes. Dépendant du Directeur d'usine, il aura la responsabilité des études d'industrialisation et du bureau des méthodes. En liaison avec la création, il préparera l'organisation du travail et les outillages pour les ateliers. Il sera également chargé des approvisionnements et assurera les contacts avec les fournisseurs. Ce poste convient à un candidat âgé de 27 ans au moins, possédant un bon niveau de formation technique, mécanique de préférence, ayant acquis une première expérience des méthodes et/ou des études. Il sera bien familiarisé avec les systèmes d'industrialisation de préférence. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 65.000 francs.

Adresser C.V. sous Référence A/2421M à :

PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discrétion assurée

audit

Nous sommes une Société Française d'Audit et d'Expertise Comptable de Révision et de 400 personnes implantées dans 15 villes en France. Le développement de nos centres de NANTES et de RENNES nous permet d'intégrer un septembre prochain :

5 COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Responsables de missions de haut niveau, ils doivent posséder le diplôme d'Expertise Comptable ou le Certificat Supérieur de Révision et avoir 3 ans d'expérience minimum en cabinet.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence HELIOS FRANCE à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Autreville - 75009 PARIS

Fonderie aéronautique (Pyr.-Atl.) 420 personnes recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

— Formation écoles ingénieurs + gestion (I.A.E. O.P.A. etc.).

— Expérience commerciale dont exportation.

— 30 ans minimum.

— Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : MESSIER - FONDERIE D'ARUDY - 4290 ARUDY.

SOCIÉTÉ IMPORTANTE région de TARBES recherche pour une unité de production en cours de montage,

le responsable du service entretien mécanique

QU'IL AURA À ORGANISER

Le candidat aura au moins 35 ans et assurera l'entretien préventif et le dépannage de machines spéciales, telles que presses, chaînes de montage, fours, etc.

Ce poste conviendrait à un Technicien Supérieur ayant une bonne expérience en :

- mécanique générale
- hydraulique
- pneumatique
- technologie du vide.

Adresser lettre, C.V. détaillé et prétentions à No 57285, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS SA BRANCHE recherche

POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE SPÉCIALISTE FISCALITÉ ET DROIT DES SOCIÉTÉS

Formation expertise ou administration appréciée. Certificat supérieur juridique et fiscal ou équivalent.

Résidence Basse-Normandie.

Adresser lettre candid. C.V. et prétent. No 6949 P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CHEF SERVICE ACHATS CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES REGION LA ROCHELLE

La Société fabrique des moteurs diesel à hautes performances. Pour lui confier la responsabilité des Achats et Approuver, elle recherche un Ingénieur ou Cadre expérimenté en achats techniques : métallurgie et mécanique. Connaissances techniques approfondies et Analyse de la valeur souhaitées.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 666M

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ORLÉANAISE recherche

CADRE COMPTABLE

Sa mission sera de :

- contrôler la comptabilité générale et analytique ;
- participer à l'élaboration des budgets.

Expérience indispensable. Situation d'avenir.

Envoyer C.V. et photo à n° 51.788, Contesse Pl., 30, av. Opéra, Paris 1^{er} qui transmettra.

Recherchons CADRES 30 ans minimum

X - ENA - CENTRALE - ENS - ESSEC pour postes haute responsabilité au sein d'un établissement d'un groupe spécialisé de la promotion immobilière.

Avant au moins 5 ans d'expérience dans entreprise ou administration.

Résidence dans ville province (100 km de PARIS par autoroute). Logement assuré.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1475 à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

ROSSIGNOL S.A. recherche un

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour développer les ventes de son département collectives.

Age minimum 35 ans.

Poste exigeant dynamisme, esprit d'équipe et disponibilité pour déplacements fréquents mais de courte durée.

Nécessaire habiter proximité LAVAL (53)

Adresser C.V. + photo et prétentions à DIRECTION DU PERSONNEL 33150 MONTSURS

GROUPE MINIER IMPORTANT recherche

pour une des 22 sociétés exploit. ou s'installant d'uranium en Lorraine

1 RESPONSABLE ADMINISTRATIF

ayant de solides connaissances comptables, de gestion de personnel et de gestion administrative. Des connaissances en informatique seraient appréciées.

La poste à pourvoir se situe dans la Région de Lorraine

Env. C.V. et prét. n° 64.967 B BLEU, 17, r. Labat, 93000 Vincennes, qui transmettra.

Expert-Comptable recherche pour diverses villes de province collaborateurs, experts-comptables, commissaires-inspecteurs, diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou expérience approfondie du contrôle, pour exécution missions courantes.

Position cadre. Ecrire N° 8.807 à Le Monde + Pub. 5, rue des Italiens, 75007 PARIS (4).

Centres d'Animation Culturelle recherche

ADMINISTRATEUR

pour Direction administrative et financière.

Expérience exigée.

Envoyer C.V. et références à : Président du C.A.C. Boite postale 20, 16007 ANGOULÈME Cedex.

Importante Société produits pharmaceutiques recherche

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

possédant une très solide formation agricole (biv. ingénieur ou technicien supérieur) et une expérience réelle pour les problèmes liés à la commercialisation. Les postes à pourvoir impliquent une résidence en Champagne ou aux environs de Nancy.

Adr. C.V., photo perdue et prét. s/réf. 2.149 à P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

Importante Société Internationale recherche

Ingénieur d'affaires expérimenté

en Electricité Industrielle et Postes de Transformation (génie civil, charpentes métalliques, électricité haute, moyenne et basse tension).

Profil souhaité :

- diplômé des Grandes Ecoles d'ingénieurs (spécialité électricité)
- ayant plusieurs années d'expérience des affaires dans le milieu entreprise.

Le poste, rattaché au Chef du département, aura notamment pour vocation de coordonner, sur le plan national et entre les différents établissements régionaux, les activités, dans les disciplines indiquées.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue OUEST.

Écrire avec C.V. photo (ret) et prétentions s/réf. 347, à SWEET'S B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

IMPORTANTE INSTITUTION FINANCIÈRE largement implantée sur le territoire recherche

ANIMATEUR DE HAUT NIVEAU

pour créer et promouvoir un club de plusieurs dizaines d'utilisateurs de matériels informatiques de même marque.

LA FONCTION COMPORTE :

- Un aspect technique : recherche et diffusion de l'information, conception et organisation de la formation, animation de groupes de travail ;
- Un aspect représentation à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

Compte tenu de la qualité des interlocuteurs et de l'étendue des problèmes, les Candidats, de formation supérieure, devront avoir :

- De très bonnes connaissances informatiques acquises dans l'exercice de responsabilités au sein d'une Direction informatique ;
 - Une grande aptitude et un goût certain pour les relations humaines ;
 - De très bonnes qualités d'animateur, une bonne expression écrite et orale.
- Une expérience bancaire serait souhaitée.
- Age : 35 ans minimum.

Le poste, situé à Paris, nécessite de fréquents mais courts déplacements en province.

Env. lettre manus., C.V. détaillé, photo et prêt. à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris.

FIRME INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION MONDIALE cherche

Auditeurs professionnels

ayant déjà, au moins, 5 ans de pratique et un fort niveau de réussite professionnelle.

Préférence sera donnée aux candidats qui ont eu, par ailleurs, une expérience dans un poste opérationnel.

Adresser C.V. sous réf. RUDEL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Verneil 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES (Grande banlieue NORD) leader mondial dans sa branche. Nous recherchons

INGÉNIEURS

FORMATION E.C.P., A.M., ENSI ou équivalent

qui veulent élargir leur compétence technique :

- dans la fonction AVANT-ACHATS : recherche au niveau du Groupe de nouveaux produits et de nouveaux fournisseurs ;
- conviendrait même à débutants ; anglais nécessaire.

- dans la fonction ETUDES APRES-VENTE : élaboration et suivi des méthodes après-vente et de la documentation technique ;
- expérience préalable bureau d'études ou après-vente appréciée ; anglais nécessaire.

Large possibilité d'évolution au sein de notre Groupe International.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 57.779 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

twint
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ENGINEERING PÉTROCHIMIQUE
PORT DE NEUILLY
recherche

INGÉNIEUR DE PROCÉDÉ
5 ans d'expérience minimum dans engineering
pétrole-pétrochimie, diplômé génie chimique si
possible ENSEPC.

INGÉNIEUR CONFIRMÉ
Chaudronnerie-métallurgie, connaissant codes de
calcul, fabrication, soudure.

INGÉNIEUR CONFIRMÉ
en contrôle-instrumentation (pneumatique et élec-
tronique), si possible diplômé école de BESANCON
ou équivalent.
10 ans d'expérience minimum.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN CONFIRMÉ
Expérience en installations industrielles exigée.
Diplôme apprécié.

**TECHNICIEN LABORATOIRE
ET ANALYSE**
Formation DUT analyse physico-chimique (IUT-
LANNION), pour mise au point méthodes d'analyses,
spécifications matériel labo.

Envoyer C.V. détaillé au Service du Personnel,
10, rue Jean-Jaurès - 93807 PUTEAUX.

JURISTE CONTRATS très expérimenté

Nous sommes un important groupe français de sociétés industrielles.
Notre activité à l'exportation représente une part élevée de notre chiffre d'affaires et s'exerce notamment dans le cadre de contrats clés en main et d'opérations complexes.
Nous recherchons un candidat pour compléter notre équipe de juristes spécialistes en contrats internationaux.
Seule la candidature d'un juriste ayant de solides connaissances théoriques sanctionnées par un diplôme universitaire, possédant au moins 5 années de pratique dans ce domaine, ainsi que la maîtrise complète parlée et écrite de la langue anglaise pourra être retenue.
Envoyer C.V. détaillé à M. DUSSIER 89, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche
pour son SERVICE EMPLOI

CADRE

EXPERIMENTÉ DANS L'ÉVALUATION,
ORIENTATION DU PERSONNEL

Il sera particulièrement chargé d'assister le Directeur
du Personnel d'un Département comprenant 20 centres
de distribution en province (1.500 personnes) :

- Dans les problèmes d'évaluation du potentiel
du personnel ouvrier, employé, de maîtrise et
technicien.
- Dans l'orientation de ce personnel en fonction
de ses aptitudes et des besoins du Département.
- Dans le suivi du personnel ayant participé à
des actions de formation.

Il sera donc associé à toutes les opérations de
mutation et de promotion.

Ce poste s'adresse à des candidats connaissant bien
les techniques d'évaluation des aptitudes huma-
ines, et ayant une expérience minimum de 2 à 3 ans
des milieux industriels, notamm. employé-ouvrier.

Nombreux déplacements en province à prévoir.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 348, à
SWERTS, B.P. 249, 75014 PARIS CEDEX QUI V.

L'ORÉAL

veut renforcer ses équipes de Marketing et d'Administration-
Gestion pour soutenir son développement en France et dans
le monde, et recherche quelques jeunes cadres de grande qualité
ayant la capacité de prendre à terme des responsabilités de
Direction. Ils ont, de préférence, une formation supérieure,
ils parlent au moins une langue étrangère et vivent une
expérience opérationnelle depuis trois ans environ dans une
entreprise de produits de grande consommation nationale ou
internationale. L'exercice de responsabilités dans des postes de
type chef de produit, chef des ventes, contrôleur de gestion, etc.,
leur a permis d'acquies de réelles compétences professionnelles.
Une grande attention sera également apportée aux aptitudes
et motivations des intéressés, en particulier à la faculté
d'engagement personnel, à la capacité de prendre des initiatives
et de les mener à bien.
L'Oréal sera très exigeant dans son choix, car la politique de la
société est de développer la promotion interne et, dans ces
conditions, il est nécessaire de s'assurer que les candidats aient
de réelles chances de réussite dans un milieu compétitif.
Il leur sera proposé, après un stage de familiarisation avec
la vie de l'entreprise, de prendre de véritables responsabilités
opérationnelles dans une des sociétés françaises à Paris. Ces
responsabilités tiendront compte des aspirations des intéressés,
de manière à permettre à chacun de donner rapidement sa
vraie mesure. Une réussite dans cette première étape confirmera
les perspectives d'évolution vers une fonction de Direction en
France ou dans une filiale des 30 pays étrangers où le Groupe
est implanté. Les candidatures sont à adresser à la Direction
des Relations Humaines (annonce n° 25) - L'ORÉAL,
14, rue Royale, 75008 PARIS, qui s'engage à observer la plus
totale discrétion.

ingénieurs matières plastiques

Un des premiers groupes français de la transformation du
plastique recherche :

UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT réf. 2549/M.
Rattaché au Directeur Général de la division, il exercera
son activité dans l'usine de Normandie (100 km de Paris,
450 personnes). Il participera à l'élaboration des recherches
et essais et à la mise au point des produits nouveaux. Il
apportera en outre une assistance technique au Directeur
de l'usine. Ce poste convient à un ingénieur chimiste de 30
ans minimum, connaissant bien les matières plastiques.
Langues étrangères appréciées.

UN CHEF DE S.E. réf. 2550/M.
Rattaché au Directeur de développement de la division à
Paris, il devra superviser et animer une petite équipe de
dessinateurs-projetants, établir avec les services commer-
ciaux les contacts nécessaires à la réalisation du cahier des
charges et suivre la réalisation des projets. Ce poste
convient à un ingénieur de 30 ans minimum, connaissant
bien la réalisation des plastiques. La connaissance des
moules et matières plastiques serait appréciée. Anglais
souhaité.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle
sous la référence choisie (à mentionner sur l'ensemble).
Le secret des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SAVIEM

recherche pour sa Direction des Techniques et
des Moyens de Fabrication, à Suresnes :

Responsable méthodes carrosserie-montage

Auprès du Chef des services méthodes carrosserie, il sera responsable
des sections montage-peinture-sellerie et garnissage.
Sous son autorité : l'animation, la coordination et la gestion de ces sec-
tions, les plannings, les plans d'investissements et les démarrages de
fabrication.
Ce poste, impliquant une large autonomie, conviendrait à un ingénieur
(diplôme A.M., Centrale...) ayant déjà acquis une solide expérience des
méthodes carrosserie dans l'industrie automobile de préférence.

Ingénieur études d'implantation

Dans le service méthodes carrosserie, il sera chargé d'études d'implan-
tations d'ateliers de montage, et sera responsable de l'élaboration et
du suivi des plannings et du budget de ces implantations.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur possédant quelques années
d'expérience industrielle, acquises si possible dans un service méthodes
de l'industrie automobile.
Adresser C.V. sous réf. 105 au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES
E, quai Léon-Blum - 92152 Suresnes

YAC CHAUVIN

MACHINES ET ÉQUIPEMENTS DE BUREAUX
PARIS et RÉGION PARISIENNE

AGENTS COMMERCIAUX

HOMMES ou FEMMES, CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS
Perfectionnement assuré avant mise en route.

Prix et mini garanti (6 premiers mois).
Possibilité de rémunération motivante et élevée.

Tél. (277-15-15 ou 887-21-79, poste 338), ou écrire, ou se présenter au Siège,
6-10, rue aux Ours, PARIS-9.
(Métro Étienne-Maellat), le mardi 18 mai 1976 à partir de 8 h. 30.

GRUPE EUROPÉEN

EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

Nous concevons, fournissons et finançons
des installations industrielles
et cherchons pour cette activité un :

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE ou TRAVAUX PUBLICS

ayant les compétences suivantes :

- Négociations à un niveau élevé ;
- Financement à l'étranger ;
- Établissement et suivi des contrats ;
- Expérience à l'étranger appréciée.

Langues : allemand, anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

120.000 +

Société de transports maritimes très dynamique
(Paris - Madeleine, Saint-Lazare) recherche

Responsable administratif et comptable

justifiant d'une formation supérieure, d'une bonne expé-
rience financière et de préférence d'une expérience des
activités maritimes.
Le poste suppose l'aptitude à exercer des responsabilités
et des fonctions de direction.
L'Anglais serait très apprécié.
Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus
haut niveau. Il sera répondu à toutes.

Adr. CV man., photo et prétentions, s. réf. M 7573
LEPA-RECRUTEMENT
94, rue St-Lazare - 75009 Paris

Pour CLAMART

PUPITREUR

Sté 370 IBM
pour horaires décalés.
NE PAS PREVOIR
DE VACANCES

Adresser C.V. manuscrit
et photo à E.P.P. 110,
84 Gabriel-Péri, Malesherbes

ETIENNE-MONCEAU
Sté d'Expertise Comptable
offre postes stables
et salaires élevés à :

ASSISTANTS

— possédant DECS complet
— expér. adjoint 1 à 2 ans de
Cabinet
— libérés rapidement.

Adr. C.V., manuscrit et prêt à
ORIS-H.F., 25, av. Franklin-
Roosevelt, 75008 PARIS

ESOP recherche jeune femme
ou **CHEF D'ÉQUIPE**
quelques années d'expér. profess.
Déplacement, fréq. en province.
Permis de conduire impératif.
Env. C.V. : 92, av. d'Orléans 1391
Puy-Acton Educative Ch. téle-
cateur. Bac éco., min. 22 ans,
univ. Ecr. ou tél. : Directeur,
21, rue Mendès-France, 92230 Garches
Colombes - 781-12-15 - 12-60.

ENGLISH CHINA CLAYS

le plus important producteur
du monde de matières premières
pour Céramique,
rech. pour la vente de ses produits en France

Technico-Ceial

Ingénieurs Céramiste, ayant une expérience
minimum 3 ans. Personnalité dynamique, et
anglais courant indispensable pour poste
basé à Paris.
Salaire suivant, compétences, voiture fournie,
fraîs voyages payés.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à la
filiale d'E.C.C. à PARIS - POCHIN - 22 bis,
rue de Paradis 75010 PARIS.

Importante Banque
SAVILLIERE SEF
équipée de deux I.B.M. 145 et 158 OS/VS + TP
créé un poste de

Chef d'Equipe « DÉVELOPPEMENT »

référence 2014 M
Chargé de la création et du développement de
programmes généraux concernant les traitements
à l'aide de terminaux 370, il assurera la coordi-
nation de l'ensemble de ces travaux dans un souci
de méthodologie et de définition de standards
d'utilisation. De formation supérieure, cet informaticien
très expérimenté (5 ans environ) devra
pouvoir s'engager en matière de système et de
télétraitement (C.I.C.S.) dans une optique de
réalisations d'applications.
Une rémunération de 100.000 F/an constituerait
une base de discussion.

Adjoint au Chef d'équipe « DÉVELOPPEMENT »

Les postulants pourraient avoir l'un des profils
suivants :

- Jeune Ingénieur d'environ 2 ans d'expérience
sur des problèmes informatiques de même na-
ture.
- ou posséder une expérience d'environ 2 à 3 ans
de programmeur système (assembleur O.S. et
télétraitement).
- ou libéré de ses obligations militaires, titulaire
d'une maîtrise d'informatique système, ayant
réalisé un projet de fin d'études coconcr.

Faire acte de candidature sous la référence
indiquée à Jean FORACCHIA

PARANET INFORMATIQUE
conseil en recrutement
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE A VOCATION NATIONALE

recherche pour PARIS

juriste contentieux

niveau doctorat en droit ou similaire
pour une activité d'assistance juridique
auprès des membres.
Poste autonome au sein d'une équipe
dynamique.
Le traitement de départ annuel sera
de 90.000 francs minimum.

Ecrire sous référence 10.645 M

plein emploi 156, Bd Haussmann
75008 PARIS.

La Direction de l'Action San-
itaire et Sociale des Hauts-de-
Seine recrute : des pharmaciens
diplômés d'Etat, exerçant
en crèches ou en P.M.I. Possi-
bilité de logement et de rachat
de maison. S'adresser à la
DASS des Hauts-de-Seine, ser-
vice du personnel, 141, avenue
Joliot-Curie, 92013 Nanterre.
(Tél. : 781-41 et poste 55-56.)

Société EL MARCH recherche
CHARGÉ D'ETUDES Homme,
formal, I.E.P., E.S.C., Sc. ECO.,
quelques années expér. établis.
Contact facile.
Age env. 25 ans environ.
Tél. pour R.V. 380-35-55.

Cadre administratif pour
Société effectif 53, connaissances
exigées : comptabilité, les socié-
tés, Logement assuré. Adresser
C.V. et prétentions à M. DELOT,
34, rue de la Mission
10000 TROYES

Etabl. public de rech. scien-
tifiques Sanitaire Onco demande
pour diriger l'équipe technique
chargée de la maintenance des
installations de contrastes stabi-
lisés et de climatisation de son
Centre de Calculs.

UN INGÉNIEUR
Formation A.M., INSA ou offi-
cier mécanicien de la Marine
marchande.
Adr. C.V. à IRIA, Service du
Personnel, B.P. n° 5,
78150 LE CHEVREY

chef des
services financiers
et comptables

promotion bancaire

recherche pour sa Direction des Techniques et
des Moyens de Fabrication, à Suresnes :

Responsable méthodes
carrosserie-montage

Ingénieur études d'implantation

120.000 +

Société de transports maritimes très dynamique
(Paris - Madeleine, Saint-Lazare) recherche

Responsable
administratif et comptable

LEPA

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
A VOCATION NATIONALE

recherche pour PARIS

juriste
contentieux

plein emploi

UN INGÉNIEUR

PREMANAN

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

PRODUCTION

مكتبة الادب

صحة من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche
pour son SERVICE EMPLOI

CADRE
responsable dans l'évaluation
et l'orientation du personnel

Particulièrement chargé d'assister le Directeur
Personnel d'un Département comprenant 11.700 personnes
dans les domaines d'évaluation du potentiel
des personnes, conseil, emploi, de maîtrise et
technique.

• Dans l'élaboration de ce personnel en fonction
des besoins et des besoins du Département.

• Dans le suivi du personnel ayant participé à
des stages de formation.

• Dans l'analyse à toutes les opérations de
recrutement et de promotion.

• Dans l'analyse à des candidats connaissant bien
le secteur d'activité des aptitudes humaines
et ayant une expérience minimum de 3 à 5 ans
dans les domaines industriels, notamment employé-ouvrier
dans les départements en province à priori.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 427,
Service Recrutement, COMPAGNIE BANCAIRE,
25, avenue Kléber, 75116 PARIS.

VIENNOIS

chef de service des Techniques et
de la fabrication, à Suresnes :

**possibles méthodes
d'assemblage**

de Chef des services méthodes d'assemblage, il sera chargé
des tâches suivantes : - assurer la mise au point et la
réalisation de la fabrication, la coordination et la gestion de
la production, les études d'investissement et les études de
coût.

Il impliquera une large autonomie, conduisant à un poste
à A.M. C'est-à-dire, il devra être capable de prendre
la décision dans l'industrie automobile de pointe.

ingénieur études d'implantation

service études d'implantation, il sera chargé de la
réalisation de la mise au point et de la réalisation de la
fabrication et de la gestion de la production, les études de
coût et de la mise au point de la fabrication.

Adresser C.V. sous réf. 108 au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES
8, quai Jean-Baptiste - 92152 Suresnes

120.000 +

de transports maritimes très dynamique
à (Méditerranée, Saint-Lazare) recherche

**Responsable
industriel et comptable**

est une fonction supérieure, d'une bonne école
de formation et de préférence d'une expérience de
10 ans minimum.

Il devra être capable d'exercer des responsabilités
de gestion et de direction.

Il devra être capable de prendre des décisions
confidentielles et de gestion.

Adresser C.V. sous réf. 108 au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES
8, quai Jean-Baptiste - 92152 Suresnes

150

de gestion et de direction

est une fonction supérieure, d'une bonne école
de formation et de préférence d'une expérience de
10 ans minimum.

Il devra être capable d'exercer des responsabilités
de gestion et de direction.

Il devra être capable de prendre des décisions
confidentielles et de gestion.

Adresser C.V. sous réf. 108 au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES
8, quai Jean-Baptiste - 92152 Suresnes

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

**La SEGECE, spécialiste de la promotion
des équipements commerciaux,
cherche son**

**chef des
services financiers
et comptables**

Rattaché au Secrétaire Général, il aura la responsabilité
de toutes les fonctions comptables de la société :
comptabilité générale, bilans, comptabilité analytique,
trésorerie.

Le candidat retenu, âgé au minimum de 30 ans, aura :

- un diplôme de comptabilité supérieure (expertise
comptable ou au moins DECS) et une grande
école de commerce
- une expérience comptable à un niveau élevé,
- de préférence dans le domaine de l'immobilier
- des notions d'informatique
- un goût pour l'organisation.

L'évolution à terme au sein de la Société ne posera pas
de problèmes pour un candidat de valeur.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 427,
Service Recrutement, COMPAGNIE BANCAIRE,
25, avenue Kléber, 75116 PARIS.

offres d'emploi

**BANQUE
HERVET**

Nous souhaitons intégrer à notre
département financier un

**cadre chargé des relations
avec les institutionnels**

Il aura pour mission de promouvoir et de
développer les relations d'affaires avec ce
secteur.

Ce poste s'adresse à des candidats diplômés
d'études supérieures, pouvant justifier de
connaissances approfondies des marchés
Actions et Obligations (France et Etranger),
et d'une expérience de 4 à 5 ans.

La nature et le niveau des interventions
impliquent également un tempérament
commercial affirmé.

La connaissance de l'anglais est vivement
souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions
à BANQUE HERVET, Direction du
Personnel, 127, av. Charles-de-Gaulle,
B.P. 154, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

offres d'emploi

COCOPOPO

POUR SON CENTRE DE FORMATION
recherche

ANIMATEURS

3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

- Dans Direction moyenne ou grande surface.
- Ou gestion d'un département ou groupe dans
grande surface.

**POUR ELABORER PROGRAMMES
FORMATION - ANIMER DES STAGES**

Prévisions déplacements.

Entrer avec C.V. et prétentions
R. KELLER F.N.C.C.
Maison de la Coopération
33, quai Le Gallo, 92-Boulogne.

offres d'emploi

**BANQUE
FORTE EXPANSION**
recherche

GRADÉS

3 ans d'expérience minimum

Adresser C.V. sous référence REID
(à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

compagnie bancaire

**Filiale française groupe international
(Composants électroniques)**

ENGAGE :

**RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT
TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**DE LA DIRECTION
DES ÉTUDES COMMERCIALES**

Cet INGENIEUR, ESE, TELECOM, 5 à 7 ans d'expérience
dans un département technique de systèmes
de télécommunications, aura la charge de grouper,
analyser les informations relatives aux développe-
ments techniques des équipements de télécommu-
nication pour permettre d'en déduire leur incidence
à moyen et à long terme sur la demande de
composants. Il participe au choix des nouveaux
produits et à la planification des fabrications en
France et dans les autres usines du Groupe.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle à n° 6278
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

Le Ministère de la Défense

**Direction Technique
des Armements terrestres**
recherche pour ses

SERVICES INDUSTRIELS

**INGÉNIEUR
APRÈS VENTE**

- Formation de base en mécanique.
- Expérience de bureau de fabrication méca-
nique très souhaitée.
- Expér. en mécanique automobile appréciée.

Pour suivi technique et après-vente de matériels
exportés. Poste comportant l'encadrement d'une
petite équipe et des contacts fréquents avec les
sociétés de vente et organismes représentant les
clients.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à l'Établis-
sement d'armement AMX-APX, Service S.D.O.,
Route de la Minière, SATORY, 78013 VERSAILLES.

offres d'emploi

P.M.E.

**spécialisée dans
l'équipement automobile**
deuxième sur son marché
en pleine expansion

CADRE COMMERCIAL

pour prendre la responsabilité des ventes dans
HYPER Région Parisienne.

- si vous êtes jeune et dynamique ;
- si vous avez l'expérience de la vente aux
détachés du 8° rayon ;
- une formation supérieure de Commerce ;
- si vous aimez l'action ;
- si vous avez l'esprit d'initiative.

NOUS VOUS OFFRONS :

la possibilité de devenir rapidement

CHEF DES VENTES

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
M.A.P. - 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

GENERAL ELECTRIC
recherche pour son département

COMMANDE NUMÉRIQUE

**UN INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

DESCRIPTION DU POSTE :

60 % : préparation et conduite d'un cours de
formation sur la commande numérique de
machines-outils.

40 % : support technique pour service commerce.

Lieu de travail : proche Banlieue Sud Paris.
Déplacement peu nombreux en France métropolitaine.

QUALIFICATIONS INDISPENSABLES :

- bonnes connaissances en électronique ;
- aptitudes à l'enseignement ;
- bonne maîtrise de la langue anglaise.

QUALIFICATIONS SOUHAITÉES :

- expérience dans la commande numérique
de machines-outils ;
- connaissances de l'italien.

LA SOCIÉTÉ OFFRE :

- une formation complète en Allemagne et
aux États-Unis ;
- un travail sur des équipements de tech-
nologie avancée ;
- une intégration dans une équipe dyna-
mique.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions
au Service du Personnel,
42, AVENUE MONTAIGNE, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche

pour développer des applications nouvelles
de photocomposition et de gestion :

UN INGÉNIEUR ANALYSTE
Formation ENSI

UN INGÉNIEUR SYSTÈME
Formation ENSI INSA ou Universitaire

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
Formation IUT

Connaissances souhaitées :

- PRESSE OU ÉDITION
- MATÉRIEL IBM
- SYSTÈME DOS - VS
- CICS
- DB2
- Cobol ANS et assembleur

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo
au n° 8229, 4 rue de la Madeleine - Publi-
cité, 5, rue des Italiens, 75247 Paris-9, q. tr.

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
EN CHAÎNES SÉRIÉES
(RACK - JOBBER)**

Implantée en France depuis 16 ans

5 dépôts régionaux

spécialisée dans les articles de quincaillerie,
outillage, électricité, radio, T.V., accessoires vélos
recherche d'urgence

UN RESPONSABLE COMMERCIAL
qui sera chargé de la prospection et des contacts
au niveau des centrales d'achat et des chaînes
de distribution.

LE CANDIDAT DEVIRA AVOIR :

- une expérience d'une dizaine d'années ;
- résider à Paris ;
- pouvoir assurer de fréquents déplacements
en province ;
- avoir des connaissances dans la recher-
che des produits ;
- être libre rapidement

La rémunération sera de 100.000 F/an.

Ce poste convient à un cadre de 30 ans minimum.

Adresser curriculum vitae avec photo (retournée) à
COGIMA
233, rue de Crimée,
75019 PARIS.

Importance Société d'Ingénieurs-Conseils
recherche

INGÉNIEUR

très expérimenté en géotechnique
spécialiste de
géotechnique routière

expérience Outre-Mer, pour direction des activités
de la Société dans ce domaine et courte mission
à l'étranger.

Poste basé à Paris.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. RR 15 M
PROFILS
5 bis, rue Keppler,
75116 PARIS.

**VENTILATION
CONDITIONNEMENT
D'AIR**

Société d'ingénierie et de construction
nucléaire, nous recherchons pour nos
affaires à l'étranger un ingénieur
spécialiste de ventilation et condition-
nement d'air.

Basé à Paris, il devra définir les systèmes
de ventilation et de conditionnement
d'air, spécifier les matériels correspondants
et gérer les études d'exécution. Une fonction
donc de pilote d'affaires.

C'est un ingénieur diplômé ou un auto-di-
plômé ayant au moins cinq ans d'expérience
acquise de préférence en ingénierie.

Entre à No 15760 Contesse Publicité,
20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

PREMAMAN
filiale de la REDOUTE
recrute à Surville

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

ASSEMBLEUR et PL 1

Connaissance des systèmes de gestion de stocks
souhaitée.

ROLE :

- assurer la mise en place d'un IBM 370/115 ;
- réorganiser les chaînes existantes et les
développer.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo à : PREMAMAN
21, de Fosse-Saint-Wilfrid - B.P. 8, 95170 Surville.

**ingénieur
technico commercial**

de haut niveau - parlant anglais

Responsable du Marché sidérurgie
mécanique sein de la filiale fran-
çaise d'un groupe international du
secteur industriel.

sera chargé :

- de la réalisation des
budgets
- de l'accomplissement des
actions commerciales
- de la réalisa-
tion et de la rentabilité des affaires
négociées
- de la pénétration de la
Société dans ces marchés.

aura :

- une formation d'ingénieur
- la connaissance du milieu sidérurgique
(service énergie et ou fluides).

Adresser C.V. + lettre man. + photo +
prét. à/réf. 134 Direction du Personnel
ALFA-LAVAL
62/70 rue Y. Tourgueneff
75230 Boulogne

responsable marketing

Nous avons vu nous démarquer dans un marché
difficile et concurrentiel à progresser grâce à notre
politique marketing. Dans cette optique la

que nous recherchons doit avoir et faire progresser
notre Société en apportant une connaissance rigou-
reuse du marketing, une formation supérieure, une
expérience de 3 à 5 ans de marketing dans une
Société de produits alimentaires. Sous la responsabilité
du Directeur Général vous établirez et suivrez le plan
marketing, vous rassemblerez les données du marché,
vous chercherez de nouveaux débouchés, en liaison
avec le commercial vous préparerez et coordonnerez les
actions publicitaires et de promotion. La fonction
que nous offrons est large et stimulante. Notre Société
est située en banlieue ouest. Réponse et description
adressées à la lettre man. + C.V. + photo + rém.
adressée au réf. 4955/9 à M. de la Roche.

bernard juliet psycom
33, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

SOCIÉTÉ DE CONSEILS et d'ENGINEERING
recherche pour son développement
en FRANCE et à l'ÉTRANGER

**un ingénieur
technico-commercial**

Le candidat, ingénieur de formation (TP, AM,
etc.) doit avoir une grande expérience des
problèmes de bâtiment et de commercialisation
pour montage d'affaires et négociations de
contrats au plus haut niveau.

Langue anglaise exigée.

Age minimum 35 ans.

Envoyer C.V., photo, prétentions à No 57943
CONTESSÉ Publicité 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GROUPE PRIVE D'ASSURANCES
offre à PARIS plusieurs postes de

RÉDACTEURS (TRICES) PRODUCTION

- Économiste, risques industriels.
- Multirisques particuliers et professionnels.

2 à 3 ans d'expérience suffisent, ces postes ouvrent
des possibilités d'évolution.

Adresser lettre de candidature avec C.V. et prêt.
sous le numéro 1590 à : PUBLICITÉS REUNIES,
112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmet.

DIRECTEUR EXPORT

120 / 140.000 +

Un très important groupement de producteurs du sec-
teur agricole recherche son futur Directeur Commercial
à l'Exportation (Pays Méditerranéens et Moyen Orient
notamment). Ce poste sera confié à un Cadre Commer-
cial de haut niveau, 35 ans minimum, et possédant
une expérience très complète et vécue des marchés à
l'exportation (prospection, négociations, contrats, cré-
dits...). Cette expérience aura été acquise de préférence
dans le secteur des matières premières alimentaires.
Parfaite maîtrise de la langue anglaise parlée et écrite
indispensable.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adres-
sera nos données d'information et dossier de
candidature sur demande. Réf. 687M.

consultant

Pour assurer le développement de notre
Département de Conseil en Gestion, Or-
ganisation et Informatique.

Nous recherchons un expert CONSULTANT pour
des missions de haut niveau.

Il devra posséder :

- une formation supérieure,
- une expérience approfondie des Systèmes de
Gestion,
- une expérience en Informatique,
- de hautes
compétences en Communication, 3 à 4 ans
de pratique en Entreprise ou en Cabinet.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. HELIOS
FRANCE S.A. à L.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

**CENTRE DE FORMATION
ET DE CONSEIL EN GESTION**
recherche

SPECIALISTES
en

**MARKETING
SCIENCES HUMAINES
FINANCE-CONTROLE DE GESTION**

Ces postes à plein temps sont ouverts à des
personnes de haut niveau (grandes écoles de
gestion ou grandes écoles scientifiques avec for-
mation complémentaire, Doctorat, M.A.), ayant
une expérience en formation et conseil.

Les candidats, après avoir adressé à n° 6830 au « Monde »
Publicité, 8, rue des Italiens, 75247 Paris-9, q. tr.

UN INGENIEUR

est une fonction supérieure, d'une bonne école
de formation et de préférence d'une expérience de
10 ans minimum.

Il devra être capable d'exercer des responsabilités
de gestion et de direction.

Il devra être capable de prendre des décisions
confidentielles et de gestion.

Adresser C.V. sous réf. 108 au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES
8, quai Jean-Baptiste - 92152 Suresnes

[illegible]

SPORTS

JEU A XIII

CARCASSONNE CHAMPION DE FRANCE

L'avènement de l'abnégation et de la méthode

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Une longue caravane de voitures décorées aux couleurs jaunes et noires de l'Association sportive Carcassonne XIII au vert et blanc du Football Club de Léognan empruntant la même nationale 113 pour rallier le stade municipal de Toulouse ; deux équipes accompagnées sur le terrain par leur fanfare et leurs majorettes ; un chaud soleil pour illuminer la fête ; il n'en fallait pas plus pour oublier les déboires de l'équipe nationale et redonner à cette finale autochtone du championnat de France de jeu à XIII son parfum du terroir.

A défaut d'assister à une grande partie, les deux mille spectateurs de la finale se sont consolés avec la victoire de Carcassonne par 14 points à 6, puisqu'elle consacrait un club exemplaire : celui qui a passé le plus prestigieux des titres de champion et huit victoires en Coupe de France, mais aussi à l'avenir le plus riche de promesses avec cette équipe dont le moyen d'âge dépasse à peine vingt-trois ans.

Champion de France un an après une révolution de palais qui amena le départ du président, de l'entraîneur et de six joueurs internationaux remplacés au pied levé par des jeunes du club : l'aventure de cette équipe carcassonnaise est assurément peu commune, même si elle récompense et illustre la nouvelle politique de formation imposée aux trinités par la signature, en 1972, avec les quinzistes, d'un protocole d'accord qui interdit tout recrutement abusif de part et d'autre.

Plus de vigneron

Même si les nouveaux éléments avaient déjà rodé leurs automatismes et leur collision depuis l'école de jeu à XIII de la Maison des jeunes de Carcassonne puis au sein des équipes cadettes et juniors du club, la réussite spectaculaire de cette griffe peut laisser perplexes. Les contemporains de Puig Aubert ou de Gilbert Benassou, qui portèrent si brillamment les couleurs jaunes et noires dans les années 60, regretteront peut-être que cette victoire marque l'avènement de l'abnégation et de la méthode au détriment de la force et de l'impulsion. Après le football et son cousin germain, le rugby, le jeu à XIII donne à son tour dans le sérieux.

Si les Carcassonnais se sont imposés, c'est avant tout parce qu'ils ont su priver de ballon les trois-quarts de Léognan en plaquant sans relâche leurs adversaires et en neutralisant habilement leur meneur de jeu, le troisième ligne Michel Maïque. C'est aussi en démontrant que les plus beaux essais de trois-quarts, tels ceux réussis par Moyas (30' et 66' minute) ou par Bérail (80' minute), ne préparent souvent par un obscur travail de sappe et de fixation, au niveau des avants.

Mais si on ne voit plus sur les terrains de jeu à XIII ces courses folles de béliers au menton carré et à la poitrine bombée comme une comode Louis XV, char-

geant en force, un bras gardant le ballon et l'autre disposé à bouclier, c'est peut-être avant tout parce que cette race d'athlètes est en voie de disparition. Évoquant cette pénurie de grands gabarits, l'entraîneur de l'équipe de France, M. André Carrière, nous expliquait qu'à son avis « un entraînement ou deux par semaine et un emploi sédentaire ne remplacent jamais toute une vie au grand air et effectuée les durs travaux des champs ».

Sport du terroir catalan et languedocien, le jeu à XIII se coupe de plus en plus de ses vraies racines en généralisant dans ses clubs, surtout en cette période de crise viticole, cette forme de promotion sociale qui consiste à favoriser l'entrée dans une administration des meilleurs espoirs du club. Ainsi s'explique-t-on à peine de ne plus trouver aujourd'hui de vigneron dans deux équipes qui fleurissent aussi bon les corbiers que Carcassonne et Léognan.

Condamné à vivre en autarcie depuis la signature du protocole d'accord, le jeu à XIII de par son implantation plus rurale qu'urbaine, ne peut adopter en France le professionnalisme comme en Angleterre ou en Australie. C'est dans son aptitude à concilier les maigres ressources de la majorité des clubs avec la nécessité d'un entraînement de plus en plus contraignant que le jeu à XIII définit pour la signature, en 1972, avec les quinzistes, d'un protocole d'accord qui interdit tout recrutement abusif de part et d'autre.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME

Le Cubain Casanas devant Guy Druet.

Le recordman du monde du 110 mètres haies, Guy Druet, a été devancé, samedi à Formin (Italie), par le Cubain Alessandro Casanas (1.85 mètre, vingt-deux ans), qui a réalisé l'excellent temps de 13 secondes 3. Un autre Cubain, blanc celui-là, Juan Torenza (1.90 mètre, vingt et un ans), a gagné le 800 mètres en 1 minute 45 secondes 2, loin devant le peloton.

Une cadette se révèle à Montigny.

A Montigny-lès-Cormeilles, la Nordiste Véronique Renties (quinze ans) a enlevé le 800 mètres cadettes en 2 minutes 5 secondes 1, à une seconde du minimum pour Montréal.

TENNIS

L'U.R.S.S. élimine la R.F.A. en Coupe Davis.

En zone européenne A de la Coupe Davis, l'U.R.S.S., représentée par Metreveli et Rakoulla, a éliminé la R.F.A., qui alignait Metter, Pinner et la paire Fassbender-Pohmann en double.

Fibak gagne à Bournemouth.

Le Polonais Wojtek Fibak (vingt-trois ans), nouvel espoir européen, a remporté le tournoi sur terre battue de Bournemouth en battant Manuel Orantes en finale (6-2, 7-9, 6-2, 6-2), après avoir éliminé François Jauffret en demi-finale.

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DE BELGIQUE

Cinquième victoire consécutive pour Ferrari

Zolder. — Ferrari peut se prévaloir d'un résultat qu'aucun constructeur, en formule 1, n'avait encore obtenu : cinq victoires consécutives dans les cinq premiers Grand Prix disputés depuis le début de l'année. Victoires au Brésil, en Afrique du Sud, aux États-Unis, en Espagne et, enfin, le 16 mai, en Belgique. Quatre succès pour Niki Lauda, le champion du monde, qui est presque assuré, au tiers

De notre envoyée spécial

Au point où en sont les choses, Ferrari semble avoir toutes les chances de remporter grand prix sur grand prix. La suprématie et la régularité de l'équipe italienne sont même telles qu'un grand chelien, est du domaine du possible, encore qu'en sport automobile la part des imprévisibles rende cette éventualité bien vulnérable. A vrai dire, la question qui se pose, en l'occurrence, n'est pas de savoir si l'équipe de la marque de la cavallina, qui a gagné le Grand Prix de la République, est la suivante : quel pilote et quelle voiture peuvent battre, dans des conditions normales, les Ferrari ? La réponse n'a pas changé d'un grand prix à l'autre. Il y a l'équipe Mac Laren, les nouvelles Tyrrell à six roues, et la Ligier-Matra de Jacques Laffite.

A Zolder, les Mac Laren de Hunt et de Mass étaient moins compétitives que précédemment. C'est même Hunt, le vainqueur disqualifié du Grand Prix d'Espagne, qui a apporté la meilleure aide possible à Lauda et à Regazzoni en leur permettant d'abandonner pendant le premier quart de la course. Ce genre d'obstruction, qu'aucune réglementation ne peut

écarter ou pénaliser, eu égard à la complexité des impressions et à l'absence d'un code pratique, nuit d'ailleurs au plus haut point au spectacle et à la régularité des épreuves automobiles. Autant dire que Laffite avait Regazzoni en point de mire et que la fin du Grand Prix de Belgique était pleine de promesses. C'est à ce moment-là qu'un autre pilote, Mario Andretti (Lotus), réagissait, pourtant, à plusieurs tours, devant Laffite. Pour le dépasser, le pilote de la Ligier, dont l'impétuosité était bien naturelle, commutait d'un coup de volant la chasse aux Ferrari était terminée, et Laffite, moins motivé, au demeurant fatigué, se contentait d'assurer sa troisième place. Le plus important était de conserver cette position qui laisse l'équipe Ligier au premier plan de la formule 1.

La Tyrrell à six roues

Il semble que la période de rodage touche à sa fin et que chacun, chez Ligier, ait mis à profit les débuts du début de saison pour mieux appréhender les difficultés de la formule 1. L'opinion de Jacques Laffite est, à cet égard, révélatrice : « On a tout fait, à l'exception de la sixième roue, grand prix était une chose relativement facile. Je me rends compte à présent que nous étions trop optimistes. Moi, le pilote, qui n'ai pas de doute, nous sommes encore beaucoup à apprendre, mais nous sommes sur la bonne voie. Parce que nous sommes très intelligents, dit-il dans un état de rare. Chaque grand prix nous permet de mieux comprendre la course, et surtout de mieux nous comprendre ».

Sur le coup, la bagarre entre le Français et la Ligier avait peut-être éclipsé les Tyrrell à six roues. Ce serait un oubli de ne pas noter que Jody Scheckter, a réussi à se classer quatrième avec cette voiture, dont l'originalité le dispute désormais à l'efficacité.

FRANÇOIS JANIN.

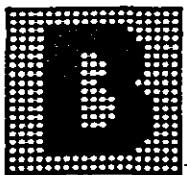
(1) Hunt devrait abandonner, transmission cassée.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

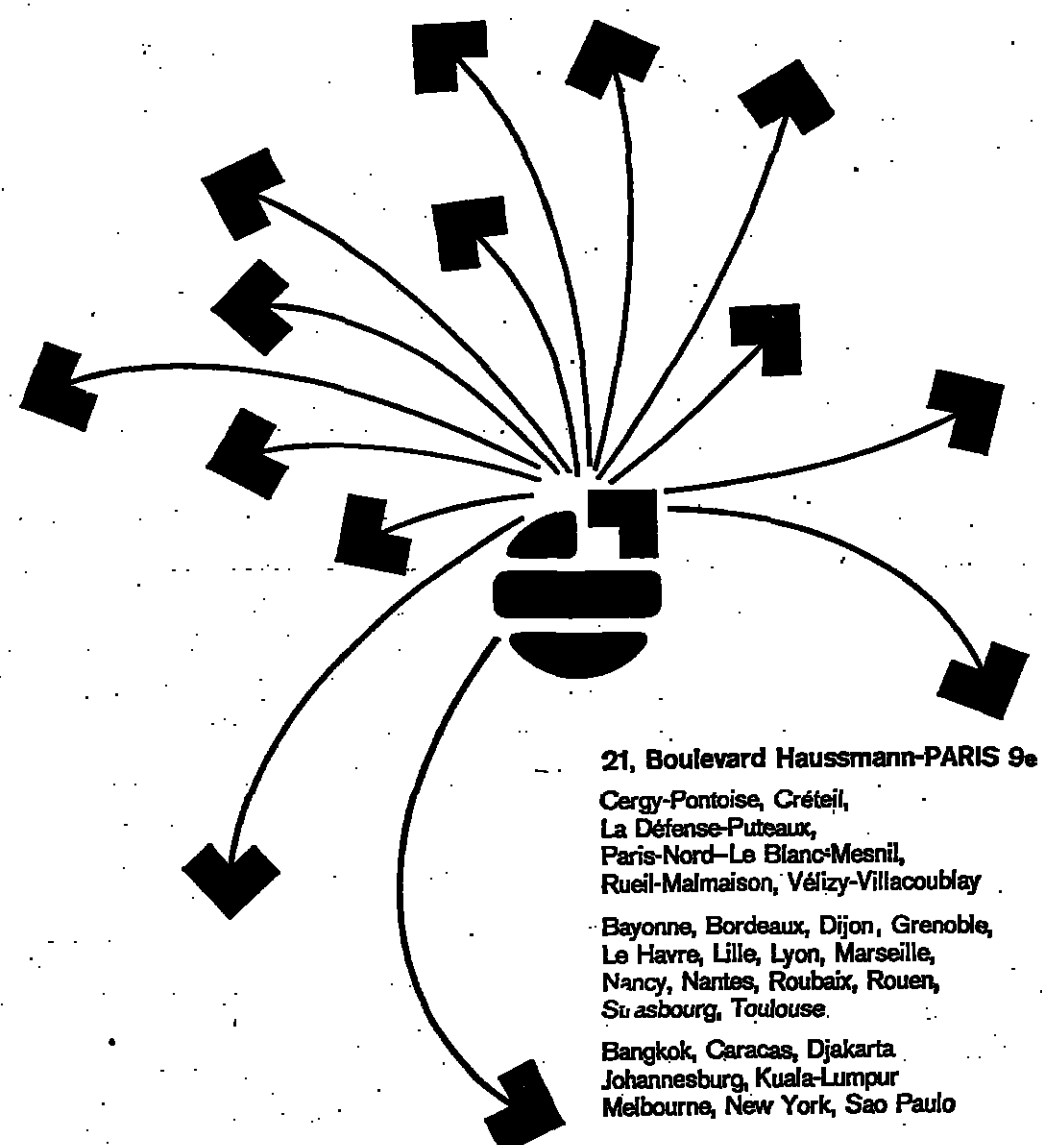
GRAND PRIX DE BELGIQUE
1. Lauda (Ferrari) ; 2. Regazzoni (Ferrari) ; 3. Laffite (Ligier-Matra) ; 4. Scheckter (Tyrrell) ; 5. Jones (Surtees) ; 6. Mass (Mac Laren) ; 7. Hunt (Mac Laren) ; 8. Andretti (Lotus) ; 9. Villeneuve (Fittipaldi) ; 10. Piquet (Williams) ; 11. Watson (McLaren) ; 12. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 13. Jones (Surtees) ; 14. Mass (Mac Laren) ; 15. Hunt (Mac Laren) ; 16. Andretti (Lotus) ; 17. Villeneuve (Fittipaldi) ; 18. Piquet (Williams) ; 19. Watson (McLaren) ; 20. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 21. Jones (Surtees) ; 22. Mass (Mac Laren) ; 23. Hunt (Mac Laren) ; 24. Andretti (Lotus) ; 25. Villeneuve (Fittipaldi) ; 26. Piquet (Williams) ; 27. Watson (McLaren) ; 28. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 29. Jones (Surtees) ; 30. Mass (Mac Laren) ; 31. Hunt (Mac Laren) ; 32. Andretti (Lotus) ; 33. Villeneuve (Fittipaldi) ; 34. Piquet (Williams) ; 35. Watson (McLaren) ; 36. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 37. Jones (Surtees) ; 38. Mass (Mac Laren) ; 39. Hunt (Mac Laren) ; 40. Andretti (Lotus) ; 41. Villeneuve (Fittipaldi) ; 42. Piquet (Williams) ; 43. Watson (McLaren) ; 44. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 45. Jones (Surtees) ; 46. Mass (Mac Laren) ; 47. Hunt (Mac Laren) ; 48. Andretti (Lotus) ; 49. Villeneuve (Fittipaldi) ; 50. Piquet (Williams) ; 51. Watson (McLaren) ; 52. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 53. Jones (Surtees) ; 54. Mass (Mac Laren) ; 55. Hunt (Mac Laren) ; 56. Andretti (Lotus) ; 57. Villeneuve (Fittipaldi) ; 58. Piquet (Williams) ; 59. Watson (McLaren) ; 60. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 61. Jones (Surtees) ; 62. Mass (Mac Laren) ; 63. Hunt (Mac Laren) ; 64. Andretti (Lotus) ; 65. Villeneuve (Fittipaldi) ; 66. Piquet (Williams) ; 67. Watson (McLaren) ; 68. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 69. Jones (Surtees) ; 70. Mass (Mac Laren) ; 71. Hunt (Mac Laren) ; 72. Andretti (Lotus) ; 73. Villeneuve (Fittipaldi) ; 74. Piquet (Williams) ; 75. Watson (McLaren) ; 76. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 77. Jones (Surtees) ; 78. Mass (Mac Laren) ; 79. Hunt (Mac Laren) ; 80. Andretti (Lotus) ; 81. Villeneuve (Fittipaldi) ; 82. Piquet (Williams) ; 83. Watson (McLaren) ; 84. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 85. Jones (Surtees) ; 86. Mass (Mac Laren) ; 87. Hunt (Mac Laren) ; 88. Andretti (Lotus) ; 89. Villeneuve (Fittipaldi) ; 90. Piquet (Williams) ; 91. Watson (McLaren) ; 92. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 93. Jones (Surtees) ; 94. Mass (Mac Laren) ; 95. Hunt (Mac Laren) ; 96. Andretti (Lotus) ; 97. Villeneuve (Fittipaldi) ; 98. Piquet (Williams) ; 99. Watson (McLaren) ; 100. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 101. Jones (Surtees) ; 102. Mass (Mac Laren) ; 103. Hunt (Mac Laren) ; 104. Andretti (Lotus) ; 105. Villeneuve (Fittipaldi) ; 106. Piquet (Williams) ; 107. Watson (McLaren) ; 108. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 109. Jones (Surtees) ; 110. Mass (Mac Laren) ; 111. Hunt (Mac Laren) ; 112. Andretti (Lotus) ; 113. Villeneuve (Fittipaldi) ; 114. Piquet (Williams) ; 115. Watson (McLaren) ; 116. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 117. Jones (Surtees) ; 118. Mass (Mac Laren) ; 119. Hunt (Mac Laren) ; 120. Andretti (Lotus) ; 121. Villeneuve (Fittipaldi) ; 122. Piquet (Williams) ; 123. Watson (McLaren) ; 124. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 125. Jones (Surtees) ; 126. Mass (Mac Laren) ; 127. Hunt (Mac Laren) ; 128. Andretti (Lotus) ; 129. Villeneuve (Fittipaldi) ; 130. Piquet (Williams) ; 131. Watson (McLaren) ; 132. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 133. Jones (Surtees) ; 134. Mass (Mac Laren) ; 135. Hunt (Mac Laren) ; 136. Andretti (Lotus) ; 137. Villeneuve (Fittipaldi) ; 138. Piquet (Williams) ; 139. Watson (McLaren) ; 140. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 141. Jones (Surtees) ; 142. Mass (Mac Laren) ; 143. Hunt (Mac Laren) ; 144. Andretti (Lotus) ; 145. Villeneuve (Fittipaldi) ; 146. Piquet (Williams) ; 147. Watson (McLaren) ; 148. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 149. Jones (Surtees) ; 150. Mass (Mac Laren) ; 151. Hunt (Mac Laren) ; 152. Andretti (Lotus) ; 153. Villeneuve (Fittipaldi) ; 154. Piquet (Williams) ; 155. Watson (McLaren) ; 156. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 157. Jones (Surtees) ; 158. Mass (Mac Laren) ; 159. Hunt (Mac Laren) ; 160. Andretti (Lotus) ; 161. Villeneuve (Fittipaldi) ; 162. Piquet (Williams) ; 163. Watson (McLaren) ; 164. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 165. Jones (Surtees) ; 166. Mass (Mac Laren) ; 167. Hunt (Mac Laren) ; 168. Andretti (Lotus) ; 169. Villeneuve (Fittipaldi) ; 170. Piquet (Williams) ; 171. Watson (McLaren) ; 172. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 173. Jones (Surtees) ; 174. Mass (Mac Laren) ; 175. Hunt (Mac Laren) ; 176. Andretti (Lotus) ; 177. Villeneuve (Fittipaldi) ; 178. Piquet (Williams) ; 179. Watson (McLaren) ; 180. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 181. Jones (Surtees) ; 182. Mass (Mac Laren) ; 183. Hunt (Mac Laren) ; 184. Andretti (Lotus) ; 185. Villeneuve (Fittipaldi) ; 186. Piquet (Williams) ; 187. Watson (McLaren) ; 188. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 189. Jones (Surtees) ; 190. Mass (Mac Laren) ; 191. Hunt (Mac Laren) ; 192. Andretti (Lotus) ; 193. Villeneuve (Fittipaldi) ; 194. Piquet (Williams) ; 195. Watson (McLaren) ; 196. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 197. Jones (Surtees) ; 198. Mass (Mac Laren) ; 199. Hunt (Mac Laren) ; 200. Andretti (Lotus) ; 201. Villeneuve (Fittipaldi) ; 202. Piquet (Williams) ; 203. Watson (McLaren) ; 204. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 205. Jones (Surtees) ; 206. Mass (Mac Laren) ; 207. Hunt (Mac Laren) ; 208. Andretti (Lotus) ; 209. Villeneuve (Fittipaldi) ; 210. Piquet (Williams) ; 211. Watson (McLaren) ; 212. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 213. Jones (Surtees) ; 214. Mass (Mac Laren) ; 215. Hunt (Mac Laren) ; 216. Andretti (Lotus) ; 217. Villeneuve (Fittipaldi) ; 218. Piquet (Williams) ; 219. Watson (McLaren) ; 220. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 221. Jones (Surtees) ; 222. Mass (Mac Laren) ; 223. Hunt (Mac Laren) ; 224. Andretti (Lotus) ; 225. Villeneuve (Fittipaldi) ; 226. Piquet (Williams) ; 227. Watson (McLaren) ; 228. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 229. Jones (Surtees) ; 230. Mass (Mac Laren) ; 231. Hunt (Mac Laren) ; 232. Andretti (Lotus) ; 233. Villeneuve (Fittipaldi) ; 234. Piquet (Williams) ; 235. Watson (McLaren) ; 236. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 237. Jones (Surtees) ; 238. Mass (Mac Laren) ; 239. Hunt (Mac Laren) ; 240. Andretti (Lotus) ; 241. Villeneuve (Fittipaldi) ; 242. Piquet (Williams) ; 243. Watson (McLaren) ; 244. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 245. Jones (Surtees) ; 246. Mass (Mac Laren) ; 247. Hunt (Mac Laren) ; 248. Andretti (Lotus) ; 249. Villeneuve (Fittipaldi) ; 250. Piquet (Williams) ; 251. Watson (McLaren) ; 252. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 253. Jones (Surtees) ; 254. Mass (Mac Laren) ; 255. Hunt (Mac Laren) ; 256. Andretti (Lotus) ; 257. Villeneuve (Fittipaldi) ; 258. Piquet (Williams) ; 259. Watson (McLaren) ; 260. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 261. Jones (Surtees) ; 262. Mass (Mac Laren) ; 263. Hunt (Mac Laren) ; 264. Andretti (Lotus) ; 265. Villeneuve (Fittipaldi) ; 266. Piquet (Williams) ; 267. Watson (McLaren) ; 268. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 269. Jones (Surtees) ; 270. Mass (Mac Laren) ; 271. Hunt (Mac Laren) ; 272. Andretti (Lotus) ; 273. Villeneuve (Fittipaldi) ; 274. Piquet (Williams) ; 275. Watson (McLaren) ; 276. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 277. Jones (Surtees) ; 278. Mass (Mac Laren) ; 279. Hunt (Mac Laren) ; 280. Andretti (Lotus) ; 281. Villeneuve (Fittipaldi) ; 282. Piquet (Williams) ; 283. Watson (McLaren) ; 284. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 285. Jones (Surtees) ; 286. Mass (Mac Laren) ; 287. Hunt (Mac Laren) ; 288. Andretti (Lotus) ; 289. Villeneuve (Fittipaldi) ; 290. Piquet (Williams) ; 291. Watson (McLaren) ; 292. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 293. Jones (Surtees) ; 294. Mass (Mac Laren) ; 295. Hunt (Mac Laren) ; 296. Andretti (Lotus) ; 297. Villeneuve (Fittipaldi) ; 298. Piquet (Williams) ; 299. Watson (McLaren) ; 300. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 301. Jones (Surtees) ; 302. Mass (Mac Laren) ; 303. Hunt (Mac Laren) ; 304. Andretti (Lotus) ; 305. Villeneuve (Fittipaldi) ; 306. Piquet (Williams) ; 307. Watson (McLaren) ; 308. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 309. Jones (Surtees) ; 310. Mass (Mac Laren) ; 311. Hunt (Mac Laren) ; 312. Andretti (Lotus) ; 313. Villeneuve (Fittipaldi) ; 314. Piquet (Williams) ; 315. Watson (McLaren) ; 316. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 317. Jones (Surtees) ; 318. Mass (Mac Laren) ; 319. Hunt (Mac Laren) ; 320. Andretti (Lotus) ; 321. Villeneuve (Fittipaldi) ; 322. Piquet (Williams) ; 323. Watson (McLaren) ; 324. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 325. Jones (Surtees) ; 326. Mass (Mac Laren) ; 327. Hunt (Mac Laren) ; 328. Andretti (Lotus) ; 329. Villeneuve (Fittipaldi) ; 330. Piquet (Williams) ; 331. Watson (McLaren) ; 332. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 333. Jones (Surtees) ; 334. Mass (Mac Laren) ; 335. Hunt (Mac Laren) ; 336. Andretti (Lotus) ; 337. Villeneuve (Fittipaldi) ; 338. Piquet (Williams) ; 339. Watson (McLaren) ; 340. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 341. Jones (Surtees) ; 342. Mass (Mac Laren) ; 343. Hunt (Mac Laren) ; 344. Andretti (Lotus) ; 345. Villeneuve (Fittipaldi) ; 346. Piquet (Williams) ; 347. Watson (McLaren) ; 348. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 349. Jones (Surtees) ; 350. Mass (Mac Laren) ; 351. Hunt (Mac Laren) ; 352. Andretti (Lotus) ; 353. Villeneuve (Fittipaldi) ; 354. Piquet (Williams) ; 355. Watson (McLaren) ; 356. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 357. Jones (Surtees) ; 358. Mass (Mac Laren) ; 359. Hunt (Mac Laren) ; 360. Andretti (Lotus) ; 361. Villeneuve (Fittipaldi) ; 362. Piquet (Williams) ; 363. Watson (McLaren) ; 364. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 365. Jones (Surtees) ; 366. Mass (Mac Laren) ; 367. Hunt (Mac Laren) ; 368. Andretti (Lotus) ; 369. Villeneuve (Fittipaldi) ; 370. Piquet (Williams) ; 371. Watson (McLaren) ; 372. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 373. Jones (Surtees) ; 374. Mass (Mac Laren) ; 375. Hunt (Mac Laren) ; 376. Andretti (Lotus) ; 377. Villeneuve (Fittipaldi) ; 378. Piquet (Williams) ; 379. Watson (McLaren) ; 380. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 381. Jones (Surtees) ; 382. Mass (Mac Laren) ; 383. Hunt (Mac Laren) ; 384. Andretti (Lotus) ; 385. Villeneuve (Fittipaldi) ; 386. Piquet (Williams) ; 387. Watson (McLaren) ; 388. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 389. Jones (Surtees) ; 390. Mass (Mac Laren) ; 391. Hunt (Mac Laren) ; 392. Andretti (Lotus) ; 393. Villeneuve (Fittipaldi) ; 394. Piquet (Williams) ; 395. Watson (McLaren) ; 396. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 397. Jones (Surtees) ; 398. Mass (Mac Laren) ; 399. Hunt (Mac Laren) ; 400. Andretti (Lotus) ; 401. Villeneuve (Fittipaldi) ; 402. Piquet (Williams) ; 403. Watson (McLaren) ; 404. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 405. Jones (Surtees) ; 406. Mass (Mac Laren) ; 407. Hunt (Mac Laren) ; 408. Andretti (Lotus) ; 409. Villeneuve (Fittipaldi) ; 410. Piquet (Williams) ; 411. Watson (McLaren) ; 412. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 413. Jones (Surtees) ; 414. Mass (Mac Laren) ; 415. Hunt (Mac Laren) ; 416. Andretti (Lotus) ; 417. Villeneuve (Fittipaldi) ; 418. Piquet (Williams) ; 419. Watson (McLaren) ; 420. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 421. Jones (Surtees) ; 422. Mass (Mac Laren) ; 423. Hunt (Mac Laren) ; 424. Andretti (Lotus) ; 425. Villeneuve (Fittipaldi) ; 426. Piquet (Williams) ; 427. Watson (McLaren) ; 428. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 429. Jones (Surtees) ; 430. Mass (Mac Laren) ; 431. Hunt (Mac Laren) ; 432. Andretti (Lotus) ; 433. Villeneuve (Fittipaldi) ; 434. Piquet (Williams) ; 435. Watson (McLaren) ; 436. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 437. Jones (Surtees) ; 438. Mass (Mac Laren) ; 439. Hunt (Mac Laren) ; 440. Andretti (Lotus) ; 441. Villeneuve (Fittipaldi) ; 442. Piquet (Williams) ; 443. Watson (McLaren) ; 444. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 445. Jones (Surtees) ; 446. Mass (Mac Laren) ; 447. Hunt (Mac Laren) ; 448. Andretti (Lotus) ; 449. Villeneuve (Fittipaldi) ; 450. Piquet (Williams) ; 451. Watson (McLaren) ; 452. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 453. Jones (Surtees) ; 454. Mass (Mac Laren) ; 455. Hunt (Mac Laren) ; 456. Andretti (Lotus) ; 457. Villeneuve (Fittipaldi) ; 458. Piquet (Williams) ; 459. Watson (McLaren) ; 460. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 461. Jones (Surtees) ; 462. Mass (Mac Laren) ; 463. Hunt (Mac Laren) ; 464. Andretti (Lotus) ; 465. Villeneuve (Fittipaldi) ; 466. Piquet (Williams) ; 467. Watson (McLaren) ; 468. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 469. Jones (Surtees) ; 470. Mass (Mac Laren) ; 471. Hunt (Mac Laren) ; 472. Andretti (Lotus) ; 473. Villeneuve (Fittipaldi) ; 474. Piquet (Williams) ; 475. Watson (McLaren) ; 476. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 477. Jones (Surtees) ; 478. Mass (Mac Laren) ; 479. Hunt (Mac Laren) ; 480. Andretti (Lotus) ; 481. Villeneuve (Fittipaldi) ; 482. Piquet (Williams) ; 483. Watson (McLaren) ; 484. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 485. Jones (Surtees) ; 486. Mass (Mac Laren) ; 487. Hunt (Mac Laren) ; 488. Andretti (Lotus) ; 489. Villeneuve (Fittipaldi) ; 490. Piquet (Williams) ; 491. Watson (McLaren) ; 492. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 493. Jones (Surtees) ; 494. Mass (Mac Laren) ; 495. Hunt (Mac Laren) ; 496. Andretti (Lotus) ; 497. Villeneuve (Fittipaldi) ; 498. Piquet (Williams) ; 499. Watson (McLaren) ; 500. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 501. Jones (Surtees) ; 502. Mass (Mac Laren) ; 503. Hunt (Mac Laren) ; 504. Andretti (Lotus) ; 505. Villeneuve (Fittipaldi) ; 506. Piquet (Williams) ; 507. Watson (McLaren) ; 508. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 509. Jones (Surtees) ; 510. Mass (Mac Laren) ; 511. Hunt (Mac Laren) ; 512. Andretti (Lotus) ; 513. Villeneuve (Fittipaldi) ; 514. Piquet (Williams) ; 515. Watson (McLaren) ; 516. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 517. Jones (Surtees) ; 518. Mass (Mac Laren) ; 519. Hunt (Mac Laren) ; 520. Andretti (Lotus) ; 521. Villeneuve (Fittipaldi) ; 522. Piquet (Williams) ; 523. Watson (McLaren) ; 524. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 525. Jones (Surtees) ; 526. Mass (Mac Laren) ; 527. Hunt (Mac Laren) ; 528. Andretti (Lotus) ; 529. Villeneuve (Fittipaldi) ; 530. Piquet (Williams) ; 531. Watson (McLaren) ; 532. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 533. Jones (Surtees) ; 534. Mass (Mac Laren) ; 535. Hunt (Mac Laren) ; 536. Andretti (Lotus) ; 537. Villeneuve (Fittipaldi) ; 538. Piquet (Williams) ; 539. Watson (McLaren) ; 540. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 541. Jones (Surtees) ; 542. Mass (Mac Laren) ; 543. Hunt (Mac Laren) ; 544. Andretti (Lotus) ; 545. Villeneuve (Fittipaldi) ; 546. Piquet (Williams) ; 547. Watson (McLaren) ; 548. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 549. Jones (Surtees) ; 550. Mass (Mac Laren) ; 551. Hunt (Mac Laren) ; 552. Andretti (Lotus) ; 553. Villeneuve (Fittipaldi) ; 554. Piquet (Williams) ; 555. Watson (McLaren) ; 556. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 557. Jones (Surtees) ; 558. Mass (Mac Laren) ; 559. Hunt (Mac Laren) ; 560. Andretti (Lotus) ; 561. Villeneuve (Fittipaldi) ; 562. Piquet (Williams) ; 563. Watson (McLaren) ; 564. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 565. Jones (Surtees) ; 566. Mass (Mac Laren) ; 567. Hunt (Mac Laren) ; 568. Andretti (Lotus) ; 569. Villeneuve (Fittipaldi) ; 570. Piquet (Williams) ; 571. Watson (McLaren) ; 572. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 573. Jones (Surtees) ; 574. Mass (Mac Laren) ; 575. Hunt (Mac Laren) ; 576. Andretti (Lotus) ; 577. Villeneuve (Fittipaldi) ; 578. Piquet (Williams) ; 579. Watson (McLaren) ; 580. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 581. Jones (Surtees) ; 582. Mass (Mac Laren) ; 583. Hunt (Mac Laren) ; 584. Andretti (Lotus) ; 585. Villeneuve (Fittipaldi) ; 586. Piquet (Williams) ; 587. Watson (McLaren) ; 588. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 589. Jones (Surtees) ; 590. Mass (Mac Laren) ; 591. Hunt (Mac Laren) ; 592. Andretti (Lotus) ; 593. Villeneuve (Fittipaldi) ; 594. Piquet (Williams) ; 595. Watson (McLaren) ; 596. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 597. Jones (Surtees) ; 598. Mass (Mac Laren) ; 599. Hunt (Mac Laren) ; 600. Andretti (Lotus) ; 601. Villeneuve (Fittipaldi) ; 602. Piquet (Williams) ; 603. Watson (McLaren) ; 604. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 605. Jones (Surtees) ; 606. Mass (Mac Laren) ; 607. Hunt (Mac Laren) ; 608. Andretti (Lotus) ; 609. Villeneuve (Fittipaldi) ; 610. Piquet (Williams) ; 611. Watson (McLaren) ; 612. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 613. Jones (Surtees) ; 614. Mass (Mac Laren) ; 615. Hunt (Mac Laren) ; 616. Andretti (Lotus) ; 617. Villeneuve (Fittipaldi) ; 618. Piquet (Williams) ; 619. Watson (McLaren) ; 620. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 621. Jones (Surtees) ; 622. Mass (Mac Laren) ; 623. Hunt (Mac Laren) ; 624. Andretti (Lotus) ; 625. Villeneuve (Fittipaldi) ; 626. Piquet (Williams) ; 627. Watson (McLaren) ; 628. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 629. Jones (Surtees) ; 630. Mass (Mac Laren) ; 631. Hunt (Mac Laren) ; 632. Andretti (Lotus) ; 633. Villeneuve (Fittipaldi) ; 634. Piquet (Williams) ; 635. Watson (McLaren) ; 636. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 637. Jones (Surtees) ; 638. Mass (Mac Laren) ; 639. Hunt (Mac Laren) ; 640. Andretti (Lotus) ; 641. Villeneuve (Fittipaldi) ; 642. Piquet (Williams) ; 643. Watson (McLaren) ; 644. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 645. Jones (Surtees) ; 646. Mass (Mac Laren) ; 647. Hunt (Mac Laren) ; 648. Andretti (Lotus) ; 649. Villeneuve (Fittipaldi) ; 650. Piquet (Williams) ; 651. Watson (McLaren) ; 652. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 653. Jones (Surtees) ; 654. Mass (Mac Laren) ; 655. Hunt (Mac Laren) ; 656. Andretti (Lotus) ; 657. Villeneuve (Fittipaldi) ; 658. Piquet (Williams) ; 659. Watson (McLaren) ; 660. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 661. Jones (Surtees) ; 662. Mass (Mac Laren) ; 663. Hunt (Mac Laren) ; 664. Andretti (Lotus) ; 665. Villeneuve (Fittipaldi) ; 666. Piquet (Williams) ; 667. Watson (McLaren) ; 668. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 669. Jones (Surtees) ; 670. Mass (Mac Laren) ; 671. Hunt (Mac Laren) ; 672. Andretti (Lotus) ; 673. Villeneuve (Fittipaldi) ; 674. Piquet (Williams) ; 675. Watson (McLaren) ; 676. Fittipaldi (Fittipaldi) ; 677. Jones (Surtees) ; 678. Mass (Mac Laren) ; 679. Hunt (Mac Laren) ; 680. Andretti (Lotus) ; 681. Villeneuve (Fitt

BNP

Quand la 4^e banque mondiale est française, chaque Français y trouve son compte.



BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR



OBJECTIF EXPORTATION

dirigeants de petites, moyennes ou grandes entreprises

banque jordaana

la banque jordaana vous conseillera et financera vos opérations France-étranger une technique sûre — un financement adapté un service personnalisé

38 pays 170 agences dans le monde

nederlandse bank

banque jordaana

siège central 3-5 rue Saint-Georges PARIS 9^e — Tél. 280 63 45 6 agences à Paris 10 agences à Nice et Lille

L'ÉVOLUTION DU TAUX D'INTÉRÊT

Veillée d'armes avant la hausse?

En mars 1975, M. de Fouchier, président de la Compagnie bancaire, affirmait devant l'Association des journalistes économiques et financiers : « La baisse des taux est terminée : c'est le moment d'emprunter ! » A Paris, le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire était alors 9 % : il se retrouva un peu au-dessus de 6 % à la fin de l'année. Plus modestement, M. Lévêque, alors vice-président-directeur général du Crédit commercial de France, estimait un mois plus tard que la baisse des taux devrait se poursuivre en France, ce qu'elle fit.

M. de Fouchier, que la « communauté financière » trouve un peu hardi, y compris au sein de sa propre « maison », avait une excuse : il revenait des États-Unis, où tout militait en faveur d'une nouvelle tension du taux de l'argent. Banquiers, économistes, hommes politiques, voyant s'approcher la conjonction redoutable des appels du Trésor public et ceux des entreprises, étaient unanimes à prévoir une hausse des taux qui finirait, à l'exception d'un bref intermède en juin et juillet 1975, ne se produisant pas (se reporter à l'article « L'inconnu américain »). L'erreur d'appréciation commise outre-Atlantique sur le démarrage et l'ampleur de la reprise économique fut telle qu'elle entraîna un décalage considérable dans l'évolution des taux, en grand dans des professionnels de la prévision.

Une baisse très profitable

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le taux de l'argent au jour le jour, qui, à l'initiative de la Banque de France et dans le cadre de la politique gouvernementale de refroidissement, avait touché pendant l'été 1974 le sommet historique de 14,50 %, a connu une baisse rapide en 1975, soit son niveau de départ au printemps 1973.

Parallèlement, le taux de base des banques, qui avait également atteint le niveau record de 12,40 % en juin 1974, fléchissait graduellement jusqu'à 8,60 % en décembre 1975. Mais ce fléchissement se produisait avec un certain décalage par rapport à celui du marché monétaire, et avec une moindre ampleur, de sorte que les comptes d'exploitation des banques, fort éprouvés l'année précédente, se reconstituaient à vue d'œil pendant le premier semestre 1976. A l'inverse de ce qui se pro-

duisait au premier semestre 1974, le coût des ressources (marché monétaire et dépôts à terme) diminuait plus rapidement que les recettes provenant des emplois (crédits consentis à la clientèle). Ce phénomène permit à certains établissements de redresser leur situation, notamment le Crédit Lyonnais, qui a effacé la première perte de son histoire en portant l'essentiel de son effort sur l'abaissement du coût de ses ressources, au prix d'une faible augmentation de son volume d'affaires (il lui fallait bien réduire progressivement la part des emplois à taux fixe et à longue durée qui lui coûtèrent si cher dans le passé).

Bien que ce redressement ait été moins sensible au deuxième semestre, au fur et à mesure que l'écart entre intérêts débiteurs et intérêts créditeurs se réduisait, l'exercice 1975 a pu, en dépit d'une sévère crise économique, être marqué d'une pierre blanche par la profession bancaire, la reconstitution des marges bénéficiaires ayant compensé le ralentissement prononcé du rythme de distribution des crédits.

L'« accident » du franc

L'exercice 1976 ne se présentait pas trop mal non plus, du moins ce qui concernait le coût des ressources. Au cours de la seconde semaine de janvier, il se produisit un événement sur le marché monétaire de Paris : les taux sur les échéances moyennes et longues — six mois à un an, — qui n'avaient pas suivi dans sa baisse le taux de l'argent au jour le jour et maintenaient avec lui un écart de 2 % au lieu du 1 % habituel accusaient un brusque recul. L'ensemble des opérateurs, qui s'accordaient auparavant à prévoir une remontée des taux dans le courant de 1976, en liaison avec le développement de la reprise économique et les tensions inflationnistes correspondantes, lâchèrent pied subitement. En outre, l'évolution des taux américains, dont la hausse n'était pas au rendez-vous, les persuada que le calme régnerait sur le front des taux en 1976. Enfin, l'arrêt des émissions du Trésor français, qui avait « pompé » plus de 40 milliards de francs en six mois, pour financer le déficit budgétaire et faciliter la relance, redonnait quelque aisance au marché monétaire.

Las ! le début des attaques contre le franc, considéré comme

LES BANQUES

Il n'est guère possible, en ce moment, de rencontrer un banquier sans qu'il nous vienne sur le tapis la question brûlante des taux d'intérêt. Sommes-nous à la veille d'une hausse, dans quel délai et avec quelle intensité ? Le problème est d'une importance primordiale pour les milieux bancaires et financiers qui, selon la réponse, s'efforceront d'orienter leur politique dans tel ou tel sens et prendront les décisions en conséquence.

Très naturellement, dès que l'on aborde le domaine des taux et de leur évolution, les opinions sont divisées et souvent contradictoires. Depuis quelques années, tant de prévisions se sont montrées fausses, des deux côtés de l'Atlantique, que la plupart des observateurs sont désormais enclins à une très grande prudence.

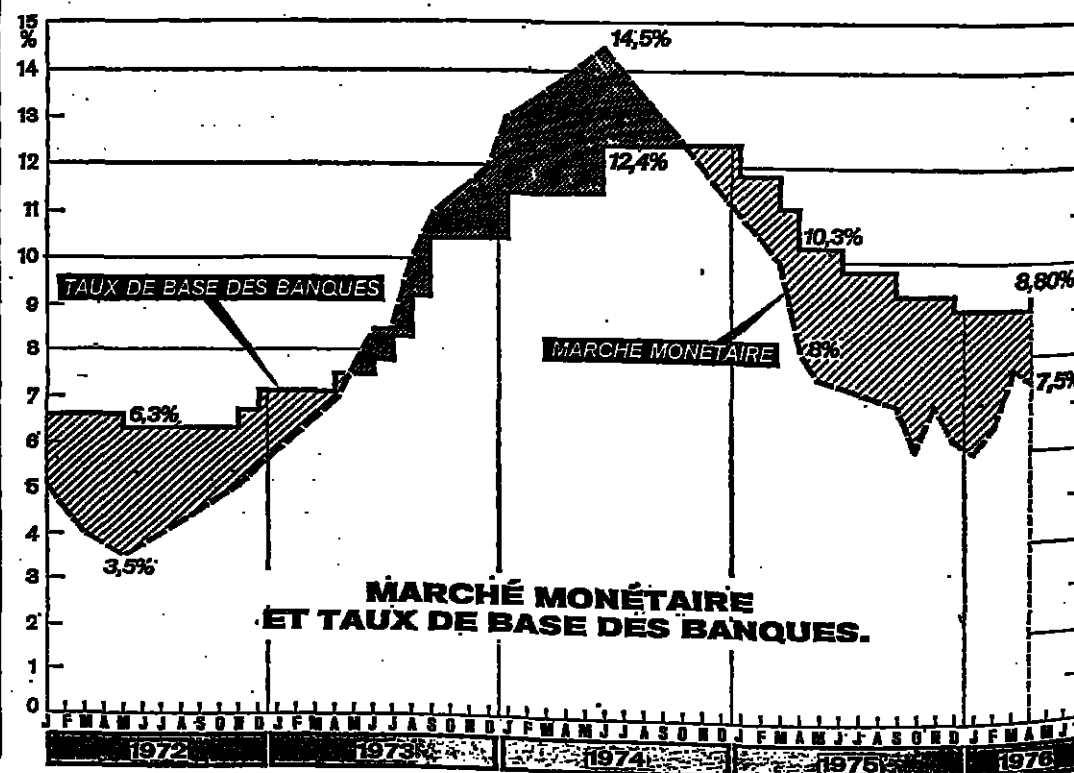
Comme on les comprend ! Dans le grand jeu des taux d'intérêt, les données principales échappent de plus en plus aux joueurs, qui, devant se borner le plus souvent à subir, entendent limiter le plus possible l'importance de leurs mises. Dans le passé, les variations des taux épousaient plus ou moins les grands mouvements économiques, les cycles

Une certaine nervosité

Ce furent 6 1/2 %, puis 7 %, puis 7 13/16 %, avec des remissions séparant les accès de faiblesse du franc, jusqu'à sa sortie du « serpent » le 30 mars. Depuis cette date, la Banque de France maintient à 7 1/2 % environ le taux au jour le jour, attentive à la santé du franc, qui fait l'objet de pronostics souvent contradictoires : notons, au passage, que ces pronostics ont sensiblement varié depuis le début de l'année, passant d'un pessimisme franc à une prudence nourrie par l'expérience. Une certaine nervosité commence néanmoins à se faire jour sur le marché monétaire de Paris, où les opérateurs s'interrogent sur l'évolution des taux dans le futur, supputant le degré d'inflation, et se posant des questions sur les intentions de la Banque de France, à supposer qu'elle en ait encore, tout au moins à moyen terme.

Les plus honnêtes d'entre eux se refusent à tout pronostic, mais l'ensemble de la profession bancaire s'accorde sur un point : les conditions très favorables qui ont régné en 1975, au lendemain de la tourmente de 1974, pourraient ne pas se reproduire tout à fait en 1976. Le coût des ressources a amorcé un début de remontée, le taux de l'argent à terme s'est tendu, et les marges commerciales seraient susceptibles de s'en ressentir au cours du second semestre.

Si l'on rapproche le graphique ci-dessous de l'évolution des résultats des banques, l'on s'aperçoit que les bénéfices des établissements sont très sensibles à l'écart entre leur taux de base et celui du marché monétaire, qui directement ou indirectement influe sur le coût de leurs ressources. Encore faut-il que le taux de base reste inférieur au taux de l'argent au jour le jour : lorsque l'inverse se produit, comme en 1974, les ennuis commencent.

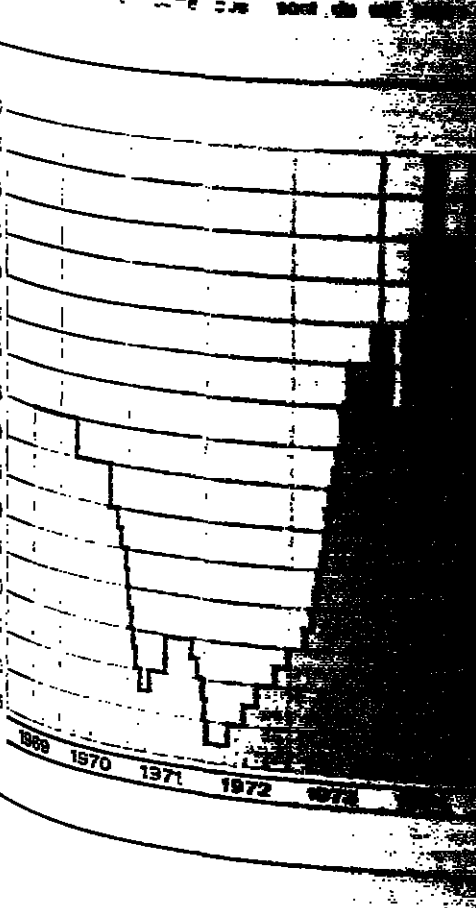


QUESTION

L'inconnu

La question de l'inconnu est une question qui se pose à tous les moments de la vie. Elle se pose à l'individu, à la collectivité, à la nation. Elle se pose à l'homme, à la société, à l'humanité. Elle se pose à l'individu, à la collectivité, à la nation. Elle se pose à l'homme, à la société, à l'humanité.

La question de l'inconnu est une question qui se pose à tous les moments de la vie. Elle se pose à l'individu, à la collectivité, à la nation. Elle se pose à l'homme, à la société, à l'humanité. Elle se pose à l'individu, à la collectivité, à la nation. Elle se pose à l'homme, à la société, à l'humanité.



حكمة من الأهل

صكنا من الاموال

LES BANQUES

EN QUESTION

Il n'est guère possible, en ce moment, de rencontrer un banquier sans qu'il ne vienne sur le tapis la question de la hausse des taux d'intérêt. Sommes-nous à la veille d'une hausse, dans quel délai et à quel rythme ? Le problème est d'une importance primordiale pour les milieux bancaires, financiers, et, selon la réponse, les banques vont modifier leur politique dans tel ou tel domaine, et prendront les décisions en conséquence. Très naturellement, dès que l'on aborde des questions de taux et de leur évolution, on se rend compte que les opinions sont divergentes et souvent contraires. Depuis quelques années, tant de part que d'autre de l'Atlantique, que la plupart des banques ont épousé, des mouvements économiques, les

d'expansion et de contraction provoquant alternativement l'augmentation ou la diminution des demandes de crédit. Aujourd'hui, l'action régulatrice des autorités monétaires s'inscrit souvent à contretemps, accentuant la tension des taux lorsqu'il s'agit de freiner un emballement de la conjoncture ou, au contraire, suscitant une détente lorsqu'il s'agit de relancer les économies. Elle joue également son rôle traditionnel de défense des monnaies, et Dieu sait que cette défense doit être active par les temps qui courent ! Plusieurs inconnues de taille apparaissent alors dans l'équation qui régit la formation des taux : quelle sera l'évolution du marché des changes ? A quel moment devient-il patent que l'expansion ou la récession s'installent véritablement, et dans quelle mesure l'inflation prend-elle un caractère dangereux au point de provoquer les interventions des banques centrales ? Au surplus, ces dernières entendent garder le secret sur les modalités de leur action. C'est le cas, en particulier, des autorités monétaires américaines, dont la discrétion, qui confine au mystère, autorise toutes les spéculations. Or le rôle directeur joué par les taux amé-

ricains n'est plus contesté par personne : lorsque les Etats-Unis éternuent, l'Europe s'enrhume... Le cours du dollar, on le sait, est fort sensible aux variations du taux de base (- prime rate -) des banques d'outre-Atlantique, et les gouvernements doivent en tenir le plus grand compte. Or l'amorce, puis le développement plus ou moins rapide de la reprise économique, dans l'ensemble des pays occidentaux, font craindre un regain d'inflation, dont la récente remontée des prix des matières premières est peut-être le prodrome. A Washington, les opinions divergent sur l'ampleur de ce regain, dont nul ne conteste pourtant la probabilité. C'est pourquoi l'ensemble des opérateurs, tout en tenant compte de leurs problèmes particuliers (inflation en Grande-Bretagne, en Italie, en France), gardent les yeux fixés sur les variations de ces fameux Federal Funds, instrument privilégié d'intervention et de régulation des taux internes américains, dont le maintien est l'apanage exclusif de l'arbitraire Arthur Burns, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis et gardien vigilant de l'orthodoxie monétaire. — F. R.

Une formule originale
La banque par correspondance

L'assistance de l'état-major de la Banque de Paris et des Pays-Bas grâce à TELEBANQUE-PARIBAS
Première Banque Conseil à domicile

Le service TELEBANQUE-PARIBAS vous permet par exemple :

1. de poser des questions juridiques, fiscales, financières à notre service d'information qui résoudra rapidement tous vos problèmes.
2. de bénéficier d'un diagnostic financier personnel dans lequel vous trouverez l'analyse de votre patrimoine et des conseils adaptés à vos préoccupations.
3. de recevoir des propositions de placements, adaptées à votre cas.
4. de disposer d'informations financières sélectionnées sous forme de lettres et bulletins mensuels à diffusion restreinte.
5. de dialoguer avec un fondé de pouvoir choisi par vous, chargé de toutes vos relations avec TELEBANQUE.
6. d'avoir régulièrement la répartition de vos dépenses par catégories : maison, habillement, loisirs, etc.
7. de pouvoir retirer de l'argent liquide ou que vous soyez en France.
8. et d'autres services encore... que vous connaîtrez en nous envoyant sans engagement le coupon ci-dessous.

A retourner à Banque de Paris et des Pays-Bas
Service TELEBANQUE
26, av. de l'Opéra 75001 PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

L'inconnue américaine

LES taux d'intérêt à court terme pourraient remonter aux Etats-Unis d'ici à la fin de l'année, déclare M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, le 10 février 1976. Il y a donc quinze mois, alors que la reprise économique commençait à peine outre-Atlantique, le souci dominant des autorités gouvernementales et des milieux financiers était la possibilité d'une tension des taux à échéance plus ou moins rapprochée. Le secrétaire d'Etat, déposé devant le Sénat, estimait que l'accroissement prévisible de la demande de crédits des entreprises, notamment pour compenser la hausse du prix du pétrole et les prochains emprunts de la Trésorerie (une soixantaine de milliards de dollars) pour financer le déficit budgétaire, allaient drainer près de 70 % des capitaux disponibles. « Il est encore trop tôt, ajoutait-il, pour savoir exactement ce qui va se passer cette année, mais nous savons déjà que le gouvernement va accaparer une bonne partie du marché, et nous ne devons pas perdre de vue que des emprunts excessifs pourraient amener l'économie dans une situation encore plus mauvaise que maintenant. »

En 1973 et 1974, le Fed, soucieux de lutter contre la demande spéculative et contre l'inflation, avait soigneusement provoqué une très forte hausse des taux, qui atteignirent un sommet historique pendant l'été 1974, le taux de base des banques (prime rate) passant, en dix-huit mois, de 8 % à 12 %. L'objectif ayant été atteint, et même au-delà, les autorités monétaires, dès l'automne 1974, relâchèrent les rênes afin de sortir l'économie américaine de son marasme.

A partir de juin 1975, néanmoins, ayant constaté que la masse monétaire progressait depuis deux mois à un rythme annuel de quelque 10 % (soit le double des 5 % à 7 % qu'elles s'étaient fixés comme objectif), elles se montrèrent plus restrictives, et le taux de base remonta rapidement de 8 3/4 % à 9 1/2 %. Aussitôt, les avisés pessimistes fusèrent de partout : allions-nous revenir à une politique d'argent cher pour prévenir un retour en force de l'inflation ? Point du tout. Dès le début de septembre, la Réserve fédérale, voyant que la croissance de la masse monétaire reprenait un rythme considéré comme normal, injectait à nouveau des liquidités et faisaient baisser les taux, démentant ainsi tous les pronostics, dont beaucoup donnaient comme certain un taux de base de 9 % au début de 1976.

La surprise

La reprise : un fait acquis

Si l'on se référait aux schémas de raisonnement habituels, M. Simon avait parfaitement raison de manifester de telles craintes. Les positions énormes du Trésor étaient susceptibles d'entraîner en concurrence avec les appels au crédit que les entreprises devaient normalement lancer dès que la reprise s'affirmerait. Toutes les références au passé se montraient éloquentes à ce sujet.

Or le déroulement des faits donna tort à M. Simon et à beaucoup d'autres : les taux d'intérêt à court terme, notamment le « prime rate » des banques, allaient pendant les quinze derniers mois, descendre de 9 % à 6 1/2 % sans qu'une perspective de remontée se dessinât vraiment avant ces dernières semaines. Les raisons ? Elles sont très simples. Tout d'abord, la lenteur de la reprise de l'économie américaine et le détachement intensif tout au long des circuits industriels et commerciaux, rendant inutile l'octroi de crédits supplémentaires aux entreprises, ce qui laisse le champ libre au Trésor. Ensuite, ces mêmes entreprises, au fur et à mesure que la reprise se confirmait, préféraient se désengager à court terme et reconstituer leurs marges, comme en témoigne la contraction continue des crédits distribués par les principales banques new-yorkaises, qui ont diminué de 6 milliards de dollars en un peu plus d'un an.

Enfin et surtout, la Réserve fédérale des Etats (le Fed), présidée par M. Arthur Burns, fit en sorte que

Au seuil de l'été 1976, néanmoins, la situation a changé. La reprise de l'économie américaine est un fait acquis, tant et si bien que les augures en sont maintenant à calculer le rythme d'inflation qui en résultera et à émettre des pronostics souvent contradictoires. Tout récemment, la commission bancaire du Sénat américain a entendu sur ce sujet deux économistes dont les opinions sont parfaitement opposées. Selon le premier, M. Andrew Brimmer, ancien membre de la Réserve fédérale, « plusieurs facteurs sont en action, qui suggèrent que le taux de l'inflation pourrait s'accroître pendant le reste de l'année et même en 1977 ». Certes, l'indice des prix de détail n'augmente actuellement qu'à un taux annuel inférieur à 3 %, observe M. Brimmer, « mais si l'on ajoute le taux de l'inflation structurelle dans ce pays se situe entre 5 % et 6 % ». Ce point de vue est fortement contesté par M. James O'Leary, vice-président de la United Trust Company de New-York : « Ce dernier estime que l'accélération de l'inflation est peu probable, grâce au comportement prudent des consommateurs et des entreprises. Les économistes de la City Bank sont de cet avis : dans leur Lettre

Ce sigle est le symbole de notre expérience bancaire internationale.



Il est le symbole des EUROPARTENAIRES, association de quatre grandes banques européennes : le Banco di Roma pour l'Italie, le Banco Hispano Americano pour l'Espagne, la Commerzbank pour l'Allemagne et le Crédit Lyonnais pour la France.

Notre expérience commune, notre connaissance approfondie des marchés nationaux, qui ont apporté une nouvelle dimension aux services bancaires internationaux, vous aideront à résoudre vos problèmes financiers.

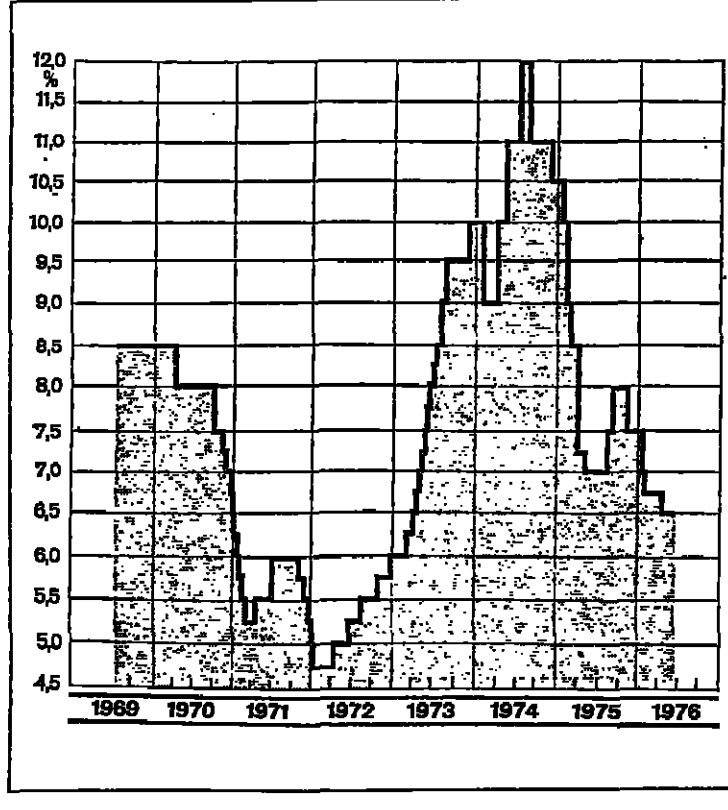
Pour vos opérations avec les pays étrangers - où il est essentiel de trouver sur place un interlocuteur parfaitement qualifié - nos nombreux spécialistes vous assureront partout de la même compétence, de la même qualité de service et de la même rapidité d'exécution.

Vous nous rencontrerez dans plus de 4.000 guichets en Europe et dans 60 pays du monde.

Nous avons derrière nous l'expérience et la puissance - 62 milliards de dollars de dépôts - avantages indiscutables dont nous pouvons vous faire bénéficier.

Consultez-nous. Nous avons des possibilités d'action à la mesure de votre volonté d'expansion.

EUROPARTENAIRES
En France
Banco di Roma, 15 rue de Choiseul, 75002 Paris. Tél. 742.56.80
Crédit Lyonnais, Siège Central : 19 Bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. 295.70.00
BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS



ÉTATS-UNIS : TAUX DE BASE DES BANQUES (PRIME RATE)

mes avant la hausse

En janvier 1976, le marché des obligations d'Etat a connu une hausse importante, ce qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en mai 1976, où les taux ont commencé à remonter. Les investisseurs ont anticipé une hausse des taux d'intérêt, ce qui a entraîné une baisse des prix des obligations. Cette anticipation a été basée sur des rumeurs selon lesquelles le gouvernement envisageait d'augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. Cependant, le marché a finalement été déçu, car le gouvernement n'a pas augmenté les taux d'intérêt.

Une certaine nervosité

Ce furent les deux premiers jours de la semaine qui ont marqué le début d'une certaine nervosité sur le marché des obligations d'Etat. Cette nervosité a été causée par des rumeurs selon lesquelles le gouvernement envisageait d'augmenter les taux d'intérêt. Cependant, le marché a finalement été déçu, car le gouvernement n'a pas augmenté les taux d'intérêt.

Le président de la France

L'arrivée de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la France a été marquée par une série de décisions importantes. M. Giscard d'Estaing a nommé M. Jacques Chirac à la tête du gouvernement. Cette nomination a été considérée comme une victoire pour la droite. M. Giscard d'Estaing a également nommé M. Jean-François Picot à la tête du ministère de l'Économie. Cette nomination a été considérée comme une victoire pour la gauche. M. Giscard d'Estaing a également nommé M. Jacques Foccart à la tête du cabinet. Cette nomination a été considérée comme une victoire pour la droite. M. Giscard d'Estaing a également nommé M. Jean-Pierre Chevènement à la tête du ministère de l'Intérieur. Cette nomination a été considérée comme une victoire pour la gauche.

Le président de la France

Le président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence de la France en 1981. Cette annonce a été considérée comme une surprise. M. Giscard d'Estaing a également annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence de la France en 1985. Cette annonce a été considérée comme une surprise. M. Giscard d'Estaing a également annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence de la France en 1990. Cette annonce a été considérée comme une surprise.

PARMI les services offerts par les banques, il en est un qui a toujours été apprécié, c'est celui des caisses fortes avec leurs casiers individuels. Depuis fort longtemps, les établissements ont tenu à offrir à leur clientèle des installations souvent très sophistiquées : portes puissamment blindées, sas télécommandés, double encadrement. Ces installations coûtent fort cher, et les recettes tirées de la location des coffres aux particuliers sont, le plus souvent, sans rapport avec leur prix de revient. Mais, pour les établissements, elles constituent un élément de prestige, et surtout leur permettent d'attirer ou de retenir les dépôts d'une clientèle souvent aisée.

La peur du vol

Pour les particuliers, la possibilité de louer un coffre dans une banque est d'autant plus appréciée que la fréquence des vols devient impressionnante et que certains appartements sont « visités » plusieurs fois dans un laps de temps parfois assez court. On vient ainsi mettre en sûreté les objets de valeur auxquels on tient : bijoux, objets d'art, argenterie, tableaux. Au moment des vacances, nombreux sont les déposants qui partent en paix après s'être ainsi protégés par avance contre les monts-en-l'air du mois d'août.

Les coffres-forts

UN BON ARGUMENT DE VENTE MÊME

S'IL EST COUTEUX

Une autre clientèle, fort importante, est constituée par les détenteurs de capitaux liquides ou semi-liquides. Dans les coffres dorment parfois des billets, lorsque leur possesseur désire ne pas se signaler au fisc... ou à son conjoint, et le plus souvent de l'or, en pièces ou en lingots. De leur côté, les acheteurs de bons de caisse ou de bons du Trésor, libéralement vendus sous la forme anonyme, sont soucieux de ne pas conserver à leur domicile des effets au porteur si facilement négociables.

Enfin, les coffres des banques sont utilisés pour garder en lieu sûr des valeurs mobilières, actions ou obligations (de moins en moins), des documents ou des dossiers confidentiels. L'un de leurs attraits principaux n'est-il pas le secret, vis-à-vis du fisc, des biens et parfois à l'égard des proches ? Muni de la clef presque toujours unique qui est délivrée avec le contrat de location, tout un chacun a l'impression de détacher une petite place forte contre toutes les agressions et toutes les indiscrétions. Ce sentiment est devenu si vif qu'actuellement, compte tenu précisément de l'augmentation très rapide des vols, les particuliers désireux d'ouvrir un compte donnent souvent la préférence aux succursales bancaires dotées d'une salle de coffres. Dans la panoplie du parfait petit banquier, un tel service constitue donc un bon argument de vente, même s'il coûte cher.

F. R.

LES CARTES DE CRÉDIT

APRES un démarrage spectaculaire en 1966, les cartes de crédit, tout en continuant leur progression en France, ne connaissent pas le développement spectaculaire auquel elles sont parvenues aux Etats-Unis, sans même parler de la Grande-Bretagne. Les avantages qu'elles comportent ne sont peut-être pas jugés suffisants par les particuliers dont certains, au surplus, redou-

tent toujours d'être poussés à la dépense par un tel mécanisme. Une part non négligeable des commerçants protestent contre le coût, jugé excessif, des commissions que prélèvent les banques sur les achats effectués. En revanche, ceux qui sont appelés à voyager fréquemment, en France ou à l'étranger, utilisent abondamment les cartes de crédit. C'est dire que la formule, en dépit de sa commodité, rencontre encore certaines résistances, explicites ou implicites. Les banques promotrices attendent pour la relancer d'avoir mis au point un système de contrôle par terminaux, comme aux Etats-Unis, ce qui leur permettrait d'envisager une deuxième étape de croissance.

Un dialogue difficile entre commerçants et banquiers

IL existe actuellement en France un peu moins de 1,5 million de cartes de crédit, dont 1,3 million pour le réseau carte bleue, 80 000 à 90 000 pour le réseau American Express, 80 000 pour celui du Diner's Club et un nombre indéterminé de cartes délivrées par certains grands magasins à leur usage exclusif.

C'est peu, toutes choses égales d'ailleurs, par rapport aux Etats-Unis, avec leurs 500 millions de cartes, dont plus de la moitié, il est vrai, sont délivrées par le grand commerce intégré (17 millions pour le seul Sears Roebuck), sans compter les réseaux des pétroliers, des hôteliers, etc. Il est vrai qu'en Europe l'utilisation des chèques est beaucoup moins courante qu'en

Europe (30 milliards de chèques émis par an contre 3 milliards en France), et que la carte de crédit correspond à un besoin véritable. En Grande-Bretagne, plus de 5 millions de cartes sont délivrées annuellement, tandis qu'elles sont totalement absentes en Allemagne fédérale, où ne circule que l'Eurochèque, garanti par carte spéciale.

En lançant les cartes de crédit sur le marché métropolitain, les banques françaises recherchaient essentiellement un accroissement de leur clientèle. Elles désiraient également remplacer progressivement le chèque, dont l'usage devient abusif, par une monnaie scripturale plus facile à traiter mécaniquement, tout en obligeant les titulaires à maintenir sur leurs comptes à vue une provision suffisante. A cette fin, elles ont développé une série d'arguments destinés à séduire les particuliers :

— La carte de crédit est le moyen de paiement le plus pratique : faire un chèque est une corvée ;

— Le contrôle des dépenses est facilité par la délivrance d'une facture pour chaque achat et l'envoi d'un relevé mensuel ;

— Le titulaire dispose d'un crédit gratuit, qui peut dépasser un mois (c'est appréciable au mois de décembre) ;

— Il peut accéder aux distributeurs de billets qui fonctionnent les jours non ouvrables ;

— Enfin, le titulaire n'est jamais à court d'argent quand il voyage, quand son chèque est épuisé, etc.

Comment expliquer, alors, que les particuliers se montrent encore relativement réticents ? Les uns ont peur, nous l'avons dit, de se trouver entraînés à des dépenses excessives sans le contrôle du chèque (c'est souvent une vue de l'esprit, car le même reproche a été fait au chèque à ses débuts). Les autres, plus sûrement, répugnent à déranger leurs habitudes, ou même, ayant déjà disposé d'une carte, la restituent après avoir constaté qu'ils l'utilisaient peu. Ce n'est pas le cas, nous l'avons déjà relevé, des personnes qui voyagent beaucoup et font un usage intensif des cartes.

Les réticences des commerçants

Vis-à-vis des commerçants, les banques ont fait miroiter les avantages suivants :

— les achats des titulaires de carte sont canalisés vers les adhérents au réseau ;

— les paiements sont accélérés ;

— les paiements sont garantis à hauteur d'un certain montant ;

— un crédit gratuit est consenti à leurs propres clients ;

— l'existence de 43 millions de porteurs internationaux affiliés à la carte bleue leur apporte une clientèle importante ;

— les erreurs de caisse sont réduites ;

— la carte de crédit est un service supplémentaire offert à la clientèle.

Bien que le chiffre d'affaires de la carte bleue, la plus répandue, augmente régulièrement (+ 30 % en 1972, + 38,6 % en 1973, + 48,6 % en 1974 et + 32 % en 1975), et que le réseau compte 80 000 commerçants, la S.N.C.F., les compagnies aériennes et certaines grandes surfaces, une vive opposition s'est dessinée dès le départ, non contre la carte, mais contre son coût (commissions forfaitaire de 1 F par facture). Le Conseil national du commerce (C.N.C.) a pris officiellement position en ce sens, limité par une part importante du gros commerce. M. Pierre Halphen, président de la Chambre syndicale parisienne de l'habillement et membre du comité de direction du C.N.C., même une croisiade contre la carte en dénonçant le poids des frais de fonctionnement du système, qui peut atteindre 3 % des petites factures, pourcentage trop important pour les commerces à faible marge. Il estime que le service apporté par la garantie sur les paiements (500 F avec la carte bleue) est trop onéreux, et le met en parallèle avec le système du chèque garanti avec la carte Eurochèque, sans frais pour le commerçant. Il assure enfin que le démarrage de la carte bleue en 1966, effectué d'ailleurs sans l'avis des commerçants, a été facilité par les « légers moyens de pression » dont disposent souvent les banques, tout en concédant qu'une diminution de la commission d'encaissement, ram-

née à 1 % par exemple, serait de nature à vaincre bien des réticences.

Les banques ne l'entendent pas de cette oreille, car la fonctionnement du système est encore coûteux, faute d'une extension suffisante, c'est l'histoire de la poule et de l'œuf... Ajoutons que le problème des commissions prélevées par les distributeurs de cartes ne se pose guère pour le réseau Diner's Club et American Express, où les marges commerciales des adhérents permettent de supporter des prélèvements plus importants, grâce à l'apport de la clientèle étrangère. Le syndicat de la restauration, néanmoins, par la voix de M. Jacques François, son président (le Monde du 29 novembre 1975) s'élève contre l'ampleur de ces prélèvements (5 % à 7 %) : « La carte de crédit rend service au client, c'est lui qui devrait en supporter les frais. » Tout le débat est là, et ne saurait être tranché que par un développement des réseaux permettant un abaissement des coûts. C'est un peu la quadrature du cercle, à moins que les banques ne se décident, peut-être, à faire le premier pas.

LES PRINCIPES

LES cartes de crédit sont délivrées, avec plus ou moins de rigueur, aux clients « dont la moralité et la solvabilité bancaires sont jugées irréprochables ». Au prix d'une cotisation annuelle, elles permettent à leurs titulaires de régler leurs achats dans les points de vente qui adhèrent aux réseaux en signant une facture, les comptes du client étant débités en une seule fois au cours du mois suivant. Les commerçants affiliés sont réglés dès le lendemain de l'achat par les organismes émetteurs sous déduction d'une commission variable, à laquelle il faut ajouter éventuellement une perception forfaitaire par facture. Le paiement de ces factures est garanti dans une proportion variable, sous réserve de la consultation préalable d'une « liste noire » par les commerçants. Les cartes permettent enfin, tout au moins celles délivrées par les banques, d'utiliser les distributeurs automatiques de billets, et de retirer de l'argent dans les agences des réseaux français et étrangers.

TROIS FORMULES

LA CARTE BLEUE : 1,3 million de cartes délivrées. Cotisation du titulaire : 45 F pour la carte domestique, 60 F pour la carte internationale. Commissions supportées par les 60 000 commerçants affiliés : 1,5 % à 2 % sur les achats, 1 F par facture. Garantie unitaire de 500 F par facture (avantage dans certains cas). Possibilité d'utiliser les distributeurs automatiques de billets, de retirer de l'argent dans les 10 000 agences du réseau métropolitain (1 000 F par période de sept jours) et dans les 180 000 guichets du réseau européen. Les banques adhérentes, au nombre de 89, représentent une part très importante du système bancaire français. Restent en dehors, néanmoins, le Crédit agricole, les chèques postaux (qui commencent toutefois à installer des distributeurs automatiques avec une carte spéciale), le Crédit mutuel et les banques populaires (sauf la BRED, affiliée à la carte bleue).

LA CARTE DE L'AMERICAN EXPRESS : 7 millions d'adhérents dans le monde, 80 000 à 90 000 en France. Cotisation principale de 100 F. Commissions supportées par les commerçants : 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les paiements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger.

LA CARTE DU DINER'S CLUB : 3 millions d'adhérents dans le monde, 80 000 en France. Cotisation principale de 100 F. Commission supportée par les commerçants 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les paiements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences :

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

ebic

European Banks International
Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

سكنى من الامم

LA RIGUEUR ET L'IMAGINATION.



Prêts immobiliers CDE: pour construire,
acheter, restaurer un immeuble, une maison,
un appartement, neuf ou ancien.
130 ans d'expérience: ça compte.

cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Paris, centre accueil-informations, 6, rue Volney, 75002, tél. 260.35.36. Versailles, 5, place Hoche, tél. 950.01.91. Pontoise, 20, place du Grand Martroy, tél. 464.13.65. Bayonne, Béziers, Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Reines, Rouen, Toulouse, Tours. Et partout en province, les Directions Départementales du Crédit Foncier de France.

L'EXPERIENCE DU CREDIT MUTUEL D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTE

Le dossier de la rémunération des services bancaires a été ouvert par la Fédération du Crédit mutuel d'Alsace et de Franche-Comté, présidée par M. Théo Braun, dès le mois de juin 1969. A cette époque, tout concourait à accélérer et à amplifier un mouvement irrésistible caractérisé par l'extension rapide des opérations bancaires les plus diverses : virements de salaires, multipliés par la mise en œuvre de la *mensualisation*, virements de pensions et d'allocations familiales, règlements et prélèvements périodiques de quittances de loyer, d'eau, de gaz, d'électricité, et avant tout, le compte chèque ou compte courant familial prêtait un essor extrêmement rapide, une véritable « explosion », qui provoquait une mutation en profondeur de l'activité et du fonctionnement des caisses, et de collecteurs d'épargne traditionnels les transformant en véritables banquiers de la famille et du particulier.

Éduquer l'usager

Parmi les trois formules envisagées dès 1971 par un groupe de travail inter-banques, présidé par le secrétaire général de la Banque de France et réunissant l'ensemble de la profession : facturation des carnets de chèques, commission unique de tenue de compte, et commission modulée en fonction du solde moyen créditeur du compte et du nombre d'opérations effectuées, les dirigeants mutualistes de l'Est, avaient, bien entendu, retenu la dernière comme plus équitable et plus conforme à l'esprit du système. Elle présentait l'avantage de l'incitation à la modération dans l'usage du compte et du chèque par rapport à une taxation plus aveugle, et avait le mérite de permettre une véritable éducation de l'usager.

Après avoir attendu deux ans dans l'espoir qu'une solution commune à l'ensemble du réseau pourrait voir le jour, la Fédération a pris la décision de mettre en place sa propre formule. Elle estimait que dans un organisme coopératif, plus peut-être que dans un autre, s'impose l'obligation de veiller à une certaine équité dans la répartition des charges, le coût croissant de la gestion des comptes courants pesant lourdement, et de manière injustifiée sur les emprunteurs. Elle ne voulait pas, enfin, instituer une taxation des opérations, mais par une « participation » aux frais de gestion, amener certains usagers à modérer leurs émissions de chèques et provoquer un relèvement global du solde créditeur moyen.

La formule devait être simple à comprendre et à expliquer, équitable, efficace, c'est-à-dire incitative (en vue d'augmenter le solde), dissuasive (à l'encontre d'un usage excessif du chèque, soit 10 % à 20 % des comptes) et suffisamment souple pour s'adapter à des situations variées.

Une approche empirique, prenant en compte l'ensemble des charges, permit de retenir un coût moyen indicatif de 2 F (maintenant 2,40 F par opération). Le coût moyen est donc facturé en principe à tous les titulaires de comptes courants, mais il est pratiqué un abattement global de 70 F par trimestre, correspondant à trente-cinq opérations gratuites dans le même laps de temps et pour un solde nul. Chaque tranche de 100 F de solde créditeur moyen à partir de 0 F donne droit à une opération gratuite supplémentaire.

Outre qu'il favorise les petits comptes, cet abattement tient compte de plusieurs facteurs : toutes les opérations n'ont pas le même coût, certaines d'entre elles ne peuvent pas être facturées (prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu), ou peuvent difficilement l'être (virements de salaires, d'allocations et de pensions, virements permanents pour le remboursement d'un prêt ou l'alimentation d'un plan d'épargne-logement, etc.).

Le bilan actuel de la mise en application de cette formule est le suivant : près des trois quarts des comptes enregistrés moins de trente opérations par trimestre et le nombre moyen varie de vingt à vingt-deux. Seuls 6 % à 7 % des comptes affichent plus de cinquante opérations et, en moyenne, 10 % à 12 % présentent un excédent de charges supérieur à l'abattement de 70 F.

Dans les caisses, dont les gérants étaient bien motivés et qui ont respecté les délais de mise en place, on a relevé : — Une progression du nombre global des opérations fortement ralentie sans qu'une diminution notable des ouvertures de nouveaux comptes ou une augmentation sensible de ceux-ci ait été observée ;

— Une augmentation sensible du solde moyen créditeur depuis deux ans, contrairement à la tendance des années précédentes ;

— Une augmentation sensible du produit des prestations de services à raison de la participation encasée.

A court terme, les résultats ont été bons. A moyen terme, la Fédération estime qu'il faudra constamment renouveler la sensibilisation des titulaires de comptes, et réduire progressivement l'abattement correspondant à la part des excédents de charges supportées par la banque.

Le Crédit agricole : à la recherche de la ruralité

L'ORDINATEUR du Centre d'études des techniques modernes (CETEM), qui est dirigé par le professeur André Platier — initiateur des enquêtes d'opinion de l'INSEE — est en train de livrer, après une année d'enquêtes et une autre consacrée au dépouillement, les résultats d'une étude sur la définition de l'espace rural.

La définition de l'espace rural ? Tout le monde ne la connaît-il pas ? « Le rural, c'est ce qui n'est pas urbain », indique l'Encyclopédie britannique. Pourquoi donc mobiliser vingt-quatre mois une équipe d'enquêteurs, de mathématiciens et d'économistes, dans une « chasse à l'ennemi » ? C'est qu'intuition et réalité ne coïncident pas tout à fait, ce qui pose des problèmes à certains établissements, le Crédit agricole, par exemple.

Certes, les caisses de la banque paysanne peuvent recevoir des dépôts dans toute la France. Mais elles ne peuvent pas prêter partout. Elles sont « enfermées » dans des frontières précises : « Sont considérées comme appartenant au milieu rural les communes de moins de 5 000 habitants agglomérées au chef-lieu, à l'exception des communes dont la population agglomérée est en chef-lieu, 2 001 et 5 000 habitants et qui sont parties agglomérées de plus de 50 000 habitants. » (Décret du 11 août 1971). Toutefois, en zone de rénovation rurale et en zone de montagne, le champ d'intervention du Crédit agricole s'étend aux communes ayant de 5 001 à 49 999 habitants agglomérées au chef-lieu.

Au reste, la définition appliquée au Crédit agricole n'est pas la même ni pour l'INSEE, qui ne retient dans ses études que les agglomérations inférieures à 2 000 habitants, ni pour le ministère de l'Agriculture, dont la zone d'action s'étend tantôt aux villes de 50 000 habitants, tantôt à celles de 10 000, selon qu'il s'agit d'équipement ou de création d'emplois.

Bref, la simplicité du critère démographique n'est qu'apparente. « Il est indéfinissable », estime le professeur Platier dans un rapport présenté à la Fédération nationale du Crédit agricole. D'autant qu'il conduit parfois à des situations absurdes : pourquoi déclarer urbaine une agglomération de 5 001 habitants alors qu'elle est rurale à 4 999 habitants ?

Des exemples. Baccarat, en Meurthe-et-Moselle : la population a dépassé 5 000 habitants, autrement dit n'était pas rurale, tant qu'une caserne de gendarmerie était maintenue sur son territoire. Saint-Tropez, dans le Var : ce haut lieu du tourisme méridional ne compte pas plus de 5 000 autochtones, ce qui autorise le Crédit agricole à prêter pour la construction d'un port et d'une marina à l'entrée de la pres-

quie. A l'inverse, on pourrait citer des communes de quelque 10 000 habitants qui, du coup, ne peuvent bénéficier des prêts du Crédit agricole bien que leur activité soit essentiellement agricole : Pithiviers dans le Loiret, ou Romorantin dans le Loir-et-Cher. Autre chose : lors de la réforme de 1971, il s'agissait d'éviter que l'évolution des structures agricoles, qui implique une réduction du nombre des agriculteurs, n'entraîne le dépeuplement du milieu campagnard. Les possibilités d'intervention du Crédit agricole pour faciliter le maintien d'activité économique dans ces zones ont alors été étendues à des personnes vivant ou exerçant une profession en milieu rural. Mais comment assurer cette mission lorsque statistiquement l'espace rural apparaît en fonction du niveau de la population rétréci comme une peau de chagrin ?

On a, en effet, constaté que les communes de moins de 2 000 habitants ont tendance à se dépeupler alors que celles de plus de 2 000 habitants grossissent. D'un recensement à l'autre, un certain nombre de communes antérieurement rurales sont classées urbaines : 248 en 1954, 468 en 1962, 1 589 en 1968 ; il y en aurait 1 600 en 1975.

Au reste, la définition actuelle de la ruralité met le Crédit agricole dans une situation paradoxale : il collecte deux tiers de ses ressources dans les milieux non agricoles et, en contrepartie, il ne peut leur consentir qu'un tiers du volume de ses prêts (une large part de ceux-ci étant d'ailleurs consentie aux coopératives et aux industries alimentaires). Les dirigeants du Crédit font remarquer que les conditions de collecte de l'épargne contraignent à une certaine réciprocité de service : il s'agit, non seulement de verser un intérêt, mais encore d'offrir des prêts personnels ou des prêts au logement.

Un vêtement étriqué

En outre, la limitation du champ d'activité contraint le Crédit agricole à mettre une grande partie de sa collecte sur le marché financier. Les responsables de l'établissement considèrent qu'il s'agit là d'un détournement de l'épargne qui, normalement, devrait être réinvestie dans les campagnes et non procurer de l'argent au jour le jour aux autres banques.

Bref, la ruralité, taillée statistiquement, est un vêtement trop étroit aux alentours. En 1970, la commission de l'espace rural du VI^e Plan avait indiqué qu'une ville, même importante, peut être incluse dans un ensemble rural si son évolution est liée à celle de son environnement.

C'est dans cet état d'esprit que la Fédération nationale du Crédit agricole (F.N.C.A.) a lancé en 1974 une enquête avec le concours

des caisses régionales de crédit agricole et du Centre d'études des techniques modernes. Sept tonnes de documents ont été collectées et traitées avec des méthodes mathématiques sophistiquées prenant en compte la démographie, les équipements commerciaux, les services de santé, les moyens d'éducation, l'organisation des loisirs, les nuisances, les relations intercommunales. Toutes les communes de moins de vingt-deux mille habitants ont été analysées.

Premiers résultats, portant sur 51 départements : le nombre de communes qui échappent à l'espace rural défini par le décret du 11 août 1971 est relativement faible, 525 sur 19 631, soit 2,7 % de l'échantillon ; en revanche, alors que, sur la base du recensement de 1970, 10 849 000 personnes (46 %) habitaient dans le périmètre de compétence du Crédit agricole, l'enquête permet désormais d'en dénombrer 14 650 000, soit 60 % de la population des cinquante et un départements étudiés.

Deux revendications

Les résultats définitifs doivent être publiés incessamment. En les prenant en compte, ainsi que les indications données par le recensement de 1975, le Crédit agricole demande deux choses :

— Le relèvement de la barre démographique de 5 000 à 7 500 habitants pour tenir compte de la concentration de la population. Les experts du Crédit agricole estiment que sinon le champ d'action potentiel de sa distribution du crédit rétrécirait de 5 à 6 % ;

— La mise sur l'orbite de la banque paysanne des communes à dominante rurale qui, selon les critères de l'enquête du CETEM, n'y gravitent pas à tort. Ces deux revendications se recoupent largement. Au total, quelque deux cents communes, représentant près d'un million de personnes, devraient venir grossir les terrains de chasse du Crédit agricole, soit une progression de 10 à 12 % des potentialités de prêt.

Ces revendications ne traduisent-elles pas une volonté de puissance sans commune mesure avec les besoins de financement de l'agriculture ? C'est le grief traditionnel des banques à l'égard de leur encombrant concurrent du boulevard Pasteur. « Nous sommes les seuls à nous intéresser à cette catégorie d'emprunteurs », réplique M. Jean-Pierre Lafaurie, directeur de la Fédération du crédit agricole depuis quelques mois. « Nous aurions pu choisir une autre filière, celle de l'agro-alimentaire, par exemple, pour effectuer nos prêts, c'est-à-dire financer tout ce qui touche de près ou de loin à l'agriculture : les fabricants de bouteilles pour le vin, les transports de grains en wagons S.N.C.F., les firmes de

négoce céréalier international... et pourquoi pas Nestlé ou Unilever ? Mais nous avons estimé que cela provoquerait en permanence des conflits avec les autres circuits financiers. D'ailleurs, nous ne sommes pas très préparés au financement de telles entreprises », précise M. Lafaurie. En revanche, le Crédit agricole se sent de taille à affronter les risques du crédit aux artisans, commerçants, vétérinaires, vendeurs de matériel agricole, retraités qui s'installent dans un gros bourg.

« A l'exception des banques populaires, mais elles ne courent pas d'intérêt pas à cette catégorie de clients », note le directeur de la Fédération M. Jean Madec, qui est chargé des études économiques et financières à la F.N.C.A., souligne pour sa part : « C'est pour des raisons de cohésion opérationnelle que le Crédit agricole a apporté son concours à l'étude du professeur Platier. Ce faisant, il a conscience de contribuer à un travail d'intérêt général, car la masse des données recueillies permettra, en dehors même des opérations de financement propres au Crédit agricole (mais également pour celles-ci) d'élaborer de façon plus rationnelle des programmes opérationnels de développement régional et local, par exemple dans le cadre des contrats de pays. »

Reste à savoir quel accueil vont réserver les pouvoirs publics à ces propositions. Le ministère de l'Agriculture ne devrait pas y faire d'objection, puisqu'il y gagnerait, lui aussi, une extension de champ de compétence. Toutefois, les territoires gagnés par la rue de Varenne ne pourraient l'être que sur ceux des autres : les services de l'équipement notamment. Il est difficile de préjuger leurs réactions.

De surcroît, la réforme de 1971 avait déjà provoqué un violent tir de barrage de la part de l'Association française des banques. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets. Pour éviter une nouvelle vague de protestations de l'A.F.B., l'hypothèse d'un coup de barre favorable au secteur bancaire traditionnel n'est pas à exclure.

Enfin, l'élargissement de la rivalité pourrait être contesté de l'intérieur même de l'institution par certains dirigeants traditionnels de la banque paysanne. Le Crédit agricole est, en effet, un établissement mutuel. C'est dire qu'il ne peut prêter qu'à ses sociétaires. En étendant son champ d'intervention, il s'ouvrirait davantage encore aux non-agriculteurs. Un bon nombre de paysans redoutent cette évolution, craignant de perdre le contrôle de l'institution. Le directeur de la Fédération pense, pour sa part, que l'entrée de non-agriculteurs resterait un phénomène de portée limitée.

ALAIN GIRAUDO.

Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1968
Total du bilan : 2381 millions de francs
au 31 décembre 1975

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME
EN EURO-DEVICES
PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd.
- The Industrial Bank of Japan Ltd.
- Bank of Tokyo Holding S.A.
- The Long Term Credit Bank of Japan Ltd.
- The Nippon Fudosan Bank Ltd.
- The Kyowa Bank Ltd.
- The Taiyō Kobe Bank Ltd.
- The Saitama Bank Ltd.
- The Hokkaido Takushoku Bank Ltd.

Le total de l'actif des banques participantes
dépassé 100 milliards de dollars

La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo,
avec plus de 250 bureaux,
représentants ou participations
à travers le monde, est fière
d'avoir un rôle à jouer dans
le développement économique
de la France.

BUREAUX A PARIS:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-53
BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO S.A.:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-55

Banque et financement mondiaux
BANK OF TOKYO
SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON
31 succursales au Japon 253 succursales à l'étranger
Réseau de plus de 4000 correspondants dans le monde



Société de Banque
et d'Investissements

Banque de Crédit
à long et moyen terme
Inscrite sur la liste des Banques sous le N° LBM 7

affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

26 bd d'Italie - MONTE-CARLO
Tél. (93) 30.56.46

صكنا من الامم

La SEMA et l'O.F.E.
organisent deux journées d'étude

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS AUX ÉTATS-UNIS »

MARDI 25 MAI 1976, à 9 heures
au PRÉ-CATELAN

avec la participation de

MM. DARDE, Sec. gén. Chbre de comm. française aux États-Unis
J. JACOMET, D.G.A. Pechiney-Ugine-Kuhlmann
J.-P. MARTY, LAVAULE, Avocat à la Cour
D. MUKERJI, P.D.G. de MAC DONALD FRANCE
J.-M. PALUEL-MARMONT, Dir. de PALUEL-MARMONT,
EDIE S.A.

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS DANS LES PAYS DE L'EST »

MARDI 15 JUIN 1976, à 9 heures
au HILTON SUFFREN

avec la participation de

MM. R. CURTI, Sec. Gén. de la Ch. de Com. franco-tchécoslovaque
J. FEVRIER, Sec. Gén. de la Gde Commis. franco-soviétique
J.F. GALLAND, Dir. div. pétro-chimie - CREUSOT LOIRE ENT.
M. LATIL, Dir. Aff. Int. CREUSOT-LOIRE
S. MANCINI, Responsable des pays à commerce d'Etat - CNPF

INSCRIPTIONS PAR TÉLÉPHONE : Mme A. BERG : 657-13-00

COUPON RÉPONSE À ADRESSER À :
SEMA ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT, 16-20, rue Barbès,
92128 MONTRouGE, à l'attention de Mme A. BERG, 657-13-00.
SOCIÉTÉ
ADRESSE
TEL
NOM ET QUALITÉ DU OU DES PARTICIPANTS
Intéressé par : JOURNÉE ÉTATS-UNIS (750 F).
JOURNÉE PAYS DE L'EST (750 F).
LES DEUX JOURNÉES (1.200 F).

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CRÉDIT

Forte diminution des chèques sans provision depuis la nouvelle réglementation

Depuis le début de l'année, date à laquelle est entrée en vigueur une réglementation plus restrictive, le nombre des chèques sans provision a très fortement diminué. Les banquiers sont unanimes à le constater : certains commerçants parlent même d'une chute dans la proportion de 5 à 1 !

C'est au 1^{er} janvier qu'ont été mises en application les dispositions conjuguées des lois du 3 janvier 1975 et du 3 janvier 1975. Tout chèque d'un montant égal ou inférieur à 100 F est payé, quel qu'il arrive, par le banquier, que le compte du tireur soit approvisionné ou non. En revanche, les mesures sanctionnant l'émission de chèques sans provision ont été aggravées, à titre préventif comme à titre répressif. Au premier incident, le banquier avise le fautif qu'il dispose d'un délai de quinze jours pour régulariser son compte. En cas de récidive, moins d'un an après ce premier incident, le client de la banque est frappé d'une interdiction d'émettre des chèques pendant un an, et se voit contraint de restituer les chèques de chèques en sa possession. Si le client passe outre, et continue à émettre, il encourra les peines frappant l'escroquerie (un à cinq ans d'emprisonnement, 3 600 F à 36 000 F d'amende). Quel que soit le montant du chèque, et avec une procédure de recours simplifiée au bénéfice du porteur de chèque sans provision. Les banques sont de plus tenues pour responsables du défaut de déclaration des incidents à la Banque de France. Une menace des plus utiles.

La très vive diminution des incidents révèle très clairement ce que l'on soupçonnait déjà : l'immense majorité des chèques sans provision sont dus soit à la négligence, soit à l'imprudence, soit encore au sentiment très répandu

que la banque fermera les yeux sur un petit escroc accidentel en fin de mois (ce qu'elle fait souvent d'ailleurs lorsqu'elle entend ménager ses clients).

D'un seul coup, les clients des banques se sont préoccupés de vérifier les soldes de leurs comptes, devenant bien plus prudents. Voilà de quoi satisfaire les établissements qui protestaient ces derniers mois contre l'obligation d'avoir à payer automatiquement les « petits chèques ». A vrai dire, l'émission des « chèques en bois » ne les a jamais vraiment gênés, puisque, en définitive, ce sont les bénéficiaires de tels chèques qui sont lésés (commerçants, pompiers, etc.). D'autre part, la proportion de ces chèques par rapport au total n'a guère varié dans le temps : un pour mille environ, soit trois millions l'an dernier (ce chiffre est très approximatif) sur trois milliards de chèques émis.

Les plus satisfaits de l'évolution actuelle seront sans doute les tribunaux, engagés par les procédures pour incidents de paiement : c'est, en effet, à la demande de la justice, à la limite de ses capacités de poursuites et de jugements, que la nouvelle réglementation a vu le jour.

SYNDICATS

EN DÉPIT DE SES « ILLUSIONS
RÉFORMISTES »
L'ÉVOLUTION DE LA C.F.D.T.
EST « TRÈS POSITIVE »
déclare M. Krasucki (C.G.T.)

Pour M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., l'évolution de la C.F.D.T. est « très positive » en dépit des « illusions réformistes » qui la marquent « encore profondément ».

Dans une longue déclaration-interview à la Vie ouvrière du 19 mai, M. Krasucki souligne les progrès de l'unité d'action tout en affirmant que celle-ci « n'est pas un corset qui comprime ». Mais il reconnaît qu'il y a des différences importantes dans les positions de fond entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

« La C.F.D.T., estime-t-il, est encore très imprégnée de ses origines, et les idées de la plupart des courants qui l'agitent font qu'elle est encore profondément marquée par des conceptions des illusions réformistes et que sa démarche est encore bien souvent hésitante et fluctuante ».

FAITS ET CHIFFRES

• LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES a accordé, samedi 15 mai, à l'entrepreneur de bâtiment Pouteau, dont le siège est à Laval (Mayenne), la suspension provisoire des poursuites pour cessation de paiement.

Le groupe Pouteau, qui emploie mille sept cent vingt-quatre salariés dans plusieurs départements de l'Ouest, travaille avec de nombreux sous-traitants, et exécute d'importantes marchés d'Etat. Le tribunal a confié l'administration

du groupe à deux curateurs chargés de l'informer des difficultés éventuelles éprouvées par les sous-traitants. — (Corresp.)

• LA FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX (troisième foire de France, après celles de Lyon et de Marseille) ouvrira ses portes du 22 au 31 mai. Elle bénéficiera, cette année, d'une très forte participation internationale (trois pays et cinq cents firmes étrangères). — (Corresp. part.)

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda
et des Périmètres Publics Irrigués
(O.M.V.V.M. et P.P.I.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre de la Basse Vallée de la Medjerda.

L'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués (O.M.V.V.M. et P.P.I.), dont le siège social est sis au Bardo — Cité Bouchoucha — Tunisie, lance, dans le cadre du projet de réhabilitation du périmètre de la Basse Vallée de la Medjerda, un appel d'offres international pour l'acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre précité.

Ces fournitures sont financées partiellement à partir d'un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.).

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Seuls sont autorisés à participer à cet appel d'offres les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D. et de la Suisse.

OUVERTURE DES PLIS

La date de remise des offres et d'ouverture des plis de l'appel d'offres est fixée au 1^{er} juillet 1976, à 11 heures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'O.M.V.V.M. et P.P.I.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être acquis contre paiement à l'O.M.V.V.M. et P.P.I. de 5 dinars tunisiens.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIERIES, MEUNERIES,
FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS



S.N. S.E.M.P.A.C.

6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCERF - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DE SILOS DE CÉRÉALES

La S.N. S.E.M.P.A.C. lance un avis d'appel d'offres international en vue de la RÉALISATION D'UN RÉSEAU DE SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES D'UNE CAPACITÉ GLOBALE DE TRENTE MILLIONS (30.000.000) DE QUINTAUX RÉPARTI en 41 sites. La capacité de stockage unitaire varie de 50.000 tonnes à 140.000 tonnes.

L'appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot n° 1 - Génie civil, tous corps d'état ;
- Lot n° 2 - Equipements mécaniques ;
- Lot n° 3 - Equipements électriques.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 10 mai 1976, le cahier des charges contre la somme de 2.000 D.A. à la S.N. S.E.M.P.A.C. - Direction de Développement - 6, boulevard ZIROUT-YOUCERF à ALGER.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires et références, doivent parvenir sous double enveloppe et plis cachetés portant la mention : « APPEL D'OFFRES - SILOS DE STOCKAGE - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date du dépôt des offres est fixée au lundi 6 septembre 1976, délai de rigueur.

Les activités de la DGZ continuent de prendre de l'ampleur. Amélioration considérable de la structure du bilan.

Extrats du Bilan au 31 Décembre 1975

	Millions de DM
Actif	
Excédent et actif liquide	1693
Dé par des institutions de crédit	36137
Bons de Trésor et Obligations du Trésor	9369
Bons et obligations	11991
Sommes à recevoir de clients autres que banques	10251
Autres titres	1161
Autres actifs	5150
Total bilan	17 6237
Passif	
Dépôts d'instituts de crédit	4 6232
Dépôts de clients autres que banques	11 8612
Obligations propres en circulation	433
Provisions	3981
Autres passifs	2650
Capitaux et réserves déclarées	132
Total bilan	17 6237

**Deutsche Girozentrale
Deutsche Kommunalbank**

Touringhaus 10 - BP 2055 - 6000 Frankfurt/Main - R.F.A.
Téléphone 069/2621 - Telex 414108

La «petite» équipe aux grandes ressources

حکومت الاصل

حکومتی اہل

GIMIXTE

GRUPPEMENT POUR LE FINANCEMENT
DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

GIMIXTE a contribué, depuis son origine, à l'essor des Sociétés d'Économie Mixte, réalisant des programmes d'aménagement dans le domaine de l'habitat, de l'équipement, de l'industrie.

227.500.000 francs d'apports lancés depuis 1975 ASSURÉS DE LA GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

GIMIXTE 12, rue de Valenciennes, 75001 PARIS - Tél. : 260.39.74

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME À LA DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LEURS SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Banque Rivaud

Les administrations de la Banque Rivaud, agréées par le Trésor, ont pour but de faciliter le financement des collectivités locales et des entreprises d'économie mixte.

Circulaire
CV, TARIFS, ETC. ENVOI EN MOINS D'UNE HEURE

345.000
345.000
345.000

38, Av. Daumesnil (Secteur 12)

CENTRALE RESEAU
645.000

SEFIMEG

Les recettes de la vente de la société SEFIMEG ont été de 1.200.000 F. en 1975, contre 1.100.000 F. en 1974.

1.200.000
1.100.000

ETROFINA

raits de rapport 1975

ROUANTS DE L'EXERCICE

1.200.000
1.100.000

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de la société SEFIMEG a été composé de 12 membres, dont 8 élus par les actionnaires et 4 désignés par le Trésor.

1.200.000
1.100.000

LES MARCHÉS FINANCIERS

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés du 14 mai 1976

NIETAVX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebar), comptant, 228 (228) ; à trois mois, 228 (228) ; étain comptant, 4 100 (4 115) ; à trois mois, 4 210 (4 225) ; plomb, 258 (278) ; zinc, 421 (444).

New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 69,70 (70,00) ; aluminium (lingots), 44 (44) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 85 (inchangé) ; mercure (par bouteille de 70 lbs), 130-135 (inchangé).

Singapour (en dollars de Singapour par picul de 133 lbs) : 1 177 (1 180).

LONDRES

Calme

Peu d'affaires lundi à l'ouverture du marché de Londres, où la tendance est restée plutôt à la baisse. Plièrement des industriels et des pétroliers. Recul des mines d'or.

OR (ouverture) (dollar) : 127 70 contre 127 70

VALEURS	14.5	17.5
War Loan 3 1/2 %	26 1/4	26 1/4
British Petroleum	275 1/2	275 1/2
Shell	442 1/2	442 1/2
Vickers	187 1/2	187 1/2
Imperial Chemical	182 1/2	182 1/2
De Beers	245 1/2	245 1/2
West India	227 1/2	227 1/2
West India	227 1/2	227 1/2

B. A. L. O.

Le BALCO de ce lundi 17 mai publie notamment les insertions de la Société centrale pour l'industrie.

Émission à 180 F et cotation de 185 F actions nouvelles de 150 F nominal, jouissance le 15 juin 1976 (une nouvelle pour trois anciennes).

Valis-Claude, Émission au pair de 4 000 actions de 100 F (une pour une).

Banco Popular Espanol S.A. - 1. Cotation en Bourse des 2015 820 actions de 500 pesetas émises en répartition de l'apport du Banco Europeo de Negocios. 2. Attribution gratuite et cotation éventuelle de 2 430 771 actions de 500 pesetas, jouissance le 15 juin 1976 (une pour cinq).

Appt. Aktiengesellschaft. - Introduction sur le marché français et admission à la Bourse de Paris des 250 000 actions nouvelles de 100 F nominal, jouissance le 15 juin 1976 (une nouvelle pour trois anciennes).

Genève-Allemont. - Introduction sur le marché français et admission à la Bourse de Paris des 250 000 actions nouvelles de 100 F nominal, jouissance le 15 juin 1976 (une nouvelle pour trois anciennes).

Genève-Allemont. - Introduction sur le marché français et admission à la Bourse de Paris des 250 000 actions nouvelles de 100 F nominal, jouissance le 15 juin 1976 (une nouvelle pour trois anciennes).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CITROEN S.A. - Résultat net pour 1975 : 29,08 millions de francs contre une perte de 381,38 millions de francs en 1974 et un bénéfice net de 34,40 millions de francs pour 1973.

FRANCAIREP. - Le bénéfice net consolidé pour 1975 s'établit à environ 8 millions de francs contre 3 millions de francs en 1974. Dividende global inchangé : 3 F.

GENVAIRIN. - En 1975, la société a réalisé un bénéfice net de 8,58 millions de francs contre une perte de 1,70 million de francs en 1974. Les chiffres ne sont pas comparables, compte tenu de la fusion avec la Parafin, réalisée en 1975. Dividende global : 7,50 F.

PRESTES DE LA CITE. - Dividende global pour 1975 : 8,25 F contre 7,05 F.

UNIPOL. - Bénéfice net pour 1975 : 14,41 millions de francs contre 13,63 millions de francs en 1974. Dividende global inchangé : 3 F.

BON MARCHÉ. - En 1975, la société a réalisé un bénéfice net de 33,5 millions de francs (première provision) contre une perte de 3,5 millions de francs en 1974. Dividende global : 4 millions de francs contre 2,5 millions de francs en 1974 (exercice de 1975).

RAI INVESTISSEMENT. - Résultat pour 1975 : 33,75 millions de francs contre 29 millions de francs en 1974. Dividende : 16 F contre 14 F.

VALEURS

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Patronelle (L.)	125	125	Dec-Lamotte	344	344	Rousselot S.A.	525	525	Alco	72	72
Patronelle S.A.	125	125	S.M.L. Leblanc	515	515	S.M.L. Leblanc	515	515	Cart Indus	132	132
Patronelle S.A.	125	125	Ernest-Dumas	200	200	Ernest-Dumas	200	200	Fosco	135	135
Patronelle S.A.	125	125	Ernest-Dumas	200	200	Ernest-Dumas	200	200	Ernest-Dumas	135	135
Patronelle S.A.	125	125	Ernest-Dumas	200	200	Ernest-Dumas	200	200	Ernest-Dumas	135	135

INDICES QUOTIDIENS

CNSEE. Base 100 : 31 déc 1975.

13 mai 1976

Indice français : 351,97
Indice étranger : 178,57

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 236 28 236 28

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts) : 145 17 145 17

BOURSE DE PARIS - 14 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	35 90	1 851	171	182	Lyons-Allemant	102 50	105	Un. Ind. France	128 50	128			
5 %	50 30	4 210	357	357	Genève-Allemont	415	415	Ader Investiss.	107 50	107			
5 % 1920-1925	1 140	4 210	357	357	Genève-Allemont	415	415	Ader Investiss.	107 50	107			
5 % 1925-1930	1 140	4 210	357	357	Genève-Allemont	415	415	Ader Investiss.	107 50	107			
5 % 1930-1935	1 140	4 210	357	357	Genève-Allemont	415	415	Ader Investiss.	107 50	107			

MARCHÉ A TERME

Compos.	Préc.	Préc.	Préc.	Préc.	Compos.	Préc.	Préc.	Préc.	Compos.	Préc.	Préc.	Préc.	Compos.	Préc.	Préc.	Préc.
500	4 500	4 500	4 500	4 500	500	4 500	4 500	4 500	500	4 500	4 500	4 500	500	4 500	4 500	4 500
1370	4 500	4 500	4 500	4 500	1370	4 500	4 500	4 500	1370	4 500	4 500	4 500	1370	4 500	4 500	4 500
385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385	385
380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380
74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74

COTE DES CHANGES

Marché officiel : 4 688 4 688 4 70

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

Or fin (d'o en barre) : 1920 1920

